



R A P P O R T A N N U E L

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

2011



LE SPÉCIALISTE DE LA VENTE À DISTANCE ET DE LA LIVRAISON À DOMICILE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

1 MÉTIER : LA VENTE À DISTANCE ET LA LIVRAISON À DOMICILE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

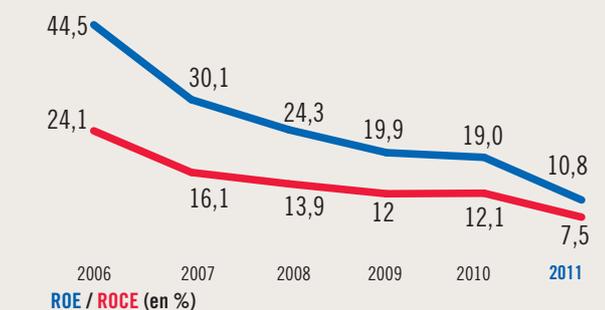
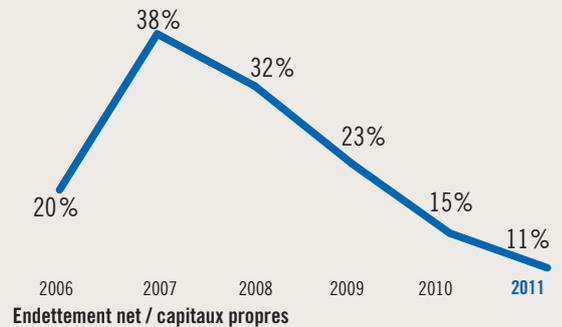
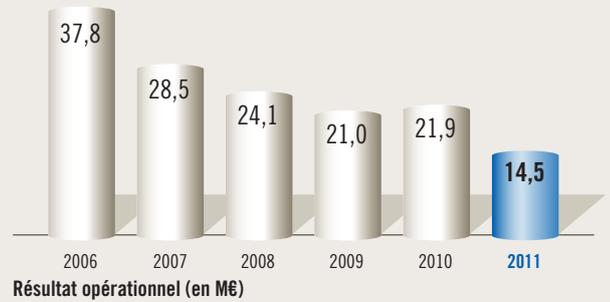
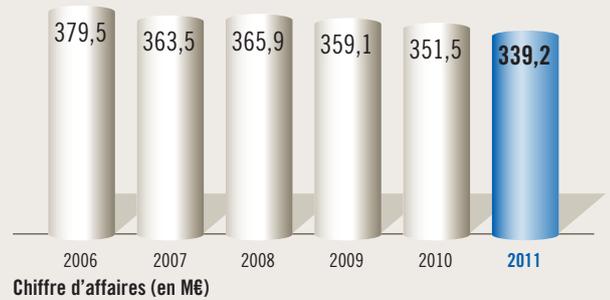
2 ENSEIGNES



Plus de 1 000 produits surgelés
Chiffre d'affaires : 318,5 M€



4 500 produits frais
et d'épicerie
Chiffre d'affaires : 20,7 M€



3 440

COLLABORATEURS

1,3 Million

DE FOYERS CLIENTS

25 000

COMMANDES LIVRÉES
CHAQUE JOUR EN FRANCE

136 000 m³

DE VOLUME D'ENTREPOSAGE FRIGORIFIQUE

1 146

VÉHICULES FRIGORIQUES



Depuis 65 ans
au service
de nos clients

- 1947** Création de Toupargel.
- 1982** Reprise par Roland Tchénio. Le modèle est la vente de produits surgelés par des camions-magasins.
- 1983** Virage stratégique et transformation du modèle en vente de produits surgelés aux particuliers avec prise de commande par téléphone, préparation sur des plates-formes dédiées et livraison sous 72 h.
- 1997** En décembre, Toupargel Groupe SA est introduit au Second Marché.
- 2002** Mise en place de l'activité "Frais et Épicerie" sous l'enseigne Place du Marché.
- 2003** Toupargel Groupe SA acquiert, la société Frigédoc (marque Agrigel) et prend la position de leader de la livraison à domicile de surgelés.
- 2005** Lancement d'une gamme de produits à marque Toupargel.
- 2006** Fusion juridique de Toupargel et d'Agrigel.
- 2007** Une seule enseigne pour l'activité "Surgelés" : Toupargel. Lancement d'un plan média national "télévision", une première dans le domaine de la distribution de produits surgelés.
- 2009** Ouverture aux appels entrants pour l'activité "Surgelés", avec la création du Service Clients et d'un numéro d'appels gratuit, le 30 40. Lancement du site marchand pour l'activité "Frais et Épicerie" (placedumarche.fr).
- 2010 -2013** Déploiement du plan "Cap 2013" avec 3 axes majeurs :
 - > le "concept magasin" : organisation commerciale dans laquelle chaque équipe de télévente est dédiée à une agence de livraison couvrant exclusivement une zone de chalandise,
 - > l'offre multicanal, avec le lancement du site marchand pour l'activité "Surgelés" (toupargel.fr),
 - > l'extension de la zone d'activité de Place du Marché en proposant aux clients Toupargel l'offre produits de Place du Marché.

Sommaire

Préambule

p.4

Entretien avec le Président p. 4
Le marché alimentaire p. 6
Le marché du surgelé p. 8

L'activité surgelés

p.10

L'organisation p. 10
L'offre produits p. 16

L'activité frais et épicerie

p.22

Le déploiement de Place du Marché p. 22
Les synergies commerciales p. 24

Le développement durable

p.26

Les enjeux économiques et sociétaux p. 28
Les enjeux environnementaux p. 31
Les enjeux sociaux p. 33

Le gouvernement d'entreprise

p.40

Le fonctionnement p. 41
Le contrôle p. 51

Le cahier de l'actionnaire

p.56

Les informations boursières p. 57
Les principaux chiffres et ratios p. 64

Le rapport financier Autres informations

p.66
p.151

Les comptes consolidés p. 67
- le rapport de gestion p. 67
- les facteurs de risques p. 73
- les comptes annuels 2011 p. 77
- rapport des commissaires aux comptes p. 127

Les comptes sociaux p. 128
- le rapport de gestion p. 128
- les comptes annuels 2011 p. 134
- rapport des commissaires aux comptes p. 148
- rapport spécial des commissaires aux comptes p. 149

Les informations juridiques p. 151
- renseignements de caractère général p. 151
- renseignements concernant le capital p. 154

Attestation du responsable du document de référence p. 158
Table de concordance p. 159



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 avril 2012, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération

visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/1 004 de la Commission, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- Les comptes consolidés, le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, les comptes annuels et le rapport général relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 et figurant respectivement aux pages 82 à 132, 133, 140 à 153 et 154 du document de référence n° D. 11-0234 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2011,
 - Les comptes consolidés, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, les comptes annuels et le rapport général relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009 et figurant respectivement aux pages 83 à 130, 131, 139 à 152 et 153 du document de référence n° D. 10-0235, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 avril 2010.
- Date de fin de rédaction du présent rapport : 4 avril 2012 - Rapport annuel édité en 350 exemplaires.



Préambule

Entretien avec Roland Tchénio Président Directeur Général

Le Groupe Toupargel a enregistré, pour sa cinquième année consécutive, une baisse d'activité. Associé à une stabilité des charges d'exploitation, ce retrait s'est traduit par des résultats consolidés inférieurs à l'exercice précédent. Le Groupe conserve cependant une forte capacité à se désendetter. Dans le cadre du plan stratégique "Cap 2013", la mise en place d'une nouvelle organisation opérationnelle a été finalisée. Cette étape marque la fin des perturbations liées aux changements intervenus dans les relations avec les clients. Dorénavant, l'organisation est en ordre de marche pour renouer avec la croissance.

Quels ont été les faits marquants en 2011 ?

Dans le cadre de notre plan stratégique Cap 2013, l'organisation du réseau commercial en 160 magasins "virtuels" s'est achevée fin 2011. Chaque équipe de télévente et de livraison est désormais responsabilisée sur un portefeuille clients et un territoire géographique exclusif. Cela permet de développer chaque "magasin" en fonction de son potentiel. Cette étape a perturbé l'activité mais elle s'avérait nécessaire pour améliorer le service rendu aux clients. Un service nouveaux clients a été instauré pour le suivi des premières commandes et le développement de nouveaux clients a été intensifié au 4^e trimestre. L'offre de livraison a été étendue à Paris permettant au Groupe de couvrir l'ensemble du territoire. D'autre part, l'offre multicanal, avec le numéro de téléphone gratuit (3040) et le site e-commerce toupargel.fr, a été développée afin de répondre aux attentes d'une clientèle plus jeune, plus urbaine, sous représentée dans le portefeuille clients. Cette offre a représenté 4,1% du chiffre d'affaires contre 2,7% en 2010. Enfin, l'offre de produits frais et d'épicerie de l'enseigne Place du Marché a été élargie à 11 nouvelles agences.

Quelle a été la tendance du chiffre d'affaires en 2011 ?

L'activité "Frais et Épicerie" a progressé de 1,7% à 20,7 M€ portée par l'extension de la zone de chalandise. Le panier moyen a progressé de 4,5% avec l'élargissement de la gamme produits. L'activité "Surgelés", du fait d'une moindre création de nouveaux clients et de la réorganisation commerciale, a baissé de 3,8% à 318,5 M€.

Comment les résultats consolidés ont-ils évolué ?

Du fait du retrait du chiffre d'affaires, la marge commerciale a baissé en valeur absolue de 7,1 M€ mais est restée stable en valeur relative à 57,2%. Les charges d'exploitation sont restées globalement équivalentes à l'exercice précédent, le résultat opérationnel est passé de 21,9 M€ à 14,5 M€ en 2011. Le résultat net s'est élevé à 8,1 M€ contre 12,9 M€ en 2010. L'endettement net est passé de 12,3 M€ à 9,0 M€ au 31 décembre 2011 représentant un ratio d'endettement net sur fonds propres de 11%.



*“Une organisation
en ordre de marche
pour renouer avec
la croissance”*

5

L'action Toupargel Groupe conserve-t-elle son statut de valeur de rendement ?

Depuis 2005, le Groupe a distribué de façon constante un niveau de dividende élevé du fait d'une génération de cash flow importante. Au regard des derniers résultats et dans le contexte économique actuel, le dividende proposé au titre de l'exercice 2011 est de 0,4€ par action contre 1,0€ précédemment. En retenant le cours de bourse du 27 février 2012, cela représente un rendement de l'ordre de 4%.

Quelle est votre stratégie pour renouer avec la croissance ?

Notre organisation commerciale est désormais en ordre de marche pour retrouver une croissance de l'activité. En terme de création de nouveaux clients, l'exploitation de fichiers d'appels qualifiés et l'intensification du web vont soutenir une création intensive de nouveaux clients. En télévente, l'accent est mis sur le renforcement de l'encadrement et la formation. En livraison, la fréquence de livraison et l'élargissement des plages horaires de livraison vont continuer à être améliorés. L'offre multicanal va poursuivre sa montée en puissance relayée par des campagnes publicitaires à la télévision. Par ailleurs, l'enseigne régionale Place du Marché, du fait des nombreuses synergies développées avec l'enseigne Toupargel, est amenée à élargir nationalement sa zone de chalandise dans les années à venir.

Quelles sont vos perspectives pour 2012 ?

Eu égard à l'environnement de consommation, le Groupe se montre prudent pour l'année 2012 et anticipe un chiffre d'affaires en légère progression et une marge opérationnelle stable.



Les habitudes de consommation évoluent

Vers un vieillissement de la population

En 2009, la population de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer était estimée à 64,3 millions d'habitants. Avec plus de 800 000 naissances, la France métropolitaine a retrouvé un niveau qu'elle n'avait plus atteint depuis 1981. L'espérance de vie reste stable. Les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses : 5,6 millions de personnes de 75 ans et plus vivent en France, soit un tiers de plus qu'il y a dix ans. En 2060, le nombre de personnes de plus de 60 ans augmentera de plus de 10 millions (Source : Insee).

Des ménages de plus en plus réduits

6 Avec en moyenne 2,3 personnes par foyer, ce chiffre ne cesse de baisser (il était de 2,4 en 1999). Un tiers des logements est occupé par une personne seule, un autre tiers par des foyers de 2 personnes. Le nombre de familles avec enfants s'est stabilisé grâce à la reprise récente de la fécondité (Source : Insee).

La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes

Alors que dans les années 80 et 90 le dynamisme démographique de la France était porté par les périphéries urbaines, la population rurale augmente désormais au même rythme que l'ensemble de la population française. Si l'attractivité des espaces périurbains est toujours d'actualité, elle s'accompagne désormais d'une croissance significative de larges espaces ruraux. Parallèlement, pour les grandes villes, au cours des 30 dernières années, le développement démographique se faisait principalement du centre vers la périphérie. Ce modèle est en train d'évoluer puisque de nombreuses villes croissent plus vite que leurs banlieues (source : Insee).

Un budget alimentaire restreint pour financer de nouveaux besoins

De 20% au début des années 1960, la part de l'alimentation descend, de nos jours, à 14% des dépenses de consommation des ménages,

en volume (source : Insee). C'est encore plus vrai pour les jeunes générations qui ne consacrent que 8% de leur budget à l'alimentation (source : Credoc). L'environnement du consommateur a changé : l'extension de la grande distribution, l'évolution des modes de vie, l'apparition de nouveaux produits ont modifié les comportements de consommation. La perte de vitesse des dépenses traditionnelles a été pour partie compensée par le dynamisme des produits à haute technologie. Ceux-ci ont pris le relais des appareils électroménagers, désormais largement diffusés. Néanmoins, la plus grande partie du budget des ménages continue à être utilisée pour les dépenses alimentaires (14%), le transport (15%) et le logement (24%). Depuis une vingtaine d'années, ces derniers ont détrôné l'alimentation comme premier poste de la consommation.

En 2005, les ménages français ont consacré 122,7 milliards d'euros aux dépenses alimentaires (hors boissons et boissons alcoolisées) (source : LSA - septembre 2006).

En 2012, les Français sont pessimistes sur la situation économique de leur pays. Ils ont le sentiment d'avoir perdu de la qualité de vie et craignent un gel des salaires, alors que l'inflation des matières premières se confirme. Résultat, le pouvoir d'achat redevient leur 2^e préoccupation juste derrière le chômage. 81% font attention à leur budget, 28% sont prêts à aller dans plusieurs magasins pour trouver les prix les plus bas, 26% achètent des MDD pour dépenser moins (sources : LSA 15 juillet 2011, Points de Vente 20 février 2012).

La vente en ligne de produits alimentaires se démocratise

L'utilisation d'internet est en essor auprès de toutes les tranches d'âge. Ce sont notamment les 65 ans et plus qui enregistrent la plus forte progression : ils sont 8 fois plus nombreux qu'il y a 10 ans à se connecter à internet. Aujourd'hui 31% des 65 ans et plus surfent sur internet contre seulement 4% en 2001. Autre fait marquant sur ces 10 dernières années : la féminisation d'internet. En 2001 moins d'une femme sur 4 (24%) s'était connectée à internet. En 2010 ce sont près de 2 femmes sur 3 (66%) qui s'y sont connectées. Aujourd'hui les femmes internautes sont quasiment aussi nombreuses que les hommes : elles représentent 49% des internautes contre 51% pour les hommes (source : Médiamétrie - février 2011).

Le développement des ventes en ligne (31 milliards d'euros contre 25 milliards d'euros en 2010) est contrasté selon les biens et services commercialisés. Les achats "dématérialisés" (voyages, billetterie, téléchargements) s'imposent en tête, suivis des produits technologiques et d'équipement de la personne, alors que d'autres produits peinent à acquérir une position forte sur ce canal de vente. Il en va ainsi des denrées alimentaires dont le poids dans les ventes en ligne est plus discret, et la pénétration auprès des internautes plus faible. 12% des internautes (14% en 2010), soit 4,6 millions de personnes (4,9 millions en 2010), ont recours à l'achat en ligne.

» **26,6 millions** de foyers en France

» **11 millions** des foyers habitent dans des communes de moins de 10 000 habitants

» **1 commune sur 2** ne bénéficie pas de commerce de proximité

» **122,7 milliards d'euros** Les achats alimentaires représentent le **3^e** poste de dépenses des français

alimentaire

Ce marché, à destination de 2 millions de cyberacheteurs (*source : LSA - 17 juin 2011*), est évalué à 1 milliard d'euros, soit moins de 1% des dépenses de consommation des ménages en produits alimentaires et boissons. Après une décennie d'existence, et quelques déconvenues, les cybermarchés, équivalents "online" des grandes

surfaces alimentaires, pèsent en moyenne à peine plus lourd qu'un gros hypermarché de région parisienne (*source : Credoc décembre 2009*). Le modèle de vente de produits alimentaires avec livraison à domicile avoue sa difficulté à atteindre la rentabilité (*source : Le Journal du Net - 24 octobre 2011*).

1 Md€ La livraison à domicile de produits alimentaires

La livraison à domicile de produits alimentaires a été relancée au milieu des années 90, en phase avec le rôle croissant des services dans la stratégie des distributeurs. Plus récemment, les distributeurs nationaux ont saisi l'opportunité offerte par Internet pour lancer les cybermarchés et le drive. La population utilisatrice de ces services est très diversifiée, même si l'intensité du recours progresse fortement avec le revenu et la présence d'enfants dans le ménage (*source : CREDOC 2002*).

Les acteurs du marché

Le marché de la livraison à domicile de produits alimentaires se répartit autour de 4 familles d'intervenants :

- > les épiciers de campagne, constitués d'entreprises atomisées, avec des gammes produits courtes et effectuant généralement des tournées hebdomadaires,
- > les magasins urbains de proximité (Monoprix, Intermarché, Simplymarket) proposant un service complémentaire à leur clientèle de leur zone de chalandise,
- > les cybermarchés, filiales des groupes de la Grande Distribution (Carrefour.fr/Carrefour, Telemarket.fr/Système U, Auchandirect.fr/Auchan, Houra.fr/Cora). Ces cybermarchands effectuent les prises de commande par Internet et accessoirement par téléphone. Ils livrent essentiellement l'Île de France et développent un service de livraison dans les grandes agglomérations de Province. Le panier moyen d'un cyberacheteur de produits alimentaires est compris entre 160 et 170 euros (contre 35 euros pour un chariot moyen dans un hypermarché) (*source : Distripédie*).

On compte également de nombreux cybermarchés tels que natoora.fr, bienmanger.fr, positionnés sur des marchés de niche (produits frais, du terroir...) et externalisant la livraison.

Sur ce marché évalué à 350 M€ (*source interne*), peu de cybermarchés ont aujourd'hui atteint la rentabilité, une concentration

du secteur apparaît inéluctable dans les prochaines années.

> les spécialistes de la vente à distance et de la livraison à domicile de produits alimentaires. Le Groupe Toupargel a développé depuis 2000 une offre de produits Frais et d'Épicerie sous l'enseigne Place du Marché. Réalisant un chiffre d'affaires de 20.7 M€ sur une zone de chalandise limitée au quart Nord Est de la France, cette activité est amenée à se développer nationalement. Est également présente sur ce marché, la société Maximo, positionnée sur la livraison à domicile de produits secs et d'épicerie et de produits surgelés. Maximo a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 120 M€ en 2011 sur l'activité "produits secs et d'épicerie" (*source interne et sous réserves*). Sa couverture géographique s'étend sur la moitié Nord de la France. Les prises de commandes sont effectuées par des vendeurs terrains ou des télévendeurs en parallèle de l'activité "Surgelés".

Emergence d'un nouveau modèle, le drive

Depuis 2000, un nouveau format de vente a fait son apparition, le drive, où le consommateur passe sa commande sur internet (5 000 à 6 000 produits référencés) et la retire dans un magasin-entrepôt. En mars 2012, l'Atlas LSA dénombre 914 points drive en France. Depuis 2011, Nielsen estime qu'une dizaine d'entrepôts est bâtie chaque mois. 1,5 million de foyers français, principalement de moins de 35 ans concentrés dans les villes de plus de 200 000 habitants, ont testé ce système avec un panier moyen de 63€ et 31 articles achetés. Chaque ménage dépenserait 561 € par an dans le drive contre 517€ dans le hard-discount et 289€ dans le commerce de proximité. Kurt Salmon évalue le marché à 4 milliards d'euros dès 2015 contre à peine 500 millions en 2010. Le retour sur investissement d'un drive se fait en quatre ans avec une rentabilité avant impôts qui peut atteindre 5% (*sources : LSA 20 octobre 2011, Kantar Worldpanel*).

» **39 millions** d'internautes (*Source : Médiamétrie*)

» **28 millions** d'internautes achètent des produits et services en ligne (*Source : Médiamétrie*)

» **25%** du commerce de détail réalisés sur Internet en 2020 (*Source : Stratégies Logistique 1 février 2012*)

» **4,6 millions** d'internautes commandent des produits alimentaires en ligne (*Sources : Fevad-Médiamétrie/Netratings mai 2010*)

» **1 milliard d'euros** d'achats alimentaires sur internet (*Source : Credoc*)

Le marché

5,9 Md€ Le marché national des produits surgelés

Le marché global des surgelés capte 98% des 26,6 millions de foyers français. Il représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 5,9 milliards d'euros soit 4.8% des achats alimentaires des ménages (source : Kantar Worldpanel).

L'attractivité de ce marché reste stable depuis plusieurs années. Le budget moyen d'achat (236€, 47 kg achetés par an) continue de progresser sous l'impulsion des éléments suivants :

> l'évolution des modes de vie : recherche de gain de temps et de qualité de l'alimentation,

> le niveau d'équipement des ménages en équipements de froid et micro-ondes. 99% des foyers français possèdent un réfrigérateur (combiné à un congélateur dans 65% des cas), 60% un congélateur, 85% un micro-ondes (source : Gifam),

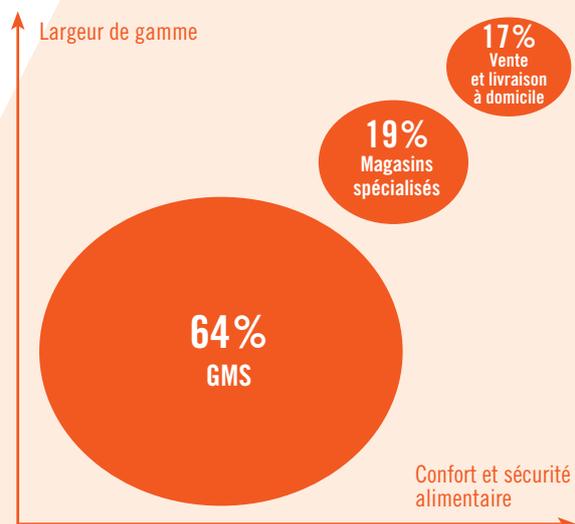
> une modification des structures familiales (augmentation du nombre de célibataires et de couples sans enfants),

> la baisse du temps de préparation des repas et des heures de repas de plus en plus flexibles (nomadisme alimentaire dû aux contraintes professionnelles et familiales),

> une offre produits variée et innovante proposant des aliments de qualité alliant praticité et rapidité de préparation.

(source : TNS SECODIP)

Répartition du marché national du surgelé



1 Md€ Le marché de la livraison à domicile de produits surgelés

Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 milliard d'euros et 4,6 millions de foyers consommateurs, la livraison à domicile de produits surgelés représente 17% du marché des produits surgelés soit le 3^e réseau de distribution en France. Les motivations d'achat des clients de sociétés de livraison à domicile sont spécifiques : ils recherchent le confort d'achat, le respect de la chaîne du froid et enfin le choix des produits par rapport aux réseaux de distribution traditionnels. Le budget moyen d'achat s'élève à 260€ et représente 32 kg consommés annuellement par foyer (source : Kantar Worlpanel).

La livraison à domicile de produits surgelés s'exerce principalement en zone rurale et péri-urbaine suivant deux méthodes de vente :

> la vente par camions-magasins : les vendeurs effectuent leurs tournées à l'aide d'un véhicule généralement poids lourd, véritable magasin ambulant contenant 250 à 350 références produits.

La vente en camions-magasins représente 180M€, soit 18% du marché (source interne). Ce système de vente est privilégié par les quelques acteurs régionaux existants ;

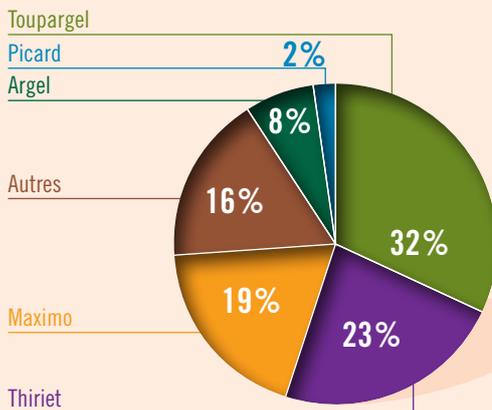
> la vente à distance suivie de la livraison : la prise de commande s'effectue par des vendeurs itinérants, des vendeurs au téléphone ou par internet. Dans ce modèle, les fonctions vente, logistique et livraison sont dissociées. Cela nécessite des centres d'appels (pour la prise de commandes par téléphone), un site e-commerce, des outils industriels (des plates-formes de préparation de commandes) et des véhicules de livraison. La vente par téléphone est le mode de vente prépondérant sur ce marché ; Toupargel en a été le précurseur.

du surgelé

Une poignée d'acteurs se partagent le marché de la livraison à domicile

En France, le marché de la livraison à domicile de produits surgelés aux particuliers (ou home-service) est relativement concentré. Toupargel s'affiche en leader avec 32% de part de marché (*source : Syndigel*). Trois sociétés, Thiriet, Maximo et Argel représentent 50% du marché. De nombreux acteurs régionaux (Croquegel, Bofrost, Eismann...) et Picard se partagent les 18% restants.

Répartition du marché "home service"



Source interne

Thiriet

Le Groupe familial, basé à Eloyes dans les Vosges (3 000 salariés), a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires consolidé de 383 M€ et un résultat opérationnel de 14,3 M€. Il est positionné sur deux activités complémentaires :

- la fabrication de pâtisseries et crèmes glacées surgelées, métier historique du Groupe. Thiriet est aujourd'hui le troisième fabricant de crèmes glacées en France (derrière Unilever et Nestlé), avec une usine de production basée à Eloyes (Vosges),
- la distribution de produits surgelés avec deux canaux de vente distincts :

- la distribution à domicile aux particuliers (61% du chiffre d'affaires consolidé) : selon un système de vente basé sur la télélivraison, l'enseigne prépare et livre des commandes à domicile à plus d'un million de clients en France en s'appuyant sur un centre de téléprospection clients, 5 plates-formes de préparation de commandes, 86 centres de distribution et 600 camions de livraison ;
- la distribution en magasins sous enseigne Thiriet (22% du chiffre d'affaires consolidé) avec 165 points de vente (France, Dom-Tom). Thiriet a également conclu des partenariats avec des distributeurs étrangers (Japon, Portugal, Suisse, Pays-Bas, Corée, Maroc) et maintient une activité de distribution de produits surgelés aux professionnels. (*source : Thiriet*)

Maximo

Le Groupe familial, basé à Reims, a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires consolidé estimé à 310 M€ dont 60% en livraison à domicile de produits surgelés (*source interne et sous réserves*). Historiquement positionné sur la livraison de produits secs, d'épicerie et de droguerie aux particuliers, le Groupe s'est engagé dans la livraison de produits surgelés à domicile en 1980. Il comporte un effectif de 2 600 personnes, 2 plates-formes de stockage et de préparation de commandes, 1 200 camions et plus de 52 agences de livraison. Le Groupe livre 550 000 clients sur la moitié Nord de la France suivant deux systèmes de vente (précommande et télévente). (*source : Maximo*)

Argel

Le 4^e distributeur de produits surgelés à domicile est une filiale du Groupe Even, coopérative agricole regroupant plus de 2 000 agriculteurs adhérents et réalisant 1 800 M€ de chiffre d'affaires sur 4 activités distinctes (produits laitiers, viande et plats cuisinés, frais et surgelés, nutrition et distribution). Argel a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 77 M€ (*source interne*). La société comprend 850 personnes, 2 plates-formes de préparation de commandes et 70 agences de livraison. Elle enregistre plus de 2 millions de commandes par an en télévente et livre 300 000 foyers en France à l'exception du Nord Est et de certaines régions du Nord Ouest. (*sources : Argel, Even*)

Les leaders européens peinent à trouver leur place

Avec des chiffres d'affaires respectifs de l'ordre de 1,1 milliard d'euros et 600 millions d'euros, Bofrost et Eismann sont les principaux acteurs d'un marché de la livraison à domicile de produits surgelés en Europe évalué à près de 3 milliards d'euros (*source interne*). En Allemagne, marché équivalent à celui de la France avec 1 milliard d'euros, ces deux sociétés germaniques ont acquis une position dominante avec respectivement 75% et 20% du marché. Elles sont également implantées dans de nombreux pays européens.

Positionnée en France depuis 1995, la société Bofrost réalise près de 45 M€ de chiffre d'affaires sur la livraison à domicile (*source interne et sous réserves*) avec une distribution par camions-magasins. L'activité, s'appuyant sur plus de 300 collaborateurs répartis sur 13 agences, est multirégionale (à l'exception du Nord Ouest et du Centre).

Eismann a réalisé en France un chiffre d'affaires de 53 M€ en 2010 (*source interne et sous réserves*). Disposant de 27 dépôts et 300 camions-magasins, Eismann livre les régions Alsace, Nord Pas de Calais, Ile de France, Normandie, Pays de Loire, Poitou-Charentes, Limousin et Sud Ouest.

(*sources : Bofrost, Eismann*)



L'activité

*“Commander chez
Toupargel, c'est
l'assurance d'être
livré quand on veut
et de bénéficier
d'un large choix
pour toutes les
occasions.”*

CATHERINE
Cliente Toupargel

10





Surgelés

➤ L'organisation opérationnelle de Toupargel

L'activité Surgelés est organisée en huit régions, chacune d'elles disposant d'équipes dédiées de développement, de télévente, de livraison et s'appuyant sur quatre plates-formes de préparation de commandes. Toupargel s'assure ainsi un maillage complet du territoire national tout en développant une relation de proximité avec ses 1,2 million de clients.

Historiquement, le Groupe Toupargel s'est développé en apportant un service dans les communes de moins de 10 000 habitants qui représentent 11 millions de foyers, souvent éloignés des commerces de proximité.

Si cette clientèle (80% de seniors et familles avec enfants vivant en zone rurale et petites agglomérations) demeure son cœur de cible, Toupargel, depuis 2010 et dans le cadre de son plan stratégique "Cap 2013", fait évoluer son organisation opérationnelle afin d'augmenter son potentiel de croissance en attirant une nouvelle clientèle plus jeune et plus urbaine.

Ainsi le territoire est découpé en 160 "magasins virtuels", chacun constitué d'une équipe de télévendeurs et d'une équipe de livreurs ayant en charge un territoire défini (avec des clients à appeler pour les uns et des clients à livrer pour les autres).

Toupargel, leader de la livraison à domicile de surgelés

- **N°1 en France, N°3 en Europe**
- **318,5 M€ de chiffre d'affaires**
- **32% de part de marché**
- **1 220 000 clients**
- **3 308 collaborateurs**
- **Plus de 1 000 références produits**
- **6 600 000 commandes/an**
- 1 foyer sur 13 est client de Toupargel***

**dans les communes de moins de 10 000 habitants*



En amont : le développement pour créer de nouveaux clients

En 2011, les équipes de prospection en porte à porte et de téléprospection ont créé 345 000 clients.

Les 250 prospecteurs terrain de Toupargel, animés par des chefs de groupe, sont chargés quotidiennement de recruter des clients sur un périmètre géographique défini en fonction de son potentiel. Equipés d'un outil informatique, les prospecteurs peuvent proposer plusieurs dates de livraison aux futurs clients, prendre des commandes mais aussi des rendez-vous.

Les équipes de téléprospection, réparties sur 6 plateaux (Saint-Omer, Amboise, Saint-Brieuc, Marseille, Villeurbanne et Clermont-Ferrand) avec quelque 230 téléprospecteurs, contactent chaque jour environ 300 prospects à partir de fichiers pour partie pré-qualifiés. Toupargel poursuit la qualification des fichiers rendant ensuite la téléprospection plus efficace.



En 2011, Toupargel a créé un Service Nouveaux Clients qui porte une attention toute particulière à ces derniers : appel pour mesurer leur satisfaction après la livraison, leur appréciation des produits... Ce traitement spécifique initie la relation commerciale et permet de mieux fidéliser les clients. A l'issue des trois premières commandes, les clients sont ensuite suivis par les équipes de télévente.

De la télévente au multicanal : mieux servir nos clients actuels et conquérir de nouvelles cibles

La télévente, modèle historique

Le modèle de vente historique de Toupargel repose sur l'appel des clients à l'initiative des équipes de télévente de nos 34 agences. Ainsi, 800 télévendeurs contactent à date fixe et 16 fois dans l'année (soit tous les 17 jours) 1,2 million de clients et leur proposent les produits adaptés en fonction de leurs modes de consommation. Ce modèle de vente crée une relation fidélisante et de proximité avec les clients.

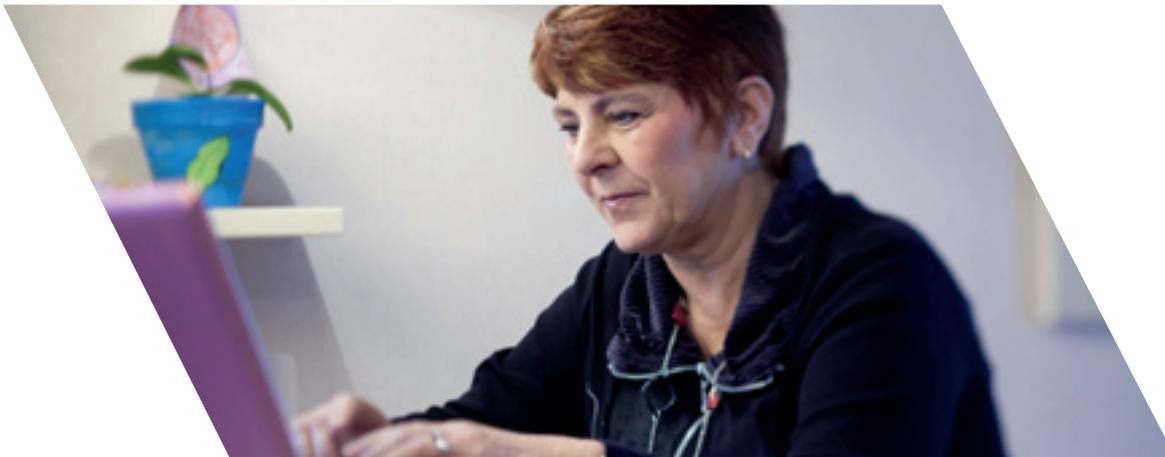
Le développement des nouvelles technologies d'information, la recherche de la satisfaction clients et la conquête de nouvelles clientèles, ont incité Toupargel à diversifier son modèle de vente. Depuis 2009, est proposée une offre dite "multicanal" avec la possibilité pour le client de commander comme il veut, quand il veut : en étant appelé par un télévendeur, en appelant le Service Clients au 3040 (numéro d'appel gratuit) ou bien en passant une commande sur le site internet toupargel.fr.



Le catalogue Toupargel, média de communication historique

16 fois par an, Toupargel dépose ou envoie par courrier au domicile de ses clients un catalogue produits dont la maquette a été repensée en 2011 pour plus de lisibilité et d'attractivité. A chaque édition, suivant une thématique donnée, sont présentées les nouveautés, les promotions et la sélection du moment de l'apéritif au dessert. Véritable outil d'aide à l'achat, le catalogue est accompagné d'un courrier proposant des offres personnalisées au client (cadeaux, réductions, programme de fidélité).





Le Service Clients, un contact humain permanent 6 jours sur 7



Avec le Service Clients, dédié aux appels entrants et joignable à partir d'un numéro court et gratuit, le 3040,

les clients peuvent, non seulement passer leur commande de leur propre initiative quand ils le souhaitent (du lundi au vendredi de 8h30 à 20h et le samedi de 8h30 à 16h15), mais aussi changer l'heure de leur livraison, modifier le contenu des commandes ou simplement obtenir des renseignements.

toupargel.fr, pour élargir la clientèle



Le site marchand toupargel.fr lancé en mars 2010 complète l'offre multicanal.

La montée en puissance du site toupargel.fr cette année, s'est traduite par la création de 13 000 nouveaux clients et 70 500 commandes. Il devient ainsi un canal de vente stratégique notamment pour attirer une clientèle plus urbaine et plus jeune. Son déploiement se poursuit activement en 2012.

Organisé autour de "boutiques" à marques nationales (une exclusivité Toupargel) disposant d'une forte notoriété, comme Ben & Jerry's, Findus, Pescanova, toupargel.fr propose l'ensemble des références du catalogue, ainsi que des recettes et des conseils culinaires dont sont friands les internautes.

En partenariat avec des acteurs reconnus du web comme Cdiscount ou vente-privee.com, l'équipe e-commerce a multiplié les opérations de création de trafic sur toupargel.fr pour gagner en visibilité et recruter de nouveaux clients.

Toupargel est devenu en 2011 le premier distributeur de surgelés à proposer ses produits sur le site vente-privee.com, 7^e site marchand français (6,3 millions de visiteurs uniques par mois - *Étude Médiamétrie 2011*).

Facebook, un complément indispensable à toupargel.fr

En complément de son site marchand, Toupargel a lancé en juillet 2011 sa page Facebook, un moyen de tisser une relation de proximité avec les internautes/consommateurs et de dialoguer avec eux. Conseils, astuces, articles sur la nutrition et la santé mais aussi espace d'échanges, la page Facebook de Toupargel a recueilli en cinq mois, 17 000 fans, gagnant ainsi en notoriété on line.

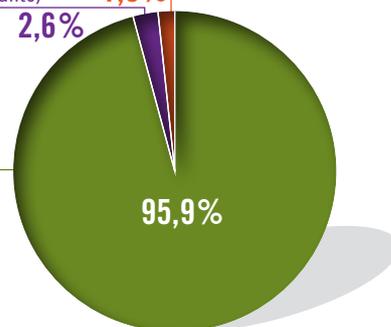
Le Groupe Toupargel compte accroître sa présence sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) qui sont devenus incontournables pour la e-réputation de l'entreprise.

CA 2011 par canal de vente

Internet

3040 (appels entrants) 1,5%
2,6%

Télévente



Panier moyen sur internet : 60€
Panier moyen en télévente : 48€



13,1 M€

C'EST LE CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ AVEC LES NOUVEAUX CANAUX DE VENTE SOIT 4,1% DU CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL DE TOUPARGEL

De la prise de commandes à la préparation des commandes

Quel que soit le canal de vente utilisé pour passer commande, le téléphone ou internet, les 6,6 millions de commandes annuelles sont préparées, en fonction de leur destination, sur une des quatre plates-formes de l'activité "Surgelés" (Argentan, Poitiers, Montauban et Civrieux d'Azergues).

Les produits commandés sont prélevés en chambre froide (-18°C) par les préparateurs puis acheminés en zone de conditionnement où ils sont mis en carton individuel. Chaque produit est contrôlé et validé grâce à un code barre, puis un contrôle pondéral permet de réduire les risques d'erreur de préparation. Les cartons sont ensuite palettisés en fonction des tournées de livraison et transportés par semi-remorques vers les 115 agences de livraison.



8 Régions + Paris (ventes internet)



- 6 Centres de téléprospection
- 🚚 34 Agences de télévente
- 4 Plates-formes de préparation de commandes
- 🚚 115 Agences de livraison
- 26 Agences de livraison mixte (Place du Marché et Toupergel)

100%

DU TERRITOIRE
MÉTROPOLITAIN
EST COUVERT
PAR TOUPERGEL
(À L'EXCEPTION DE LA CORSE)

De la livraison à domicile à l'offre de service

Grâce à son réseau de 115 agences de livraison, Toupargel est en mesure de livrer l'ensemble du territoire national métropolitain y compris Paris intra muros depuis décembre 2011. Quotidiennement plus de 1 000 attachés de service clients livrent près de 25 000 commandes et assurent le maintien d'un lien social dans les zones rurales isolées. En contact permanent avec les clients ils agissent en véritables ambassadeurs de la marque.



La livraison à Paris

Ne disposant pas d'agence de livraison à Paris et en raison des contraintes de circulation dans la capitale, Toupargel en décembre 2011, a fait appel à un spécialiste de la livraison urbaine, Star's Service, à travers sa filiale Toutadom. Les commandes livrées à Paris sont des commandes uniquement enregistrées sur le site internet toupargel.fr.

Pouvoir livrer plusieurs fois par mois les clients aux horaires souhaités

Adaptées au modèle historique de la télévente, les agences livraient une fois toutes les trois semaines leurs clients en fonction de la date d'appel des télévendeurs.

Pour mieux servir les clients issus de la télévente mais aussi ceux des appels entrants et d'internet, et répondre aux contraintes des urbains, l'entreprise a revu en 2010 et 2011 son organisation et développé une offre de service : les agences proposent une fréquence de livraison plus importante (hebdomadaire) sous 48 à 72 h et des plages horaires élargies (horaires plus tardifs jusqu'à 20h en ville) tout en rationalisant les tournées de livraison.

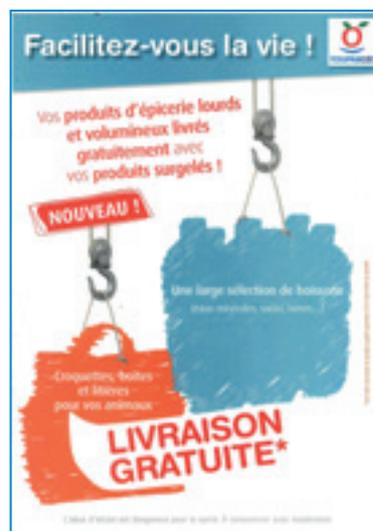
A fin 2011, 72% de nos clients étaient livrables chaque semaine.

La flotte de véhicules de livraison s'équipe progressivement d'un outil de communication embarquée à écran tactile avec un système de géolocalisation, caméra de recul et suivi des températures, qui permet aux livreurs d'être joints à tout moment par leur manager.

Depuis 2009, le Groupe Toupargel mutualise ses agences de livraison pour ses deux activités Surgelés et Frais et Épicerie, et dispose de 73 camions bi-température (froid positif pour le frais et l'épicerie et froid négatif pour le surgelé) afin d'élargir son offre produits (cf. page 25).

Livrer des produits de service

Vingt-huit agences de livraison (essentiellement dans l'ouest de la France) proposent à leurs clients une offre complémentaire de produits dits de service. Ce sont des produits encombrants et lourds, principalement des boissons vendues en packs (lait, eau, soda...). Les livrer à domicile évite aux clients des manipulations peu commodes, notamment pour les personnes âgées.



L'offre produits : pour le choix, le goût et le bien-être des clients

Avec plus de 1 000 références, de l'apéritif au dessert, des plats prêts à servir, individuels ou familiaux, mais aussi des produits à cuisiner (légumes, viandes, poissons), des recettes "tendance" ou du terroir, Toupargel propose une gamme large qui s'adapte à chaque cible de consommateurs (familles, séniors, jeunes actifs...) et qui répond à trois engagements envers les consommateurs : le choix, le goût et le bien-être.

Profil des clients*

52% des clients Toupargel sont des séniors et 28% des familles avec enfants habitant en zones rurales ou en petites agglomérations. Ils aiment cuisiner en toutes occasions (repas quotidiens ou de fêtes), sont à la recherche de produits de qualité, faciles à préparer et bons pour la santé.



Le choix

Un leadership sur les produits bruts à cuisiner

Toupargel commercialise une offre large de produits bruts (légumes et pommes de terre, viandes, volailles, poissons, et produits de la mer, non cuisinés) adaptée aux besoins de clients souhaitant préparer leurs repas.

Le spécialiste des produits de la mer

Spécialiste des produits de la mer surgelés Toupargel propose l'offre la plus large du marché en nombre de références, de poissons "qualité sans arête", de découpes nobles (cœurs, dos, pavés), de produits premium (sole, bar, turbot, légine, dorade royale, espadon...) et d'espèces (saumon sauvage, vivaneau, etc.).

Pour une pêche durable

En qualité de spécialiste des produits de la mer, Toupargel participe au sein de son syndicat professionnel SYNDIGEL à la mise en place d'une charte d'engagements pour la préservation des ressources halieutiques.



55%
C'EST LA PART DU
CHIFFRE D'AFFAIRES
DE TOUPARGEL EN
PRODUITS BRUTS

Le Groupe privilégie les zones de pêche proches des côtes et des lieux de production, et favorise la pêche française (notamment Bretonne) autant que possible. Les relations de partenariat avec ses fournisseurs, permettent à Toupargel d'être informée d'espèces nouvelles correspondant au cahier des charges de l'entreprise : à titre d'exemple, la légine, poisson d'une grande finesse, pêché autour des îles Kerguelen et Crozet.



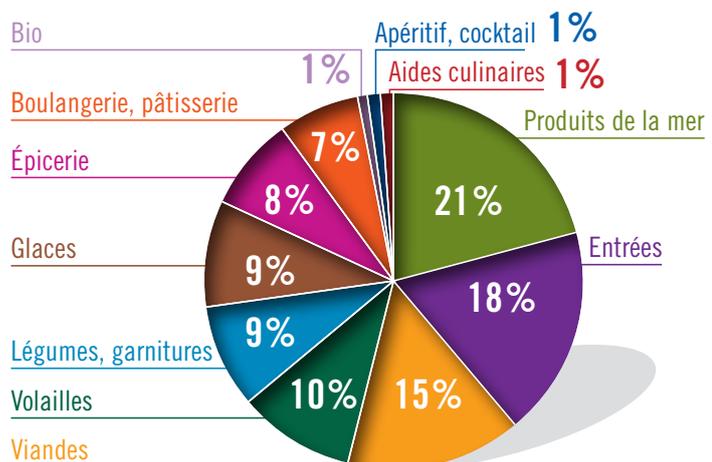
Un véritable savoir-faire sur les viandes et les volailles

La gamme de découpes de viandes de bœuf charolais constitue une exclusivité sur le marché de la livraison à domicile. L'essentiel de son approvisionnement est réalisé par Toupargel Production, un atelier de découpe de viandes intégré situé à Grenoble. Outre la sélection des fournisseurs, abattoirs exclusivement français, le cahier des charges impose le meilleur : âge et durée de maturation des carcasses, parage et tranchage main, tous ces paramètres sont sous contrôle.

Même savoir-faire sur les volailles entières ou en découpes dont Toupargel propose la gamme la plus large sur son marché, avec une quasi exclusivité de produits origine France.



Répartition du CA 2011 par famille



Une offre "pour recevoir" digne des meilleurs traiteurs

Toupargel apporte également une réponse concrète aux consommateurs à la recherche de produits élaborés pratiques et rapides à préparer... Parmi ceux-ci, on peut citer les entrées du traiteur, avec une gamme de coquilles cuisinées ou d'entrées inédites inégalée sur son marché, ainsi qu'une multitude de solutions de repas avec des plats préparés en croûte ou en cassiolette composés d'ingrédients nobles.



La variété des marques

Toupargel propose une gamme de produits très large constituée de marques nationales et de plus de 500 produits exclusifs à marque Toupargel dont la fabrication est confiée à des fournisseurs partenaires sur la base d'un cahier des charges précis. Les autres produits sont commercialisés sans mise en avant de marque.

Des marques nationales

Toupargel propose les signatures plébiscitées par les consommateurs (Charal, Findus, Bonduelle, Weight Watchers, Carte d'Or, Häagen-Dazs...), dans les familles clefs (glaces, légumes, plats cuisinés), un gage de qualité et de notoriété.

Une marque propre pour se différencier

Depuis 2005, Toupargel développe une gamme de produits à marque propre, au rythme d'une centaine de nouvelles références par an.

En 2011, le chiffre d'affaires des produits à marque Toupargel représente 45% du chiffre d'affaires total

avec plus de 500 références, permettant au Groupe de créer une offre exclusive en surgelés, de valoriser son image de sélectionneur-distributeur et de développer une communication fondée sur des engagements forts (naturalité, sécurité alimentaire) avec un packaging spécifique.

Les préparations culinaires représentent 55% du chiffre d'affaires de la marque Toupargel.

La gamme à marque Toupargel s'enrichit pour répondre aux tendances de consommation. Elle compte notamment :

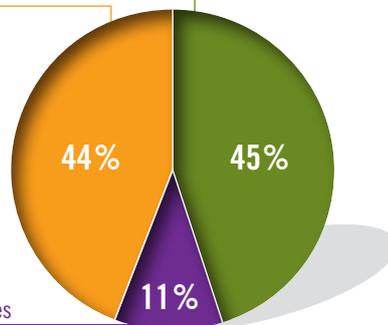
- > des produits gourmands (sorbets pleins fruits, crèmes glacées, bâtonnets géants...),
- > des recettes régionales (choucroute cuisinée au champagne, pot au feu, poule au pot...),
- > des recettes pour enfants adaptées à leurs goûts, avec une présentation ludique (panés de la mer au fromage fondu, nuggets de poulet...),
- > des produits ethniques pour des repas à thème faciles à mettre en œuvre (créoles, asiatiques, indiens, TexMex, etc.) avec la gamme "Invitation au Voyage".

Répartition du CA 2011 par type de marque

Marque Toupargel

Sans marque

Marques nationales



61%

DES FRANÇAISES
CONNAISSENT LA
MARQUE TOUPARGEL*

18

57

PRODUITS ONT ÉTÉ
LANCÉS OU
SUBSTITUÉS SOUS LA
MARQUE TOUPARGEL
EN 2011



*Source : Baromètre Ipsos 2010, sur 350 femmes de 35 ans et plus.

Le goût

De la tradition culinaire française

Si Toupargel est le spécialiste des produits bruts, 40% de la gamme est constituée de produits prêts à l'emploi, riches d'avantages pour le consommateur : recettes élaborées, difficiles à mettre en œuvre chez soi, gain de temps, praticité de plats que l'on réchauffe ou fait cuire tels quels.

Toupargel se distingue notamment par son savoir-faire et une offre large en recettes du terroir et plats brasserie, dans la plus pure tradition française : tripes, rognons de veau, tête de veau...

Pour toutes les occasions

Apéritifs froids, canapés, cuillères apéritives, entrées du traiteur (comme les coquilles Saint-Jacques cuisinées, gamme la plus variée du marché avec dix références et des noix sélectionnées selon leur origine) ou entrées du quotidien (panier jambon-fromage, feuilletés salés...), Toupargel est bien le complice de tous les instants de consommation.

Pour étonner avec des produits inédits

À l'occasion de la fin d'année, un temps fort pour l'activité de Toupargel, le Groupe a lancé une gamme inédite d'apéritifs, d'entrées et de desserts festifs pour enchanter les clients traditionnels et séduire une clientèle nouvelle. Associations originales de saveurs (macarons salés, opéra de foie gras, bûche rubis...), innovations sur la forme des produits, autant d'éléments qui ont trouvé un écho dans la presse et auprès des clients et



contribuent à faire de Toupargel une marque moderne.



En 2012, Toupargel poursuit dans cette direction et s'associe avec le Chef Philippe Gauvreau deux étoiles Michelin 2012 pour la création de bûches de fin d'année.

Le bien-être

Préserver la naturalité des produits

Soucieux de garantir la naturalité de ses produits pour une alimentation saine, Toupargel renforce ses exigences sur la présence d'additifs pour s'orienter vers une exclusion complète des exhausteurs de goût, des arômes et colorants artificiels et des conservateurs non indispensables.

Aucune référence à marque Toupargel ne contient de matière grasse végétale partiellement hydrogénée ou d'OGM.

Les recettes développées avec les fournisseurs sont contrôlées et revisitées périodiquement.

Dès 2010, Toupargel a également entamé une démarche raisonnée de remplacement de l'huile de palme notamment sur les produits frits (poissons et volailles panés, garnitures de pommes de terre). Sauf exception justifiée, Toupargel interdit la présence d'huile de palme ou de coprah dans ses nouveaux produits.

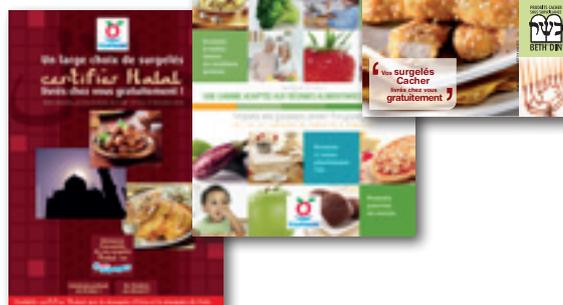
Offrir à nos clients la possibilité de manger Bio

Le Bio représente à la fois un enjeu économique et un enjeu environnemental. Toupargel continue donc à élargir son offre Bio avec des produits à cuisiner (viandes, volailles, poissons, légumes), des plats cuisinés prêts à servir (saumon fumé au bois de hêtre) ou à réchauffer tout simplement (pizzas, frites, poêlées de légumes,...), ainsi que des desserts (tartes, crèmes glacées et sorbets artisanaux...).

31 produits Bio sont référencés au catalogue en 2011

Répondre aux attentes spécifiques

Toupargel répond aussi aux attentes de marchés de niche avec une offre de produits surgelés cacher, halal, ainsi qu'une gamme de produits adaptés aux régimes alimentaires spécifiques destinés aux consommateurs souffrant d'intolérance au gluten, de diabète, de surpoids, de cholestérol ou encore d'hypertension artérielle. Le Groupe soutient l'AFDIAG (Association Française des Intolérants au Gluten).



4

FRANÇAIS SUR 10
CONSOMMENT BIO
AU MOINS UNE FOIS
PAR MOIS*



67

C'EST LE NOMBRE
DE RÉFÉRENCES
PRODUITS ADAPTÉS
AUX RÉGIMES
ALIMENTAIRES
SPÉCIFIQUES

La satisfaction client pour une relation durable

Tous les collaborateurs sont partie prenante de la satisfaction client, placée au cœur des préoccupations du Groupe. Celle-ci passe par une sélection rigoureuse des produits, la traçabilité des commandes et bien sûr la garantie de la sécurité alimentaire avec le respect de la chaîne du froid.

Sélection rigoureuse des produits

Toupargel procède à une sélection rigoureuse des produits pour proposer le meilleur du surgelé. L'introduction d'une nouveauté est conditionnée par la réussite des tests organoleptiques réalisés par un panel de dégustation. Le conditionnement, le visuel, le goût, la praticité, le potentiel de vente, tous ces paramètres sont évalués pour donner aux nouveaux produits les atouts de la réussite. Les données recueillies par le Service Clients sont consolidées dans une base de données et transmises aux différents services concernés pour améliorer la qualité des produits et du service proposés.

Garantir la sécurité alimentaire

Au-delà des nombreux contrôles effectués sur les produits, Toupargel vérifie régulièrement le respect des "process" qualité au travers d'audits dans les agences, sur les plates-formes de préparation de commandes et chez ses fournisseurs. La traçabilité des commandes (conditionnement par cartons individuels marqués d'un code barre) permet un suivi aussi bien amont qu'aval. Ce système permet de connaître très rapidement l'ensemble des clients ayant commandé une référence donnée. En cas d'alerte sanitaire, le retrait ou le rappel de la référence concernée peut ainsi être déclenché avec une information rapide des clients si nécessaire.

Des suivis de température sont ainsi réalisés en permanence pendant le stockage, la préparation de commandes, le transport. Les collaborateurs sont également formés au respect des bonnes pratiques d'hygiène et de la chaîne du froid. Des contrôles bactériologiques sont par ailleurs réalisés par des laboratoires externes.



20

6,6 millions
DE COMMANDES
LIVRÉES CHAQUE
ANNÉE BÉNÉFICIENT
D'UNE TRAÇABILITÉ
UNIQUE

5 000
PRODUITS SONT
TESTÉS
CHAQUE ANNÉE

Bilan d'image 2011*

- > **67%** des clients ont une très bonne image de Toupargel
- > **98%** des clients estiment que les produits à marque Toupargel sont de très bonne qualité
- > **84%** estiment qu'avec Toupargel on se fait vraiment livrer quand on veut

*Source : Bilan d'image réalisé par Côté Clients en 2011

Tony Parker, ambassadeur de la marque Toupargel

“Ça, c'est super bon !”



Dans le secteur de la distribution de produits surgelés, Toupargel a été précurseur en 2007 en lançant sa première campagne de publicité et a poursuivi les années suivantes.

Afin de développer sa notoriété et d'élargir sa cible de clientèle vers un public plus jeune et plus urbain Toupargel s'est associé au basketteur de renommée internationale, Tony Parker, dans une campagne de publicité d'envergure (trois spots

diffusés de septembre à décembre 2011) qui se poursuit en 2012.

Choisir Tony Parker comme ambassadeur de la marque Toupargel est non seulement le fruit d'une rencontre entre le basketteur et Roland Tchénio, PDG du Groupe, autour de valeurs communes (comme l'engagement associatif) mais correspond aussi à la stratégie du Groupe : fidéliser et élargir sa clientèle grâce à un sportif connu auprès d'un large public, à l'image sympathique renforcée par les performances de l'équipe de France de Basket, finaliste du Championnat d'Europe, qualifiée aux JO de 2012 et dont il est capitaine.

Ce nouveau film s'inscrit dans la même dynamique de développement de la notoriété et est construit sur un message simple : celui de la recette de la réussite. Sportive pour l'un, culinaire pour l'autre, l'objectif est de faire plaisir à ses amis : que ce soit en cuisinant en toute convivialité un repas ou en offrant la victoire lors d'un match.

En 2011, 300 spots diffusés en deux vagues

- > du 26 septembre au 21 octobre puis du 7 novembre au 4 décembre
- > + 5 points de notoriété* spontanée entre juin et novembre
- > + 7 points de notoriété* globale entre juin et novembre

Tony Parker, un parcours en or

- 1,86 m
- Vice-champion d'Europe de Basket
- Meneur dans l'équipe des Spurs de San Antonio
- Capitaine de l'équipe de France
- Premier Français à recevoir le trophée NBA Finals Most Valuable Player
- Premier Français sélectionné pour le All-star game

*Source : Étude Ipsos-novembre 2011



L'activité Frais

“Fini la corvée des courses, les packs d'eau et de lait à porter. Maintenant je suis livrée chez moi chaque semaine en produits frais et d'épicerie avec Place du Marché et en surgelés avec Toupargel”.

ISABELLE

Cliente Place du Marché et Toupargel

22





et Épicerie

» Place du Marché poursuit son déploiement

L'activité "Frais et Épicerie" a été lancée en 2002 dans l'Est de la France avec 15 agences de livraison. Son établissement principal, situé à Chalon-sur-Saône, regroupe une plate-forme de préparation de commandes, un centre d'appels de télévente et de téléprospection.

En 2011, l'activité a poursuivi son déploiement avec l'implantation de 11 agences de livraison en régions Centre et Rhône-Alpes. Ces agences sont exploitées par Toupargel et deviennent mixtes, livrant à la fois des surgelés et des produits frais et d'épicerie.

Avec un total de 26 agences, le réseau de livraison de Place du Marché couvre 10 200 communes dans 31 départements apportant un service dans les communes où les commerces de proximité sont peu nombreux.

Aujourd'hui, sur la zone de chalandise de l'activité Frais et Épicerie, 250 000 foyers sont clients de Toupargel et 10 000 passent également des commandes à Place du Marché. Le potentiel de croissance est donc important.

Place du Marché, spécialiste régional de la livraison à domicile de produits frais et d'épicerie

- » 20,7 M€ de chiffre d'affaires
- » 45 500 clients
- » 123 collaborateurs
- » 4 500 références produits
- » 365 000 commandes/an

Place du Marché et Toupargel les synergies commerciales

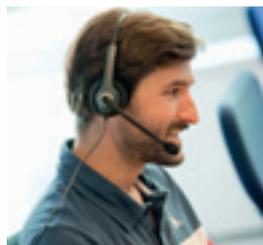
Mise en place de la prospection commune

Fin 2011, Place du Marché et Toupargel ont mis en place une approche commune de prospection en porte à porte afin de proposer aux futurs clients à la fois l'offre Surgelés et l'offre Frais et Épicerie. La prospection porte à porte est complétée par une équipe de 40 téléprospecteurs situés à Chalon-sur-Saône.

Télévente et internet pour passer commande

Depuis début 2009, Place du Marché propose deux modes de commande à ses clients : le téléphone et internet avec le site placedumarche.fr.

En 2011, 365 000 commandes ont été enregistrées auprès de 45 500 clients.



La prise de commande par téléphone, savoir-faire du Groupe, a été adoptée dès la création de l'activité et est effectuée aujourd'hui par une équipe de 36 télévendeurs.



Le site marchand, lancé en 2009, a permis de développer l'activité en ciblant de nouveaux clients plus urbains et plus jeunes (âge moyen de 40 ans au lieu de 62 ans pour la télévente).

Sur internet, la commande est en moyenne de 50 articles contre une vingtaine d'articles en télévente. En 2011, le chiffre d'affaires réalisé sur internet a augmenté de 12,5% par rapport à 2010 et a représenté 3,6% du chiffre d'affaires global.

En vue de poursuivre les synergies commerciales avec l'activité Surgelés, un projet de site internet commun Toupargel/Place du Marché verra le jour en 2012. Objectif : permettre aux clients d'accéder à un véritable supermarché en ligne, de faire toutes leurs courses sur un seul site puis d'être livrés à domicile.

Panier moyen sur internet : 134€
Panier moyen en télévente : 64€

- 26 Agences de livraison mixte (Place du Marché et Toupargel)
- Plate-forme de préparation
- Agence de télévente



12,5%

C'EST LA CROISSANCE
DU CA RÉALISÉE PAR
PLACEDUMARCHE.FR
EN 2011



Préparation des commandes et livraison

Avec une plate-forme logistique de 16 000 m² (située à Chalon-sur-Saône) qui est à même de préparer jusqu'à 8 000 commandes par jour et le réseau de livraison de l'activité Surgelés, Place du Marché propose à ses clients un service hebdomadaire. Les habitants d'une grande ville ou d'une zone rurale isolée sont livrés chaque semaine, à jour fixe (calé sur le jour de livraison de Toupargel), en produits frais, d'épicerie et d'hygiène.

Grâce à l'acquisition de 73 véhicules de livraison bi-température en 2011, les clients peuvent être livrés simultanément en produits frais, d'épicerie et en surgelés.



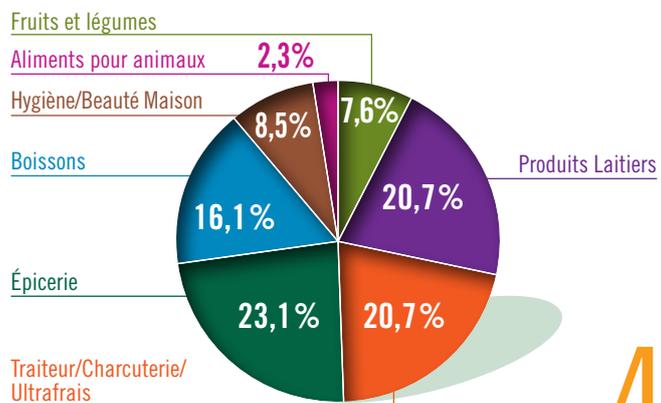
Un supermarché à domicile

L'offre Place du Marché est constituée de 4 500 références alliant marques nationales et produits à marque Casino (1 130 références représentant 18% du CA) :

- > 1 800 produits frais (fruits et légumes, poissons, viandes, volailles, produits laitiers, pains et desserts)
- > 2 700 produits d'épicerie et non-alimentaires (hygiène, maison et entretien, alimentation pour animaux).

Cette gamme est présentée dans un catalogue édité 13 fois par an et sur le site internet placedumarche.fr.

Répartition du CA 2011 Frais et Épicerie



25

Nos atouts sur le marché des cybermarchands

- > Un réseau de livraison étendu garantissant la qualité de service et limitant les coûts de livraison en ville comme à la campagne,
- > Une offre variée de produits frais, d'hygiène et d'épicerie,
- > Une offre en produits frais très large,
- > La maîtrise de la chaîne du froid (camions bi-température).



4 500

C'EST LE NOMBRE DE PRODUITS FRAIS ET D'ÉPICERIE PROPOSÉ PAR PLACE DU MARCHÉ





Le Développement

“La gouvernance du Groupe Toupargel est fondée sur le code de gouvernement d’entreprise de Middledenext. La mission de Toupargel est d’accroître ses ventes et sa profitabilité tout en respectant les intérêts de toutes les parties prenantes comme le démontre la répartition de la valeur ajoutée de l’entreprise.”

FRANÇOIS BERNET
Directeur du Développement Durable

26





Durable

Agir en marque responsable

En 2007, le Groupe Toupargel a signé le “Pacte Mondial” garantissant ainsi son engagement en qualité d’entreprise responsable et première étape dans la mise en place d’une démarche de développement durable.

Convaincu qu’il s’agit d’un facteur de croissance et de pérennité pour l’entreprise, le Groupe a déployé cette démarche dès 2009.

Le développement durable permet d’être à l’écoute des tendances émergentes de consommation, de contribuer à développer une relation professionnelle durable avec les collaborateurs et donc d’améliorer leur performance, de maîtriser nos consommations énergétiques, source de diminution de nos charges, mais aussi

de participer à la lutte contre les changements climatiques.

Le Groupe Toupargel articule sa démarche RSE autour de trois enjeux majeurs déclinés sous forme de feuilles de route avec des plans d’actions : enjeux économiques et sociétaux, enjeux environnementaux, et enjeux sociaux.

Dans le cadre du Pacte Mondial, les entreprises sont invitées à respecter les principes fondamentaux suivants :

1. Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l’homme dans leur sphère d’influence
2. Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l’homme
3. Respecter la liberté d’association et reconnaître le droit de négociation collective
4. Respecter l’élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire
5. Respecter l’abolition effective du travail des enfants
6. Respecter l’élimination de la discrimination en matière d’emploi et de profession
7. Appliquer l’approche de précaution face aux problèmes touchant à l’environnement
8. Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d’environnement
9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l’environnement
10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l’extorsion de fonds et les pots-de-vin.



NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL



Les enjeux économiques et sociétaux

Dans le domaine économique, le Groupe Toupargel construit son offre de produits pour assurer une nutrition responsable dans le respect de la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité. Il s'engage à mettre en œuvre un dispositif de prévention des risques visant à garantir au quotidien la sécurité alimentaire à ses clients. Parallèlement, le Groupe développe des partenariats sociétaux à travers son Fonds de dotation.

Assurer et promouvoir une nutrition responsable et diversifiée

Depuis 2010, Toupargel supprime de ses nouveaux produits à marque propre les matières grasses végétales partiellement hydrogénées, les additifs chimiques et opte pour la suppression raisonnée de l'huile de palme. En 2011, le Groupe s'est associé avec l'Institut Pasteur pour la recherche des meilleures pratiques dans le domaine alimentaire.

De même, Toupargel contribue à la préservation des ressources halieutiques en privilégiant dans ses achats les espèces les moins vulnérables et participe, au sein de son syndicat professionnel Syndigel, à la mise en place d'une charte d'engagements pour une pêche et une aquaculture durables en s'engageant notamment à respecter et faire respecter le code de la FAO (Food And Agriculture Organization).

Enfin, par le biais de catalogues spécifiques, Toupargel propose une gamme de produits halal, cachet et de produits adaptés aux régimes spécifiques (sans

gluten, à index glycémique bas, pauvres en sucre, sel ou matières grasses...) et participe à l'action de l'AFDIAG (Association Française des Intolérants au Gluten).



Garantir la sécurité alimentaire de nos produits

Toupargel fait de la sécurité alimentaire une priorité, objet de bonnes pratiques, d'investissements et de contrôles aux différentes étapes de son activité.

La traçabilité et la gestion de crise alimentaire

Grâce à son organisation, Toupargel connaît l'ensemble des clients ayant commandé une référence donnée. En cas d'alerte sanitaire sur l'une d'entre elles, Toupargel est en mesure de gérer au mieux le rappel des produits livrés à ses clients.

Plusieurs niveaux de traitement des demandes clients sont en place et peuvent être particulièrement utiles en cas de crise alimentaire par exemple :

- > niveau 1 : cellule du Service Clients recevant l'ensemble des appels,
- > niveau 2 : cellule du Service Clients spécialisée dans la gestion des dossiers Qualité produits ou des dossiers complexes,
- > niveau 3 : cellule médicale externalisée, activée en cas de nécessité.



Valérie Bédouet
Directrice Qualité

“La sécurité alimentaire de nos clients fait partie des gènes de Toupargel : les audits fournisseurs, les contrôles qualité, la sensibilisation de nos collaborateurs, le dispositif de gestion de crise alimentaire, le tout encadré par le système de management de la qualité en sont les clés.”

Une gestion globale des risques

En amont, Toupargel a mis en place une démarche de prévention et de gestion globale des risques qui s'appuie sur l'Audit Interne, le Comité des Risques et la Direction Qualité pour les risques d'ordre alimentaire. Dans ce cadre, la Direction Qualité est en charge :

- > de la gestion du suivi du respect de la Qualité des produits définie par la Direction Marketing Produits (garantir la conformité aux spécifications et aux cahiers des charges),
- > du Système de Management de la Qualité (SMQ) (gérer le système documentaire conçu sur la base de la norme ISO 9001, et les audits qualité internes),
- > de la gestion des informations et réponses aux demandes clients ayant trait aux produits (au travers du Service Clients),
- > de la sécurité alimentaire (agrée les fournisseurs, former les collaborateurs à l'hygiène et au respect de la chaîne du froid, piloter le dispositif de gestion de crise alimentaire),
- > de l'audit Qualité interne (approche préventive sur les risques).

Des contrôles permanents



En 2011, la démarche d'agrément des sites de fabrication des produits à marque Toupargel s'est poursuivie. Elle permet de valider les conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire de fabrication de ces produits dans les unités de production des

fournisseurs. Une fois les produits réceptionnés sur les plates-formes de préparation de commandes, ils sont suivis et contrôlés par les différents services (Logistique, Qualité, Agences de livraison), de la mise à quai des transporteurs jusqu'à leur livraison chez les clients.

Les résultats sont enregistrés via le système d'information (propreté camions, températures produits, conformité visuelle, dates limites d'utilisation optimales/dates limites de consommation des produits...). Des contrôles en laboratoires extérieurs interviennent également, notamment pour les analyses microbiologiques. Enfin, de manière transversale, des suivis de température sont réalisés pendant le stockage, la préparation de commandes, le transport, en vue de respecter la chaîne du froid.

Développer des relations durables et équitables avec nos partenaires fournisseurs

Toupargel exerce depuis plus de 60 ans son activité avec transparence à l'égard de ses partenaires-fournisseurs. Ses engagements en matière de RSE sont inscrits dans les cahiers des charges adressés aux fournisseurs pour les produits à marque Toupargel.

De plus, le Groupe s'attache à travailler, en relation étroite avec ces derniers, sur l'étiquetage environnemental et sur l'éco-conception des produits (*actions en conformité avec les principes 4, 5, 8, 9 du Pacte Mondial*).

Enfin, les productions locales et plus généralement les ressources qui permettront au Groupe de réduire son empreinte carbone sont privilégiées.

Développer des partenariats sociétaux

A travers la création d'un Fonds de dotation en 2011, Toupargel a souhaité valoriser ses actions de mécénat qui s'articulent autour de trois thèmes :

- **participer à l'amélioration de la connaissance scientifique dans le domaine de la nutrition humaine** : partenariat avec l'Institut Pasteur de Lille ou encore avec l'AFDIAG (Association Française des Intolérants au Gluten),
- **contribuer au rayonnement culturel et artistique notamment de la région Rhône-Alpes** avec le soutien des Biennales de Lyon depuis quatre ans, du Musée des Beaux Arts de Lyon en participant à l'achat et à la restauration d'une œuvre de Poussin, le partenariat avec le Festival Sens Interdits du théâtre des Célestins...,
- **promouvoir l'intégration des hommes et des femmes dans la société et lutter contre l'exclusion** :



le petit monde

"célébrer l'enfant et sa santé"

association Habitat et Humanisme en faveur de l'intégration des plus démunis, association le Petit Monde qui loge les familles d'enfants hospitalisés, la Banque Alimentaire.

Excellence, passion et dépassement de soi sont des valeurs véhiculées à travers le sport et qui sont chères au Groupe Toupargel.

Aussi, promouvoir l'élégance et la performance du sport au féminin, développer notre notoriété auprès de nos clientes mais aussi fédérer les collaborateurs sous le cœur du sponsoring de l'OL Féminin (pour la 2^e année consécutive), équipe de football championne de France et championne d'Europe et, pour la 1^{ère} fois de l'équipe Lyon Basket Féminin.



6 000

**PRODUITS
CONTRÔLÉS
CHAQUE ANNÉE
AU SEIN DE SES
LABORATOIRES
D'ANALYSES
INTERNES, CHAQUE
RÉFÉRENCE DE LA
GAMME "SURGELÉS"
ÉTANT CONTRÔLÉE
AU MOINS UNE FOIS
PAR AN**

FEUILLE DE ROUTE ÉCONOMIQUE/SOCIÉTALE

OBJECTIFS	INDICATEURS	RÉALISATIONS		
DÉVELOPPER UNE NUTRITION RESPONSABLE <i>(principes 7 et 8 du Pacte Mondial)</i>		2009	2010	2011
Développer une offre de gammes spécifiques, garante de diversité	Cacher	48	70	92
	Halal	14	14	16
	Bio	12	28	31
	“régimes spécifiques”		39	67
Développer la naturalité des produits	% des produits à marque propre avec recette revisitée par Toupargel		30%	45%
	% produits sans matière grasse hydrogénée	100%	100%	100%
			2011	2012
Maîtriser l'exploitation des ressources halieutiques par l'application des normes FAO, la promotion des labels et de l'aquaculture responsable. Charte rédigée en coopération avec le syndicat professionnel.	Statut du projet		rédaction charte	Validation par un comité scientifique Signature
	Nombre de références pêche responsable		15	24
PRÉVENTION DU RISQUE ALIMENTAIRE		2009	2010	2011
	Taux de réclamation sur la qualité produit pour 1000 uvc	0,34	0,28	0,26
	Taux de réclamation des clients pour 1000 livraisons	9,9	11,1	11,0
ACTION SOCIÉTALE		2009	2010	2011
Répartition de la valeur ajoutée créée entre les parties prenantes	Répartition de la valeur ajoutée :			
	le personnel	74%	74%	79%
	l'Etat	10%	12%	9%
	l'autofinancement	16%	14%	12%
Budget affecté au Fonds de Dotation (créé en 2011)				272,5K€
FOURNISSEURS (principes 1 et 2 du Pacte Mondial)				2012
Intégrer dans les contrats d'achat les principes du Pacte Mondial	% de contrats signés			Projet à mettre en œuvre

Les enjeux environnementaux

Le Groupe Toupargel a dressé sa feuille de route environnementale à partir du bilan carbone (diagnostic des postes émetteurs de CO₂) réalisé en 2009 afin de prévenir les risques environnementaux liés à son activité. Deux priorités ont ainsi été définies et des plans d'action mis en place :

- **Améliorer l'efficacité énergétique** (maîtrise de la consommation de gas oil des véhicules et de l'électricité dans les agences de livraison, maîtrise de l'impact du transport de marchandises sur l'environnement) :

- > révision en 2010 et 2011 du procédé de réfrigération des véhicules de livraison pour réduire la consommation électrique,

- > signature avec l'ADEME* de la charte CO₂ des transports routiers dans laquelle Toupargel s'engage à réduire ces émissions de 2 200 Tonnes Équivalent Carbone sur les trois prochaines années.

Comment ? En renouvelant prioritairement la flotte avec des moteurs aux normes Euro 5, en équipant les camions navettes de déflecteurs, en équipant les véhicules de livraison de télématique embarquée pour exploiter les données "moteur" en temps réel et assister le conducteur, en formant à l'éco-conduite l'ensemble

des livreurs et chauffeurs, enfin en mutualisant la flotte des enseignes Toupargel et Place du Marché,

- > participation en 2011 et 2012, sous l'impulsion de la mairie, au plan de déplacement interentreprises de la ville de Villeurbanne (banlieue Lyonnaise) pour diminuer les émissions de CO₂ induits par les trajets domicile-lieu de travail. Notre site de Villeurbanne emploie 159 collaborateurs (en équivalent temps plein).

- **Maîtriser l'impact des fluides frigorigènes utilisés dans nos installations** (dans les chambres froides des plates-formes de préparation de commandes et des agences de livraison).

Le Groupe s'est aussi assigné un objectif de maîtrise de la consommation de papier et de développement du recyclage.

*Agence de l'Environnement de la Maîtrise de l'Énergie

Toupargel : en tête du classement du Gaia Index pour la 2^e année consécutive

L'indice Gaia index, mis en place par IDMidcaps et Ethifinance, avec le soutien de la Société Française des Analystes Financiers et Middledext, mesure l'engagement des valeurs moyennes en termes de gouvernance, de risques environnementaux et sociétaux.

Toupargel se classe :

- **N°1 sur le secteur de la distribution**

- **N°1 sur les sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 M€**

- **N°2 sur les 228 valeurs cotées analysées**



FEUILLE DE ROUTE ENVIRONNEMENTALE

OBJECTIFS	ÉCHÉANCE	INDICATEURS	RÉALISATIONS		
PRÉVENIR LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX LIÉS A NOTRE ACTIVITÉ			2009		
Réaliser un bilan carbone de l'entreprise pour diagnostiquer les postes émetteurs de CO ₂	2009	Émissions de CO ₂ (Teq CO ₂)	Émission d'un rapport		
EFFICACITÉ ÉNERGETIQUE (principes 8 et 9 du Pacte Mondial)			2009	2010	2011
Électricité : équiper les agences de livraison avec des process d'optimisation de consommation électrique - Programme achevé en 2011	2011	Consommation électrique (en 000 KWH)	27 167	27 342	26 474
Gas oil : maîtriser l'impact du transport des marchandises sur l'environnement par la mise en place d'un plan d'action "Charte CO ₂ des transports routiers en coopération avec l'ADEME".	2014	Consommation gas oil (en 000 L)	7 668	7 583	6 981
		Distance effectuées par nos livreurs (en KM)		37 653 961	36 112 299
			2012 (estimé)	2013 (estimé)	2014 (estimé)
Formation des conducteurs à l'éco-conduite	2014	Nombre conducteurs formés	250	350	400
			2011	2012 (estimé)	2013 (estimé)
Installation d'un système de télématique embarquée dans les camions de livraison pour aide à l'éco-conduite	2016*	Nombre de camions équipés	150	300	450
			2009	2010	2011
Privilégier la norme Euro 5 sur la motorisation des camions	2015	% de camions équipés norme E5	13%	24%	36%
Gas oil : maîtriser l'impact du transport des personnes sur l'environnement					2011
Diminuer l'impact des déplacements professionnels par l'installation d'un système de web conferencing	2011	Nombre de postes équipés			215
			2011		2012
Participation au programme de plan de déplacement interentreprises de Villeurbanne pour diminuer l'impact des trajets lieu de travail-domicile	2012	Phases Projet		Diagnostic	Réalisation et mise en place
MAÎTRISER L'IMPACT DES FLUIDES FRIGORIGÈNES SUR L'ENVIRONNEMENT (principe 7 du Pacte Mondial)			2009	2010	2011
Remplacement des gaz HCFC par les gaz HFC dans toutes nos installations - Programme achevé en 2011 (en avance sur la législation)	2015	Consommation Fluides frigo (en KG)	1 012	980	1 026
MAÎTRISER LA CONSOMMATION DE PAPIER / CARTONS ET ACCROÎTRE LE RECYCLAGE (principes 8 et 9 du Pacte Mondial)				2012	2013
Dématérialisation des factures de fournisseurs	2013	Phases projet		Conception Réalisation Recette	Mise en place
			2009	2010	2011
Diminuer le grammage papier des catalogues		(en grammes/M ²)	57	54	54

32



* Installation d'un système de télématique embarquée dans les camions de livraison pour l'aide à l'éco-conduite

2016 (estimé)
Nombre de camions
1 000

Les enjeux sociaux

Le capital humain est la première richesse de Toupargel. Dans un contexte d'adaptation des organisations et un environnement de marché difficile le Groupe est attentif au maintien et au développement de ses collaborateurs et s'attache à mettre en place une politique RH responsable.

Une politique RH tournée vers la diversité et le bien-être des collaborateurs

Promouvoir la diversité

Toupargel met en œuvre une politique de Ressources Humaines qui promeut la diversité avec un engagement particulier en faveur des personnes pour lesquelles l'accès à l'emploi est difficile. Cet engagement est porté par la charte éthique et les valeurs de l'entreprise ainsi que par un fort dialogue social avec les parties prenantes.

Handicap

Dès 2008, le Groupe Toupargel a lancé le projet "Mission Handicap" afin de développer l'emploi de personnes en situation de handicap au sein de ses établissements.



Depuis la signature

en février 2010 d'une convention de partenariat avec l'AGEFIPH permettant de bénéficier d'un accompagnement pour le recrutement et le maintien dans l'emploi de travailleurs en situation de handicap, le Groupe Toupargel a pris non seulement des engagements mais affiche aussi son ambition de pérenniser la politique handicap :

- **Sensibiliser et informer** ses collaborateurs, ses clients et ses partenaires par des actions de communication interne et externe poursuivies en 2011 sur différents supports (journal interne, espace dédié dans l'intranet, site internet corporate, intégration d'une fiche Mission Handicap dans le livret de bienvenue collaborateur),

- **Mobiliser l'encadrement** avec notamment une formation spécifique sur le recrutement et le maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés suivie par l'ensemble des managers,

- **Intégrer des collaborateurs handicapés** en actionnant divers dispositifs comme l'ouverture des postes existants ou à pourvoir au sein des différents sites aux candidats en situation de handicap.

Depuis 2010, les actions menées par Mission Handicap ont permis :

- > d'augmenter le nombre d'embauches de salariés en situation de handicap : 82 personnes ont été recrutées (pour un objectif de 30 personnes sur deux ans), en majorité en CDI, à des postes de télévente et de téléprospection mais aussi en livraison, en logistique et dans les services centraux.

- > d'élargir les actions pour l'emploi de travailleurs en situation de handicap en développant les partenariats avec le secteur protégé (exemple : un partenariat national de recyclage d'ordinateurs avec un ESAT spécialisé de la région Centre).

- **Élaborer une méthodologie de travail** pour favoriser le maintien dans l'emploi et la gestion des inaptitudes : depuis 2010, 53 salariés de l'entreprise ont spontanément déclaré leur statut de travailleurs handicapés "anonymes". Des solutions concrètes de maintien à l'emploi ont été apportées à plusieurs d'entre elles en fonction de leur handicap (aménagements d'horaires et de postes de travail).



La charte éthique du Groupe Toupargel

Affirmer son engagement contre toute forme de discrimination notamment vis-à-vis du handicap.

82

salariés en situation de handicap ont été recrutés

53

salariés ont déclaré leur situation de handicap

22

salariés en situation de handicap ont bénéficié de solutions de maintien dans l'emploi

52%

c'est la baisse de la pénalité financière obtenue grâce aux actions mises en place

4,5%

c'est le taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap en 2011 (contre 3,5% en 2010)

Séniors

Toupargel a signé en 2009 un accord pour trois ans en faveur du recrutement et du maintien dans l'emploi des salariés de 55 ans et plus portant sur les domaines d'actions suivants :

> favoriser le recrutement de salariés âgés dans l'entreprise : campagne de sensibilisation auprès du management sur le respect de la non-discrimination par l'âge au moment de l'embauche,

> anticiper l'évolution des carrières professionnelles : développer l'entretien de seconde partie de carrière (après 45 ans) et l'accès prioritaire des salariés de 50 ans et plus aux bilans de compétences,

> améliorer les conditions de travail et prévenir les situations de pénibilité : maintien de la rémunération en cas d'inaptitude professionnelle, priorité de réembauchage en cas de licenciement suite à inaptitude physique,

> développer les compétences, les qualifications et l'accès à la formation.

EMPLOI SÉNIORS

Chaque jour mon entreprise s'engage!

La charte éthique du Groupe Toupargel affirme son engagement contre toute forme de discrimination. La garantie de l'égalité des chances et des traitements à l'égard des « seniors » reflète le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

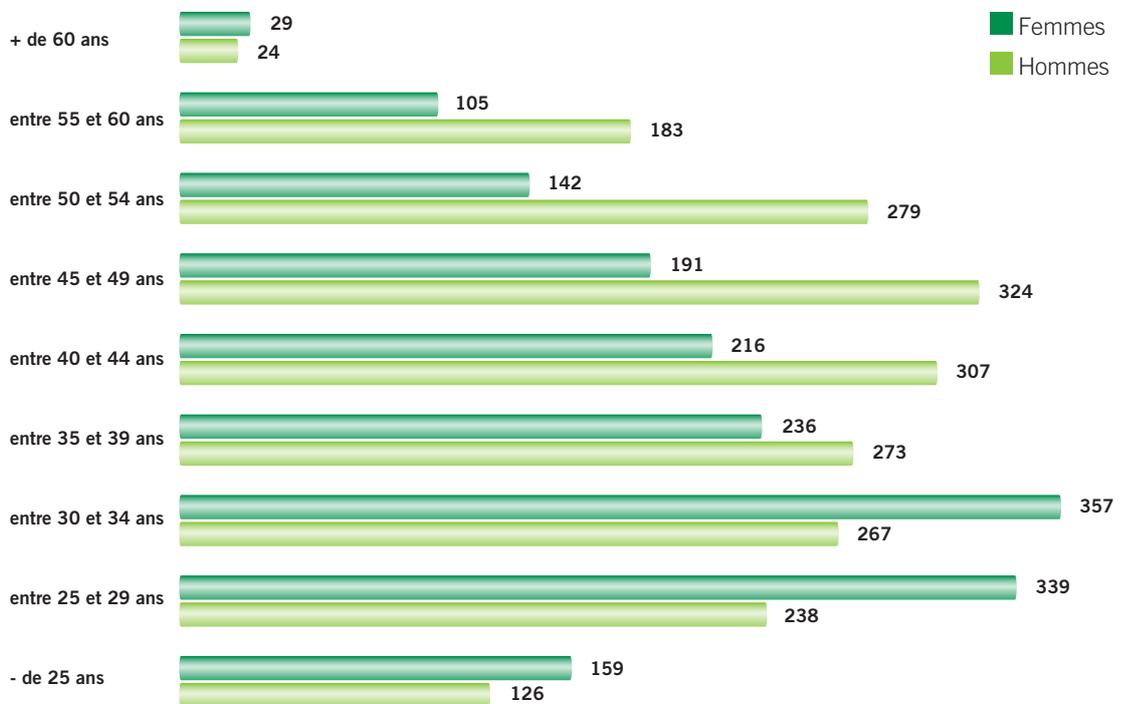
Le Groupe Toupargel veille à la place des seniors dans l'entreprise et s'engage à développer une politique responsable, cohérente et durable en faveur de l'emploi des seniors.

Refus de la discrimination par l'âge lors du recrutement

L'avenir se construit à tout âge

Accord seniors du 24 décembre 2009

Effectif par âge au 31/12/2011



Favoriser le bien-être des collaborateurs

Concilier bien-être et performance

En 2010, la Direction et les organisations syndicales ont signé un accord pour l'évaluation, la prévention et le traitement des situations de stress au travail et des risques psychosociaux. Au travers de cet accord, Toupargel s'engage à :

> identifier les situations de stress au travail et des risques psycho-sociaux : accord sur la définition du stress, démarche globale d'auto-évaluation,

> mettre en place des mesures de prévention, d'élimination ou de réduction des risques psychosociaux et des situations de stress au travail : constitution d'un groupe de pilotage "Bien être et performance", mise en œuvre de plan d'actions préventifs et curatifs, implication des CHSCT, accompagnement

des salariés (cellule de veille, Service d'écoute et de soutien psychologique), formation des acteurs de l'entreprise, suivi des actions.

Réduire la pénibilité

Dans le cadre de la loi sur la réforme des retraites imposant l'obligation de travailler sur la prévention et la réduction de la pénibilité au travail, le Groupe a lancé une phase de diagnostic pour évaluer les postes présentant des critères de pénibilité et les effectifs concernés.

A l'issue de cette phase, un plan d'actions et un accord d'entreprise seront conclus à horizon fin 2012 sur les mesures de prévention à adopter.

9,2%
C'EST LE POURCENTAGE DE SÉNIORS TOUS MÉTIERS ET TOUS STATUTS CONFONDUS EN 2011

39 ANS
ET 8 MOIS, C'EST L'ÂGE MOYEN DES SALARIÉS DU GROUPE (+ 5 MOIS PAR RAPPORT À 2010)

Mise à disposition d'un service d'écoute et de Soutien Psychologique

Un soutien dans votre vie professionnelle et privée

pour vous aider à :

- Faire face aux périodes difficiles
- Gérer les situations traumatisantes
- Identifier les facteurs de tension
- Diminuer les comportements addictifs

Appel gratuit au 0 800 40 10 46 (après un premier appel)

Des psychologues cliniciens à votre écoute

24 heures sur 24, 7 jours sur 7

www.psy.fr Espace Bénéficiaires

Anonyme et confidentiel

en partenariat avec Psya

Démarche concilier bien-être et performance

Une politique ressources humaines axée sur le développement des compétences

Attirer des talents

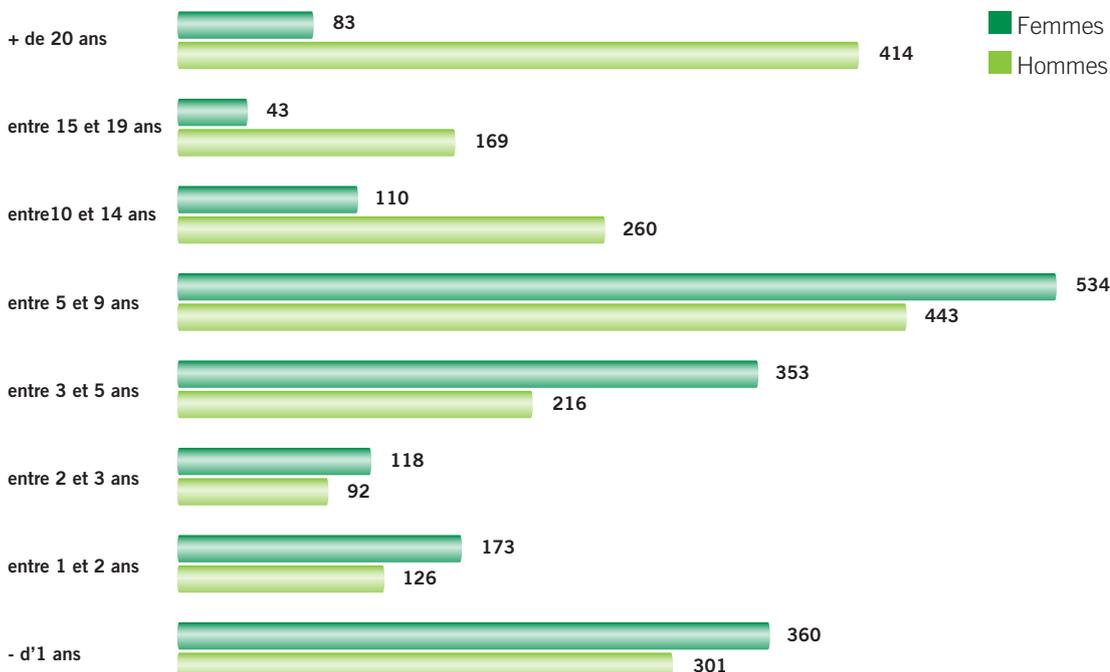
Au-delà des compétences techniques spécifiques et des cursus de formation, l'entreprise s'attache à recruter des personnalités capables de s'adapter



aux évolutions de l'entreprise avec un potentiel de développement. Aussi, parallèlement aux méthodes de recrutement habituelles, l'entreprise a recours à des dispositifs innovants : opérations de "speed" recrutement en partenariat avec Keljob ou de "street" recrutement, utilisation de la vidéo pour présenter ses métiers.

Un accord de partenariat national avec Pôle Emploi portant sur le recrutement de 200 postes (essentiellement des commerciaux terrain, téléacteurs et managers) a été signé en juin 2011.

Effectif par ancienneté au 31/12/2011



Développer les compétences et l'employabilité

Cartographier les compétences

L'évaluation de nos managers est une étape importante dans la construction des plans d'action accompagnant leur développement. Toupargel a réalisé un programme de cartographie des compétences de ses managers opérationnels avec un cabinet spécialisé et a déployé, à l'issue de ce programme, un nouvel outil d'évaluation annuelle de l'activité. Ce dernier, utilisé pour la première fois dans le cadre de la campagne d'évaluation 2012, permet d'apprécier la performance globale des managers.

Construire des parcours de formation au plus près du terrain

Afin d'accompagner les changements d'organisation, des méthodes de travail et de management induits par le plan stratégique "Cap 2013", Toupargel a mis en place en 2010 des programmes de formation pour préparer ses managers de demain.



l'Université des Managers Toupargel.

Cette dernière a pour mission de déployer un socle commun de connaissances et de compétences managériales et commerciales à travers un programme de formation continue avec des cours théoriques en alternance sur différents modules (relations commerciales, marketing, gestion du stress, management, droit social, communication...).

Quatre promotions de douze collaborateurs sont déjà diplômées. Certains sont par ailleurs entrés dans une démarche de Validation des Acquis de l'Expérience grâce à cette Université.

Depuis 2010, Toupargel et l'école de commerce Idrac Lyon ont développé un partenariat en créant

8 ANS

ET 4 MOIS, C'EST L'ANCIENNETÉ MOYENNE DES SALARIÉS (+ 1 MOIS PAR RAPPORT À 2010)



19%

DES SALARIÉS ONT 15 ANS OU PLUS D'ANCIENNETÉ AU SEIN DU GROUPE

Avec son Centre de Formation interne et six formateurs issus du management opérationnel, Toupargel



dispense en agences ou à distance des cursus de formation métiers, accompagne sur le terrain les nouveaux collaborateurs et répond aux problématiques particulières.

En 2011, le Centre de Formation interne a conçu plusieurs outils dont un DVD de formation produits à destination des équipes télévente pour une meilleure connaissance des spécificités de sa gamme et un DVD sur la Sécurité alimentaire pour les plates-formes

logistiques et les agences de livraison.

“Entreprendre dans la distribution à domicile”

La signature, en novembre 2010 et pour une durée de trois ans, de la Chaire “Entreprendre dans la distribution à domicile” entre Toupargel et EMLyon Business School est une nouvelle opportunité pour les mondes de l’entreprise et de l’enseignement de nourrir des projets communs à travers des études de cas, des témoignages de collaborateurs.

EMLyon Business School a accompagné Toupargel dans la mise en place de sa stratégie de développement géomarketing d’une part, et dans la

réflexion des impacts du plan stratégique “Cap 2013” sur l’organisation et les ressources humaines du Groupe d’autre part.

Cette collaboration a permis d’engager un projet de recherche ambitieux dont l’objectif est de se concentrer sur la définition et l’optimisation d’un service de distribution à domicile avec des livraisons à moindre coût. Les premiers résultats sont attendus pour fin 2012.

Concernant l’impact du déploiement du plan stratégique “Cap 2013” sur l’organisation et les ressources humaines, la collaboration entre Toupargel et EMLyon Business School a permis de développer différents projets de la politique RH : réflexion sur les métiers des fonctions commerciales et de développement et leurs évolutions possibles pour l’avenir, sur les process et outils dédiés aux entretiens annuels ou encore au recrutement et à l’intégration de nos nouveaux collaborateurs dans l’entreprise.

Cette collaboration a également permis de développer de nouveaux contenus pédagogiques (dont un cas déposé auprès de la Centrale des Cas et Média Pédagogiques) sur la question de l’articulation entre la stratégie business et les enjeux RH.

Enfin, grâce à la Chaire, Toupargel a pu valoriser son image, son identité, ses valeurs et ses spécificités auprès des participants des différents programmes d’EMLyon Business School, à l’occasion d’événements tels que des tables rondes métiers, des forums de recrutement ou encore lors de participations à des cours.



36

1,27%

DE LA MASSE SALARIALE EST INVESTI EN FORMATION



EMLyon Business School a accompagné Toupargel dans la mise en place de sa stratégie de développement géomarketing d’une part, et dans la

La charte éthique : partager les valeurs

Destinée à l’ensemble des collaborateurs, la charte éthique de Toupargel formalise des principes d’actions qui doivent constituer le fondement de nos relations envers les autres collaborateurs, l’entreprise, les clients, les partenaires et fournisseurs, les actionnaires du Groupe. Compte tenu de notre forte présence sur le réseau routier liée à notre activité, elle précise également le comportement à adopter sur la route. Cette charte est construite autour des cinq principes suivants : la Responsabilisation, le Respect, la Transparence, la Confiance et l’Intégrité. Elle contribue à la réalisation du projet d’entreprise axé sur quatre valeurs :

- > **la Passion du client** : les collaborateurs de l’entreprise s’engagent à satisfaire les besoins de nos clients par une écoute attentive et un engagement quotidien.
- > **l’Excellence opérationnelle** : dans un esprit de responsabilité, chacun s’attache à améliorer ses performances, à anticiper les dysfonctionnements et à résoudre tout problème significatif dans les meilleurs délais,
- > **l’Ambition** : l’entreprise promeut chez chacun de ses collaborateurs la créativité, le développement du leadership et de ses objectifs,
- > **l’Esprit d’équipe** : l’entreprise promeut la transparence, la responsabilité personnelle, l’équité, l’initiative et la communication positive entre chaque collaborateur.

Une politique de communication interne de proximité

Un fort dialogue social

Dans un souci de transparence, Toupargel mène un dialogue social ouvert. En 2011, cinq accords et avenants portant sur les salaires, le temps de travail et la couverture sociale ont été signés avec les partenaires sociaux (*actions en conformité avec le principe 3 du Pacte Mondial*).

Véhiculer la stratégie du groupe et fédérer les équipes

Premier outil de communication à l'arrivée d'un collaborateur : le livret de bienvenue.

Conçu pour accompagner chaque nouvel arrivant dans son parcours au sein de l'entreprise, il contient toutes les informations sociales utiles au quotidien, explique l'organisation de l'entreprise, présente ses métiers, sa culture et ses valeurs.

Plusieurs supports de communication interne complémentaires participent à une communication de proximité avec les collaborateurs :

> Fraïch'Attitude, journal interne édité cinq fois par an et envoyé au domicile des collaborateurs. Il véhicule la stratégie du Groupe, se veut le reflet du terrain

avec des témoignages de collaborateurs et fédère les équipes autour des projets d'entreprise,

> l'intranet Tam Tam, outil transversal de partage d'informations, avec des espaces dédiés aux métiers, aux managers et une page d'accueil qui relaie les actualités du Groupe,

> des newsletters ciblées pour accompagner un projet ponctuellement ou bien pour informer une population spécifique comme les managers.

Pour aller à la rencontre de ses collaborateurs répartis sur 150 sites, le Groupe Toupargel les réunit plusieurs fois dans l'année avec trois objectifs essentiels : faire le point sur l'année en cours et présenter les perspectives de celle à venir, fédérer les équipes autour du projet d'entreprise, et valoriser le travail de chacun au travers de trophées collectifs et individuels. En 2011, une convention de l'encadrement et 37 réunions collaborateurs ont été organisées à travers toute la France.



FEUILLE DE ROUTE SOCIALE

OBJECTIFS	INDICATEURS	RÉALISATIONS		
		2009	2010	2011
PROMOTION DE LA DIVERSITÉ				
Convention AGEFIPH Promouvoir l'emploi des handicapés dans l'entreprise	Taux d'emploi des travailleurs handicapés	2,9%	3,5%	4,5%
Promouvoir l'embauche et le maintien au travail des seniors	% seniors dans l'entreprise	7,1%	8,2%	9,2%
Prioriser la promotion interne dans l'entreprise	Nombre de promotions internes	33	44	29
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL				
Création d'une cellule d'écoute téléphonique dans le cadre de l'accord "Concilier bien-être et performance"	Nombre de médiations		12	33
Prévenir les risques d'addiction des collaborateurs		Projet à mettre en œuvre en 2012		
Promouvoir une conduite sécurisée	Taux de sinistralité responsable (pour 1000 véhicules)	26%	24%	20%
FOURNISSEURS				
Intégrer dans les contrats d'achat les principes du pacte mondial	% contrats signés	Projet à mettre en œuvre en 2012		

Le Groupe Toupargel adhère à la Convention Collective nationale (n°3044) des commerces de gros (secteur alimentaire)



Les indicateurs sociaux*

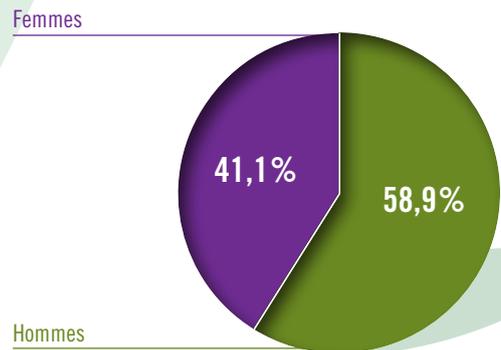
3440

COLLABORATEURS TRAVAILLENT
AU SEIN DU GROUPE TOUPARGEL

Effectifs du Groupe par activité



Effectifs du Groupe par sexe



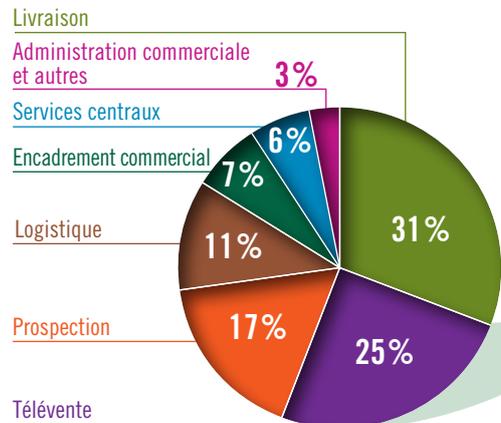
38

Nombre d'embauches :
1 887 collaborateurs dont 974 CDI

Nombre de sorties :
2 131 collaborateurs dont 1 100 en CDI

	2010	2011
Total des départs en CDI	1 182	1 100
Démissions	210	203
Licenciements	242	226
Fin de période d'essai	645	574
Retraite	25	19
Décès	10	5
Rupture conventionnelle	50	73

Effectifs du Groupe par métier



* Les graphiques intègrent les effectifs en équivalent temps plein en 2011

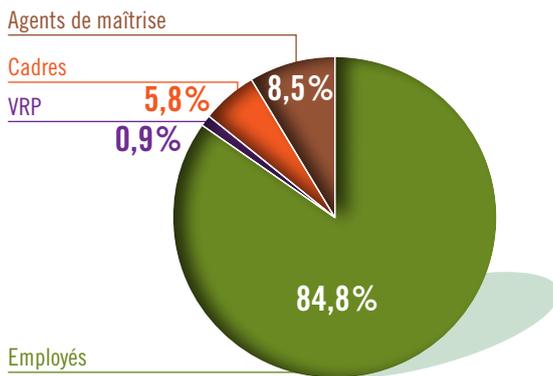


Formation :
1 817 heures dispensées
1 395 stagiaires
1,27% de la masse salariale

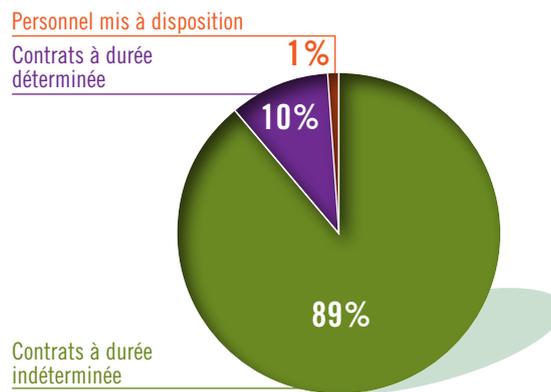
(hors contrats de professionnalisation en prospection)



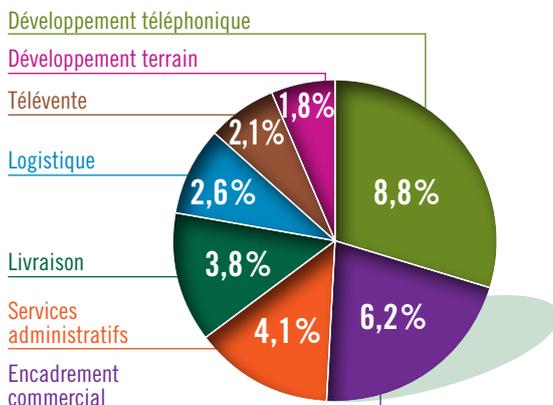
Effectifs du Groupe par statut



Effectifs du Groupe par type de contrat



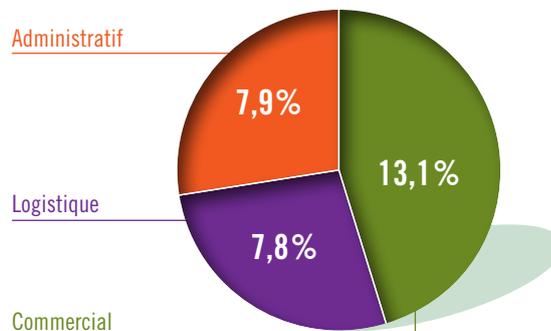
Taux d'absentéisme par métier



Le taux d'absentéisme cumulé en 2011 s'élève à 3,9%, contre 3,6% en 2010. L'absentéisme augmente légèrement en nombre de jours moyens par personne, mais reste surtout élevé dans les métiers de la prospection.

Les motifs d'absence pris en compte dans le calcul de l'absentéisme sont les suivants : maladie, accident de travail, accident de trajet. Les absences supérieures à 45 jours sont comptabilisées à 45 jours pour éviter la perturbation des taux avec les absences de très longue durée.

Turn-over par métier



Le turn-over global s'élève à 12% pour le Groupe, métiers de la prospection inclus. Il reste stable par rapport à 2010 et s'élève à 8,3% hors prospection.

Le turn-over correspond au nombre de départs de salariés sous contrat à durée indéterminée (tous motifs) et sous contrat à durée déterminée (uniquement pour une raison imprévisible) par rapport à l'ensemble de l'effectif présent sur la période.



Le Gouvernement

*“Je m'engage à ce que le
Conseil d'Administration
ait un rôle actif et moteur
pour notre Groupe.
La diversité des profils
des Administrateurs est
un atout.”*

ROLAND TCHÉNIÉ
Président Directeur Général

40





d'Entreprise

Le fonctionnement

Organigramme juridique et périmètre de consolidation
au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011



Relations mères - filiales

Toupargel Groupe SA est la holding du Groupe Toupargel. Toupargel Groupe SA facture des prestations de direction et de gestion à ses filiales Toupargel SAS et Place du Marché SAS. Ceci fait l'objet d'une convention réglementée (voir rapport spécial). Elle perçoit des dividendes de sa filiale Toupargel SAS.

Toupargel Groupe SA gère pour le compte de ses filiales la trésorerie du Groupe. A ce titre, Toupargel Groupe SA est amenée à facturer à ses filiales des produits financiers et de même, ses filiales sont amenées à lui en facturer (voir rapport spécial).

Toupargel Groupe SA est société-tête du Groupe dans le cadre d'une convention d'intégration fiscale (régime prévu aux articles 223A et suivants du CGI). A ce titre, elle comptabilise dans son résultat les économies d'impôts et les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale et assure le règlement des impôts. En cas de déficit des filiales, celles-ci reçoivent de Toupargel Groupe une allocation égale à l'économie d'impôt (voir rapport spécial).

Toupargel Groupe avait consenti fin 2006 à Place du Marché un abandon de créances de 13 700 K€ avec clause de retour à meilleure fortune en cas de reconstitution de sa situation nette à hauteur de 1 000 K€. Toupargel Groupe SA avait abandonné au 30 décembre 2008 une créance de 3 084 K€, qu'elle avait sur sa filiale Place du Marché (abandon de créances de caractère financier). Place du Marché a procédé le 31 mars 2011 à une opération dite de "coup d'accordéon" en augmentant le capital de 6 000 K€ et en le diminuant de la même somme par apurement des pertes en "report à nouveau". A l'issue de cette opération, le capital reste fixé à 100 K€.

Les filiales Toupargel et Place du Marché, sont amenées à se refacturer entre elles ponctuellement et notamment des prestations de personnel et des mises à disposition de sites. Toupargel SAS facture à Place du Marché SAS des prestations de transport d'approche, de livraison, de prospection, des rétrocessions de marchandises et autres prestations de services.

	Fonction au sein du Conseil 1 ^{ère} nomination - prochaine échéance du mandat	Fonction principale et autres mandats au 31 décembre 2011
	<p>Roland Tchénio 68 ans, Français Détient directement et indirectement 5 582 420 actions dont 5 581 822 actions à travers la société civile TT Investissements</p> <p>Président 1982 - 2013</p>	<p>Président Directeur Général de Toupergel Groupe SA Sociétés du Groupe</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : Toupergel SAS et Place du Marché SAS <p>Société cotée</p> <ul style="list-style-type: none"> Administrateur de VDI Group <p>Sociétés non cotées</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : SPSM SAS Administrateur : Altamir Amboise Gérance SA, Apax Partners SA, Asvel Basket et Lyon Place Financière et Tertiaire, Fondation AlphaOmega Gérant : Société Civile TT Investissements, SCI Mauryland, Sarl Mauryland, et SCI Boulevard Lannes <p>Organisme non coté</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant permanent de Toupergel SAS au fonds de dotation Club du Musée Saint Pierre Membre du Conseil de Surveillance de la Fondation Idée
	<p>Maurice Tchénio 69 ans, Français Détient directement 129 000 actions et indirectement 3 098 231 actions au travers de Apax Partners SNC</p> <p>Administrateur 1982 - 2015</p>	<p>Président Directeur Général d'Apax Partners SA Sociétés cotées</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein d'Altran Technologies SA Administrateur de Séchilienne Sidec SA <p>Sociétés non cotées</p> <ul style="list-style-type: none"> Président Directeur Général : Altamir Amboise Gérance SA Président : 3AC Finance SAS Président du Conseil d'Administration : Fondation AlphaOmega Gérant : Apax Partners SNC Administrateur de Financière de l'Echiquier SA Membre du Comité de Surveillance de Thom Europe SAS Gérant des Sociétés Civiles : Gallée Partenaires, Gallée Partenaires II, Cimarosa, Cimarosa Tubes, Cimarosa Media, Cimarosa II, Lonchamp, Copernic Partenaires, SE Wagram, Moussecarie, Etoile II, AlphaOmega SC Gérant (représentant d'Apax Partners SA) des sociétés civiles : Capri, Firoki, Carmel. Administrateur : F2L SAS, 3AB Optique Développement SAS, 3AB Optique Expansion SAS Co-Gérant de la SCI Mauryland
	<p>Maurice Sabah 67 ans, Français Détient 4 000 actions.</p> <p>Administrateur 1982 - 2015</p>	<p>Sociétés non cotées Administrateur : Coponat SA</p>
	<p>Charles Waldman 65 ans, Français Détient 50 actions</p> <p>Administrateur 2001 - 2013</p>	<p>Professeur à CEIBS (China Europe International Business School), Shanghai</p>
	<p>Pierre Novarina 59 ans, Français Détient 1 987 actions</p> <p>Administrateur 2004 - 2016</p>	<p>Directeur Général Adjoint de Toupergel Groupe Sociétés et organismes non cotés</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : Syndigel (syndicat professionnel). Administrateur : Fermob SA, Middlednext (Comité des Valeurs Moyennes), Gérant : SCI Mapahua. Membre du Comité Exécutif de la CGI (Confédération Française du Commerce Interentreprises)
	<p>Caroline Weber 51 ans Française Détient 1 000 actions</p> <p>Administrateur 2010 - 2014</p>	<p>Directrice Générale de Middlednext</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidente de l'Association Européenne des Valeurs Moyennes Cotées Membre fondateur d'Apia Administrateur : GL Events, SDL (Société des lecteurs du Monde) et CIDFF Rhône (Centre d'Informations des Femmes et des Familles) Gérante : Suka Eurl
	<p>Jacques-Édouard Charret 47 ans Français Détient 1 000 actions</p> <p>Administrateur 2010 - 2016</p>	<p>Président du Groupe Quick</p>

Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés

Biographie

Société du Groupe

- Président d'Agrigel : fusion avec Toupargel en 2006

Société cotée

- Vice-Président du Conseil de Surveillance de VDI Group (transformation en SA à Conseil d'Administration en 2009)

Société non cotée

- Administrateur de Financière Pierre Martinet

HEC, MBA Harvard, carrière de 10 ans, de 1972 à 1982, chez Schlumberger et Chargeurs, Président Directeur Général de Toupargel Groupe depuis 1982.

- Président : Société Européenne Léna SAS et Apax Partners et Compagnie Gérance II SAS : mandats expirés en 2007
- Président de MMG SAS : mandat expiré en 2008
- Président : Morgap : mandat expiré en 2009
- Représentant permanent de MMG SAS au sein d'Altium Capital : mandat expiré en 2007
- Représentant permanent Apax Partners SA au sein de Horis, Artacréa et MG Participations: mandats expirés en 2007
- Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein de Morgan International Participations : mandat expiré en 2009
- Représentant permanent de Morgan International Participations au sein de Morgan SA : mandat expiré en 2009
- Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein de Financière des Docks SAS : mandat expiré en 2010
- Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein de Rue du Commerce : mandat expiré en 2011
- Membre du Comité de Surveillance (représentant permanent d'Apax Partners SA) de Financière des Docks SAS : mandat expiré en 2010
- Gérant de la Société Civile SE Bizet : mandat expiré en 2009
- Gérant (représentant d'Apax Partners SA) de la Société Civile Equa : mandat expiré en 2011
- Directeur : Apax Venture Capital Holdings III (Jersey) Ltd : mandat expiré en 2009
- Non executive Director d'Apax Partners Holdings Ltd (UK), non executive Director d'Apax Partners Strategic Investors Ltd (UK) : mandats expirés en 2009
- Membre du Comité de Surveillance (représentant permanent d'Apax Partners SA) de Financière des Docks SAS : mandat expiré en 2010

HEC, MBA Harvard, a débuté sa carrière à l'IDI, puis co-fonde le groupe Apax Partners dont il a été PDG de la branche française de 1972 à 2010. Il crée en 1995 Altamir Amboise, une société cotée de Private Equity dont il est Président de la Gérance. En 2010 il crée une Fondation philanthropique reconnue d'utilité publique, AlphaOmega. Il est co-fondateur de l'AFIC.

Sociétés non cotées

Président Directeur Général : Roumi, Textim : mandats expirés en 2007

EM Lyon, Président Directeur Général de Roumi SA (import export textile) de 1970 à 2007.

Société non cotée

Administrateur : Felix Solis Bodegas (Espagne) : mandat expiré en 2005

ESSEC, Maîtrise de sciences économiques, DBA Harvard Business School, Professeur de Marketing à l'INSEAD de 1982 à 2009, spécialiste de la distribution.

Ferco Développement depuis le 30 octobre 2009, Orapi depuis le 12 janvier 2008 et Financière Agroservice depuis le 21 novembre 2006.

Diplômé de l'ESCP Europe et Expert comptable, Deloitte de 1975 à 1985 (Missions d'audit, de conseil et d'expertise), il a rejoint le Groupe en 1986 dont il est Directeur Général Adjoint et Directeur Administratif et Financier et de la Communication.

HEC, DEA d'Etudes politiques et Licence d'anglais, a exercé des fonctions financières et/ou de direction successivement chez IBM France, Groupe GMF Assistance Internationale, Chaîne et Trame, Cars Philibert. Directrice Générale de Middenext depuis 2007. Experte APM en gouvernance. Professeur de stratégie et de gouvernance en grandes écoles et universités.

Mandats échus en 2009

- Représentant de Casino, Guichard-Perrachon
- Président de Casino International
- Président du Conseil de surveillance de Franprix Holding
- Vice-président du Conseil de surveillance de Leader Price Holding
- Président du Conseil d'administration de Club Avantages (Casino + Shell)
- Administrateur de CBD, filiale brésilienne du Groupe Casino, Baud, Monoprix SA, Gie S'Miles
- Membre du Conseil de Dunhumby France
Mandat échu en 2007
- Président du GIE S'Miles

MBA Cesma (EM Lyon) et Maîtrise de Sciences Economiques et de Gestion, de 1988 à 1992 chez Unilever (Fralib), puis de 1992 à 2009 au sein du Groupe Casino en qualité de Directeur Général Adjoint Exécutif de 2005 à 2009. Il est rentré au Groupe Quick le 1^{er} septembre 2009 en tant que Directeur Général et a été nommé Président du Groupe Quick le 4 janvier 2010.

Code de Gouvernement d'Entreprise

Toupargel Groupe SA se réfère au Code de Gouvernement d'Entreprise pour les Valeurs Moyennes et Petites de Middlednext (décision du Conseil d'Administration dans sa séance du 19 février 2010) disponible sur le site middlednext.com et sur toupargelgroupe.fr.

Il est précisé que :

- Concernant les comités spécialisés, Toupargel Groupe dispose d'un comité stratégique, d'un comité d'audit et d'un comité des rémunérations et des ressources humaines. Ce dernier ne comporte pas d'administrateur indépendant. Il est précisé que Toupargel Groupe n'a qu'un seul dirigeant mandataire social, Monsieur Roland Tchénio, Président Directeur Général.
- Concernant le cumul contrat de travail - mandat social d'administrateur, un seul administrateur est concerné, Monsieur Pierre Novarina, Directeur Général Adjoint. Celui-ci n'est pas considéré comme dirigeant n'étant pas Directeur Général.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration contribue à définir la stratégie de l'entreprise, suit sa mise en œuvre, évalue les projets, propose à l'Assemblée Générale les mandataires sociaux, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche du Groupe et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent. Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Messieurs Roland Tchénio et Maurice Tchénio sont frères. Monsieur Maurice Sabah est cousin de Messieurs Roland et Maurice Tchénio. Il n'existe aucun autre lien familial entre les autres membres du Conseil d'Administration.

A la connaissance de la société, aucun des administrateurs n'a dans le passé encouru de condamnation pour fraude, n'a fait l'objet d'une faillite, mise sous séquestre, liquidation, incrimination ou sanction publique officielle.

Aucun membre des organes d'administration et de direction n'a été, à la connaissance de la société, empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

Nomination et missions du Président du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres un Président, personne physique. La fonction de Président cesse de plein droit au plus tard à l'issue de la réunion du Conseil d'Administration suivant son soixante dixième anniversaire. Le Président

du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale des Actionnaires. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Administrateurs indépendants

Le Groupe Toupargel a disposé au cours de l'exercice 2011 de quatre administrateurs indépendants, Monsieur Charles Waldman, Monsieur Paul Hurtut, Madame Caroline Weber et Monsieur Jacques Edouard Charret. Monsieur Paul Hurtut est décédé le 21 décembre 2011. Les administrateurs indépendants ont été choisis pour leur connaissance, leur capacité de jugement et leur expérience. Ceux-ci n'entretiennent avec la Société, le Groupe ou la Direction aucune relation de quelque nature que ce soit, d'affaires, familiales ou autres, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement. Il est rappelé que les critères d'indépendance que le code Middlednext énumère et que Toupargel Groupe respecte sont les suivants :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société du Groupe et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années,
- ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société ou du Groupe ou pour lequel la société ou le Groupe représente une part significative de l'activité,
- ne pas être actionnaire de référence de la société,
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence,
- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des trois dernières années.

Le Conseil ne dispose pas d'Administrateurs élus par les salariés. Les membres désignés du Comité d'Entreprise assistent aux réunions du Conseil d'Administration.

Parité Hommes - Femmes

Le Conseil d'Administration, composé de huit membres en 2011, dispose d'une administratrice (12,5% du nombre d'administrateurs). Toupargel Groupe entend respecter dès que possible les dispositions de la loi du 27 janvier 2011 "relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au Conseil d'Administration et de Surveillance et à l'Egalité Professionnelle".

Accès à l'information des administrateurs

Chaque Conseil d'Administration fait l'objet de l'envoi préalable à ses membres de données sur l'évolution du Groupe ainsi que sur les sujets à aborder. Un reporting mensuel est envoyé à chaque membre du Conseil d'Administration. Les Administrateurs reçoivent périodiquement des études notamment sur le secteur et le Groupe. Par ailleurs, les Administrateurs reçoivent régulièrement des documentations leur permettant de parfaire leur connaissance de la fonction d'administrateur et ses missions, sur la gouvernance, sur l'évolution des législations et réglementations.

Fonctionnement

Le Conseil d'Administration dispose d'un règlement intérieur. Ce règlement intérieur décrit la mission du Conseil d'Administration, sa composition, son fonctionnement (fréquence, lieux de réunion, comités notamment). Il rappelle les devoirs des Administrateurs : respect des lois et des statuts et intérêt social, indépendance, loyauté, professionnalisme, détention d'actions, obligations de déclaration de transaction.

Le règlement intérieur rappelle la nécessité d'évaluation périodique du Conseil d'Administration avec comme objectifs de faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil, de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues et de mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil. Une évaluation du Conseil a été initiée lors du Conseil d'Administration du 25 octobre 2011 ; elle a été analysée lors du Conseil d'Administration du 21 février 2012. Les demandes formulées ont été prises en compte.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs à l'égard du Groupe (et/ou d'autres devoirs) des membres du Conseil d'Administration et Dirigeants et leurs intérêts privés. La société a mis en place des mesures pour prévenir les conflits d'intérêts potentiels entre les Administrateurs et la société.

Conseils d'Administration tenus en 2011

Le nombre de séances du Conseil d'Administration tenues au cours de l'exercice 2011 s'est élevé à quatre, 22 février, 27 avril, 27 juillet et 25 octobre 2011. Il s'est tenu une séance le 21 février 2012. Le taux de présence aux Conseils d'Administration tenus en 2011 est de 96,9%. Le collège des Commissaires aux Comptes était présent aux réunions. Les réunions ont été consacrées d'une part, systématiquement à l'examen des rapports d'activité de la période, des comptes consolidés et sociaux (trimestriels, semestriels et annuels), aux comptes-rendus du Comité d'Audit sur sa mission et ses conclusions, à la validation des communiqués financiers. D'autre part, chaque séance a fait l'objet de travaux complémentaires.

La séance du 22 février 2011 a été particulièrement consacrée à la préparation de l'Assemblée Générale (affectation du résultat, nomination et renouvellement d'administrateurs, point sur les conventions, programme de rachat d'actions, rapports et texte des résolutions, etc...), à la synthèse des questionnaires d'auto-évaluation du Conseil, à la modification de la convention des prestations de Toupargel Groupe vis-à-vis de ses filiales.

La séance du 27 avril 2011 a fait notamment le point sur le projet Cap 2013, a validé les documents de gestion prévisionnelle, a validé la création d'un fonds de dotation Toupargel. A cette occasion, a été présentée aux membres du Conseil la mission confiée à un cabinet externe sur la cartographie des compétences clés de l'entreprise dans le cadre du projet Cap 2013 et sur le plan d'actions consécutif à mettre en œuvre. Celle du 27 juillet 2011 a revu les travaux du comité

stratégique tenu les 5 et 6 juillet 2011, a fait le point sur la distribution des dividendes et constaté l'augmentation de capital consécutive, a revu les conditions d'acquisition d'un fonds de commerce par Toupargel SAS.

Lors de la séance du 25 octobre 2011 le Conseil d'Administration a revu le questionnaire d'auto-évaluation à compléter. Il s'est fait présenté la direction du Développement et Fidélisation, son organisation, son plan d'actions, ses résultats.

Pouvoirs du Directeur Général

Suite à la décision du Conseil d'Administration du 5 juillet 2002 de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, aucune limitation formelle n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

Conventions

Les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2011 ou au cours d'exercices antérieurs font l'objet du rapport des Commissaires aux Comptes inclus dans le présent rapport.

Intérêts des dirigeants

- Le Groupe Toupargel n'entretient aucune relation d'exploitation, n'a conclu aucun arrangement ni accord avec des sociétés extérieures dont les membres du Conseil d'Administration sont mandataire social ou dirigeant à l'exception de :

- > l'Asvel Basket, dont Monsieur Roland Tchénio est administrateur et dont Toupargel Groupe a sponsorisé l'équipe jusqu'au 30 juin 2011, ceci faisant l'objet d'une convention réglementée (voir le rapport spécial des Commissaires aux Comptes) ;

- > la société Apax Partners SNC, dont le gérant est Monsieur Maurice Tchénio (Administrateur), qui a signé avec Toupargel Groupe SA un contrat de prestation de conseil le 1^{er} janvier 2009 ; le montant en charges au titre de 2011 s'élève à 20 K€ auquel s'ajoute une régularisation de 5 K€ au titre de 2010 ; Toupargel Groupe SA et ses filiales n'ont accordé aucun prêt et n'ont garanti aucune dette à des membres des organes d'administration ou à des sociétés extérieures au Groupe ayant des administrateurs communs.

- Au 31 décembre 2011, les actions détenues par les membres du Conseil d'Administration représentent 84,92% du capital et 92,62% des droits de vote.

- Un membre du Conseil d'Administration, Monsieur Pierre Novarina (Toupargel Groupe), bénéficie d'un contrat de travail dans Toupargel Groupe. Il est Directeur Général Adjoint, donc non considéré comme dirigeant.

- Monsieur Roland Tchénio, Président, perçoit une rémunération de la part de Toupargel Groupe.

- Il est précisé que :

- > La société TT Investissements (gérant : M. Roland Tchénio) a acquis en janvier 2011, 2 525 actions de Toupargel Groupe, en mars 2011, 5 136 actions, en a cédé 2 191 en mai 2011 et s'est vue attribuer 177 044 titres lors de la distribution de dividendes en juin 2011,

- > Apax Partners SNC (gérant : M. Maurice Tchénio) s'est vue attribuer 98 231 actions de Toupargel Groupe

lors de la distribution de dividendes en juin 2011,
 > M. Pierre Novarina s'est vu attribuer 62 actions de Toupargel Groupe lors de la distribution de dividendes en juin 2011,
 > M. Caroline Weber a acquis 860 actions de Toupargel

Groupe en août 2011 et 90 actions en septembre 2011,
 > Les titres détenus, avant son décès en décembre 2011, par M. Paul Hurtut (1 000 actions) sont considérés comme étant dans le public au 31 décembre 2011.

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ATTRIBUÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

En K€	2010	2011
M. Roland Tchénio, PDG		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	188	188
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Total	188	188
M. Pierre Novarina, DGA		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (en tant que salarié)	170	174
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Total	170	174

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

Nom et fonction	Exercice 2010 Montants dus et versés (en K€)	Exercice 2011 Montants dus et versés (en K€)
M. Roland Tchénio, PDG		
Rémunération fixe	188	188
Rémunération variable	Néant	Néant
Rémunération exonérée	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant
Total	188	188
M. Pierre Novarina, DGA		
Rémunération fixe	160	164
Rémunération variable	10	10
Rémunération exonérée	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant
Total	170	174

Il est précisé que Monsieur Pierre Novarina, en tant que salarié, bénéficie de la participation légale.

TABLEAU SUR LES JETONS DE PRÉSENCE

Les jetons de présence sont réservés aux administrateurs indépendants. Ils sont versés aux administrateurs pour autant que leur présence soit effective.

Membres du Conseil d'Administration	Jetons de présence versés en 2010 (en K€)	Jetons de présence versés en 2011 (en K€)
M. Charles Waldman	11	11
M. Paul Hurtut	24	24
M. Jacques-Edouard Charret ⁽¹⁾	5	11
Mme Caroline Weber ⁽²⁾	22	24
Total	62	70

(1) : Monsieur Jacques-Edouard Charret a été nommé lors de l'Assemblée Générale du 27 avril 2010

(2) Madame Caroline Weber a été cooptée lors du Conseil d'Administration du 19 février 2010 et confirmée par l'Assemblée Générale du 27 avril 2010.

TABLEAU SUR LES HONORAIRES

	Honoraires versés en 2010 (en K€)	Honoraires versés en 2011 (en K€)
M. Jacques-Edouard Charret ⁽¹⁾	5	Néant
Total	5	Néant

(1) Honoraires versés préalablement à sa nomination par l'Assemblée Générale du 27 avril 2010.

**OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE
À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL**

Néant

**OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE
MANDATAIRE SOCIAL**

Néant

ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

Néant

**ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE
POUR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL**

Néant

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010
Dates d'Assemblée Plan de souscription	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Dates d'Assemblée Plan d'achat	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Date du Conseil d'Administration	25 avril 2008	27 octobre 2009	27 avril 2010
Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées	200 000	15 000	22 500
- par les mandataires sociaux	15 000	-	-
- les 10 premiers attributaires salariés	112 500	15 000	22 500
Date de début d'exercice des options	26 avril 2010	28 octobre 2011	28 avril 2012
Date d'expiration	25 avril 2013	27 octobre 2014	27 avril 2015
Prix de souscription	25,75€	25,75€	25,75 €
Options perdues par les bénéficiaires initiaux	47 500	Néant	5 000
Nombre d'actions souscrites	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'actions achetées	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'options restant à lever	152 500	15 000	17 500

**OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIÉS
NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS**

Néant

**PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES
AUX RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES
SOCIAUX**

- Il n'existe pas d'indemnités de départ.
- Il n'existe pas d'indemnités d'arrivée.
- Il n'existe pas de régime de retraite spécifique aux mandataires sociaux. Messieurs Roland Tchénio et

Pierre Novarina bénéficient du régime de retraite mis en place pour l'ensemble des cadres du Groupe.

- Ils ne bénéficient pas d'indemnités relatives à une clause de non concurrence, ni d'indemnités de rupture.

RÉMUNÉRATIONS DIFFÉRÉES

Administrateur concerné : M. Pierre Novarina	2010 (en K€)	2011 (en K€)
Provision pour retraite comptabilisée	90	90
Provision pour médaille du travail comptabilisée	8	10
Total	98	100

Monsieur Pierre Novarina, en tant que salarié, bénéficie de l'Indemnité Conventionnelle de Départ en Retraite (Convention Collective du Commerce de Gros - Secteur alimentaire, CCN n° 3044)

AUTRES DONNÉES DE RÉMUNÉRATIONS SUR LES ÉQUIPES DE DIRECTION

En K€	2010 11 personnes ⁽¹⁾	2011 12 personnes
Rémunérations du Comité Exécutif (voir composition page 49)	1 591	1 657

(1) Monsieur Matthieu Malkani-Giraud, arrivé en décembre 2010, n'est pas inclus dans ce tableau en 2010.

MONTANT DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX CINQ OU DIX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES

En K€	2010	2011
Toupargel Groupe (5 personnes)	691	697
Toupargel SAS (10 personnes)	1 227	1 268
Place du Marché SAS (5 personnes)	204	219

Les comités du Conseil

Le Comité Stratégique

Il est présidé par Roland Tchénio et comprend Maurice Tchénio et Pierre Novarina (administrateurs) et les principaux directeurs du Groupe Toupargel. Sa mission consiste à débattre des orientations stratégiques du Groupe après avoir reçu une information complète sur les principales données et à préparer leur mise en œuvre. Il s'est réuni une fois en 2011. Le taux de présence était de 100%.

Le Comité d'Audit

Il était présidé par Monsieur Paul Hurtut, administrateur indépendant (décédé en décembre 2011), assisté de Madame Caroline Weber, administrateur indépendant. Ces deux administrateurs disposent de l'expérience et des compétences, notamment en matière financière et comptable, pour l'accomplissement de leur mission. Une charte du Comité d'Audit a été élaborée, ainsi qu'un guide et un calendrier détaillé. La charte précise sa mission (assister le Conseil d'Administration dans son rôle de surveillance), sa composition, son fonctionnement, son degré d'autorité, ses responsabilités et objectifs. Le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois en 2011. Son taux de présence était de 100%. Le Comité d'Audit, au cours de ses séances, s'est forgé une opinion sur les comptes annuels et périodiques, a auditionné les Commissaires aux Comptes. Il s'est informé sur la maîtrise des risques et sur le contrôle interne au sein du Groupe et a auditionné plusieurs directeurs, notamment le Directeur des comptabilités et du Contrôle de Gestion, le Directeur des Ressources

Humaines. Il a aussi auditionné le Président Directeur Général ainsi que le Directeur Général Adjoint en charge des Finances et le Trésorier. Il a procédé à la revue du plan d'audit interne et aux principales conclusions des interventions de l'auditeur. Il a pris connaissance de la procédure de signalement, de la couverture des assurances et de la cartographie des risques. Il a procédé lors du Comité d'Audit du 24 octobre 2011 à une auto-évaluation de son action.

Le Comité des Rémunérations et des Ressources Humaines

Le Comité des Rémunérations et des Ressources Humaines est composé de Monsieur Maurice Tchénio qui le préside et de Monsieur Maurice Sabah. Il s'est réuni le 25 novembre 2011. Son taux de présence a été de 100%. Son périmètre d'intervention dépasse le travail sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux (une seule personne est concernée, Monsieur Roland Tchénio). Il revoit la politique générale de rémunération de l'équipe de direction. Il donne son avis sur et oriente le système "d'incentives" de l'encadrement commercial. Il donne son avis sur et oriente la politique de recrutement, de formation et l'évaluation du personnel. Le Comité des Rémunérations et des Ressources Humaines ne comporte pas d'administrateurs indépendants.

Autres Comités

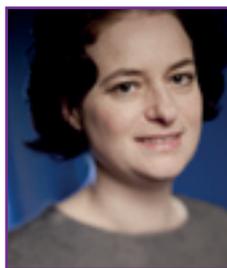
Le Conseil d'Administration n'a pas mis en place de comité de sélection et de nomination. Le Conseil traite directement les missions généralement dévolues à ce comité.

Le Comité Exécutif

Au cœur du dispositif de gouvernance de Toupargel Groupe, le Comité Exécutif met en œuvre la stratégie, gère les projets et assure le bon fonctionnement des activités du Groupe. Il se réunit 10 fois par an.



Roland Tchénio
Président Directeur
Général
(HEC, Harvard)
68 ans



Cécile Agbo
Directrice Marketing
et Achats (EM Lyon,
MBA University of
Connecticut)
41 ans



Valérie Bedouet
Directrice Qualité
(Ing. agro alim.,
DESS CAAE)
44 ans



François Bernet
Directeur en charge
du développement
durable
(IEP Paris)
62 ans



Christian Camus
Directeur Logistique
(ESC Rouen)
64 ans



Bernard Charvolin
DSI Études
et développements
(Études informatiques)
60 ans



Yves Lebastard
Directeur
des Ressources
Humaines
(DESS Ressources
Humaines)
53 ans



Yves Madec
DSI Réseaux,
Exploitation
et Business
Intelligence
(Études
informatiques)
56 ans



Pierre Novarina
Directeur Général
Adjoint (Finances,
Communication,
Direction technique)
(ESCP Europe,
Exp. Comptable)
59 ans



Romain Tchénio
Directeur
Commercial
(ESCP Europe)
37 ans



Fabian Utzig
Directeur Général
de Place du Marché
(Ingénieur en
Mécanique,
Université
de Dortmund)
47 ans



**Matthieu
Malkani-Giraud**
Directeur du
Développement
et de la Fidélisation
(Sciences Po,
Licence Marketing
et Communication)
47 ans

L'organisation opérationnelle

Pour Toupargel, elle est composée de 2 directions :

- la Direction Commerciale avec Romain Tchénio qui supervise les 8 Directions régionales,
- la Direction du Développement avec Matthieu Malkani-Giraud qui supervise les équipes de prospection terrain, de fidélisation et les pools de téléprospection.

Le Directeur Commercial, les Directeurs régionaux, le Directeur du Développement se réunissent chaque mois en Comité Opérationnel avec pour objectif l'analyse des résultats commerciaux, le suivi et la mise en place des actions commerciales et d'organisation, ce en coordination avec les services supports.

Pour Place du Marché, l'opérationnel est dirigé par Fabian Utzig.

L'organisation fonctionnelle

Les directions fonctionnelles sont transversales pour les deux structures opérationnelles à l'exception des directions Marketing et Achats qui sont pilotées de façon autonome, par chaque enseigne. Cette organisation vise à renforcer l'efficacité opérationnelle du Groupe tout en permettant la mutualisation des moyens et des outils entre les deux activités.

Les principales missions des directions fonctionnelles sont les suivantes :

La Direction Marketing - Achats

- Le service *Marketing Ventes*

Mettre en place les outils et moyens pour développer le chiffre d'affaires et la marge brute. Réaliser les éditions commerciales et les outils d'aide à la vente du Groupe. Équipes supervisées : Marketing Ventes, Éditions, Fidélisation clients.

- Le service *Marketing Produits*

Définir la stratégie Marketing Produits, piloter la politique produits et assurer la coordination de la politique de prix.

Équipes supervisées : Développement produits, Conseiller culinaire, Veille concurrentielle.

- Le service *Achats*

Définir et piloter la stratégie Achats. Assurer la négociation des conditions commerciales, optimiser les flux et appliquer une gestion raisonnée du portefeuille de partenaires fournisseurs.

Équipes supervisées : Achats, Administration des achats.

- Le service *Études et Partenariats*

Mener les analyses clients et produits permettant d'agir sur le plan marketing/commercial, établir des partenariats.

Équipes supervisées : Études clients, produits, partenariats.

- Le service *e-commerce*

Construire et animer les sites marchands du Groupe. Équipes Supervisées : sites marchands Place du Marché et Toupargel, e-mailings.

La Direction Qualité

Garantir la qualité des produits et des services et assurer la sécurité alimentaire.

Services supervisés : Qualité produits, Agréments sanitaires, Système de Management de la Qualité et Gestion de crise alimentaire, Service Clients.

La Direction Système d'Information

Concevoir et mettre en place les outils informatiques nécessaires au fonctionnement du Groupe.

Services supervisés : Études et Développement, Administration des réseaux et de la téléphonie, Support utilisateurs, Production informatique, Support applicatif, Système décisionnel.

La Direction Ressources Humaines

Assurer l'animation du dialogue social dans le Groupe, l'administration, la gestion du personnel, la formation et le développement des compétences des collaborateurs. Mettre en œuvre la politique de recrutement.

Services supervisés : Paie et Administration du personnel, Formation, Ressources Humaines.

La Direction Finances, Communication et Services Techniques

Assurer, coordonner le pilotage financier et le contrôle de gestion du Groupe. Définir la stratégie de communication interne et corporate du Groupe, mettre en place les outils nécessaires.

Services supervisés : Comptabilité, Contrôle de gestion, Analyse financière, Juridique, Communication corporate, Services Techniques, Audit interne.

La Direction du Développement Durable

Mettre en place une politique coordonnée de développement durable, notamment en termes de bien-être des collaborateurs, de sécurité, qualité et choix des produits, de préservation de l'environnement et d'implication sociétale.

La Direction Logistique

Assurer la préparation des commandes au jour le jour et leur acheminement dans les délais vers les agences de livraison. Déterminer les besoins en marchandises pour les plateformes, passer les commandes et ordonner les enlèvements aux transporteurs.

Services supervisés : plates-formes de préparation de commandes, Toupargel Production, service transport interne, Approvisionnements.



Le contrôle

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

Préambule

Conformément aux dispositions de l'article L. 235-37 du Code de Commerce et conformément à la loi du 3 juillet 2008 transposant les dispositions du droit européen en matière de rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne (4^e et 7^e directives européennes), le présent rapport du Président du Conseil d'Administration a pour objet de rendre compte aux actionnaires des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Ce rapport a été préparé par le Président avec l'assistance de la Direction Financière du groupe. Il a été revu par le Comité d'Audit du 20 février 2012 et approuvé par le Conseil d'Administration du 21 février 2012.

Compte tenu de la filialisation des différentes activités de la société, ce rapport couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le Groupe Toupargel comporte deux secteurs d'activité :

- l'activité "Surgelés" avec la société Toupargel SAS,
- l'activité "Frais et Épicerie" avec la société Place du Marché SAS. Cette activité représente 6% du volume d'affaires.

Le Gouvernement d'Entreprise

Code de référence

Toupargel Groupe se réfère au Code de Gouvernement d'Entreprise pour les Valeurs Moyennes et Petites "Code Middlenext", disponible sur les sites internet middlenext.com et toupargelgroupe.fr (décision du Conseil d'Administration dans sa séance du 19 février 2010).

Il est précisé que :

- Le Conseil d'Administration a bien pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique "points de vigilance" de ce code.
- Les fonctions de Président et de Directeur Général ne sont pas dissociées afin de renforcer la cohérence des actions mises en oeuvre. Il n'y a pas de limitation de pouvoir pour cette dernière fonction.
- Le Comité des Rémunérations et des Ressources Humaines ne comprend pas d'administrateur indépendant. Ses attributions ont été élargies aux politiques de rémunération de l'encadrement en général et aux politiques de recrutement et formation.
- Un seul administrateur dispose d'un contrat de travail, Monsieur Pierre Novarina, Directeur Général Adjoint.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration, ses règles, ses missions, son mode de fonctionnement sont traités dans la partie "Gouvernement d'Entreprise" du présent rapport.

Le Conseil d'Administration est composé de huit membres. Quatre administrateurs sont considérés comme indépendants (jusqu'au décès de M. Paul Hurtut, le 21 décembre 2011). Le Conseil d'Administration dispose d'un règlement intérieur (publié sur le site internet www.toupargelgroupe.fr) rappelant les droits et devoirs et complétant les dispositions légales, statutaires et réglementaires.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2011 avec un taux de présence de 96,9%. Les réunions ont été précédées de l'envoi de documents permettant aux administrateurs de préparer les sujets à traiter. En outre, les administrateurs reçoivent chaque mois un reporting sur l'activité du Groupe. En 2011, le Conseil d'Administration s'est notamment prononcé sur les arrêtés des comptes annuels, semestriels et trimestriels, sur les documents diffusés aux actionnaires et aux investisseurs, sur le projet stratégique Cap 2013. Il a auditionné des directeurs du Groupe.

Le Conseil d'Administration procède périodiquement à une autoévaluation. L'autoévaluation, lancée lors de sa dernière réunion de 2011, a été analysée lors du Conseil du 21 février 2012.

Les comités du Conseil : il s'agit pour Toupargel Groupe, du comité stratégique, du comité d'audit et du comité des rémunérations et des ressources humaines. Leurs compositions et missions sont décrites dans la partie "Gouvernement d'Entreprise".

Le comité stratégique s'est réuni une fois en 2011 et a travaillé sur le plan "Cap 2013". Le comité d'audit s'est réuni quatre fois en 2011, préalablement aux Conseils d'Administration. Le taux de présence a été de 100%. Le comité des rémunérations et des ressources humaines s'est réuni une fois en 2011. Le taux de présence a été de 100%.

Rémunérations versées aux administrateurs

- Les administrateurs indépendants perçoivent des jetons de présence (2 700€ par session en 2011) pour leur participation aux séances du Conseil et aux séances de comité spécialisé (comité d'audit exclusivement).
- Les autres administrateurs ne perçoivent aucune rémunération pour leur participation aux séances du Conseil et de comités.
- Monsieur Roland Tchénio, PDG, perçoit une rémunération (fixe uniquement) de la part de Toupargel Groupe et fixée dans le cadre du comité des rémunérations et des ressources humaines.
- Monsieur Pierre Novarina, DGA, perçoit une rémunération du fait de son contrat de travail de la

part de Toupargel Groupe ; elle est composée d'une partie fixe et d'un variable fonction de l'atteinte d'une part d'un objectif de résultat du Groupe et d'autre part d'objectifs personnels. Il est bénéficiaire de stocks options.

- Les tableaux récapitulatifs de rémunérations et assimilés sont repris dans la partie "Gouvernement d'Entreprise".

Participation des actionnaires aux Assemblées

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées sont précisées dans les statuts (disponibles au siège social), résumées dans la partie "Informations juridiques" du présent rapport et disponibles sur le site www.toupargelgroupe.fr.

Le contrôle interne

Définition

Le contrôle interne en vigueur dans la société a pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes, chartes et règles internes à l'entreprise ;
- d'analyser, de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité, les risques d'erreurs ou de fraudes en particulier dans les domaines comptables et financiers ;
- de s'assurer du bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société et à l'extérieur reflètent avec sincérité et fiabilité l'activité et la situation de la société. Le système de contrôle ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Référentiel utilisé

Le Groupe applique le cadre de référence et le guide d'application publié par l'Autorité des Marchés Financiers.

Processus de contrôle interne

Environnement de contrôle

- Sensibilisation du personnel : les valeurs du Groupe - la Passion client, l'Excellence opérationnelle, l'Ambition et l'Esprit d'équipe - sont diffusées au sein des entités qui la composent dès l'arrivée des collaborateurs et au travers d'un processus d'intégration.

Le Groupe a élaboré une charte éthique, construite autour de cinq principes : la responsabilisation, le respect, la transparence, la confiance et l'intégrité. Une commission interne "CNIL" se réunit en tant que de besoin, afin de vérifier le respect par le Groupe des recommandations de la CNIL, procéder aux éventuelles régularisations et sensibiliser le personnel. Une procédure dite de "signalement" a été élaborée et diffusée en 2011, décrivant les types de faits relevant du dispositif, les modalités de recueil et de traitement de l'information.

Le règlement intérieur des sociétés : Le règlement intérieur en vigueur est adapté périodiquement. Il est destiné notamment à fixer les règles de discipline, les mesures d'applications de la réglementation en matière de santé et sécurité.

- Définition des fonctions et missions : chaque poste est décrit et les missions et objectifs sont régulièrement mis à jour. Ceux-ci sont assortis "d'incentives".

- Délégations de pouvoir : des délégations de pouvoir limitées sont établies notamment en matière d'hygiène et sécurité, qualité produits, environnement, respect des législations du travail, commerciales, financières, etc.

- Formation du personnel : les actions de formation du personnel orientées sur les métiers présents dans le Groupe ont pour but d'entraîner le personnel aux opérations que celui-ci a à mettre en œuvre.

Principaux acteurs

- Le Conseil d'Administration, dont les missions sont de contribuer à définir la stratégie, suivre sa mise en œuvre, évaluer les projets, proposer à l'Assemblée Générale les mandataires sociaux, contrôler la gestion et veiller à la qualité des informations fournies aux actionnaires. Le Conseil d'Administration dispose d'un règlement intérieur. Un reporting mensuel permet d'assurer le suivi des opérations ;

- Le Comité d'Audit (voir Gouvernement d'Entreprise), ce comité dispose d'une charte et d'un guide. La composition et le fonctionnement de ce comité est conforme à la 8^e directive et à l'article L823-19 du Code de Commerce ;

- Le Comité des rémunérations et des ressources humaines (voir Gouvernement d'Entreprise) ;

- Le Comité des Risques, chargé d'établir une cartographie des risques pouvant influencer sur l'entreprise et chargé de définir des plans d'actions ;

- La commission interne "CNIL" (voir ci-dessus) ;

- Le Comité Exécutif (voir ses missions dans la partie "Fonctionnement") ;

- La Direction Générale ;

- Les responsables opérationnels ou fonctionnels et notamment :

- La Direction Qualité en charge du système de management de la qualité, des contrôles qualité, des agréments des plates-formes, du service consommateurs d'une part et du respect des normes environnementales d'autre part,

- Les Directions Informatiques en charge de la sécurité et de la maintenance des systèmes d'information et du plan de continuation d'activité en matière de système d'informations,

- La Direction des Ressources Humaines, responsable de l'application des lois, règlements, accords sociaux et qui met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines,

- La Direction Financière avec le Contrôle de Gestion,

- L'Audit avec une double mission de vérification de l'application du Système de Management de la Qualité et du Contrôle Interne. La charte du service d'audit interne définit sa mission et son champ d'intervention.

Principales références et actions

- Le recensement des risques : sous l'égide du Comité des Risques, une démarche a abouti à l'élaboration d'une cartographie des risques. La cartographie est revue chaque année et la mise en œuvre des recommandations suivie. Les risques liés aux projets en cours sont particulièrement analysés. L'analyse des risques est reprise dans la partie facteurs de risques

du présent rapport. Des tests d'intrusion informatique par une société externe ont été mis en œuvre en 2011 et ont abouti à des recommandations.

- Le recensement des risques professionnels : sous l'égide de la Direction des Ressources Humaines, le recensement des risques professionnels a abouti à l'élaboration d'un "document unique" par entité, dont la mise en œuvre des recommandations est suivie. Ce document est mis à jour chaque année.

- Une Commission Sécurité Automobile qui œuvre à la réduction de la sinistralité automobile. Celle-ci a été réduite de 25% en 3 ans.

- Un Comité "Bien-être et performances au travail" chargé de prévenir les risques psycho-sociaux d'une part et une cellule de soutien psychologique aux collaborateurs en ressentant le besoin avec un partenariat externe d'autre part ont été mis en place.

- Le Système de Management de la Qualité identifie les processus de l'entreprise, les décrit. Il évalue les risques associés et définit les moyens de maîtrise à savoir contrôle, procédures (manuel et diffusion sur l'intranet), indicateurs et compétences. Enfin, il définit les plans d'actions.

- La charte d'utilisation du système d'informations définit les droits et obligations des utilisateurs.

- La charte d'expression sur les réseaux sociaux rappelle les règles d'expression élémentaires à respecter.

- La démarche Développement Durable, avec la présence d'un Directeur du Développement Durable, l'établissement d'un bilan carbone et la définition d'actions dont l'exécution est en cours (voir partie "Développement durable"), ainsi que d'indicateurs.

Les manuels de procédures décrivent les procédures applicables au sein de chaque entité. Elles sont disponibles sur l'intranet de l'entreprise. En 2011, 36 procédures ont été mises à jour, établies ou déployées.

Processus de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Principaux acteurs

- La Direction Financière du Groupe en charge de la consolidation, du reporting Groupe, de la communication financière, de la planification et du reporting auprès du Conseil d'Administration.

- Le contrôle de gestion (qui dépend de la Direction Financière) et qui produit les états financiers avec la comptabilité, les tableaux de bord, les budgets.

- La fonction de vérification de la qualité du Contrôle Interne assurée par l'**Audit interne**.

Principales références et actions

- Plan de comptes généraux commun à toutes les entités du Groupe,

- Plan analytique permettant le suivi des centres de profits et de coûts,

- Processus d'arrêtés des comptes consolidés et sociaux : planning d'arrêtés mensuel, trimestriel, semestriel, annuel et instructions,

- Manuel de révision, permettant la justification des comptes,

- Procédure de consolidation : règles et méthodes comptables, liasses de consolidation, planning,

- Processus budgétaire et suivi mensuel,

- Procédures de recensement des engagements hors bilan,

- Reporting : format unique de reporting interne et

liasse de reporting au Conseil d'Administration et au Comité d'Audit,

- Audit des processus concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière suivant le référentiel du groupe de place AMF, - Communication financière : procédures, formats et définition stricte des rôles.

Le Groupe dont l'activité est la distribution de produits alimentaires aux particuliers suit notamment :

- le chiffre d'affaires (journalier, mensuel, avec une analyse multicritère détaillée),

- la marge commerciale (journalier, mensuel avec une analyse détaillée des composantes),

- les inventaires physiques,

- les frais de personnel : reporting social (mensuel),

- les coûts véhicules (coûts directs, sinistralité),

- les coûts téléphoniques (trimestriel)

- les coûts logistiques (mensuel)

- les performances en termes de télévente, de développement.

Il est précisé que la plupart des coûts font l'objet de tableaux de bord périodiques (mensuel, trimestriel, semestriel).

Les éléments des comptabilités et du contrôle de gestion sont revus et commentés en Comité Exécutif et en Conseil d'Administration.

Vérification de la régularité et de la fiabilité des informations

- Dans le cadre du plan d'audit, les applications de procédures sont régulièrement vérifiées notamment dans les agences commerciales pour les flux d'encaissement, au siège, sur le respect des procédures d'engagement et d'approbation de factures. Des audits périodiques ont été mis en place à partir de l'analyse informatique multicritères de données.

- Une autoévaluation du Contrôle Interne de l'activité livraison a été initiée en 2010.

- Les comptes sont révisés à la fois en interne et par les auditeurs externes.

- La régularité des opérations est revue par des cabinets externes spécialisés (social, fiscalité, audit comptable, audit informatique).

Plan d'actions 2012

Les principales lignes du plan d'action 2012 sont les suivantes :

- Mise en œuvre du plan d'audit interne,

- Reporting : renforcement du suivi des "non-qualités" ayant un impact sur le chiffre d'affaires, la marge,

- Établissement d'une charte boursière permettant de sensibiliser les salariés, les dirigeants et les administrateurs à la prévention des manquements d'initiés,

- Établissement d'un référentiel de certification de services pour l'activité vente par téléphone et par internet et de livraison à domicile de produits alimentaires (surgelés, frais, épicerie) et autres produits d'accompagnement.

Fait à Civrieux d'Azergues, le 21 février 2012

Le Président du Conseil d'Administration
Roland Tchénio

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du conseil d'administration

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société TOUPARGEL GROUPE et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

54 Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations. Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des

risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mars 2012
Les Commissaires aux Comptes

Le contrôle externe

Commissaires aux comptes titulaires

Deloitte & Associés

81 boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

représenté par Monsieur Olivier Rosier, nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2006 pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011. Il est proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012 de renouveler le mandat de Deloitte & Associés pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Société d'Audit Financier et de Contrôle Interne (SAFICI)

11 rue Auguste Lacroix
69003 Lyon

Représenté par Monsieur Jacques Convert, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2007 pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Commissaires aux comptes suppléants

Cabinet Béas

7-9 Villa Houssaye
92200 Neuilly sur Seine

nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2006 pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il est proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012 de renouveler le mandat du Cabinet Béas pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Cabinet Union d'Études Comptables

14 rue de la Charité
69002 Lyon

Représenté par Monsieur Philippe Dubost, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2011 pour une période de six exercices et dont le mandat expire après la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Honoraires des commissaires aux comptes (hors frais)

en K€	Safici				Deloitte & Associés			
	Montant		Pourcentage		Montant		Pourcentage	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Audit								
• Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Émetteur	26	26	100%	100%	33	33	27%	24%
- Filiales intégrées globalement					89	90	73%	66%
• Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes								
- Émetteur						14		10%
- Filiales intégrées globalement								
Sous-total	26	26	100%	100%	122	137	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social								
• Autres								
Total	26	26	100%	100%	122	137	100%	100%



Le Cahier de

“Diffuser une information financière sincère, précise et exacte auprès de l’ensemble de nos actionnaires, gage de transparence.”

CYRIL TÉZENAS DU MONTCEL
Analyste Financier interne

56





l'actionnaire

Les informations boursières

Profil boursier du titre

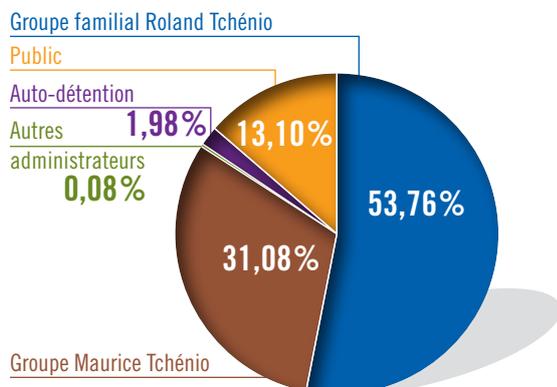
• Date d'introduction	3 Décembre 1997
• Prix d'introduction	3,81 €
• Code ISIN	FR0000039240
• Code Bloomberg	TOU
• Code Reuters	TPGEL.PA
• Appartenance à un indice	CAC® Small, CAC® Mid & Small, CAC® All-Tradable, CAC® All-Share, Gaia Index
• Nyse Euronext Paris	Compartment C
• Classification sectorielle	5337 (détaillants et grossistes - Alimentation)
• Éligibilité au PEA	oui
• Éligibilité au Service de Règlement Différé	non
• Membre de Middlednext	oui
• Capital au 31/12/2011	1 038 330,70 €
• Nombre de titres ordinaires	10 383 307
• Nominal	0,10 €
• Cours au 31/12/2011	9,0 €
• Flottant en % du capital au 31/12/2011	13,10% (y compris salariés)
• Flottant au 31/12/2011	12,2 M€
• Capitalisation boursière au 31/12/2011	93,4 M€



MiddleNext est l'association professionnelle française indépendante représentative des valeurs moyennes cotées.

Nyse Euronext est l'un des principaux opérateurs de marchés financiers et fournisseurs de technologies de négociation. Sur ses marchés en Europe et aux Etats-Unis se négocient près de 8 000 valeurs cotées : actions, contrats à terme, options, produits de taux et ETP (exchange-traded products).

Qui sont nos actionnaires ?



Le total des actionnaires nominatifs et au porteur s'élevait au 29 février 2012 à plus de 2 500 (dont 2 470 particuliers) (Source : Euroclear et Caceis).

Sources : Euroclear (TPI au 29 février 2012) et Caceis (nominatifs au 29 février 2012)

	03.2008	03.2009	03.2010	03.2011	03.2012
Nombre d'actionnaires	2 360	2 650	2 582	2 638	2 512

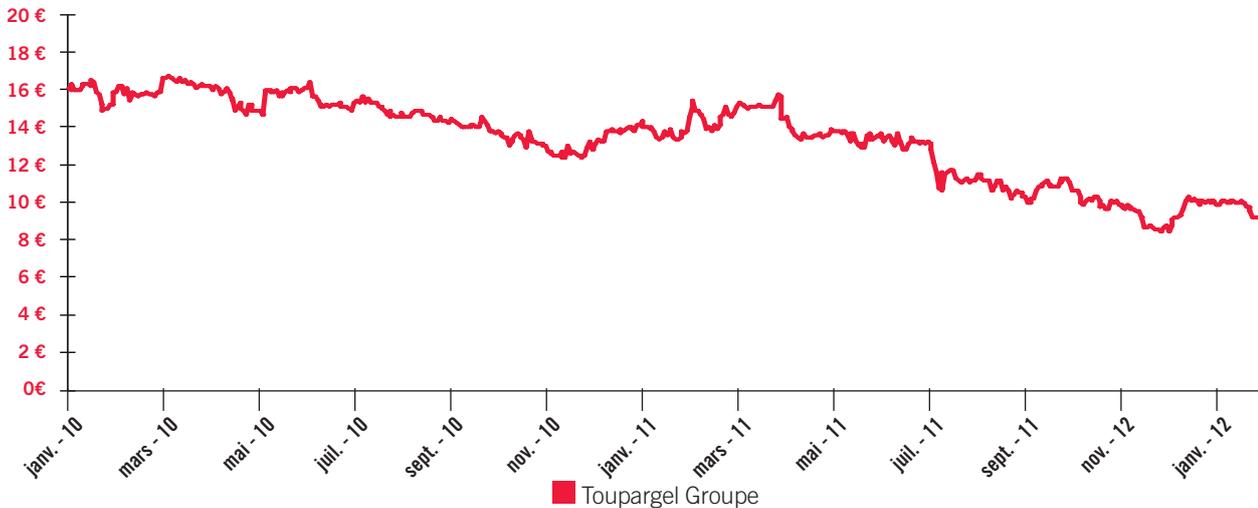
Parmi l'actionnariat, les sociétés de gestion et les institutionnels représentent 7,3% du nombre d'actions total (5,2% au 11 mars 2011).

Le volume moyen mensuel d'échanges de janvier 2011 à février 2012 s'établit à 41 322 titres.

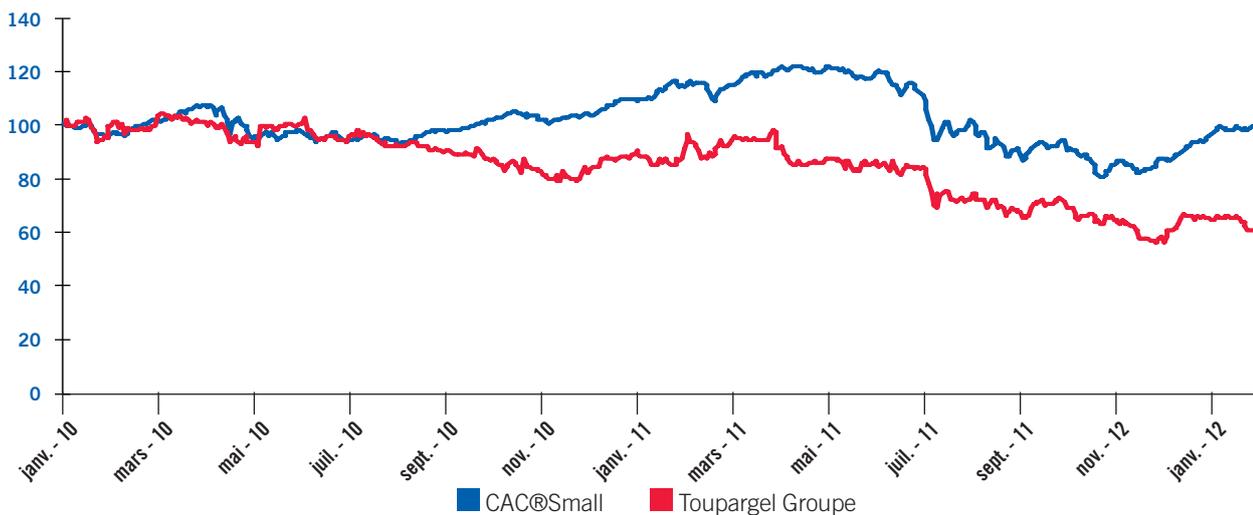
Période	Cours le plus haut (en €)	Cours le plus bas (en €)	Nombre de titres échangés	Capitaux échangés (en K€)
Décembre 1997	3,81	3,36	678 620	2 513
Année 1998	4,61	2,42	1 645 368	6 460
Année 1999	4,50	2,00	1 032 660	3 464
Année 2000	4,95	4,25	648 832	3 197
Année 2001	4,31	3,77	441 400	1 831
Année 2002	4,42	3,99	994 008	1 731
Année 2003	10,34	8,64	880 584	7 969
Année 2004	32,80	15,76	527 353	12 693
Année 2005	33,47	30,24	635 074	19 870
Année 2006	43,78	39,09	706 511	29 165
Année 2007	43,85	26,90	1 363 581	52 301
Année 2008	27,2	10,53	649 133	11 657
Année 2009	18,10	12,04	900 706	13 568
Année 2010	17,17	12,12	623 532	9 125
Année 2011	15,95	8,72	524 592	7 113
Janvier 2011	14,49	13,78	83 499	1 176
Février 2011	15,54	13,45	87 570	1 257
Mars 2011	15,74	14,00	79 422	1 170
Avril 2011	15,95	14,26	75 555	1 145
Mai 2011	14,89	13,46	36 594	513
Juin 2011	14,10	13,11	22 570	309
Juillet 2011	14,16	13,03	23 775	321
Août 2011	13,59	11,05	26 909	321
Septembre 2011	12,00	10,50	10 133	112
Octobre 2011	11,86	10,40	15 116	169
Novembre 2011	11,45	10,00	24 381	254
Décembre 2011	10,60	8,72	39 068	366
Janvier 2012	10,90	8,80	30 462	310
Février 2012	10,50	9,55	23 451	240

(Source : Nyse Euronext)

L'évolution du cours de bourse (de janvier 2010 à février 2012)



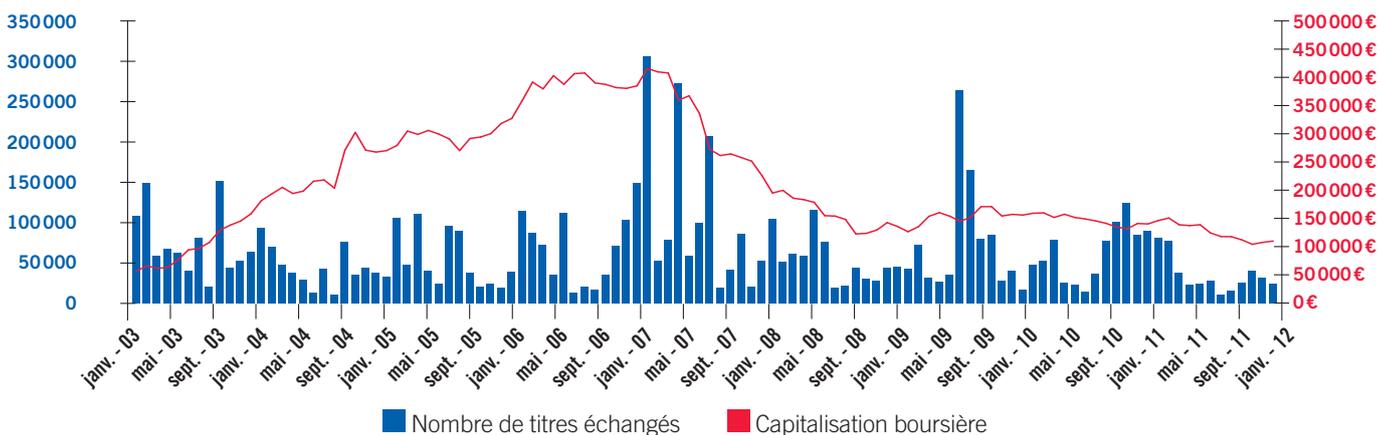
L'évolution du cours de bourse (en base 100 de janvier 2010 à février 2012)



(Source : Nyse Euronext)

L'évolution de la capitalisation boursière (en K€) et des volumes échangés (de janvier 2003 à février 2012)

La capitalisation boursière définit la valeur que le marché boursier attribue à l'entreprise. Elle correspond au nombre d'actions multiplié par le cours de Bourse. A la clôture du 31 décembre 2011, la capitalisation boursière de Toupargel Groupe s'élevait à 93,4M€.



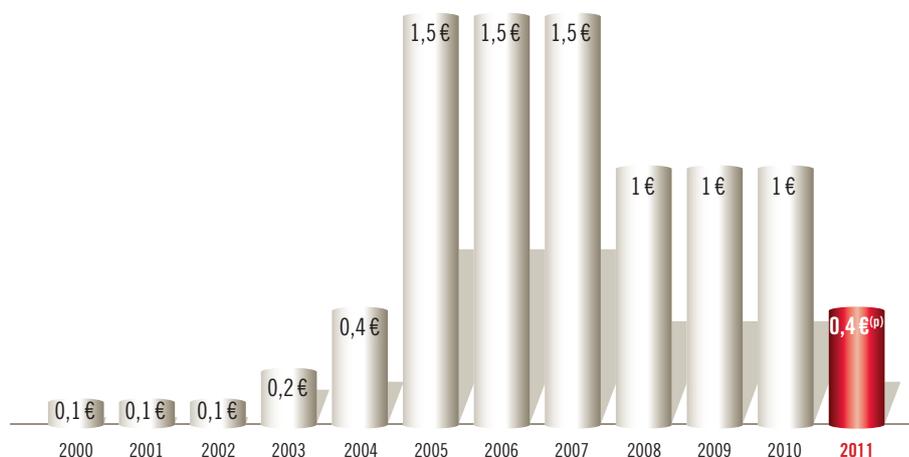
La politique de distribution de dividendes

Le Conseil d'Administration propose le dividende et sa date de versement. La politique de distribution de dividendes tient compte des besoins d'investissements du Groupe, du contexte économique et de tout autre facteur jugé pertinent.

Toupargel Groupe SA a distribué de façon constante depuis 2005 plus de 50% du résultat net consolidé. Au titre de l'exercice 2011, il sera proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012 de voter la distribution d'un dividende de 0,4€ par action versé en espèces avec mise en paiement le 29 juin 2012.

À périmètre constant (hors croissance externe et y compris maintien des résultats), la société entend maintenir pour les exercices à venir un taux de distribution élevé.

Evolution du dividende par action



(p) proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2011, distribuable en espèces ou en titres.

60

Pour bénéficier du dividende, distribuable en espèces, il faut être propriétaire de l'action Toupargel le 25 juin 2012 avant la clôture de la bourse (détachement du coupon le 26 juin 2012). La mise en paiement sera réalisée à partir du 29 juin 2012 (selon l'établissement financier de l'actionnaire, les jours de valeur appliqués diffèrent).

La fiscalité du dividende

Au 1^{er} janvier 2012, le dividende d'actions versé à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, est soumis :

- aux prélèvements sociaux au taux de 13,5%. Le montant des dividendes versés est net de ces prélèvements,
- à l'impôt sur le revenu, soit au barème progressif de l'impôt, soit au prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 21%, au choix de l'actionnaire.

Cependant, le dividende n'est pas imposable s'il est inférieur ou égal à 3 050€ par an pour un couple soumis à une imposition commune, et 1 525€ par an pour une personne non mariée, après abattement de 40% sur le montant réel encaissé.

Quel qu'en soit le montant, le dividende est exonéré de l'impôt sur le revenu (mais non des prélèvements sociaux) dans le cadre d'un PEA remplissant les conditions requises par la législation.

Le rendement de l'action

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dividende par action	1,5€	1,5€	1,5€	1,0€	1,0€	1,0€	0,4€ (p)
Cours de l'action au 31 décembre	34,9€	41,53€	26,50€	14,00€	15,30€	13,52€	9,00€
Rendement de l'action	4,3%	3,6%	5,7%	7,1%	6,5%	7,4%	4,4%

(p) proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012, distribuable en espèces.

Les achats ou ventes des titres de la société

(détail des autorisations dans "Les informations juridiques" page 154)

Au 31 décembre 2011, Toupargel Groupe détient 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 5 628 actions propres au titre du contrat de liquidité, valorisées 50.7 K€. Ces montants sont inscrits en moins des capitaux propres.

L'établissement assurant le service financier

Toupargel Groupe SA a mandaté Caceis Corporate Trust pour assurer son service financier. Pour la gestion des titres inscrits au nominatif administré, il convient à l'actionnaire de s'adresser directement à son intermédiaire financier. Pour la gestion des titres inscrits au nominatif pur, il convient à l'actionnaire de s'adresser à :

CACEIS Corporate Trust - Service Émetteurs

14 rue Rouget de Lisle
92862 Issy Les Moulineaux Cedex 9
Tél : 01.57.78.34.44
Fax : 01.49.08.05.80
E-mail : ct-contact@caceis.com

Les caractéristiques attachées aux modes de détention des titres

	Actions au Porteur	Actions au nominatif	
		administré	pur
Lieu de dépôt des actions		Chez un intermédiaire financier au choix	Chez Caceis
Frais de gestion et droits de garde	A la charge de l'actionnaire selon la tarification de son intermédiaire financier		Gratuits
Ordre de bourse	Adressé à l'intermédiaire financier	Adressé à l'intermédiaire financier (des délais peuvent survenir pour convertir les titres au porteur avant de réaliser la vente).	Adressé à Caceis
Déclaration fiscale annuelle	L'intermédiaire financier adresse à l'actionnaire un imprimé fiscal unique (IFU) regroupant toutes les opérations de son compte titres		Caceis adresse à l'actionnaire un IFU regroupant les opérations concernant le titre Toupargel Groupe
Participation à l'Assemblée Générale	L'actionnaire doit demander à son intermédiaire financier de procéder aux formalités en vue de sa participation à l'Assemblée et adresser une attestation de participation à Toupargel Groupe. Toupargel Groupe lui adressera alors une carte d'admission à l'Assemblée Générale.		Toupargel Groupe adresse automatiquement à l'actionnaire un avis de convocation avec un formulaire de vote à distance ou de procuration lui permettant de communiquer à Toupargel Groupe ses instructions en vue de participer à l'Assemblée Générale.

Le prestataire de services d'investissement assurant la liquidité du titre

Oddo

12 boulevard de la Madeleine
75440 Paris Cedex 09
Tél 01 44 51 85 00

Un contrat de liquidité conforme au modèle établi par l'Association Française des Marchés Financiers⁽¹⁾ (AMAFI) reconnu par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, conforme au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, a été conclu entre Toupargel Groupe SA et la société Oddo, le 1^{er} décembre 2006, avec une mise en application au 1^{er} janvier 2007, en vue d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Toupargel Groupe. À l'ouverture du compte, Toupargel Groupe SA a apporté au crédit du compte de liquidité la somme de 100 000 euros. En date des 28 janvier 2008 et 17 janvier 2012, la somme supplémentaire de 30 000 euros a été apportée au crédit du compte de liquidité portant le total des versements à 160 000 euros. Le solde du compte de liquidité au 31 décembre 2011 s'élève à 7 452 euros en espèces et 50 652 euros en titres auto-détenus (inscrits en moins des capitaux propres).

(1) l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) a pour mission de contribuer à promouvoir et à développer les activités de marchés financiers en France.

Une transparence et des performances financières récompensées

2011 : N°1 du classement Gaia Index (secteur distribution) (voir détails p 31)

2007 : Prix du meilleur rapport annuel 2006 des sociétés cotées hors de l'indice SBF 120, décerné par la Vie Financière et les Echos

2007 : 2^e prix de la gouvernance remis par l'AGEFI

2005 : Trophée Midcaps de l'Excellence, sur la base de l'analyse de la performance globale de la société, décerné par Euronext, Middlednext et Oddo & Cie

2005 : Trophée Midcaps de la performance économique sur la base de l'analyse de la croissance, de la rentabilité et de la rentabilité de la société, décerné par Euronext, Middlednext et Oddo & Cie

2005 : Prix Distribution et Services au Grand Prix de l'Entrepreneur 2004 décerné à Roland Tchénio au niveau national et en région Rhône Alpes.

2005 : Prix de la communication financière décerné par Boursorama (3^e prix)

2004 : Elu meilleur site financier 2004 par Boursorama (2^e prix)

2004 : Trophée Performance de la Croissance en Rhône Alpes décerné par Le Nouvel Objectif Rhône Alpes et par la Lyonnaise de Banque

2002 : Prix Cristal de la transparence financière, décerné par Investir (catégorie Second Marché)

2000 : Prix du meilleur rapport annuel 1999 du Second Marché, décerné par la Vie Financière.

Les publications diffusées en 2011 aux actionnaires et aux professionnels financiers

- Rapport annuel 2010, diffusé en 350 exemplaires en français et en version électronique en anglais. Ce rapport a été envoyé aux analystes, gérants de fonds, institutions, banques et actionnaires individuels qui en avaient fait la demande et diffusé sur toupargelgroupe.fr.
- Rapport sur l'activité 2010 diffusé aux actionnaires lors de la convocation à l'Assemblée Générale du 27 avril 2011.
- Communiqués sur les chiffres d'affaires et résultats trimestriels en français et en anglais. Une campagne de marketing boursier a été mise en place sur boursorama.com lors de la publication des résultats annuels 2010.

La Directive Transparence

Dans le cadre de la Directive Transparence, imposée par le Règlement Général de l'AMF, entrée en vigueur le 20 janvier 2007, Toupargel utilise un diffuseur professionnel (Les Echos médias) pour la diffusion effective et intégrale de son information réglementée.

Les autres documentations

- Les documents juridiques - les statuts, procès-verbaux d'Assemblées Générales, rapports et certificats des contrôleurs légaux et du Conseil d'Administration - ainsi que la liste des actions de parrainage et de mécénat peuvent être consultés au siège social de Toupargel Groupe SA, 13 chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues. La société tient à la disposition de tout actionnaire qui en ferait la demande le bilan social de Toupargel SAS, ainsi que celui de Place du Marché SAS, prévu par les articles L 438-1 et suivants du code du travail.

- Site Internet : www.toupargelgroupe.fr

Toupargel Groupe met à la disposition du public un site institutionnel en français et en anglais : les rapports annuels y sont téléchargeables. Y sont également publiées toutes les informations réglementées communiquées à l'AMF. Toupargel est répertorié sur un certain nombre de sites Internet externes dont ceux de Nyse Euronext (www.euronext.com), de l'AMF (www.amf-france.org), de la Direction de l'Information Légale et Administrative (www.info-financiere.fr), de Thomson Reuters (www.hugingroup.com) et des Echos (www.lesechos.fr).

La liste des publications au BALO en 2011

- | | |
|--------------|--|
| 23 mars 2011 | Avis préalable à l'AGO du 27 avril 2011. |
| 8 avril 2011 | Avis de convocation à l'AGO du 27 avril 2011. |
| 6 mai 2011 | Avis d'approbation des comptes et de la décision d'affectation du résultat 2010. |

Les actions auprès des actionnaires individuels

Toupargel a participé en 2011 au salon Actionaria à Paris, les 18 et 19 novembre. Le stand a reçu près de 1000 visiteurs.

Les actions auprès des analystes et des investisseurs institutionnels

Toupargel Groupe a participé en 2011 à des manifestations avec des analystes et gérants sous forme de one to one ou de conférences (Oddo Midcap, Journée Valeurs Moyennes SFAF...). Une réunion SFAF (1) a été organisée en février 2011 à l'occasion de la présentation des résultats annuels 2010. La publication du chiffre d'affaires et des résultats semestriels, effectuée le 28 juillet 2011, a été suivie d'une conférence téléphonique réunissant investisseurs institutionnels et analystes financiers. Une réunion SFAF (1) a été organisée en février 2012 à l'occasion de la présentation des résultats annuels 2011.

(1) SFAF (Société Française des Analystes Financiers) : association des professionnels de l'investissement et du financement oeuvrant à l'amélioration des techniques de l'analyse financière ainsi qu'au développement d'une information économique et financière de qualité. La SFAF soutient les émetteurs dans l'organisation de leurs réunions de communication financière.

Le budget de communication financière

Les dépenses directes de marketing boursier se sont élevées en 2011 à 90K€ (93K€ en 2010).

Les relations avec la presse

Toupargel Groupe entretient des relations régulières avec la presse financière, la presse économique, la presse régionale, la radio et la TV par des envois de communiqués, l'organisation d'interviews et a tenu une conférence de presse en février 2011 pour présenter les résultats annuels 2010. La presse a été conviée en février 2012 à la présentation des résultats annuels 2011.

L'agenda 2012*

26 avril 2012	Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 1 ^{er} trimestre 2012 (après bourse) Assemblée Générale des Actionnaires au siège social (69380 Civrieux d'Azergues)
29 juin 2012	Mise en paiement du dividende
26 juillet 2012	Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 1 ^{er} semestre 2012 Conférence téléphonique sur le chiffre d'affaires et les résultats semestriels 2012
25 octobre 2012	Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 3 ^e trimestre 2012 (après bourse)

* sous réserve de modifications.

Les analystes financiers ayant publié sur la valeur en 2011

• Raphael Hoffstetter	Oddo Midcaps	rhoffstetter@oddo.fr
• Jérôme Chosson	IDMidcaps	jchosson@idmidcaps.com
• Christine Ropert	Gilbert Dupont	christine.ropert@gilbertdupont.fr
• Caroline David-Tracaz	Groupe Viel Tradition	caroline.david-tracaz@viel.com

Les relations actionnaires, analystes et investisseurs

• Responsables de l'information

Roland Tchénio - Président Directeur Général

Pierre Novarina - Directeur Général Adjoint, en charge de la communication financière

Laure Thalamy - Responsable Communication, relations presse et partenaires

Cyril Tezenas du Montcel - Analyste financier, relations analystes, gérants et actionnaires

• Contacts

Email : infofinanciere@toupargel.fr

Courrier : Toupargel - Communication financière - 13 chemin des Prés Secs, 69380 Civrieux d'Azergues

Internet : www.toupargelgroupe.fr

Téléphone : 04 72 54 10 00 - Fax : 04 27 02 61 92



Les chiffres et ratios financiers

Le compte de résultat

En millions d'euros	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Chiffre des ventes	379,5	363,5	365,9	359,1	351,5	339,2
Ebitda (1)	46,6	36,8	35,4	32,0	30,0	25,2
Résultat opérationnel	37,8	28,5	24,1	21,0	21,9	14,5
Coût financier	-1,0	-1,4	-1,5	-0,5	-0,2	0,3
Résultat courant avant impôts	36,8	27,1	22,6	20,5	21,8	14,8
Impôts	-12,8	-9,4	-7,9	-7,6	-8,9	-6,7
Résultat net part du Groupe	24,0	17,7	14,7	12,9	12,9	8,1
Capacité d'autofinancement	35,2	28,9	27,9	24,6	21,2	18,7
Cash Flow Libre	19,5	5,7	19,4	16,1	17,6	9,0

(1) : Résultat opérationnel - résultat des cessions d'actifs immobilisés - reprises de provisions + dotations aux amortissements et provisions

Le bilan

En millions d'euros	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Total du bilan	173,7	180,3	172,5	174,3	169,7	166,5
Capitaux propres	78,0	76,6	75,5	77,9	80,7	83,6
Endettement brut	18,7	34,8	25,0	28,1	19,8	13,4
Endettement net	16,0	29,0	24,4	17,8	12,3	9,0
Actif non courant	151,3	151,4	150,9	146,5	144,8	142,0
Investissements industriels	11,3	11,2	11,0	6,9	9,1	8,7
Variation du fonds de roulement	-7,9	15,3	-7,4	11,6	-4,0	-1,2
Besoin en fonds de roulement (BFR)	-46,0	-33,7	-37,7	-35,9	-37,1	-35,2
Variation du BFR	4,5	12,3	-2,2	1,8	-1,2	1,9
Trésorerie	2,8	5,8	0,6	10,3	7,5	4,4
Variation Trésorerie	12,4	3,0	-5,2	9,7	-2,8	-3,1

Les ratios financiers

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Résultat net par action (en€)	2,38	1,76	1,48	1,31	1,30	0,81
Capacité d'autofinancement par action (en€)	3,48	2,87	2,81	2,48	2,15	1,86
Actif net comptable par action (en€)	7,72	7,62	7,61	7,87	8,15	8,33
Couverture des frais financiers ⁽¹⁾ (x fois)	23,1	15,8	12,9	26,3	53,5	39,3
Ratio de levier ⁽²⁾ (x fois)	0,34	0,79	0,69	0,55	0,41	0,36
Gearing ⁽³⁾	20%	38%	32%	23%	15%	11%
Marge opérationnelle ⁽⁴⁾	10,0%	7,8%	6,6%	5,8%	6,2%	4,3%
Marge nette ⁽⁵⁾	6,3%	4,9%	4,0%	3,6%	3,7%	2,4%
Rentabilité des capitaux propres (ROE) ⁽⁶⁾	44,5%	30,1%	24,3%	19,9%	19,0%	10,8%
Rentabilité de l'actif ⁽⁷⁾	21,8%	15,8%	14,0%	12,0%	12,9%	8,7%
Taux de rotation de l'actif ⁽⁸⁾ (x fois)	2,2	2,0	2,1	2,1	2,1	2,0
Retour sur capitaux employés ⁽⁹⁾ (ROCE)	24,1%	16,1%	13,9%	12,0%	12,1%	7,5%

(1) Résultat opérationnel / charges financières

(2) Endettement net bancaire / excédent brut d'exploitation

(3) Endettement net / fonds propres

(4) Résultat opérationnel / chiffre des ventes

(5) Résultat net / chiffre des ventes

(6) Résultat net / fonds propres (avant résultat)

(7) Résultat opérationnel / actif total

(8) Chiffre des ventes / actif total

(9) Résultat opérationnel après impôt apparent / immobilisations nettes + BFR

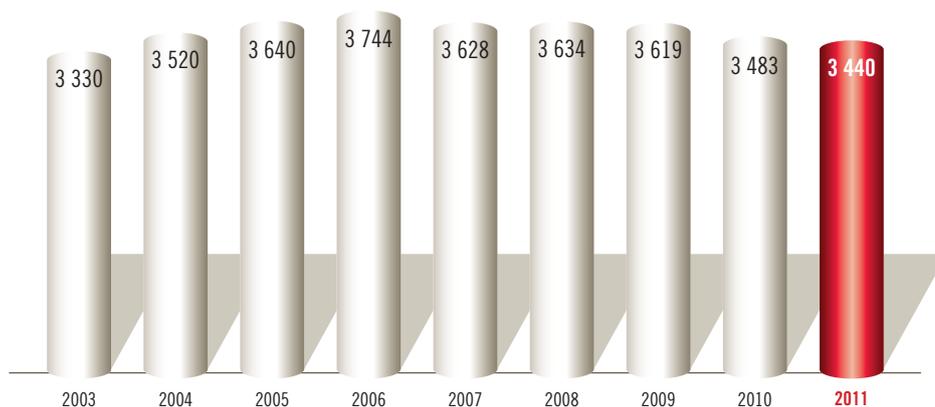
Les investissements

En millions d'euros	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Industriels (CAPEX)	11,3	11,3	11,0	7,0	9,1	8,7
Financiers						
Total	11,3	11,3	11,0	7,0	9,1	8,7
CAF / CAPEX	3,1	2,5	2,5	3,5	2,3	2,2
CAF / Investissements totaux	3,1	2,5	2,5	3,6	2,3	2,2

Les investissements du Groupe sont exclusivement effectués en France. Ils se sont élevés à 8 671 K€ en 2011 (9 058 K€ en 2010). Ils concernent principalement le renouvellement des véhicules tous les 5/6 ans, la mise aux normes des agences commerciales et l'acquisition de matériels informatiques.

Les principaux investissements d'équipement logistique du Groupe ont été effectués au cours des années passées, notamment la construction des plateformes de Chalon sur Saône (Place du Marché) en 2002, d'Argentan (Toupargel) en 2004 et Montauban (Toupargel) en 2005. Les investissements annuels normatifs s'élèvent à environ 10M€. Ce sont des investissements de renouvellement pour l'essentiel (parc de véhicules, informatique) et d'amélioration (parc immobilier, logiciels). A court et moyen terme, le Groupe ne prévoit pas d'investissement majeur.

L'effectif moyen (en équivalent temps-plein)



Le rapport financier annuel

66

Les comptes consolidés

- Le rapport de gestion du Groupe, évolution récente p.67
- Les facteurs de risques p.73
- Les comptes annuels 2011 p.77
- Le rapport des commissaires aux comptes p.127

Les comptes sociaux

- Le rapport de gestion de Toupargel Groupe SA p.128
- Les comptes annuels 2011 p.134
- Les rapports des commissaires aux comptes p.148 à 149

Autres informations

- Informations juridiques p.151
- Attestation du responsable
du document de référence p.158
- Table de concordance p.159

Les comptes consolidés

> Le rapport de gestion du Groupe	p.67
> Les facteurs de risque	p.73
> Les comptes annuels 2011	p.77
• Etat consolidé de la situation financière	p.77
• Compte de résultat consolidé	p.78
• Etat consolidé du résultat global	p.78
• Tableau des flux de trésorerie	p.79
• Etat de variation des capitaux propres consolidés	p.80
• Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011	p.81

Notes sur les principes comptables, méthodes d'évaluation et notes générales

Note 1 Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture	p.81
Note 2 Principes de consolidation et méthodes d'évaluation	p.81
Note 3 Périmètre de consolidation et date de clôture	p.90
Note 4 Information sectorielle	p.90

Notes sur l'état consolidé de la situation financière

Note 5 Immobilisations	p.91
Note 6 Détail des impôts différés	p.96
Note 7 Stocks	p.96
Note 8 Créances courantes et actifs destinés à être cédés	p.96
Note 9 Dépréciation de l'actif courant	p.97
Note 10 Disponibilités et équivalents de trésorerie	p.97
Note 11 Capitaux propres consolidés	p.98
Note 12 Provision pour avantages postérieurs à l'emploi	p.99
Note 13 Autres passifs non courants	p.102
Note 14 Endettement financier net	p.104
Note 15 Détail des dettes courantes	p.108
Note 16 Instruments financiers	p.108
Note 17 Gestion des risques liés aux instruments financiers	p.113

Notes sur le compte de résultat

Note 18 Chiffre des ventes	p.116
Note 19 Charges de personnel	p.116
Note 20 Charges externes	p.117
Note 21 Impôts et taxes	p.118
Note 22 Provisions	p.118
Note 23 Autres produits / Autres charges	p.118
Note 24 Coût financier net	p.119
Note 25 Impôt sur le résultat	p.119
Note 26 Résultat net	p.120
Note 27 Calcul du résultat par action normal et dilué	p.121

Notes sur les engagements et autres informations

Note 28 Engagements hors bilan liés à l'activité courante	p.122
Note 29 Autres engagements et autres informations	p.124
Note 30 Parties liées	p.124
Note 31 Tableau des honoraires	p.126

> Rapport des Commissaires aux Comptes	p.127
--	-------

Le rapport de gestion du Groupe

Organigramme juridique

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2010 et 2011



Tous les actifs nécessaires à l'exploitation sont inclus dans le périmètre de consolidation.

Arrêté des comptes individuels et consolidés

Les comptes individuels et consolidés de Toupargel Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration tenu le 21 février 2012. Roland Tchénio, Président des SAS Toupargel et Place du Marché a arrêté le 21 février 2012 les comptes de ces sociétés. Les comptes consolidés ont été communiqués les 22 et 23 février 2012 par voie de réunions et de média. Lesdits comptes sont soumis à l'approbation des actionnaires en Assemblée Générale le 26 avril 2012, conformément à l'article L.225-100 du Code de Commerce.

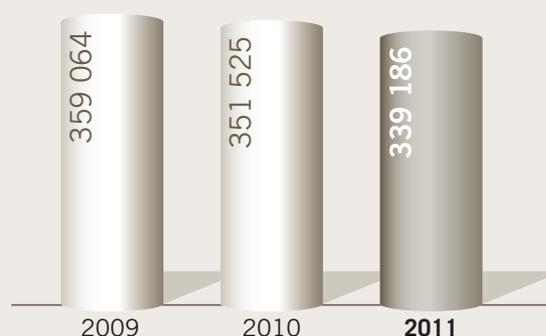
Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés ont été établis selon les normes comptables internationales IAS / IFRS.

Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2011 et notamment la norme IFRS 24 révisée sur les informations à fournir sur les parties liées et la norme d'améliorations 2010 (Annual Improvements) n'ont pas eu d'effet sur les comptes consolidés du Groupe Toupargel.

Les ventes de marchandises en K€

Le chiffre des ventes consolidé hors taxes pour l'année 2011 atteint 339 186 K€ contre 351 525 K€ en 2010.



Le chiffre des ventes entre les différents modes de commercialisation et activités se répartit ainsi:

	31/12/2011		31/12/2010		31/12/2009	
	K€	Répartition	K€	Répartition	K€	Répartition
Activité "Surgelés"						
Vente à distance	318 077	93,8%	330 470	94,0%	339 186	94,5%
Divers (1)	380	0,1%	664	0,2%	671	0,2%
Sous-total	318 458	93,9%	331 134	94,2%	339 857	94,7%
Activité "Frais - Épicerie"						
Vente à distance	20 728	6,1%	20 391	5,8%	19 206	5,3%
Total	339 186	100,0%	351 525	100,0%	359 064	100,0%

(1) représente des ventes à des distributeurs de produits surgelés avec qui le Groupe n'a aucun lien capitalistique.

L'activité "Surgelés" a réalisé en 2011 un chiffre des ventes de 318 458 K€ en recul de 3.8% par rapport à 2010. Le panier moyen a progressé de 1.7% à 48.0€, le nombre de commandes est en retrait de 5.4%. Une prospection de nouveaux clients en baisse et un recul de la fréquence d'achat des clients expliquent cette tendance.

L'activité "Frais et Épicerie" a réalisé un chiffre des ventes en hausse de 1.7% évoluant de 20 391 K€ en 2010 à 20 728 K€ en 2011 principalement du fait de la hausse de 4.5% du panier moyen à 56.1€. Celle-ci est la conséquence de l'extension de la gamme de produits et dans une moindre mesure du développement du site e-commerce.

Saisonnalité des ventes

Les ventes subissent une saisonnalité marquée par les éléments suivants : la position des fêtes de Pâques sur le 1^{er} trimestre ou le 2^e trimestre influe sur la répartition des ventes de début d'année. Les conditions météorologiques estivales ont un impact sur les ventes du 3^e trimestre, notamment sur les ventes de glaces. Le 4^e trimestre connaît une forte activité en raison des fêtes de fin d'année. L'évolution du calendrier annuel fait également varier le nombre trimestriel de jours travaillés. Au cours des 3 dernières années, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre a représenté près de 50% du chiffre d'affaires annuel.

Le chiffre des ventes par trimestre et par activité se décompose de la façon suivante :

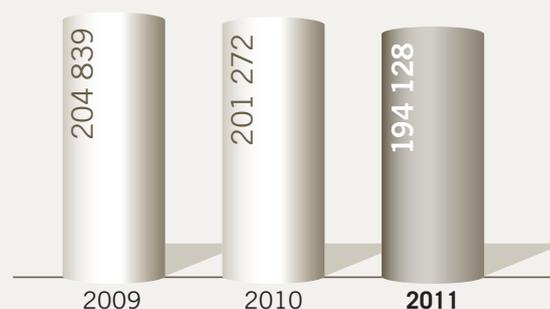
(en K€)	Nombre de jours travaillés en 2011 (2)	2011 (12 mois)		2010 (12 mois)		2009 (12 mois)	
Activité "Surgelés"							
1 ^{er} trimestre	65	78 295	24,6%	83 560	25,3%	85 585	25,2%
2 ^e trimestre	66	79 605	25,0%	80 901	24,5%	85 321	25,2%
Sous-total 1 ^{er} semestre	131	157 900	49,6%	164 461	49,8%	170 906	50,4%
3 ^e trimestre	65	69 436	21,8%	73 361	22,2%	73 272	21,6%
4 ^e trimestre	66	90 742	28,5%	92 648	28,0%	95 008	28,0%
Sous-total 2 ^e semestre	131	160 178	50,4%	166 009	50,2%	168 280	49,6%
Sous-total		318 077	100,0%	330 470	100,0%	339 186	100,0%
Divers surgelés (1)		381		664		671	
Total Activité "Surgelés"	262	318 458	93,9%	331 134	94,2%	339 857	94,7%
Activité "Frais-Épicerie"							
1 ^{er} trimestre	63	5 133	24,8%	4 980	24,4%	4 807	25,0%
2 ^e trimestre	65	5 128	24,7%	5 029	24,7%	4 754	24,8%
Sous-total 1 ^{er} semestre	128	10 261	49,5%	10 009	49,1%	9 561	49,8%
3 ^e trimestre	66	4 861	23,5%	4 824	23,7%	4 540	23,6%
4 ^e trimestre	66	5 606	27,0%	5 558	27,3%	5 105	26,6%
Sous-total 2 ^e semestre	132	10 467	50,5%	10 382	50,9%	9 645	50,2%
Total Activité "Frais-Épicerie"	260	20 728	6,1%	20 391	5,8%	19 206	5,3%
Chiffre des ventes		339 186	100,0%	351 525	100,0%	359 064	100,0%

(1) : représente des ventes à un distributeur de produits surgelés dont Toupargel SAS a acquis le fonds de commerce au 1^{er} juillet 2011.

(2) Nombre de jours de travail en 2010 pour l'activité "Surgelés" : 262 et pour l'activité "Frais et Épicerie" : 260.

La marge commerciale (en K€)

La marge commerciale passe de 201 272 K€ (57.3% du chiffre des ventes) en 2010 à 194 128 K€ (57.2% du chiffre des ventes) en 2011. La marge de l'activité "Surgelés", stable à 57.9%, s'établit à 184 425 K€ (191 751 K€ en 2010), celle de l'activité "Frais et Épicerie" s'élève à 9 703 K€ (9 520 K€ en 2010) et passe de 46.7% à 46.8%.



Le résultat opérationnel (en K€)

Il s'élève à 14 533 K€ contre 21 928 K€ en 2010. La marge opérationnelle (résultat opérationnel / chiffre des ventes) passe de 6.2% à 4.3%.

Les charges de personnel passent de 113 619 K€ (32.3% du chiffre des ventes) à 114 900 K€ (33.9% du chiffre des ventes). L'annualisation de l'allègement Fillon entraîne une hausse des charges sociales de l'ordre de 1 000 K€. L'effectif moyen de la période (ETP) baisse de 3 483 en 2010 à 3 440

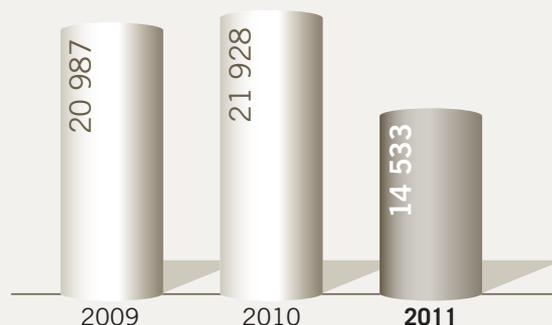
Les charges externes se montent à 49 807 K€ contre 48 810 K€ en 2010. L'évolution s'explique pour l'essentiel par la hausse du carburant (+820K€), par des prestations de prospection et internet (+750 K€) compensées par la baisse des coûts téléphoniques (-500K€), des emballages (-100K€).

Les impôts et taxes passent de 8 762 K€ à 5 787 K€ en 2011. Un redressement fiscal opéré en 2010 sur la contribution pour une pêche durable pour les années 2008 et 2009 avait été comptabilisé pour 1 857 K€.

Les amortissements s'élèvent à 10 655 K€ contre 10 259 K€ en 2010. Le poste provisions présente une dotation de 390 K€ contre une reprise de 817 K€ en 2010.

Toupargel SAS a bénéficié d'un arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon favorable dans le cadre d'une demande de remboursement de la taxe sur les achats de viande au titre de l'année 2001 auprès de l'Administration Fiscale. Celle-ci ne s'est pas pourvue en cassation. Le remboursement (1 134 K€) a été comptabilisé en "autres produits", les intérêts moratoires correspondants en produits financiers (voir "coût financier").

Le résultat des sorties d'actifs immobilisés ressort à 375 K€ contre 1 428 K€ en 2010. La cession d'un bâtiment en août 2010 avait généré une plus-value de 1 261 K€ en 2010. En 2011, les plus-values concernent la cession de véhicules (renouvellement du parc) pour 208 K€, des cessions de bâtiments pour le solde.

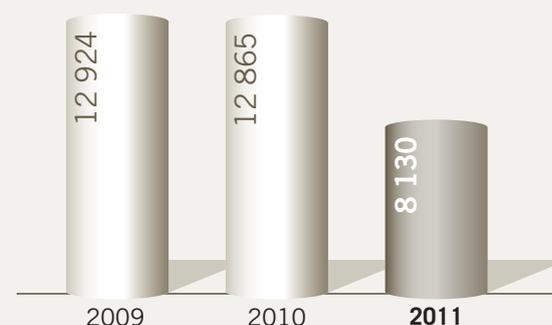


Le coût financier

Le coût financier présente un produit de 283 K€ contre une charge de 171 K€ au 31 décembre 2010. 465 K€ ont été comptabilisés au titre des intérêts moratoires liés au remboursement de la taxe sur les achats de viande 2001 par l'administration (voir "résultat opérationnel"). Le coût de la dette (hors intérêts moratoires) ressort à 2.0% contre 1.6% au 31 décembre 2010.

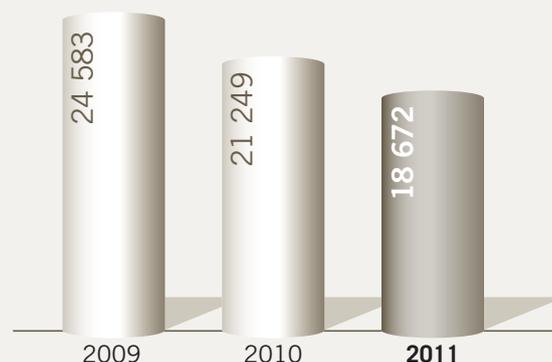
Le résultat net revenant au Groupe (en K€)

Le résultat net passe de 12 865 K€ à 8 130 K€. La marge nette (résultat net / chiffre des ventes) évolue de 3.7% à 2.4%.



La capacité d'autofinancement (en K€)

Elle s'élève à 18 672 K€ contre 21 249 K€ au 31 décembre 2010.

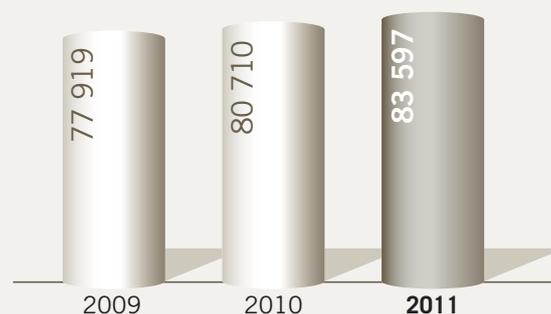


Les capitaux propres (en K€)

Ils se montent à 83 597 K€ contre 80 710 K€ au 31 décembre 2010, après versement d'un dividende au titre de 2010 en espèces (5 624 K€) et en titres (émission de 280 025 actions nouvelles au prix de 15.27 €) (dividende versé au titre de 2009 : 9 903 K€). La distribution en titres n'a pas d'effet sur la variation des capitaux propres.

La rentabilité des fonds propres (résultat net / capitaux propres avant résultat) passe de 19.0% à 10.8% en 2011.

Le retour sur les capitaux employés (résultat opérationnel après impôt / immobilisations nettes + B.F.R.) passe de 12.1% en 2010 à 7.5% en 2011.



L'endettement financier brut (en K€)

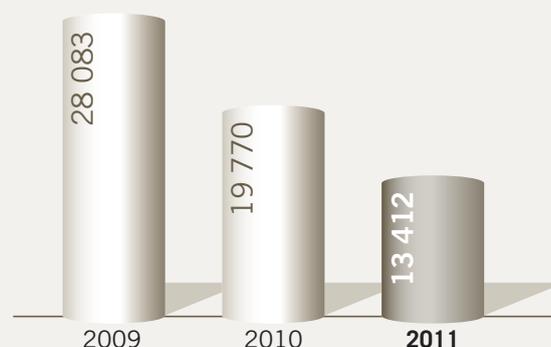
Il s'élevé à 13 412 K€ contre 19 770 K€ en 2010.

La part des dettes liées aux retraitements des contrats de location-financement passe de 5 770 K€ à 3 412 K€, dont 3 019 K€ correspondent aux crédit-bails immobiliers (4 109 K€ en 2010) et 393 K€ aux crédits-bails mobiliers (1 661 K€ en 2010). En 2009, le Groupe a modifié sa politique de financement, les véhicules étant désormais auto-financés.

Le Groupe dispose de trois lignes de crédits à moyen terme, mobilisables pour un montant global de 32 000 K€, et utilisées à hauteur de 10 000 K€ au 31 décembre 2011 (14 000 K€ au 31 décembre 2010).

Les montants mobilisables des trois lignes de crédit existantes sont les suivants :

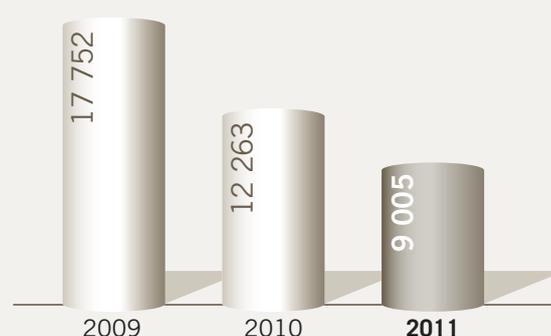
en K€	31/12 2011	31/12 2012	31/12 2013	31/12 2014	31/12 2015
Montants mobilisables	32 000	22 000	12 000	10 000	10 000



L'endettement financier net (en K€)

Il est passé de 12 263 K€ à 9 005 K€ au 31 décembre 2011.

Le ratio endettement net sur fonds propres ressort à 11% au 31 décembre 2011 contre 15% au 31 décembre 2010.



Les investissements

• Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles

Les investissements du Groupe sont exclusivement effectués en France. Ils se sont élevés à 8 371 K€ en 2011 (9 058 K€ en 2010).

en K€	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011
Goodwill			300
Immobilisations incorporelles	493	238	231
Immobilisations corporelles (hors reprises de crédit-bail)	6 461	8 820	8 140
Total	6 954	9 058	8 671

Ils concernent principalement le renouvellement des véhicules tous les 5/6 ans, la mise aux normes des agences commerciales et l'acquisition de matériels informatiques.

Les principaux investissements d'équipement logistique du Groupe ont été effectués au cours des années passées, notamment les plateformes de Chalon sur Saône (Place du Marché) en 2002, d'Argentan (Toupargel) en 2004 et Montauban (Toupargel) en 2005.

Les investissements normatifs s'élèvent à près de 10M€ par an. Ce sont des investissements de renouvellement pour l'essentiel (parc de véhicules, informatique) et d'amélioration (bâtiments, logiciels). A court et moyen terme, le Groupe ne prévoit pas d'investissement majeur.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture d'importance significative pour le Groupe n'est à relever.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

Taxe sur les achats de viande : un arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon, en date du 30 juin 2011, a condamné l'Etat à reverser à Toupargel SAS la taxe sur les achats de viande au titre de l'année 2001 soit la somme de 1 134 K€ (outre les intérêts moratoires). Cette somme a été inscrite dans les comptes au 30 juin, au 30 septembre et 31 décembre 2011.

Concernant cette taxe, il reste une procédure en cours auprès du Conseil d'Etat au titre des années 2002 et 2003 pour un montant de demande de restitution de 2 324 K€.

Contribution pour une pêche durable : une action en annulation de cette contribution auprès des autorités européennes par le syndicat professionnel est en cours d'instruction. Le montant provisionné ou réglé depuis son institution jusqu'au 31 décembre 2011 s'élève à 6 653 K€.

Il n'existe pas d'autres procédures gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui sont en suspens ou dont il est menacé), qui pourraient avoir ou ont eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe

Les litiges connus à la date d'arrêté des comptes ont fait l'objet de provisions suivant la méthode décrite en note 2.15 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 et dont le détail figure en note 13 de la même annexe.

Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice.

Evolution prévisible en 2012

Le Groupe poursuit son plan stratégique "Cap 2013" avec une organisation commerciale évoluant autour des trois axes majeurs suivants :

- le "concept magasin" : l'attribution d'une zone de chalandise exclusive à une équipe commerciale dédiée (télévente et livraison) a été étalée de 2010 à fin 2011. Cette réorganisation terminée, 2012 verra la stabilisation des relations équipe de vente-clientèle.

- l'offre multi-canal : offrir aux clients le choix du mode de commande (par téléphone en appel sortant par les télévendeurs, en appel entrant par le service clients, par internet via un site e-commerce). 2012 verra la montée en puissance des ventes via internet (2% en 2011).

- l'offre multi-produits : élargir aux clients de l'activité "Surgelés" l'offre "Frais et Épicerie" de Place du Marché. En 2011, l'activité "Frais et Épicerie" a vu sa zone de chalandise élargie et s'est implantée dans 10 agences supplémentaires. De nouvelles agences vont être "ouvertes" sur la moitié Est de la France.

Le Groupe anticipe un chiffre d'affaires 2012 en légère progression du fait de l'intensification de la prospection et du développement des ventes internet. La marge opérationnelle devrait être équivalente à celle de 2011. Le budget d'investissement s'établit à 10M€.

Facteurs de risques

Préambule

Risque : évènement ou action qui affecte la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs ou à assurer sa pérennité

Le Groupe Toupargel a établi une politique de gestion des risques visant au respect de l'intérêt de ses salariés, des consommateurs, de l'environnement et de la défense de ses actionnaires.

Un Comité des Risques a été mis en place en 2002 afin de recenser et hiérarchiser les risques. Une cartographie des risques est mise à jour chaque année. Des procédures alternatives ont été instaurées en fonction du niveau d'occurrence des risques et de leur impact financier pour le Groupe. Des cellules de crise ont été instaurées afin de gérer d'éventuelles crises majeures (alimentaire, sociale, image, etc...).

Le Groupe Toupargel a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-après.

Risques particuliers liés à l'activité

• Risques politiques

Le Groupe est implanté exclusivement en France.

• Risques associés à des facteurs économiques

Les activités du Groupe se positionnent sur le secteur mature de la distribution alimentaire dont les taux de croissance varient lentement. Dans les périodes de ralentissement économique, les intentions d'achat des consommateurs peuvent être dictées par des considérations spécifiques et sont susceptibles d'affecter l'évolution du chiffre d'affaires.

• Risque stratégique

Les différentes analyses (Kantar TNS Secodip, Insee) observent que la part de marché de la livraison à domicile se maintient d'année en année sur le marché des surgelés. La population dans les communes de moins de 10 000 habitants augmente plus vite que la population métropolitaine et l'évolution de la pyramide des âges va vers un vieillissement de la population en France. Au regard du positionnement du Groupe sur ce type de population, il peut être considéré qu'il n'existe pas de risque à court ou moyen terme de disparition du métier. En outre, en 2010, le Groupe a instauré un plan stratégique dénommé "Cap 2013" afin d'améliorer le service rendu aux clients (horaires de livraison élargis, diversification des canaux de vente, extension de la gamme de produits). Ce plan a notamment pour ambition d'élargir la cible aux clients urbains, jeunes et actifs.

• Risque de réputation

Un risque de perte d'image peut subvenir dans le cas d'une crise alimentaire, sociale, de dénigrement, sur internet notamment, ou autre et entraîner une baisse d'activité. Afin de prévenir ces risques, des procédures de gestion de crise ont été mises en place.

• Risque lié à la concurrence

L'activité "Surgelés" représente 94% du chiffre des ventes et la totalité du résultat opérationnel du Groupe en 2011. L'intensité capitalistique de son activité et ses avantages concurrentiels préservent le Groupe du risque de dissipation rapide de son volume d'affaires. Le maintien et l'augmentation de celui-ci sont liés principalement au recrutement de nouveaux clients. Pour ce faire, le Groupe dispose de plusieurs centres de téléprospection et d'équipes de prospection "terrain".

Le positionnement de prix des produits sont équivalents à ceux des concurrents directs. Les niveaux de prix par rapport à la grande distribution sont de l'ordre de 15% à 25% supérieurs sur les produits surgelés comparables, du fait de l'intégration du coût de service (préparation, livraison).

• Risques sur les approvisionnements

Des phénomènes de rareté peuvent apparaître périodiquement sur certains produits (notamment les poissons). L'exposition du Groupe Toupargel est équivalente à celles des autres distributeurs. Des transferts de consommation se font alors vers d'autres produits.

• Risques liés aux évolutions du coût des marchandises

Les variations de l'offre et la demande au niveau mondial ou régional et les conditions climatiques pourraient avoir un effet significatif sur le prix des marchandises concernées. Le positionnement du Groupe Toupargel à l'extrémité de la chaîne de valeur de son activité permet un report des augmentations tarifaires sur le client final.

• Risques liés aux évolutions du coût des matières premières

Le Groupe présente une sensibilité à l'évolution du prix du carburant. Le poste carburant a représenté 2.4% du chiffre d'affaires en 2011 (2.0% en 2010).

A volume consommé de 6 983 000 litres (6 945 000 litres en 2010) et prix moyen du carburant équivalent à 2011, une hausse de 10% du prix du carburant se traduirait par une augmentation de 794 K€ de la facture carburant.

• Risques liés à la saisonnalité et aux conditions climatiques

Les cycles de consommation saisonniers et les variations climatiques sont susceptibles d'affecter les ventes du Groupe. La position des fêtes pascales sur le premier ou le second trimestre a un impact sur le chiffre d'affaires trimestriel. Des températures estivales relativement fraîches peuvent entraîner un recul des ventes de glaces.

Des conditions climatiques "extrêmes" peuvent perturber l'exploitation et la livraison (neige, inondations, etc...).

- **Risques liés aux prises de participation**

Le plan de développement de la société Place du Marché SAS permet d'augurer un équilibre des comptes à l'horizon 2015/2016. Le goodwill relatif à Place du Marché inscrit dans les comptes consolidés se monte à 1 415 K€. celui de Toupargel SAS a 96 486 K€. Un "impairment test" effectué fin 2011, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, fait ressortir une valeur (hors dettes financières) de Place du Marché SAS de 3 508 K€ et de Toupargel SAS de 172 621 K€.

- **Risques généraux d'exploitation**

- Risques fournisseurs : compte-tenu de la présence sur le marché d'un grand nombre de producteurs, la défaillance de l'un d'eux est de faible conséquence sur les approvisionnements. Le Groupe est en partenariat avec environ 200 fournisseurs pour l'activité "Surgelés" et 120 pour l'activité "Frais et Épicerie". Le principal fournisseur a représenté 5.3% des achats de marchandises en 2011 (4.7% en 2010, 4.5% en 2009), les cinq premiers fournisseurs 17.5% en 2011 (17.3% en 2010, 16.6% en 2009).

- Risque de perte de clients : le chiffre d'affaires moyen annuel hors taxes d'un client fidélisé s'élève à 335 euros environ pour l'activité "Surgelés" et 985 euros pour l'activité "Frais et Épicerie".

- Risque d'impayés : le Groupe peut être amené à facturer des coopérations commerciales à certains fournisseurs ou recevoir des ristournes différées. Un scoring de chaque fournisseur a été mis en place afin de prévenir les risques d'insolvabilité. Le poste clients particuliers représente moins de 4 jours de chiffre des ventes. 363 K€ ont été enregistrés en 2011 au titre de créances irrécouvrables (296 K€ en 2010).

- Risque postal (distribution des catalogues) : Le Groupe Toupargel a mis en place une solution alternative de portage des catalogues par les livreurs.

- Risque d'attrition du fichier France Telecom : la prospection par téléphone de nouveaux clients est essentiellement effectuée à partir du fichier fourni par France Telecom. Le développement du téléphone portable, l'ouverture du marché des télécommunications à de nouveaux opérateurs contribuent à l'attrition du fichier des lignes fixes France Telecom. Par ailleurs, l'évolution de la réglementation en matière d'appels non désirés restreint aussi la largeur des fichiers. Le Groupe Toupargel investit dans des fichiers ciblés et maintient une méthode de prospection en porte à porte.

- Risque de blocage des routes : pour ses approvisionnements et ses livraisons, Toupargel est soumis aux mêmes risques que toute société de distribution alimentaire.

Risques industriels et environnementaux

- **Risques liés à la sécurité alimentaire**

- Risque de rupture de la chaîne du froid : le Groupe a mis en place, d'une part des procédures de suivi de la non-rupture de la chaîne du froid et, d'autre part, des procédures dérogatoires afin de pallier les risques de panne. La préparation des commandes de produits surgelés peut ainsi être basculée d'une plate-forme logistique à une autre dans un délai de 72 heures. La quasi-totalité des agences de livraison sont équipées d'alarmes "froid" et font l'objet d'astreinte du personnel le week-end. Une couverture "perte de froid" est par ailleurs incluse dans le contrat d'assurance.

- Risque "produits" : principal événement pouvant affecter la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs, le risque produits fait l'objet de toutes les attentions. Un plan de contrôles a été élaboré et mis en œuvre en fonction des risques produits. Une assurance Responsabilité Civile (RC) complète le dispositif. Sa couverture est de 10M€ en RC avant livraison et 8M€ en RC après livraison.

Les risques liés aux produits sont de surcroît limités, du fait du niveau de stock inférieur à trente jours de ventes et, pour les produits surgelés, du fait de la limite d'utilisation optimale comprise entre neuf mois et deux ans.

Le Groupe a mis en place, pour les produits surgelés et frais et épicerie, une traçabilité aussi bien amont qu'aval lui permettant notamment de pouvoir lister les consommateurs de chaque produit.

Au niveau commercial, le Groupe subit les conséquences des crises pouvant apparaître (ESB, grippe aviaire, etc.). Comme tout distributeur, la largeur de la gamme lui permet d'atténuer leurs effets économiques.

Dans le cadre de la prévention des risques et plus particulièrement du risque de crise alimentaire, nous sensibilisons nos fournisseurs lors des visites d'agrément de sites afin qu'ils puissent se préparer le cas échéant à gérer les retraits et rappels de produits et à communiquer au besoin en cas de crise avérée. De notre côté, nous nous sommes rapprochés d'une agence de communication spécialisée dans la gestion de crise alimentaire, et nous avons élaboré avec elle nos propres outils : manuel de gestion de crise, fiches réponses par type de risque potentiel pouvant ternir notre image et celle des produits que nous distribuons.

Notre système de prévention des risques alimentaires s'est enrichi début 2011 de la mise en place d'une plate-forme médicale téléphonique avec un partenaire extérieur.

- **Risques d'intrusion et d'incendie**

La plupart des sites sont équipés de systèmes de détection d'intrusion. Les locaux informatiques névralgiques sont pourvus de système de prévention d'incendie.

Concernant les entrepôts présentant une sensibilité au feu du fait des panneaux d'isolation, le Groupe fait procéder chaque année à des contrôles par des experts externes et met en œuvre les procédures de prévention et d'intervention afin de minimiser le risque.

- **Risques d'accidents de la route**

Le Groupe exploite près de 1 500 véhicules et est soumis aux risques d'accidents de la route. Depuis plusieurs années un programme de prévention est développé sous l'égide d'une commission interne de sécurité automobile.

- **Risques de démantèlement des installations industrielles**

En cas d'arrêt de l'exploitation de plates-formes logistiques, le Groupe serait soumis à une obligation légale de retraitements de certains produits et matières. Toutefois, en l'absence de décision d'arrêt prévisible à un horizon raisonnable et au vu du caractère non significatif des retraitements éventuels, le Groupe ne se considère pas exposé à ce risque.

- **Risques informatiques**

Ils font annuellement l'objet d'un recensement. Des mesures de protection, de plan de continuité et de reprise d'activité ont été mises en place : doublement du nombre de machines, protection contre les incendies, etc... Des tests d'intrusion informatique ont été effectués en 2009, 2010 et 2011. Des actions correctrices ont été mises en œuvre. Malgré toutes les dispositions prises, des problèmes aléatoires peuvent survenir.

- **Risques environnementaux**

L'activité du Groupe n'est pas de nature à entraîner de risques majeurs. L'assurance RC couvre la pollution accidentelle à hauteur de 1 000 K€. Un diagnostic environnemental a été effectué en 2004 sur divers sites pilotes, représentatifs de nos différents types d'activités : une plate-forme de préparation de commandes, une agence de prise de commandes et de livraison et notre atelier de découpe de viandes. L'objectif de ce diagnostic a été de concevoir un questionnaire d'audit environnemental, utilisable sur l'ensemble de nos sites, dans le cadre des audits qualité réalisés chaque année.

En 2009, le Groupe a nommé un Directeur du Développement Durable dont la mission est de définir et de mettre en œuvre une stratégie RSE. Dans l'objectif de mieux connaître et mesurer l'impact environnemental de son activité et ainsi mener un plan d'action destiné à réduire son empreinte carbone, le Groupe Toupargel a mandaté une société de conseil afin de l'accompagner dans sa démarche.

Un bilan carbone de l'entreprise a été effectué en 2009. Les actions suivantes sont mises en œuvre : installation de systèmes de minuterie dans toutes les agences de livraison visant à réduire de l'ordre de 15% la consommation d'électricité pour le réapprovisionnement en froid des camions de livraison, actions visant à réduire la consommation de carburant de la flotte de véhicules dans l'optique de la signature de la charte CO2 avec l'ADEME.

D'autre part, le Groupe porte une attention particulière aux ressources halieutiques en convergeant avec les critères "seafood choice alliance".

Enfin, dans le cadre de son activité de réfrigération nécessaire au respect de la chaîne du froid, le Groupe a poursuivi son programme de remplacement des fluides frigorigènes HCFC (hydrochlorofluorocarbures), générateurs de gaz à effet de serre, qualifiés de substances de transition autorisées jusqu'en 2015 par les HFC (hydrofluorocarbures) qualifiés de substances de substitution et qui ne participent pas à l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Risques juridiques et fiscaux

- **Risques liés aux litiges (voir note 13 des comptes consolidés)**

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges. Les charges pouvant en découler, estimées probables, ont fait l'objet de provisions récapitulées en note 13 de l'annexe aux comptes consolidés. Les litiges prud'homaux représentent la majeure partie des litiges : 80 dossiers représentent une demande totale des parties adverses de 2 193 K€, provisionnée à hauteur de 790 K€.

Des contrôles fiscaux ont eu lieu en 2007 et 2008 sur Place du Marché SAS et Toupargel SAS. Ils ont entraîné des redressements, contestés, en 2008 et 2009 sur les bases de taxes foncières. Leurs conséquences sur les taxes foncières et sur les taxes professionnelles ont été soit payées, soit provisionnées dans les comptes.

Un contrôle fiscal a eu lieu en 2010 sur la "contribution pour une pêche durable" qui a entraîné un redressement contesté et provisionné dans les comptes.

Il n'existe pas d'autre litige ou d'arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière du Groupe Toupargel, son activité, son résultat.

- **Risques liés aux évolutions de la législation**

Dans le cadre du développement de son activité, le Groupe effectue des démarchages par téléphone et en porte à porte auprès des particuliers. Cette pratique, licite en France, est encadrée par la législation dans certains pays européens. Bien que l'activité des centres d'appels représente une part non négligeable de la vie économique française, il n'est pas exclu que la législation évolue. Depuis 2011, chaque consommateur peut s'inscrire sur la liste Pacitel s'il ne souhaite plus être démarché téléphoniquement par les entreprises dont il n'est pas client. Le Groupe ajuste son action de développement en utilisant des fichiers qualifiés préalablement.

Le Groupe se tient informé de l'évolution de la législation européenne via son syndicat professionnel (Syndigel).

Risques liés aux investissements financiers

Les risques (risque de crédit, risque de liquidité, risque de marché, risque actions) sont traités en note 17 de l'annexe aux comptes consolidés.

Autres risques

- **Risque de dépendance à l'égard du personnel-clé**

La société est dépendante de ses principaux dirigeants dont l'indisponibilité pourrait affecter l'exploitation du Groupe. La structuration de l'organigramme opérationnel limite cet impact.

- **Risques sociaux - crise sociale**

Tensions sociales : l'exposition du Groupe n'appelle pas de commentaire spécifique. Des réunions mensuelles sont organisées avec les partenaires sociaux.

Crise sociale : Compte tenu de l'effectif du Groupe et plus particulièrement du nombre important de téléopérateurs, le Groupe Toupargel a mis en place plusieurs dispositifs :

- un groupe de travail "Bien être et Performances" sur l'amélioration des conditions de travail,
- un processus de gestion de crise sociale,
- une cellule de soutien psychologique avec un partenaire extérieur.

Assurances et couvertures des risques

- **Politique d'assurance**

La politique d'assurance a pour objectif de protéger le patrimoine du Groupe, de le préserver des conséquences des responsabilités encourues vis à vis des tiers et du personnel et de minimiser l'impact des sinistres sur le bilan et le compte de résultat. La démarche de la politique d'assurance consiste à identifier et évaluer les risques en termes d'exposition et de capitaux assurés, souscrire les couvertures des sinistres auprès du marché de l'assurance par l'intermédiaire de nos courtiers ou choisir d'auto-assurer dans le cas de risques d'exploitation courants. Afin d'optimiser son coût d'assurance, le Groupe a mis en place un programme de prévention des risques (incendie, bris de machines, risques alimentaires, sécurité routière, etc.) sous l'égide du Comité des Risques. Un reporting des sinistres, notamment véhicules est établi trimestriellement. Le Groupe a mis en place spécifiquement pour les risques automobiles une commission sécurité qui se réunit dix fois par an. Cette commission pilote les actions de prévention et de formation. Le Groupe dispose de contrats d'assurance dans des compagnies notoirement solvables et dont le courtage est assuré par AON et Filhet-Allard et Cie. Le résumé des garanties principales est le suivant :

Nature de l'assurance	Garanties principales	Montant assuré
Tous Risques Sauf	Dommages aux biens, risques locatifs, frais supplémentaires avec franchise par sinistre de 53 K€ Limite d'indemnité par sinistre : 19 999 K€	136 000 K€
Responsabilité Civile	Exploitation : tous dommages	10 000 K€
	dont corporels	10 000 K€
	dont pollution	1 000 K€
	Après livraison	8 000 K€
Responsabilité mandataires sociaux	Litiges mettant en cause	5 000 K€
Flotte automobile	RC, dommages corporels aux tiers	Sans limitation
	RC, dommages matériels aux tiers	100 000 K€
	Dommages propres : autoassurance sauf pour les gros porteurs de moins de 4 ans	Valeur du bien moins franchise de 15 K€
Auto-mission	Déplacements professionnels des salariés	Pas de franchise
Marchandises transportées	Uniquement pour les véhicules de plus de 15 tonnes	Contenu
Dommages Ouvrages	Plates-formes d'Argentan et Montauban	

Le montant total des primes, y compris conservation, au titre de 2011 se monte à 682 K€ TTC, soit 0.20% du chiffre des ventes (2010 : 669 K€ TTC, soit 0.19% du chiffre des ventes). A la date du 31 décembre 2011 et à celle de la rédaction du présent rapport, aucun sinistre majeur et/ou significatif susceptible de modifier tant les conditions futures de couvertures que les montants globaux des primes d'assurance et de l'autoassurance n'est intervenu.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de risque significatif non assuré. Néanmoins, le Groupe ne peut assurer qu'il ne subira aucune perte non couverte.

- **Autoassurance**

Le Groupe ne dispose pas de captive et utilise les solutions classiques d'autoassurance. Pour la "tous risques sauf", la franchise s'élève à 53 K€ par sinistre. Au cours des derniers exercices, le montant pris en charge à ce titre n'est pas significatif. Pour le risque véhicules et notamment les dommages propres, le risque maximal (destruction complète du parc de véhicules de livraison) s'élève en valeur à neuf à environ 40 M€. Cette probabilité n'est pas pertinente, les véhicules étant disséminés sur le territoire national. Le montant des coûts de flotte véhicules suite à sinistre pris en charges directement au cours de l'exercice s'élève à 335 K€, soit 0.10% du chiffre des ventes (contre 319 K€ en 2010 et 395 K€ en 2009).

- **Couvertures sociales**

Le Groupe a mis en place des contrats de prévoyance et de retraite complémentaire en faveur des salariés du Groupe et auprès d'une compagnie d'assurance un fonds destiné à couvrir les indemnités conventionnelles de départ à la retraite. Une dotation est effectuée chaque année. La différence entre l'évaluation des droits et la valeur du fonds fait l'objet d'une provision pour retraite dans les comptes consolidés.

Les comptes annuels 2011

Etat consolidé de la situation financière

en K€	Note	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Goodwill	5.2	98 201	97 901	97 901
Immobilisations incorporelles nettes	5.2	460	587	682
Immobilisations corporelles nettes	5.3	43 096	45 956	47 641
Autres actifs financiers non courants	5.4	276	312	308
Impôts différés actif				
Total de l'actif non courant		142 032	144 756	146 532
Stocks	7	12 556	11 575	12 191
Clients	8	2 924	1 721	1 770
Autres actifs courants	8	4 439	3 982	3 194
Actifs destinés à être cédés	8	173	120	295
Disponibilités et équivalents de trésorerie	10	4 407	7 507	10 330
Total de l'actif courant		24 500	24 906	27 780
Total de l'ACTIF		166 532	169 661	174 312
Capital		1 038	1 010	1 010
Réserves consolidées		74 429	66 834	63 984
Résultat consolidé		8 130	12 865	12 924
Capitaux propres part du Groupe	11	83 597	80 710	77 919
Intérêts minoritaires				
Total des fonds propres		83 597	80 710	77 919
Provision pour avantages du personnel	12	5 315	5 397	4 608
Autres passifs non courants	13	4 272	4 581	6 017
Impôts différés passif	6	4 860	4 830	4 651
Dettes financières long terme	14	2 056	7 413	13 774
Total des dettes non courantes		16 504	22 221	29 049
Fournisseurs	15	23 638	22 582	22 424
Autres passifs courants	15	31 437	31 791	30 612
Dettes financières court terme	15	11 356	12 358	14 309
Total des dettes courantes		66 431	66 730	67 344
Total du PASSIF		166 532	169 661	174 312

Compte de résultat consolidé

en K€	Note	31/12/2011 (12 mois)	31/12/2010 (12 mois)	31/12/2009 (12 mois)
Ventes de marchandises (1)	18	339 186	351 525	359 064
Ventes de prestations de services		236	173	43
Autres produits des activités ordinaires		572	427	406
Produits des activités ordinaires		339 994	352 126	359 513
Coût d'achat des marchandises vendues (2)		(145 058)	(150 254)	(154 224)
Marge commerciale (1)-(2)		194 128	201 272	204 839
Charges de personnel	19	(114 900)	(113 619)	(115 885)
Charges externes	20	(49 807)	(48 810)	(48 268)
Impôts et taxes	21	(5 787)	(8 762)	(8 863)
Amortissements	5.1 b	(10 655)	(10 259)	(10 550)
Provisions	22	(390)	817	(591)
Autres charges	23	(452)	(826)	(451)
Autres produits	23	1 213	87	113
Résultat des cessions d'actifs immobilisés		375	1 428	195
Résultat opérationnel		14 533	21 928	20 987
Produits financiers		653	238	306
Coût financier brut		(370)	(410)	(798)
Coût financier net	24	283	(171)	(491)
Résultat avant impôt		14 816	21 757	20 496
Charge d'impôt sur le résultat	25	(6 686)	(8 891)	(7 572)
Résultat net de l'ensemble consolidé	26	8 130	12 865	12 924
Part revenant aux minoritaires				
Part revenant au Groupe	26	8 130	12 865	12 924
Résultat par action (en euros)	27	0,81	1,30	1,31
Résultat par action dilué (en euros)	27	0,81	1,30	1,31
Dividende par action (en euros)		0.40 (p)	1.00 (a)	1,00

(p) : proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012, distribuable en espèces.

(a) : distribué pour partie en espèces, pour partie en titres.

Etat consolidé du résultat global

en K€	31/12/2011 (12 mois)	31/12/2010 (12 mois)	31/12/2009 (12 mois)
Résultat de l'exercice (1)	8 130	12 865	12 924
- Gains / Pertes actuariels (IAS 19)	602	(390)	(1 091)
- Contrat de liquidité	18	1	8
- Impot sur les autres éléments du Résultat Global	(213)	134	373
Autres éléments du résultat global (2)	406	(255)	(710)
Résultat Global Total (1)+(2)	8 536	12 610	12 214

Tableau des flux de trésorerie

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Activité			
Résultat net part du groupe	8 130	12 865	12 924
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	10 543	8 384	11 659
• Amortissements et provisions	11 080	9 436	11 093
• Variation des impôts différés	(172)	313	640
• Rémunérations payées en actions	27	62	113
• Retraitement IFRS sans incidence monétaire	(18)	1	8
• Plus-values de cessions	(375)	(1 428)	(195)
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	18 672	21 249	24 583
• Impôt sur le résultat comptabilisé	4 512	6 315	6 932
• Impôt sur le résultat payé	(5 215)	(6 500)	(5 348)
• (Augmentation) Diminution des stocks	(981)	616	1 535
• (Augmentation) Diminution des comptes clients y compris comptes rattachés et autres créances	(957)	(739)	1 964
• Augmentation (diminution) des comptes fournisseurs	1 056	158	(6 897)
• Autres dettes	(353)	1 364	(11)
Variation du besoin en fonds de roulement	16 734	22 463	22 756
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(1 939)	1 214	(1 827)
Investissements			
Acquisitions d'immobilisations (1)	(8 634)	(9 062)	(6 889)
• Immobilisations incorporelles	(231)	(238)	(493)
• Goodwill	(300)		
• Immobilisations corporelles	(8 140)	(8 820)	(6 461)
• Variation immobilisations financières	37	(4)	65
Cessions d'immobilisations	1 025	2 183	869
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(7 609)	(6 879)	(6 020)
Financement			
Dividendes versés (2)	(5 624)	(9 903)	(9 902)
Encaissements provenant d'emprunts (1)			19 866
Encaissements de subventions			4
Variation actions propres	(29)	22	
Remboursements d'emprunts nets de subventions	(6 572)	(8 526)	(17 019)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(12 225)	(18 407)	(7 051)
Variation de trésorerie	(3 100)	(2 823)	9 685
Trésorerie d'ouverture	7 507	10 330	645
Trésorerie de clôture	4 407	7 507	10 330

(1) Les investissements et le financement incluent les locations financement dans les rubriques "immobilisations corporelles" et "encaissements provenant d'emprunts" et "encaissements de subventions". En 2010 et 2011, les investissements en véhicules sont autofinancés.

(2) Le montant du dividende versé en espèces au titre de l'exercice 2010 s'est élevé à 5 624 K€ auquel s'ajoute un dividende en actions d'un montant de 4 275 K€ soit 280 025 actions nouvelles émises au prix de 15,27€.

Etat de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gain et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres Part du groupe
Capitaux Propres 31/12/2008	1 010	7 177	-5 191	72 167	331	75 494
Opérations sur capital						
Paiements fondés sur des actions		113				113
Opérations sur titres auto-détenus			5			5
Dividendes				-9 902		-9 902
Résultat net de l'exercice				12 924		12 924
Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-715	-715
Capitaux Propres 31/12/2009	1 010	7 289	-5 186	75 189	-384	77 919
Opérations sur capital						
Paiements fondés sur des actions		62				62
Opérations sur titres auto-détenus			23			23
Dividendes				-9 903		-9 903
Résultat net de l'exercice				12 865		12 865
Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-256	-256
Capitaux Propres 31/12/2010	1 010	7 351	-5 163	78 152	-639	80 710
Opérations sur capital						
Paiements fondés sur des actions		27				27
Opérations sur titres auto-détenus			-40			-40
Dividendes (1)	28	4 275		-9 927		-5 624
Résultat net de l'exercice				8 130		8 130
Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres					394	394
Variation de périmètre						
Capitaux Propres 31/12/2011	1 038	11 653	-5 204	76 354	-245	83 597

Note : Il n'y a aucun intérêt minoritaire

(1) Le montant du dividende versé en espèces au titre de l'exercice 2010 s'est élevé à 5 624 K€ et 280 025 actions nouvelles ont été émises au prix de 15.27€ soit un dividende payé en actions d'un montant de 4 275 K€.

Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011

Toupargel Groupe est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du code de commerce. La société a son siège social 13 Chemin des Prés secs à Civrieux d'Azergues (69380) et est cotée à Paris au compartiment C de Nyse Euronext.

Le Groupe Toupargel est spécialisé dans la livraison à domicile de produits surgelés et de produits frais et d'épicerie.

Les comptes et informations sont présentés en milliers d'euros (K€), sauf les informations par action présentées en euros.

La présente annexe comporte les éléments d'informations complémentaires à l'état consolidé de la situation financière dont le total s'établit à 166 532 K€ et au compte de résultat consolidé qui se solde par un bénéfice net de 8 130 K€.

Le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés au 31 décembre 2011, dans sa séance du 21 février 2012. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 26 avril 2012.

Notes sur les principes comptables, méthodes d'évaluation et notes générales

NOTE 1 - Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

1.1. Faits marquants de l'exercice

Un arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon, en date du 30 juin 2011, a condamné l'Etat à reverser à Toupargel SAS la taxe sur les achats de viande au titre de l'année 2001 soit la somme de 1 134 K€ (outre les intérêts moratoires d'un montant de 465 K€), inscrite dans les comptes au 31 décembre 2011.

Il est précisé que Toupargel SAS a acquis, à effet du 1er juillet 2011, un fonds de commerce de livraison à domicile de produits surgelés dont le chiffre d'affaires annuel de la période du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011 s'est établi à 1 030 K€.

1.2. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2011 et la date du Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes (21 février 2012).

NOTE 2 - Principes de consolidation et méthodes d'évaluation

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés de Toupargel Groupe au 31 décembre 2011 ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière ou "International Financial Reporting Standards" (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2011. Ce référentiel de normes comptables est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias).

Les options prises par Toupargel Groupe, conformément à la norme IFRS 1, dans le cadre de la préparation de son bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2004 (date de transition aux IFRS) sont les suivantes :

- Non-retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition,
- Non-réévaluation des actifs immobiliers à leur juste valeur à la date de transition,
- Mise à zéro, à la date de transition, des écarts actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière,
- Application de la norme IFRS 2 pour les seuls plans d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002.

Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2011 (et notamment la norme IAS 24 révisée sur les informations à fournir sur les parties liées, et la norme d'amélioration 2010 Annual Improvements) n'ont pas eu d'effet sur les comptes du Groupe Toupargel. Le Groupe Toupargel a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses comptes de ces futures normes.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que les normes, interprétations et amendements, publiés par l'IASB, mais non encore approuvés au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers des prochains exercices.

Règles de présentation des états de synthèse :

Le bilan consolidé est présenté selon le critère de distinction "courant" / "non courant" défini par la norme IAS 1. Ainsi, les dettes financières, les provisions et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an en "non courant" et la part à moins d'un an en "courant". Le compte de résultat consolidé est présenté par nature, selon l'un des modèles proposés par le conseil national de la comptabilité (CNC) dans sa recommandation 2004-R-02.

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation de son tableau des flux de trésorerie prévue par la même recommandation.

2.2 Méthodes d'évaluation

Les comptes annuels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Estimations de la direction :

L'établissement des comptes consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif. Ces estimations sont établies, sur la base d'une continuité d'exploitation, en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou si de nouvelles informations venaient modifier ou compléter celles-ci.

Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels (goodwill), la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations effectuées par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent sur :

- les hypothèses retenues pour l'évaluation de certaines provisions : provisions pour points fidélité et pour départ en retraite et médailles du travail ;
- les hypothèses et estimations utilisées pour la mise en œuvre des tests de dépréciation annuels sur les goodwill ,
- les montants comptabilisés au titre de certains instruments financiers et des paiements en actions.

Par ailleurs, certaines valorisations qui peuvent avoir des impacts directs sur les comptes ou sur l'information communiquée en annexe sont établies sur la base de données ou de valeurs directement observables sur les marchés. La crise financière récente a nécessité des adaptations de certaines données ou des informations particulières en annexe. Les domaines les plus sensibles pour le Groupe sont le calcul du coût moyen pondéré du capital et le taux d'actualisation (notes 2.5 et 2.14).

La nature et le montant de ces estimations sont présentés dans les notes détaillées des rubriques comptables correspondantes.

Jugements de la direction :

Certains principes comptables utilisés font appel au jugement de la direction du Groupe en ce qui concerne, en particulier, deux domaines :

- la détermination des provisions relatives aux litiges,
- l'appréciation des durées d'utilisation de certaines immobilisations corporelles.

2.3 Méthode de consolidation

Toutes les filiales, qui sont contrôlées par le Groupe, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer les avantages de ses activités. Il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote.

Tous les soldes et transactions entre sociétés consolidées du Groupe sont éliminés en consolidation.

2.4 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Par exception, le Groupe peut-être amené à enregistrer des transactions en monnaies étrangères. Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat opérationnel ou financier suivant la nature des actif et passifs concernés.

Actifs non courants

2.5 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément à la norme IAS 16, "Immobilisations corporelles" et à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36, "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est définie, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

Pour les goodwill, un test de dépréciation est réalisé chaque année dans la mesure où ces actifs ne font pas l'objet d'un plan d'amortissement (durée de vie indéfinie).

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée) ; pour les goodwill, la dépréciation constatée est irréversible.

• **Goodwill** : le poste goodwill a augmenté de 300K€ suite à l'acquisition au 01/07/2011 d'un fonds de commerce de livraison à domicile de produits surgelés, depuis la transition aux normes comptables IFRS au 1^{er} janvier 2004 ; à cette date, deux catégories d'actifs incorporels ont été regroupées dans cette rubrique comptable :

- les goodwill déjà déterminés en normes françaises qui n'ont pas été modifiés en IFRS s'agissant exclusivement de goodwill apparus à l'occasion d'opérations antérieures à la date de transition ; en effet, conformément à l'exemption prévue par IFRS 1 sur la norme IFRS 3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause. ;

• les fonds de commerce qui ne répondaient plus à la définition d'une immobilisation incorporelle identifiable au sens d'IAS 38 ;

Les normes IFRS imposent de ne plus amortir les goodwill. Comme indiqué ci-dessus, des tests de dépréciation sont mis en place, conformément à IAS 36, au minimum une fois par an (généralement en fin d'année) au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté lors de l'acquisition. Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe sont constituées des deux entités juridiques : Toupargel et Place du Marché.

La méthodologie suivie consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités du Groupe, à la valeur nette comptable des groupes d'actifs correspondants (y compris goodwill et BFR). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de cinq ans et d'une valeur terminale (méthode des discounted cash flows). Les projections de flux de trésorerie ne comprennent pas d'augmentations de capacité ni de restructurations futures. Le taux d'actualisation retenu est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC). Il s'agit d'un taux après impôt appliqué à des flux futurs après impôt. Leur utilisation aboutit à des valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux futurs avant impôt tel que demandé par la norme IAS 36.

• **Immobilisations incorporelles** : elles concernent principalement des progiciels, amortis linéairement sur leur durée d'utilisation estimée (1 à 5 ans).

• **Immobilisations corporelles** : les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation. Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire ou le mode dégressif, ce dernier étant, pour certains types d'actifs (parc de véhicules), le plus représentatif du rythme de consommation des avantages procurés par ces actifs.

Pour les biens acquis neufs, les modes et les durées d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Durée
Agencements terrains	Linéaire	7 à 15 ans
Constructions et agencements	Linéaire	7 à 25 ans
Matériels industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Agencements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels de transport	Linéaire / Dégressif	1 à 6 ans
Matériels de bureau et informatiques	Linéaire	3 à 5 ans
Mobiliers	Linéaire	5 à 10 ans

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative ce qui est le cas pour les véhicules de transport. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Contrats de location-financement et contrats de locations simples : les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location-financement, ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété, sont traitées comme des immobilisations acquises à crédit et comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (terrain, constructions, matériel roulant) sur la base de la valeur actuelle des loyers à venir. Ces immobilisations sont amorties en fonction des durées de vie et méthodes précisées ci-dessus. Les charges de loyers relatives aux contrats de location simple, qui ne répondent pas à ces critères sont maintenues en charges opérationnelles.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges sauf ceux engagés pour une prolongation de la durée d'utilisation du bien.

2.6 Actifs financiers non courants

Conformément à la norme IAS 32, "Instruments financiers, informations à fournir et présentation", les actifs financiers non courants incluent essentiellement des prêts et créances (y compris la partie "restricted cash" du contrat de liquidité lié au rachat des actions propres). Les prêts et créances sont constitués des créances rattachées à des participations non consolidées, des prêts au personnel et des dépôts versés dans le cadre des baux commerciaux : ils sont comptabilisés suivant la méthode du coût amorti estimée équivalente à la valeur d'entrée. Ils peuvent faire l'objet d'une perte de valeur s'il existe une indication objective de dépréciation. La perte de valeur est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

2.7 Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont inscrits au bilan en actifs et passifs non courants, dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils seront récupérés ou payés au-delà de l'exercice à venir.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés au sein du groupe d'intégration fiscale constitué entre les sociétés : Toupargel Groupe (holding de contrôle), Toupargel et Place du Marché, les impôts étant prélevés par la même administration fiscale.

Conformément à IAS 12, les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés (hormis, de manière indirecte, les impôts différés actifs relatifs aux provisions pour retraites), conformément à la norme IAS 12, ne sont pas actualisés.

Actifs courants

2.8 Stocks

Conformément à la norme IAS2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

a - Stocks de marchandises (produits surgelés et produits frais et d'épicerie) : Les stocks de marchandises sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'achat moyen pondéré est calculé à partir des prix d'achat facturés, majorés des frais de transport et minorés des ristournes différées et assimilées.

b - Stocks de produits transformés : Les produits faisant l'objet d'une découpe et d'une surgélation à l'unité de boucherie et de conditionnement Toupargel Production sont valorisés au coût de production, minoré de la valeur des déchets et des ristournes différées. Ces stocks sont classés avec les stocks de marchandises.

c - Stocks de cadeaux : Les stocks de cadeaux liés aux opérations commerciales sont valorisés au coût d'achat.

d - Dépréciation : Une dépréciation est constituée pour ramener la valeur du stock à sa valeur nette de réalisation, dans les conditions suivantes :

Stocks de marchandises et produits finis :

Dépréciation à 100% :

- lorsque, à la date d'inventaire, la date de péremption des produits surgelés est inférieure à six mois,
- lorsque la DLC des produits frais et d'épicerie est inférieure aux normes fournisseur,
- lorsque le produit est déréférencé définitivement du catalogue des ventes.

Dépréciation déterminée au cas par cas :

- lorsque le produit a un caractère de saisonnalité et que son stock est important, notamment au regard des ventes attendues,
- lorsque le produit a une rotation lente.

Stocks de cadeaux :

Dépréciation à 100%

- lorsque l'opération commerciale est terminée.

2.9 Clients et autres actifs courants

Les rubriques "clients et autres actifs courants" sont essentiellement constituées :

- De créances commerciales ou prêts à moins d'un an qui constituent des actifs financiers courants : ces actifs sont enregistrés à leur juste valeur, lors de leur initiation puis au coût amorti qui est assimilé au coût nominal. Ils font l'objet d'une actualisation lorsque leur ancienneté est supérieure à un an. L'écart entre la juste valeur et le montant comptabilisé au bilan est imputé en compte de résultat dans la rubrique "Provisions".

Les chèques revenus impayés à leur deuxième présentation sont dépréciés intégralement pour leur valeur hors taxes. Les autres créances courantes sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

- Des instruments financiers dérivés actifs : le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture des risques sur taux d'intérêt afin de limiter son exposition à ceux-ci. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture et évalue, conformément à IAS 39, ses instruments financiers dérivés à leur juste valeur. Cette juste valeur lorsqu'elle est créditrice est présentée au bilan passif dans la rubrique "autres passifs courants".

Le Groupe comptabilise la variation de la juste valeur des instruments dérivés en contrepartie du compte de résultat, dans la rubrique "coût financier brut".

- Des créances à caractère social ou fiscal qui sont évaluées à leur valeur nominale.

2.10 Actifs non courants destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, les immobilisations disponibles immédiatement pour la cession, pour lesquelles un plan de cession ainsi que les actions nécessaires à trouver un client sont engagés, et dont la vente à moins d'un an est très probable, sont classées comme étant destinées à être cédées parmi les actifs courants. Ces immobilisations sont évaluées au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette de frais de cession, au besoin par le biais d'une dépréciation.

2.11 Disponibilités et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie sans risque, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Ces derniers sont valorisés à leur juste valeur, égale à la valeur liquidative à la date de clôture.

Capitaux propres part du groupe

2.12 Actions propres

Conformément à l'IAS 32, les actions propres détenues par le Groupe, conformément au programme de rachat d'actions lié au contrat de liquidité et au plan de stocks options, sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le résultat de cession des actions propres lié au plan de stocks options est imputé sur les capitaux propres pour son montant net d'impôt-société et ne contribue pas au résultat de l'exercice. La partie "restricted cash" du contrat de liquidité est enregistré en actif financier non courant.

Dettes non courantes et courantes

2.13 Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", une provision est comptabilisée, lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de fonds au bénéfice de tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci et lorsqu'une estimation fiable du montant peut être faite.

Les provisions comprennent notamment :

- les obligations relatives aux indemnités de départ en retraite et médailles du travail,
- les provisions relatives à des redressements fiscaux ou URSSAF,
- les provisions pour litiges,
- les provisions pour restructuration.

Les provisions sont ventilées entre passifs courants et passifs non courants en fonction de l'échéance attendue. Une information est donnée dans les notes détaillées sur les actifs et passifs éventuels, si l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible.

Lorsque cela a un impact significatif, les provisions sont actualisées.

2.14 Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés

Les salariés du Groupe Toupargel bénéficient d'avantages à court terme (congrés payés, primes de fin d'année, intéressement, participation ou droits à récupération du temps travaillé issus des accords sur le temps de travail...), d'avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de départ à la retraite, retraite du régime de la sécurité sociale et retraites complémentaires) et d'autres avantages à long terme (primes jubilaires).

Avantages à court terme : Les avantages à court terme sont reconnus dans les dettes du Groupe et figurent parmi les autres dettes courantes.

Avantages postérieurs à l'emploi : les avantages postérieurs à l'emploi font l'objet de modalités différentes de couverture décrite ci-après :

Régimes à cotisations définies : Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Pour le Groupe Toupargel Groupe, il s'agit des régimes publics de retraite (sécurité sociale et régimes de retraite complémentaire). De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à la comptabilisation de provisions dans les comptes du Groupe.

Régimes à prestations définies : Dans le cadre des régimes à prestations définies, l'employeur a une obligation vis-à-vis des salariés. Ces régimes peuvent :

- soit être financés au fur et à mesure de l'emploi, par des versements à des fonds spécialisés dans la gestion des montants reçus des employeurs, et par le versement par ces fonds des montants dus aux bénéficiaires dans la limite des sommes disponibles ;
- soit être directement versés par l'employeur aux bénéficiaires lors de l'exercice des droits attribués.

Au sein du Groupe Toupargel, les régimes à prestations définies concernent les indemnités de départ en retraite. La société Toupargel dispose d'un fonds de couverture (contrat d'assurance) au titre de ses engagements de départ en retraite qui est régulièrement alimenté par des versements de l'employeur sans que l'employeur ne soit libéré de ses obligations envers ses salariés. Ce fonds est comptabilisé en

tant qu'actif dédié à la couverture du régime. Compte tenu des clauses du contrat d'assurance, la compagnie gestionnaire a interdiction d'investir les fonds disponibles dans les actions de Toupargel Groupe. De même, les placements effectués par le fonds sont des placements sans risque quand au montant du capital investi.

Sur la base des dispositions propres à chaque régime à prestations définies (définies par la loi, les conventions collectives ou les accords d'entreprise), un actuaire indépendant calcule, à la clôture de chaque exercice, la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur ("projected benefits obligations" ou PBO). Cette valeur actualisée des obligations, évaluée régime par régime, donne lieu à la comptabilisation d'une provision pour son montant qui excède la juste valeur des actifs de couverture correspondants et, le cas échéant, des coûts des services passés non comptabilisés.

La valeur actualisée des obligations au titre des régimes à prestations définies désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus, évaluée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence à un taux de marché fondé sur les obligations d'entités de première catégorie dont le terme est cohérent avec la durée des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

La valeur actualisée des obligations futures évolue annuellement en fonction des facteurs suivants :

Facteurs récurrents

- augmentations dues à l'acquisition d'une année de droits supplémentaires ("coûts des services rendus au cours de l'exercice"),
- augmentations dues à la "désactualisation" correspondant à une année de moins par rapport à la date à laquelle les droits seront payés ("coût financier"),
- diminutions liées à l'exercice des droits ("prestations servies").

Facteurs ponctuels

- variations (écarts actuariels) dues à des modifications des hypothèses actuarielles à long terme (inflation, taux d'augmentation salariale, taux de turn over, tables de mortalité, taux d'actualisation ou âge de départ à la retraite, etc.) et à des effets d'expérience (ex : écart entre le nombre de départs effectifs sur l'année et celui prévu selon les hypothèses de turn over) ;
- variations dues à des modifications dans les avantages accordés (réductions ou liquidations des régimes existants).

La juste valeur des actifs (filiale Toupargel SAS uniquement) donnés en gestion au fonds spécialisé qui collecte, place et administre les sommes versées par l'employeur, varie en fonction :

- des versements reçus des employeurs ("cotisations"),
- des versements effectués aux bénéficiaires des prestations ("prestations servies"),
- du rendement des actifs, y compris les modifications de leur valeur de marché.

Les hypothèses actuarielles, principalement le taux d'actualisation, le taux de croissance des salaires et les taux de turn-over sont révisés annuellement par les Responsables en charge des avantages du personnel en application des procédures internes en vigueur et en relation avec l'actuaire.

Concernant la reconnaissance en résultat des écarts actuariels (pertes ou profits) relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, la société a opté, à compter du 1^{er} janvier 2006, conformément à IAS 19 révisée, pour la comptabilisation directe et immédiate en capitaux propres de l'intégralité des écarts actuariels (option dite SORIE). Précédemment la société utilisait la méthode dite "du corridor".

Les modifications des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, lorsqu'elles interviennent, donnent lieu à la comptabilisation étalée du coût des services passés (incidence de la modification des droits au titre de la période de travail déjà réalisée) sur la durée moyenne de vie active probable résiduelle des bénéficiaires.

La réduction ou la liquidation d'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi donne lieu à la reprise immédiate, par le compte de résultat, des engagements antérieurement comptabilisés.

La note 12 détaille :

- les modalités d'octroi des avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies,
- les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements au titre des trois derniers exercices,
- l'évolution de la situation financière des régimes à prestations définies,
- et leur incidence sur les états financiers.

Autres avantages à long terme accordés pendant la période d'emploi : pour le Groupe Toupargel, les avantages à long terme concernent les médailles du travail (primes jubilaires avec 4 échéances d'ancienneté dans l'entreprise : 20, 30, 35 et 40 années). Un actuaire indépendant calcule, à la clôture de chaque exercice, la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur en matière de médailles du travail (méthode des "projected benefits obligations" ou "PBO" identique à celle utilisée pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi).

Les médailles du travail ne possèdent pas d'actif de couverture.

Cette valeur actualisée des obligations ainsi évaluée donne lieu à la comptabilisation d'une provision non courante au passif du bilan (autres passifs non courants).

Les écarts actuariels et incidences des modifications, réductions ou liquidations de régimes relatifs aux avantages à long terme (médailles du travail) sont immédiatement et intégralement appréhendés par le résultat.

2.15 Autres provisions

Litiges devant les tribunaux : concernant les litiges devant les tribunaux, une appréciation des risques est effectuée en fonction des demandes des parties adverses. Cette provision est réajustée au fur et à mesure de l'avancement des procédures.

Provisions pour restructuration : la provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé et à échéance proche ou d'un début d'exécution. Le coût provisionné correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts de préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux coûts liés aux fermetures de sites.

2.16 Dettes financières

Conformément à IAS 39, les dettes financières qui comprennent :

- des emprunts et autres financements, notamment des emprunts de financement de crédit-bail,
- et des découverts bancaires,

sont ventilées entre dettes financières non courantes et dettes financières courantes selon leur échéance (supérieure ou inférieure à 12 mois).

Au cas particulier des financements octroyés sur une période pluriannuelle mais utilisables au gré de l'emprunteur qui va souscrire des crédits au moyen de billets remboursables à court terme, conformément à IAS 1.60, c'est la faculté entière et irrévocable de l'emprunteur de pouvoir renouveler le crédit pour une période supérieure à 12 mois après la date de clôture qui détermine le classement en dette financière non courante.

Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale historique qui est considérée comme proche de leur coût amorti à leur date d'entrée au bilan.

2.17 Autres passifs non courants

Outre la partie non courante des provisions et passifs éventuels décrites en note 2.13, les autres passifs non courants sont constitués des subventions reçues.

Subventions monétaires liées à des actifs

Les subventions reçues et versées aux organismes de crédit-bail immobilier sont retraitées et inscrites en autres passifs non courants. Conformément à l'option offerte par IAS 20, ces subventions sont enregistrées en produits différés parmi les autres dettes courantes ou non courantes suivant leur échéance. Elles sont rapportées au résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles contribuent à financer. La quote-part de subventions rapportée au compte de résultat est présentée dans la rubrique "autres produits des activités ordinaires".

Subventions publiques monétaires liées au résultat

Les subventions sont reconnues en résultat dès lors qu'il existe une assurance raisonnable que :

- l'entité bénéficiaire du Groupe se conformera aux conditions attachées aux subventions,
- les subventions seront reçues.

Conformément à l'option ouverte par IAS 20, les subventions liées au résultat sont présentées, parmi les produits opérationnels, au sein de la rubrique "autres produits des activités ordinaires".

Les subventions sont évaluées à leur valeur nominale à leur date d'entrée dans le bilan.

2.18 Fournisseurs et autres passifs courants

Les rubriques "fournisseurs" et autres passifs courants" sont essentiellement constituées :

- Des dettes commerciales qui constituent des passifs financiers courants : ces passifs sont enregistrés à leur juste valeur, lors de leur initiation puis au coût amorti qui est assimilé au coût nominal. Ils font l'objet d'une actualisation lorsque leur échéance est supérieure à un an. L'écart entre la juste valeur et le montant comptabilisé au bilan est imputé en compte de résultat.
- Des instruments financiers dérivés passifs tels que décrits en note 2.6.
- Des dettes fiscales et sociales évaluées à leur valeur nominale
- Des produits comptabilisés d'avance relatifs aux points fidélité clients

Produits comptabilisés d'avance relatifs aux points fidélité clients

Dans le cadre de la politique de fidélisation de la clientèle, les sociétés du Groupe Toupargel accordent à leurs clients des points fidélité. Les clients ont ainsi la possibilité d'accumuler, en fonction des achats réalisés, des points de fidélité, ces derniers leur permettant d'obtenir un avantage (cadeaux, remises sur certains produits du catalogue, etc.). La société constate dans ses comptes, à la clôture, un produit comptabilisé d'avance à hauteur du montant des avantages encore dus aux clients : ceux-ci sont estimés sur la base d'un pourcentage de la valeur des points acquis au 31 décembre et non encore utilisés. Le pourcentage est déterminé en fonction du taux de transformation attendu des points. Le taux de transformation attendu tient compte de l'historique et de la politique de fidélisation mise en place pour l'exercice suivant. Conformément à IFRIC 13 appliquée pour la 1ère fois en 2008, ce passif antérieurement constaté en provisions est présenté parmi les autres passifs courants.

2.19 Engagements hors bilan

Le Groupe a défini et mis en place un processus visant à recenser ses engagements hors bilan et à en connaître la nature et l'objet. Ce processus prévoit la centralisation, dans le cadre des procédures de consolidation, des informations relatives aux engagements donnés suivants :

- sûretés personnelles (avals, cautions et garantie),
- sûretés réelles (hypothèques, nantissements, gages),
- locations simples, obligations d'achats et d'investissements,
- autres engagements.

2.20 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont constitués par les ventes de marchandises et les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

Les produits de l'activité sont enregistrés conformément aux règles de reconnaissance des revenus prévues par IAS 18.

- Les produits liés à la vente de marchandises sont constatés dès lors que le transfert à l'acheteur des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens a eu lieu et que les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable. Le transfert des risques et avantages intervient le plus souvent lors de la remise de la marchandise au client, Toupargel assurant avec ses propres moyens l'acheminement des produits chez le client.

Les remises ou rabais accordés aux clients sont comptabilisées en déduction du revenu. Les actions commerciales prenant la forme d'attribution d'avantages gratuits accordés aux clients (programmes de fidélité, chèques cadeaux) sont également comptabilisées en moins du chiffre d'affaires conformément à IFRIC 13.

• Production : La vente à la clientèle des produits carnés, découpés, surgelés et conditionnés à l'unité Toupergel Production n'est pas dissociée de la vente des autres marchandises. En conséquence, les produits correspondants sont comptabilisés en ventes de marchandises. De même, les achats de produits bruts à transformer sont inscrits en achats de marchandises et les stocks de matières et de produits finis en stocks de marchandises.

• Les produits liés à la vente de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçues ou à recevoir. Les revenus relatifs à la vente de produits sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Contrats de partenariat

La société conclut des contrats de partenariat avec différentes sociétés qui organisent un échange équilibré de prestations entre les 2 parties sans flux financier. Ces opérations suivent le traitement comptable prévu par l'interprétation SIC 31. La condition d'une évaluation fiable de la juste valeur des prestations échangées n'étant pas réalisée, le Groupe ne reconnaît pas dans ses comptes, de produits ni de charges au titre de ces opérations.

2.21 Coût d'achat des marchandises vendues

Il comprend les achats de marchandises, les variations de stocks et les remises, ristournes et assimilés sur achats de marchandises. Les participations publicitaires et autres accords de coopération commerciale conclus et facturés par le Groupe Toupergel Groupe à ses fournisseurs n'ont pas été considérés, selon IAS 18, comme représentatifs de la rémunération d'un réel service identifié rendu par Toupergel Groupe à ses fournisseurs dont la juste valeur pourrait être estimée de façon fiable. En conséquence, les montants comptabilisés à ce titre sont assimilés à des remises sur achats et sont appréhendés en moins du coût des marchandises vendues. La quote-part de ces sommes relative aux achats non consommés à la clôture est enregistrée en moins de la valeur des stocks. De même, les dépréciations de stocks font partie du coût d'achat des marchandises vendues.

2.22 Charges de personnel : rémunérations payées en actions

La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle de Black & Scholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risques, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La juste valeur est figée à la date d'attribution ; elle est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserves. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires et d'hypothèses de départ. A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves que les options aient été levées ou non.

2.23 Charges externes

a - Frais de recherche et développement : Dans le cadre de son activité, la société n'est pas conduite à supporter, de manière régulière, de dépenses de recherche ou de développement. Toutes les charges engagées pour développer et améliorer les services à la clientèle sont enregistrées en charges opérationnelles de l'exercice.

b - Frais de publicité, de marketing et de prospection des nouveaux clients : Les dépenses qui sont engagées pour assurer la promotion de la marque et des produits distribués par le Groupe, auprès des clients et consommateurs, sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel le produit (ex : catalogue) a été délivré par le fournisseur ou la prestation rendue à l'exception des cadeaux ayant encore une utilité commerciale qui sont valorisés en stocks. De même, les frais supportés pour la prospection de nouveaux clients sont enregistrés en charges.

2.24 Résultat opérationnel

Le Groupe utilise le résultat opérationnel comme indicateur de performance. Le résultat opérationnel correspond au résultat de l'ensemble consolidé :

après prise en compte :

- des plus ou moins-values de cessions d'actifs,
- des dépréciations d'actifs,
- des autres produits et charges opérationnels qui comprennent notamment l'effet des coûts de restructuration et des litiges ou liés à des événements très inhabituels,

et avant prise en compte :

- du coût de l'endettement financier net,
- des autres produits et charges financières,
- de la charge d'impôt sur le résultat.

2.25 Coût financier net

Le coût financier net comprend :

- le coût financier brut constitué des charges d'intérêts sur emprunts, contrats de location-financement et découverts bancaires,
- les autres produits et charges financiers constitués d'escomptes de règlement, de produits de la trésorerie et équivalents de trésorerie, de variations de provisions à caractère financier, des dividendes de sociétés non consolidées.

2.26 Charge d'impôt sur le résultat

Impôts exigibles et différés : La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée

des impositions différées déterminées comme indiqué en note 2.7, ainsi que de la CVAE (voir ci-dessous)

Intégration fiscale : Les sociétés Toupargel Groupe, Toupargel et Place du Marché bénéficient du régime fiscal de Groupe de sociétés selon les dispositions de l'article 223 A à U du C.G.I. Conformément à la convention d'intégration fiscale souscrite, les économies d'impôt ou les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale sont conservées par le société-tête de groupe à l'exception de l'économie d'impôt générée par le déficit fiscal d'une des entités membres de l'intégration fiscale qui lui est immédiatement et intégralement transférée par la société-mère.

CVAE : la loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

À la suite d'une analyse approfondie de la nature de la CVAE au regard des normes IFRS et en tenant compte de la position de place prise par les principales entreprises cotées du secteur de la distribution alimentaire, le Groupe considère que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduit en réalité à remplacer la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions de natures différentes :

- la CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la taxe professionnelle et est donc comptabilisée à compter de 2010 comme cette dernière en charges opérationnelles au sein du Résultat Opérationnel ;
- la CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE. La qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a pour conséquence, à compter du 31 décembre 2010, de présenter cette charge sur la ligne "impôt sur le résultat" du compte de résultat.

2.27 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net revenant au Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice, à l'exception des actions d'auto-contrôle.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant les instruments donnant un accès différé au capital (options de souscription ou d'achat d'actions), compte tenu de la probabilité de souscription au regard du prix du marché.

Le résultat net dilué prend en compte le nombre d'actions à créer sur la base du cours au 31 décembre selon la méthode dite du "rachat d'actions" qui suppose que les fonds recueillis, lors de l'exercice des options de souscription, sont affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période. Les stocks-options (dites relatives) permettant d'acquérir ou de souscrire à des actions à un prix supérieur au cours moyen de bourse ne sont pas prises en compte dans le calcul du résultat par action dilué.

2.28 Information sectorielle

L'analyse des critères prévus par la norme IFRS 8, permettant de déterminer l'information sectorielle, conduit à l'identification d'un niveau d'information sectorielle qui est la nature du produit commercialisé. En effet, la direction prend ses décisions sur la base de cet axe stratégique en utilisant le reporting par produit comme outil clef d'analyse. L'axe produit correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe. Les deux secteurs produits ainsi identifiés, qui correspondent à deux entités juridiques distinctes, se ventilent comme suit :

- Activité "Surgelés" : elle représente l'essentiel des revenus du Groupe et est portée par l'entité juridique Toupargel, dont elle constitue la seule source de revenus ;
- Activité "Frais et Épicerie" : elle est portée par la filiale Place du Marché dont elle constitue la seule source de revenus.

Le Groupe exerçant de manière exclusive son activité en France, la présentation des revenus par secteur géographique n'est pas applicable.

2.29 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi conformément à IAS 7 selon la méthode indirecte. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissements et de financement.

L'incidence des variations de périmètre est présentée pour un montant net dans les flux d'investissement. Elle correspond au prix effectivement payé au cours de l'exercice, dans le cadre de la politique de croissance externe, ajusté de la trésorerie active / passive acquise. Les flux de trésorerie liés à l'activité sont ceux générant des revenus et ceux ne répondant pas aux critères de flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement est calculée en ajustant le résultat net des amortissements et provisions (hors variations de provisions sur actifs circulants ayant un caractère de charges décaissables), des résultats de cession, et des charges calculées (produits et charges directement imputés sur les réserves tels que les avantages liés aux paiements en actions qui se dénouent par des actions).

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont ceux issus des acquisitions et cessions d'actifs à long terme et d'autres actifs non classés en équivalents de trésorerie. Les intérêts encaissés sont inclus dans ces flux d'investissement. Le Groupe inclut dans les flux d'investissement les locations-financement.

Les opérations de financement sont celles qui entraînent une modification de l'importance ou de la nature des capitaux propres ou des dettes de l'entreprise. Les augmentations de capital de l'exercice, les dividendes versés, ainsi que les émissions ou remboursement d'emprunts et les conversions d'investissement sont inclus dans cette catégorie.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque (inclus parmi les dettes financières courantes).

NOTE 3 - Périmètre de consolidation et date de clôture

La date de clôture est le 31 décembre.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2011 comprend les sociétés suivantes :

- Toupargel Groupe SA, holding du Groupe consolidé,
- Toupargel SAS, activité "Surgelés"
- Place du Marché SAS, activité "Frais et Épicerie"

Les comptes sociaux qui ont été retenus pour la consolidation au 31 décembre 2011 concernent pour Toupargel Groupe SA, Toupargel SAS et Place du Marché SAS une période de douze mois correspondant à l'arrêté comptable statutaire de ces entités.

	Toupargel	Place du Marché
Montant du capital	25 000 K€	100 K€
Nombre de titres du capital	1 250 000 actions	100 000 actions
Capitaux propres au 31.12.2011	60 006 K€	972 K€
Montant net de la participation	83 438 K€	6 000 K€
Nombre de titres détenus	1 250 000 actions	100 000 actions
Pourcentage détenu	100%	100%
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale
Siège social	13 chemin des Prés Secs 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES	13 chemin des Prés Secs 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES
N° SIREN	957 526 858	325 743 516
Code NAF	47 11 A	47 91 B

90

NOTE 4 - Information sectorielle

en K€	Surgelés			Frais - Épicerie			Consolidé		
	2011 (12 mois)	2010 (12 mois)	2009 (12 mois)	2011 (12 mois)	2010 (12 mois)	2009 (12 mois)	2011 (12 mois)	2010 (12 mois)	2009 (12 mois)
Chiffre des ventes (hors Groupe)	318 458	331 134	339 857	20 728	20 391	19 206	339 186	351 525	359 064
Produits des activités ordinaires	319 139	331 610	340 194	20 854	20 515	19 318	339 994	352 126	359 513
Marge commerciale	184 425	191 751	195 934	9 703	9 520	8 905	194 128	201 272	204 839
Résultat opérationnel	15 214	22 764	23 085	(682)	(836)	(2 098)	14 533	21 928	20 987
Résultat des cessions	192	1 427	178	182	2	17	375	1 428	195
Goodwill	96 786	96 486	96 486	1 415	1 415	1 415	98 201	97 901	97 901
Immobilisations incorporelles	458	573	654	1	13	28	460	587	682
Immobilisations corporelles	38 418	40 724	41 951	4 678	5 232	5 690	43 096	45 955	47 641
Investissements	8 626	8 945	6 565	45	113	389	8 671	9 058	6 954
Amortissement	10 132	9 702	9 923	523	556	627	10 655	10 259	10 550
Effectif (ETP yc interim)	3 317	3 360	3 385	123	123	234	3 440	3 483	3 619

Les ventes inter-secteurs sont négligeables.

L'activité du Groupe est réalisée auprès d'une clientèle de particuliers. Le chiffre d'affaires annuel moyen réalisé par client est inférieur à 300€. Aucun client pris individuellement ne représente plus de 1% du chiffre d'affaires consolidé. Le chiffre d'affaires réalisé avec les 10 premiers clients est négligeable.

Notes sur l'état consolidé de la situation financière

NOTE 5 - Immobilisations

5.1 Récapitulation

a - Variation des immobilisations brutes

en K€	Goodwill (1)	Immobilisations incorporelles (2)	Immobilisations corporelles	Actifs destinés à la vente	Autres actifs financiers	Total
1^{er} janvier 2009	97 901	3 243	114 068	3 497	373	219 081
Acquisitions		493	6 461		107	7 061
Virement de compte à compte			-291	-291		
Cessions / Sorties			7 252		172	7 424
31 décembre 2009	97 901	3 736	113 569	3 205	307	218 718
Acquisitions		238	8 820		102	9 159
Virement de compte à compte			-1 396	-1 396		
Cessions / Sorties			7 183		97	7 280
31 décembre 2010	97 901	3 974	116 601	1 810	312	220 597
Acquisitions	300	231	8 140		102	8 773
Virement de compte à compte			-529	-529		
Cessions / Sorties		908	8 574		138	9 620
31 décembre 2011	98 201	3 297	116 695	1 281	275	219 749

(1) L'augmentation de 300 K€ correspond à l'acquisition d'un fonds de commerce de livraison à domicile de produits surgelés au 01/07/2011

(2) Les immobilisations incorporelles correspondent aux logiciels.

Les entrées d'immobilisations corporelles en 2011 correspondent essentiellement à :

- l'acquisition de véhicules pour 6 007 K€,
- diverses constructions et aménagements pour 1 479 K€,
- l'acquisition de matériels informatiques pour 654 K€,

Les produits de cessions d'actif immobilisés se montent à 1 025 K€ (résultat : 375 K€). Elles sont essentiellement constituées du résultat de la cession de bâtiments et de la vente de véhicules (renouvellement du parc).

b - Variation des amortissements / Provisions

en K€	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs destinés à la vente	Autres actifs financiers	Total
1^{er} Janvier 2009		2 736	61 988	3 196		67 920
Amortissements		317	10 233			10 550
Virement de compte à compte			-285	-285		
Reprises			6 579			6 579
31 décembre 2009		3 053	65 927	2 911		71 891
Amortissements		333	9 925			10 259
Virement de compte à compte			-1 221	-1 221		
Reprises			6 428			6 428
31 décembre 2010		3 387	70 645	1 689		75 721
Amortissements		350	10 305			10 655
Virement de compte à compte			-582	-582		
Reprises		899	7 932			8 832
31 décembre 2011		2 837	73 600	1 108		77 544

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent en :

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Amortissement logiciels	350	333	317
Autres amortissements immobilisations corporelles	7 124	5 570	4 162
Crédit-bail immobilier	900	900	900
Crédit-bail mobilier	2 281	3 455	5 171
Total	10 655	10 259	10 550

c - Immobilisations nettes

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Goodwill	98 201	97 901	97 901
Immobilisations incorporelles	460	587	682
Immobilisations corporelles	43 096	45 956	47 641
Autres actifs financiers	276	312	308
Total	142 032	144 756	146 532

5.2 Goodwill et immobilisations incorporelles

Les 98 201 K€, se décomposent en :

- actifs incorporels liés à Toupargel soit 96 786 K€,
- actifs incorporels liés à Place du Marché, soit 1 415 K€, résultant d'acquisitions antérieures de sociétés absorbées ou d'acquisitions de fonds de commerce.

L'augmentation de 300 K€ correspond à l'acquisition d'un fonds de commerce de livraison à domicile de produits surgelés au 01/07/2011. Des tests d'éventuelles pertes de valeur sont effectués à chaque clôture sur la base de plans à cinq ans approuvés par le Conseil d'Administration. La méthode est celle des "discounted cash-flows" (DCF) développée au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) telle que décrite en note 2.5.

	Activité "Surgelés"			Activité "Frais et Épicerie"		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Taux sans risque	3.2%	3.3%	3.6%	3.2%	3.3%	3.6%
Beta	1.0	1.0	1.0	1.3	1.4	1.4
Prime de risque	6.3%	5.0%	5.5%	6.3%	5.0%	5.5%
Taux d'actualisation (WACC)	8.1%	8.3%	9.1%	9.6%	10.3%	11.3%
Taux de croissance à l'infini	1.5%	2.0%	2.0%	1.5%	0.5%	0.5%

Le modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF) a été utilisé pour déterminer les taux d'actualisation définis pour ces calculs et sont appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant un taux avant impôt à des flux de trésorerie non fiscalisés, comme demandé par IAS 36.

Les tests réalisés en 2009, 2010 et 2011 concernant les goodwill portés par les UGT (2 en 2009, 2010 et 2011 : Toupargel et Place du Marché) n'ont pas conduit à constater de pertes de valeur.

Un écart de -15% sur le résultat opérationnel à l'échéance du business plan (2017) ne serait pas de nature à entraîner une dépréciation de la valeur comptable.

En K€	Activité "Surgelés"	Activité "Frais et Épicerie"
Ecart valeur recouvrable - valeur comptable des actifs de l'UGT*	43 603	565

* la valeur comptable comprend l'incorporel, le corporel et le BFR.

La sensibilité du calcul de la valeur recouvrable aux variations du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini des cash flow, pour le calcul d'une éventuelle dépréciation des goodwill de l'activité "Frais et épicerie" est présentée dans le tableau ci-après :

Paramètres ramenant la valeur recouvrable au montant de la valeur nette comptable

	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini
Activité "Surgelés"	10.1%	(0.9%)
Activité "Frais et Épicerie"	10.9%	(0.4%)

5.3 Détail des immobilisations corporelles

a - Détail

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Montant brut	Amortists. ou provis.	Montant net	Montant net	Montant net
Terrains acquis	1 907	196	1 711	1 677	1 748
Terrains en crédit-bail	786		786	810	841
Total terrains	2 694	196	2 498	2 487	2 589
Constructions acquises	21 065	14 060	7 005	6 873	6 578
Constructions en crédit-bail	16 423	6 026	10 397	11 607	12 540
Total constructions	37 488	20 086	17 402	18 480	19 118
Installations techniques acquises	14 863	11 947	2 916	3 745	4 472
Total instal. techniques - Mat. outillage	14 863	11 947	2 916	3 745	4 472
Autres immobilisations acquises	36 113	21 500	14 613	13 105	9 047
Autres immobilisations en crédit-bail	25 094	19 870	5 225	8 125	12 106
Total autres immobilisat. corporelles	61 207	41 370	19 838	21 230	21 153
Immobilisations en cours	443		443	13	309
Total	116 695	73 599	43 096	45 956	47 641
dont total des contrats de location-financement	42 304	24 311	17 993	20 542	25 487

Le parc automobile (Toupergel et Place du Marché)

- 1 489 véhicules, dont :
- 1 099 camions de livraison
 - 305 voitures
 - 38 semi-remorques
 - 37 tracteurs routiers
 - 7 gros porteurs
 - 1 remorque
 - 2 camions atelier

Le parc informatique

- Le groupe Toupergel est équipé de :
- 13 serveurs HP 9000/Integrity
 - 2 bladeCenter HP comprenant 19 lames au total
 - 1 bladeCenter Dell M1000e comprenant 5 lames
 - 3 baies de stockage HP EVA 4400 et 4000
 - 2 baies de stockage Equallogic PS4000 et PS4100
 - 2 bibliothèques de sauvegarde
 - 1150 terminaux embarqués pour la livraison (FDA600)
 - 350 PDA pour la prospection en porte-à-porte
 - 2400 postes informatiques
 - 330 systèmes d'impression
 - 7 postes Macintosh pour le service PAO
 - 160 serveurs Windows/Linux dont 90 virtuels
 - 129 sites sont reliés au réseau

Le parc immobilier

Toupargel

Toupargel est propriétaire de 34 agences, de 2 plates-formes (Poitiers et Civrieux) et bénéficie de contrats de crédit-bail immobilier pour ses plates-formes d'Argentan et Montauban. Les autres sites (86) sont en location.

ALENCON	61170 St Léger/Sarthe	897 m ²
AMBOISE	5 Boulevard de l'Avenir 37530 Nazelle Negron	1 434 m ²
AMIENS	ZI de la Briquetterie 80800 Villers Bretonneux	600 m ²
ANNECY	ZI Pringy Gare 74371 Pringy	762 m ²
BLETTERANS	4 Chemin de Savignols 39140 Bletterans	303 m ²
BREST	8 rue Paul Sabatier 29801 Brest Cedex 9	1 585 m ²
BRIEC DE L'ODET	ZI des Pays Bas 29150 Briec de l'Odét	790 m ²
CHOLET	5 rue de la Flèche 49300 Cholet	501 m ²
CIVRIEUX D'AZERGUES	13 chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues	8 395 m ²
CLERMONT-FERRAND	ZA La Novialle 63670 La Roche Blanche	3 374 m ²
COLPO	ZA Bellevue 56390 Colpo	410 m ²
COURRIERES	Rue des Colombes 62710 Courrieres	636 m ²
DIJON	Avenue de Tavaux 21800 Chevigny St-Sauveur	1 348 m ²
FOUGERES	33, rue Frères Lumière 35133 La Selle en Luitre	1 400 m ²
GRENOBLE	Rue des Abattoirs 38120 Le Fontanil	3 100 m ²
JANS	Lieu dit la Ferme 44170 Jans	446 m ²
JANVILLE	Rue Marcel Marteau 28310 Janville	2 565 m ²
LA HAYE DU PUIITS (1)	La Rachinellerie 50250 La Haye du Puits	745 m ²
LA TOUR DU PIN	ZI de Bieze 38110 St Clair de la Tour	1 167 m ²
LEZIGNAN	RN 13 11200 Lezignan Corbieres	787 m ²
LIMOGES	Rue Panhard Levassor 87021 Limoges Cedex 09	1 200 m ²
MANOSQUE	Parc Industriel St Maurice 04100 Manosque	1 034 m ²
MEHUN SUR YEVRE	ZAD des Aillis 18500 Mehun/Yevre	551 m ²
MONTLUÇON	Rue Ambroise Croizat 03410 Domerat	980 m ²
MONTROND-LES-BAINS	ZA de Plancieux 42210 Montrond Les Bains	1 398 m ²
PAU	Rue de l'Aubisque 64121 Serres Castets	804 m ²
PLOUFRAGAN	Zone Industrielle des Chatelets 22440 Ploufragan	918 m ²
POITIERS	226 Route de Nouaillé 86281 St Benoit Cedex 3	549 m ²
REPLONGES	ZA de Macon-Est 01750 Replonges	878 m ²
SAINT MARCEL	Rue Cugnot 71380 Saint Marcel	150 m ²
SAINT-OMER	Impasse de l'Industrie 62500 St Martin au Laert	1 600 m ²
SAINT-PAULIEN	ZA de Nolhac 43350 St Paulien	950 m ²
SOUILLAC	ZA de la Féraudie BP 9 46200 Souillac	1 012 m ²
TERGNIER	20 rue Hoche Prolongée 02700 Tergnier	445 m ²
VIRE	ZI de la Planche 14500 Vire	1 150 m ²

Place du Marché

Place du Marché est propriétaire de 4 agences et bénéficie d'un contrat de crédit-bail immobilier pour sa plate-forme de Chalon-sur-Saône.

COURTISOLS (1)	9, rue Terme la Ville 51460 Courtisols	119 m ²
GAYE	rue de la Fromagerie 51120 Gaye	393 m ²
RADDON-CHAPENDU (1)	rue Boigey 70380 Raddon-Chapendu	900 m ²
VOID VACON (1)	avenue de Strasbourg 55190 Void Vacon	383 m ²

Dans le cadre de la mutualisation des livraisons aux clients entre Toupargel et Place du Marché, les frais des agences supportés par Place du Marché sont refacturés à Toupargel.

(1) En cours de vente

Le parc logistique

Sites de stockage / en m ³	Froid négatif	Froid positif	Température ambiante
Argentan	30 000		3 000
Montauban	28 000		1 600
Poitiers	10 000		900
Civrieux	19 000		1 300
Chalon sur Saône (Place du Marché)	19 000	12 500	61 500
Grenoble	2 000	250	
Agences de livraison	12 000	3 215	
Total	120 000	15 965	68 300

b - Incidence sur le résultat des retraitements des contrats de location-financement

en K€	Crédit-bails immobiliers	Crédit-bails mobiliers	Total
Le retraitement a entraîné :			
- une diminution des redevances	1 181	1 380	2 561
- une augmentation de la dotation aux amortissements	(900)	(2 281)	(3 181)
- une augmentation des frais financiers	(91)	(37)	(128)
- une diminution des autres produits	175	(492)	(317)
Impact sur le résultat au 31.12.2011	365	(1 431)	(1 066)
Impact sur les capitaux propres au 31.12.2011	6 611	4 883	11 495
Impact sur le résultat au 31.12.2010	560	(788)	(227)
Impact sur le résultat au 31.12.2009	718	(479)	239

Tous les contrats de location-financement prévoient à l'échéance une option d'achat pour un prix déterminé :

- pour le parc de véhicules, de 1% de la valeur d'origine des actifs,
- pour les actifs industriels, égal à une valeur symbolique de 1€.

5.4 Détail des autres actifs financiers non courants

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Montant brut	Amortists. ou provis.	Montant net	Montant net	Montant net
Prêts et autres immobilisations financières	16		16	18	44
Dépôts et cautionnements	259		259	295	264
Total	276		276	312	308

NOTE 6 - Détail des impôts différés

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
• Provision pour retraite	1 830	1 858	1 589
• Organic	208	208	210
• Provision congés payés	66	62	98
• Participation des salariés	709	985	1 091
Impôts différés actif	2 813	3 114	2 989
• Retraitement de crédit-bails mobiliers et locations financières	1 681	2 174	2 445
• Retraitement de crédit-bails immobiliers	2 276	2 151	1 958
• Retraitement amortissements dérogatoires	1 946	2 080	1 830
• Provision hausse de prix	183	97	74
• Reclassement autres impôts	227	328	425
• Instruments financiers	1 091	859	682
• Impôts différés (+value régime fusion et terrain crédit-bails)	268	256	226
Impôts différés passif	7 673	7 944	7 640
Total net	(4 860)	(4 830)	(4 651)

NOTE 7 - Stocks

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Valeur au coût	Dépréciation	Valeur au coût ou valeur nette de réalisation	Valeur au coût ou valeur nette de réalisation	Valeur au coût ou valeur nette de réalisation
Produits Frais - Épicerie	781	22	759	752	715
Marchandises surgelées	9 682	133	9 549	8 974	10 386
Produits finis transformés surgelés	1 427		1 427	1 186	81
Produits marketing	1 192	371	821	662	1 008
Total	13 081	525	12 556	11 575	12 191

NOTE 8 - Créances courantes et actifs destinés à être cédés

8.1 Détail des créances

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
• Clients	2 924	1 721	1 770
• Actifs destinés à être cédés (1)	173	120	295
• Autres créances courantes	4 439	3 982	3 194
Fournisseurs débiteurs	830	748	631
Personnel et comptes rattachés	184	207	139
Etat et comptes rattachés	2 292	1 378	1 098
Créances diverses	392	169	279
Charges constatées d'avance	741	1 481	1 047
Total net	7 536	5 823	5 259

(1) : Les actifs destinés à être cédés concernent les actifs immobiliers de Gaye, Raddon, Void et Courtisols pour Place du Marché, et La Haye du Puits, du parking st Astier, pour Toupargel, ainsi que des véhicules. Leur valeur de marché étant estimée supérieure à leur valeur comptable, ces montants figurent au bilan pour leur valeur comptable nette.

8.2 Détail des charges constatées d'avance

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Achats divers	267	163	168
Services extérieurs	369	278	244
Autres services extérieurs (1)	97	1026	635
Charges financières	7	14	
Total net de l'actif	741	1 481	1 047

(1) Les catalogues de janvier distribués ou routés en décembre ainsi que les frais d'envoi correspondant sont dorénavant inscrits en charges en décembre. L'impact sur 2011 est une charge complémentaire de 484 K€.

NOTE 9 - Dépréciation de l'actif courant

9.1 Au 31 décembre 2011

en K€	31/12/2010	Dotations	Reprises	31/12/2011
Sur actif circulant				
Clients	445		144	301
Autres créances courantes	23	9		32
Total	468	9	144	333

9.2 Au 31 décembre 2010

en K€	31/12/2009	Dotations	Reprises	31/12/2010
Sur actif circulant				
Clients	522	422	500	445
Autres créances courantes	39	21	37	23
Total	561	443	537	468

9.3 Au 31 décembre 2009

en K€	31/12/2008	Dotations	Reprises	31/12/2009
Sur actif circulant				
Clients	578	533	589	522
Autres créances courantes	34	4		39
Total	612	537	589	561

NOTE 10 - Disponibilités et équivalents de trésorerie

Le Groupe Toupargel place ses excédents de trésorerie en SICAV de trésorerie à court terme sans risque.

10.1 Décomposition

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Autres valeurs de placement	2 752	6 398	9 056
Trésorerie	1 655	1 110	1 275
Total	4 407	7 507	10 330

10.2 Inventaire

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
BNPP Cash Invest P	2 752	6 398	9 056
Sicav de trésorerie	2 752	6 398	9 056
Total net de l'actif	2 752	6 398	9 056

NOTE 11 - Capitaux propres consolidés

11.1 Composition du capital social

Le capital est composé de 10 383 307 actions de 0.10 euro de nominal.

11.2 Passage des réserves sociales aux réserves consolidées

en K€	Toupargel Groupe SA	Toupargel	Place du Marché	Total
Réserves sociales au 31/12/2011	52 395	28 861	733	81 989
Retraitements des comptes individuels				
· Annulation prov. à caractère de réserves		6 045	139	6 184
· Impôts différés	(1 024)	(2 405)	(979)	(4 409)
· Crédits d'impôts	70		(70)	
· Crédit-bails immobiliers		3 848	2 764	6 611
· Crédit-bails mobiliers		4 746	138	4 883
· Provision pour retraite	(188)	(5 049)	(79)	(5 315)
Retraitements de consolidation				
· Annulation des dividendes	(5 000)	5 000		
· Amortis. des écarts d'évaluation relatifs aux constructions		(49)		(49)
· Amortis. des goodwill non affectés		(2 649)		(2 649)
· Annulation dépréciation des sociétés intégrées	9 323		(6 000)	3 323
Retraitements IFRS				
· Annul. amortissements goodwill		268		268
· Annulation des actions propres	(5 157)			(5 157)
Retraitements permanents d'intégration globale				
· Réserves antérieures acquisition		(13 964)	(712)	(14 676)
· Correction de la valeur acquisition titres consolidés	772	18	(21)	769
· Annulation des fusions		(922)	19	(903)
· Annulation plus-values sur cession d'immobilisations (survaleurs)		(143)		(143)
· Augmentation capital par incorporation		16 976	(5 143)	11 833
Total des retraitements	(1 205)	11 719	(9 944)	570
Réserves consolidées au 31/12/2011	51 190	40 580	(9 212)	82 559
Capital social de Toupargel Groupe SA	1 038			1 038
Capitaux propres au 31/12/2011	52 229	40 580	(9 212)	83 597

11.3 Informations sur les options de souscription ou d'achat

Les plans d'option existants sont les suivants :

	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010
Dates d'Assemblée Plan de souscription	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Dates d'Assemblée Plan d'achat	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Date du Conseil d'Administration	25 avril 2008	27 octobre 2009	27 avril 2010
Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées	200 000	15 000	22 500
- par les mandataires sociaux	15 000	-	-
- les 10 premiers attributaires salariés	112 500	15 000	22 500
Date de début d'exercice des options	26 avril 2010	28 octobre 2011	28 avril 2012
Date d'expiration	25 avril 2016	27 octobre 2015	27 avril 2016
Prix de souscription	25,75€	25,75€	25,75€
Options perdues par les bénéficiaires initiaux	47 500	Néant	5 000
Nombre d'actions souscrites	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'actions achetées	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'options restant à lever	152 500	15 000	17 500

La charge inscrite dans les comptes 2011, en frais de personnel, s'élève à 27 K€ (62 K€ en 2010).

11.4 Rachat d'actions propres

Au 31 décembre 2010, Toupargel Groupe détient 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 1 616 actions propres au titre du contrat de liquidité, valorisées 22 K€. Ces montants sont inscrits en moins des capitaux propres.

Au 31 décembre 2011, Toupargel Groupe détient 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 5 628 actions propres au titre du contrat de liquidité, valorisées 51 K€. Ces montants sont inscrits en moins des capitaux propres.

11.5 Affectation du résultat 2011

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 de distribuer un dividende de 0.40 euro par action au titre de l'exercice 2011, distribuable en espèces pour une mise en paiement le 29 juin 2012.

11.6 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le Groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins. La société intègre pour le suivi de ses capitaux propres les mêmes éléments que ceux qui sont intégrés dans les capitaux propres consolidés.

NOTE 12 - Provision pour avantages postérieurs à l'emploi (régime à prestations définies)

Le poste de provision pour retraite (avantages postérieurs à l'emploi dans le cadre des régimes à prestations définies) évolue de la manière suivante :

• Au 31 décembre 2011

en K€	31/12/2010	Effet capitaux propres (SORIE)	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Provision pour indemnités de départ en retraite	5 397	(602)	520		5 315

• Au 31 décembre 2010

en K€	31/12/2009	Effet capitaux propres (SORIE)	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Provision pour indemnités de départ en retraite	4 608	390	399		5 397

• Au 31 décembre 2009

en K€	31/12/2008	Effet capitaux propres (SORIE)	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Provision pour indemnités de départ en retraite	3 254	1 091	295	32	4 608

Les indemnités de départ en retraite des sociétés du Groupe Toupergel sont déterminées par différentes conventions collectives. La convention applicable au Groupe est la convention collective de commerce de gros (brochure JO 3044) ; la convention collective des VRP a été appliquée aux salariés disposant de ce statut.

12.1 Description du régime

Le Groupe est tenu de verser une indemnité lors du départ à la retraite d'un salarié. L'indemnité versée est un multiple du salaire mensuel de fin de carrière. Le nombre de mois dépend de l'ancienneté du salarié dans le Groupe au moment de son départ à la retraite, de la convention collective et du statut du salarié.

Les droits ont été calculés sur une base linéaire entre la date à laquelle les services rendus par les membres du personnel ont commencé à générer des droits à prestation en vertu du régime (généralement date d'entrée dans le Groupe) et la date à laquelle les services supplémentaires rendus par les membres du personnel ne généreront pas un montant significatif de droit à prestations supplémentaires en vertu du régime (soit la date de départ en retraite).

Les calculs ont été effectués individuellement et les résultats cumulés au niveau des sociétés et du Groupe. La loi sur le financement de la sécurité sociale qui interdit la mise à la retraite par l'employeur des salariés âgés de moins de 70 ans, à compter du 1^{er} janvier 2010 et soumet à taxation toutes les mises à la retraite avant 70 ans, est sans incidence sur l'évaluation de la provision dans la mesure où celle-ci est déterminée avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié.

12.2 Hypothèses de calcul

Les évaluations actuarielles reposent sur un certain nombre d'hypothèses à long terme fournies par l'entreprise. Ces hypothèses sont revues annuellement.

Hypothèses retenues pour les calculs	2011	2010	2009
Taux de croissance des salaires (1)	3%	3%	3%
Dont taux d'inflation future	2%	2%	2%
Taux d'actualisation	4,50%	4,70%	4,90%
Taux de rendement attendu des actifs	3,5%	4,0%	4,0%
Rendement réel des actifs	3,0%	3,4%	4,6%
Taux de charges sociales (suivant catégories)	47,5%	47,5%	47,5%
Age de départ (suivant catégories)	60/65 ans	60/65 ans	60/65 ans

(1) y compris toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres, sur l'ensemble de la carrière et inflation comprise.

La méthode de détermination des taux d'actualisation est restée inchangée par rapport aux années précédentes. Les taux sont choisis en utilisant les données des fournisseurs globaux de données comme Reuters et Bloomberg pour autant qu'elles respectent les dispositions d'IAS 19, ainsi que les benchmarks de l'actuaire du groupe. Suite à la volatilité des marchés financiers, un certain nombre de ces indicateurs se sont montrés moins fiables dans la mesure où ils pouvaient inclure des obligations de moindre qualité que celles requises par IAS 19. Les indices ainsi jugés de moindre qualité n'ont pas été retenus ou moyennés avec d'autres indices.

Le taux de rendement attendu des actifs du régime est déterminé par rapport aux informations obtenues des organismes financiers pour des placements similaires et prend en compte la partie garantie du rendement.

Le groupe procède, chaque année, à une mise à jour de ses taux de turn over sur la base de statistiques internes de départ observées au cours des 3 dernières années. Ces taux de turn over sont déterminés par tranches d'âge et par grandes fonctions dans l'entreprise.

12.3 Évolution de la situation financière des régimes à prestations définies

La synthèse de la situation financière des régimes à prestations définies est la suivante :

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Valeur actualisée de l'obligation	(5 805)	(5 927)	(5 270)
Juste valeur des actifs du régime	490	529	662
Surplus (déficit)	(5 315)	(5 397)	(4 608)
Ajustements liés à l'expérience exprimés en%			
- sur les passifs du régime	-12,54%	1,37%	2,90%
- sur les actifs du régime	-2,84%	-1,27%	0,10%

L'évolution détaillée de la situation financière des régimes à prestations définies est la suivante :

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Valeur actualisée des obligations			
Solde au début de l'exercice	5 927	5 270	3 826
Coût des services rendus au cours de l'exercice	337	294	214
Coût financier	277	252	207
Prestations servies	(145)	(250)	(68)
Profits et (pertes) actuariels sur les obligations	(618)	381	1 091
Réductions et liquidations	27	(20)	
Solde à la clôture de l'exercice	5 805	5 927	5 270
Valeur actualisée de la juste valeur des actifs du régime			
Solde au début de l'exercice	529	661	571
Rendement attendu des actifs du régime	21	26	26
Cotisations payées	99	100	100
Prestations servies par le fonds	(145)	(250)	(36)
Profits et (pertes) actuariels sur actifs du régime	(15)	(8)	
Solde à la clôture de l'exercice	489	529	661

12.4 Incidence de l'évolution des régimes à prestations définies sur les états financiers

a) État consolidé de la situation financière

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Solde de l'exercice précédent	5 397	4 608	3 254
Etat actuariel à l'ouverture enregistré par capitaux propres (Sorlie)			
Charges de l'exercice	593	499	395
Réductions-liquidations	27		
Prestations servies nettes des remboursements reçus du fonds			(32)
Cotisations payées au régime (augmentation des actifs)	(100)	(100)	(100)
Etat actuariel de l'exercice (Sorlie à compter de 2006)	(602)	390	1 091
Solde de clôture de l'exercice	5 315	5 397	4 608

b) Compte de résultat

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Coût des services rendus par les bénéficiaires en activité	337	294	214
Coût financier	277	252	207
Produits estimés des actifs du régime	(21)	(26)	(26)
Réduction / liquidation de régime	27	(20)	
Ecart actuariels comptabilisés			
Charge nette (en résultat opérationnel)	620	499	395

12.5 Analyse de sensibilité

Le taux d'actualisation et le taux de croissance des salaires représentent deux hypothèses majeures dans l'évaluation de l'obligation d'un plan à prestations définies et peuvent avoir un impact significatif sur les montants évalués.

Le tableau ci-après présente l'incidence sur le montant de l'obligation d'une variation (à la hausse comme à la baisse) d'un demi point du taux de d'actualisation et du taux de croissance attendue des salaires.

Sensibilité au taux d'actualisation	En K€
Valeur actualisée de l'obligation - taux d'actualisation 5%	5 526
Valeur actualisée de l'obligation - taux d'actualisation 4,50% (taux 2011)	5 805
Valeur actualisée de l'obligation - taux d'actualisation 4%	6 107

Sensibilité au taux d'augmentation des salaires	En K€
Valeur actualisée de l'obligation - taux d'augmentation 3,50%	6 109
Valeur actualisée de l'obligation - taux d'augmentation 3% (taux retenu en 2011)	5 805
Valeur actualisée de l'obligation - taux d'augmentation 2,50%	5 521

12.6 Actifs de couverture

Les actifs de couverture sont placés dans un fonds euros d'assurance vie à taux de rendement minimum garanti auprès de la Compagnie AG2R La Mondiale.

Le Groupe n'est pas en mesure de déterminer le montant des versements qui seront réalisés auprès du fonds en 2012, ce montant faisant l'objet d'arbitrage en cours d'année.

12.7 Montant des cotisations prises en charges en 2011, 2010 et 2009 au titre des régimes à cotisations définies

Le montant des cotisations sociales patronales prises en charge par le Groupe en 2011 au titre des régimes de retraite à cotisations définies s'élève à 4 986 K€ contre un montant de 4 948 K€ au titre de l'exercice 2010 et de 5 012 K€ au titre de 2009.

NOTE 13 - Autres passifs non courants

13.1 Récapitulatif

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Provisions	2 944	3 038	4 260
Subventions	1 328	1 542	1 757
Total	4 272	4 581	6 017

13.2 Détail des provisions**• au 31 décembre 2011**

en K€	Montant au 31/12/2010	Augmentations	Reprises (provision utilisée)	Reprises (provision non utilisée)	Montant au 31/12/2011
Litiges Prud'hommaux	700	662	215	356	791
Litiges devant autres tribunaux	48			48	
Médailles du travail	1 816	248	196		1 868
Risques divers	286	39	61	89	175
Impôts et taxes	188		78		110
Total	3 038	949	550	494	2 944

• au 31 décembre 2010

en K€	Montant au 31/12/2009	Augmentations	Reprises (provision utilisée)	Reprises (provision non utilisée)	Montant au 31/12/2010
Litiges Prud'hommaux	666	662	153	474	700
Litiges devant autres tribunaux	415		365	2	48
Médailles du travail	1 711	324	219		1 816
Risques divers	182	268	161	2	286
Impôts et taxes	1 286		1 099		188
Total	4 260	1 253	1 996	479	3 038

• au 31 décembre 2009

en K€	Montant au 31/12/2008	Augmentations	Reprises (provision utilisée)	Reprises (provision non utilisée)	Montant au 31/12/2009
Litiges Prud'hommaux	1 299	430	767	296	666
Litiges devant autres tribunaux	365	50			415
Médailles du travail	1 150	713	153		1 710
Risques divers	160	167	144		182
Impôts et taxes	1 007	670	390		1 286
Total	3 980	2 031	1 455	296	4 260

13.3 Commentaires**Litiges Prudhommaux**

Les sociétés du Groupe sont engagées dans divers litiges prud'homaux individuels. Comme précisé en note 2.13, chaque litige fait l'objet d'une évaluation du risque et une provision est comptabilisée en conséquence. Les provisions sont revues en fonction de l'avancement des dossiers et d'une évaluation du risque réel encouru à la clôture. A la date de rédaction de la présente annexe, aucun élément significatif ne remet en cause les provisions comptabilisées.

Médailles du travail (primes jubilaires)

Les engagements sont provisionnés dans les comptes individuels de chaque société du Groupe. Les hypothèses utilisées pour l'estimation actuarielle de ces engagements à long terme (turn over, taux de croissance des salaires, taux d'actualisation...) sont celles présentées dans la note 12.2 relative aux indemnités de fin de carrière. La forte progression de l'engagement observée à partir de 2009 est liée aux modifications effectuées en 2009 dans les hypothèses actuarielles (taux de turn over principalement).

Provisions pour impôts et taxes**• Contribution pour une pêche durable :**

Un contrôle fiscal sur les exercices 2008 et 2009 opéré sur cette écotaxe en 2010 a entraîné un redressement provisionné dans les comptes de Toupargel SAS pour 3 341 K€. Cette écotaxe fait l'objet d'un recours par notre syndicat professionnel Syndigel et la FCD auprès de la

Commission Européenne. Les redressements font l'objet de procédures auprès de l'administration à l'initiative de Toupergel SAS. Au titre des exercices 2008 à 2011 le montant réglé ou provisionné de cette contribution s'élève à 6 653 K€.

• **Taxes foncières, taxes professionnelles :**

Les redressements fiscaux opérés sur les modes de calcul des bases foncières (mode industriel versus mode commercial) des cinq plateformes logistiques du Groupe ont été réglés ou provisionnés. Ces redressements font l'objet de procédures contentieuses à l'initiative du Groupe.

• **Taxe d'équarrissage :** Toupergel SAS a bénéficié d'un arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon favorable dans le cadre d'une demande de remboursement de la taxe sur les achats de viande au titre de l'année 2001 auprès de l'Administration Fiscale. Celle-ci ne s'est pas pourvue en cassation. Le remboursement (1 134 K€) a été comptabilisé en "autres produits" les intérêts moratoires correspondants (465 K€) en produits financiers (voir "coût financier").

• **Fiscalité différée :** Les charges futures d'impôt concernant les provisions réglementées et les plus-values sur immobilisations corporelles et terrains en report et sursis d'imposition font l'objet de provisions pour impôts, reclassées en impôts différés.

Litiges : Récapitulation des demandes et provisions au 31 décembre 2011 (hors fiscalité)

en K€	Nombre de dossiers	Demandes parties adverses				Provision	Demandes Groupe Toupergel (non provisionnées)
		1 ^{ère} instance	Appel	Cassation	Total		
Litiges Prud'hommaux	80	1 199	746	248	2 193	790	1 603
Litiges commerciaux	2						135
Total	82	1 199	746	248	2 193	790	1 738

NOTE 14 - Endettement financier net

14.1 Endettement financier net au 31 décembre 2011

en K€	Montant au 31/12/2010	Augmentations	Remboursements	Montant au 31/12/2011	A-1 an	De 1 à 5 ans	A+5 ans
Dettes liées au retr. loc. fin.	5 770		2 358	3 412	1 356	2 056	
Lignes de crédit	14 000		4 000	10 000	10 000		
Total des emprunts	19 770		6 358	13 412	11 356	2 056	
Valeurs mobilières de placement	6 398			2 752			
Disponibilités	1 110			1 655			
Disponibilités et équivalents de trésorerie	7 507			4 407			
Endettement net	12 263			9 005			

14.2 Endettement financier net au 31 décembre 2010

en K€	Montant au 31/12/2009	Augmentations	Remboursements	Montant au 31/12/2010	A-1 an	De 1 à 5 ans	A+5 ans
Dettes liées au retr. loc. fin.	10 083		4 312	5 770	2 358	3 413	
Lignes de crédit	18 000		4 000	14 000	10 000	4 000	
Total des emprunts	28 083		8 312	19 770	12 358	7 413	
Valeurs mobilières de placement	9 056			6 398			
Disponibilités	1 275			1 110			
Disponibilités et équivalents de trésorerie	10 330			7 507			
Endettement net	17 752			12 263			

14.3 Endettement financier net au 31 décembre 2009

en K€	Montant au 31/12/2008	Augmen- tations	Rembour- sements	Montant au 31/12/2009	A-1 an	De 1 à 5 ans	A+5 ans
Dettes liées au retr. loc. fin.	15 021	1 866	6 805	10 083	4 309	5 120	654
Lignes de crédit	10 000	18 000	10 000	18 000	10 000	8 000	
Total des emprunts	25 021	19 866	16 805	28 083	14 309	13 120	654
Valeurs mobilières de placement				9 056			
Disponibilités	645			1 275			
Disponibilités et équivalents de trésorerie	645			10 330			
Endettement net	24 376			17 752			

Le Groupe dispose de trois lignes de crédits à moyen terme, mobilisables pour un montant global de 32 000 K€, et utilisées à hauteur de 10 000 K€ au 31 décembre 2011 :

- Une ouverture de crédit a été mise en place le 1^{er} août 2007 par une banque au profit de Toupargel SAS pour un montant de 10 M€ et pour une durée indéterminée. Selon l'utilisation des billets, le taux des intérêts applicable est déterminé sur la base de l'Euribor de la période de tirage augmenté d'une marge de 0.40%. Cette ouverture de crédit n'est pas soumise au respect de ratios financiers (covenants). Au 31 décembre 2011, la totalité de cette ligne de crédit est mobilisée.
- Une ouverture de crédit a été mise en place par un pool de banques au bénéfice de Toupargel Groupe SA et Toupargel SAS pour un montant de 30 M€ (avec une option d'extensibilité à 50 M€), à compter du 30 septembre 2008 et jusqu'au 30 septembre 2013, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 3 000 K€.

En date du 20 février 2009, l'option d'extensibilité a été utilisée par une banque supplémentaire à hauteur de 10 M€ portant l'ouverture de crédit à 40 M€, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 4 000 K€.

Au 31 décembre 2011, cette ligne de crédit n'est pas mobilisée.

Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

Ratio	Marge
1.90 <= R	0.85% l'an
0.9 <= R < 1.90	0.75% l'an
0.5 < R < 0.9	0.65% l'an
R <= 0.5	0.60% l'an

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant (hors intérêts courus) des emprunts à court, moyen et long terme, contractés auprès des organismes financiers, majoré de la part en capital des engagements de crédit-bail mobilier, immobilier ou de location financière avec option d'achat et diminué du montant consolidé des disponibilités et valeurs mobilières de placement. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat d'exploitation consolidé (normes françaises), plus les dotations et moins les reprises aux amortissements et/ou provisions d'exploitation (hors participation des salariés) et après comptabilisation des autres produits et charges. La marge variable est révisée deux fois l'an au 31 mars et au 30 septembre. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.20%.

Covenants : L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés semestriellement par rapport aux comptes financiers au 30 juin et au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Situation nette comptable consolidée}}$ doit être < à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être < à 2.5

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. La situation nette comptable consolidée est égale au capital, augmentée de la prime d'émission de fusion et d'apport, augmentée des réserves, augmentée ou diminuée du résultat net de l'année, augmentée du report à nouveau créditeur et diminuée du report à nouveau débiteur.

Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit par tranche de 10 000K€.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2011.

• Une ouverture de crédit a été mise en place par une banque au bénéfice de Toupargel Groupe SA et/ou Toupargel SAS pour un montant de 10M€, à compter du 26 juin 2009 et jusqu'au 26 juin 2014, amortissable annuellement à compter du 26 juin 2009 par tranche de 2 000 K€. Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Au 31 décembre 2011, cette ligne de crédit n'est pas mobilisée.

Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

Ratio	Marge
R > à 1.50	1.30% l'an
1.30 < R <= 1.50	1.10% l'an
1.10 < R <= 1.30	0.90% l'an
0.9 < R <= 1.10	0.80% l'an
R <= 0.9	0.65% l'an

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant du capital restant dû et des intérêts courus des emprunts et dettes financières à court, moyen et long terme (incluant l'endettement relatif au retraitement en consolidation des crédits-bail et locations financières), incluant les découverts et le montant utilisé des ouvertures de crédit, augmenté des emprunts obligataires et/ou des comptes courants d'associés dans la mesure où ils ne sont pas subordonnés au crédit. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat opérationnel, augmenté des dotations nettes des reprises aux provisions d'exploitation sur actifs et aux provisions d'exploitation pour risques et charges.

La marge variable est révisée une fois l'an au premier jour de la période d'intérêt suivant la remise à la banque de l'attestation relative aux ratios financiers. Celle-ci doit être établie dès approbation des comptes annuels consolidés par l'assemblée générale, dans les quinze jours calendaires suivant cette approbation, et au plus tard six mois après la date de clôture de chaque exercice social. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.30%.

Covenants : L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés annuellement au 31 décembre :

Le ratio :
$$\frac{\text{Capacité d'autofinancement - dividendes votés au cours de l'exercice clos}}{\text{Service de la dette}}$$
 doit être > à 1.0

Le ratio :
$$\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$$
 doit être < à 2.0

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. Le service de la dette désigne les frais financiers nets cash augmenté des remboursements en principal des dettes financières à terme (y compris dette obligataire et comptes courants d'associés et hors variation des concours bancaires à durée déterminée) réalisés au cours de l'exercice considéré, hors tout remboursement anticipé.

Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2011.

Les montants mobilisables à chaque date d'arrêté des comptes sont les suivants :

en K€	31/12 2011	31/12 2012	31/12 2013	31/12 2014	31/12 2015
Lignes de crédit mobilisables	32 000	22 000	12 000	10 000	10 000

Le montant global mobilisé au 31 décembre 2011 s'élève à 10 000 K€.

14.4 Dettes liées au retraitement des contrats de location-financement

• Au 31 décembre 2011

en K€	31/12/2010	Augmentations	Remboursements	31/12/2011
Crédit-bails immobiliers	4 109		1 090	3 019
Crédit-bails mobiliers	1 661		1 268	393
Total	5 770		2 358	3 412

La baisse du poste dettes liées aux crédit-bails mobiliers concerne les véhicules. Elle résulte d'un changement de méthode de financement initié en 2009. Les véhicules sont désormais auto-financés. Sur les 3 019 K€ de crédits-bails immobiliers restant dus au 31 décembre 2011, 2 921 K€ sont indexés sur l'Euribor.

• Au 31 décembre 2010

en K€	31/12/2009	Augmentations	Remboursements	31/12/2010
Crédit-bails immobiliers	5 395		1 286	4 109
Crédit-bails mobiliers	4 687		3 027	1 661
Total	10 083		4 312	5 770

• Au 31 décembre 2009

en K€	31/12/2008	Augmentations	Remboursements	31/12/2009
Crédit-bails immobiliers	6 978		1 582	5 396
Crédit-bails mobiliers	8 043	1 866	5 223	4 687
Total	15 021	1 866	6 805	10 083

14.5 Coût moyen de la dette

Le coût moyen de la dette avant impôts est de 2.0% pour l'exercice 2011.

	2011	2010	2009
Coût moyen de la dette	2.0%	1.6%	2.4%

En 2009, 2010 et 2011, le coût moyen de la dette a été déterminé en se basant sur la moyenne annuelle des encours hors crédits-bails, l'endettement moyen annuel relatif aux crédits-bails mobiliers et immobiliers, le coût financier net (retraité des produits nets des valeurs mobilières de placement) et en pondérant l'endettement moyen annuel afférent à chaque type de dette.

en K€	Endettement moyen annuel 2011	Coût financier net 2011	Coût de la dette 2011	Coût moyen pondéré de la dette
Encours auprès des établissements de crédit	13 576	236	1.7%	1.3%
Crédits-bails immobiliers				
Toupargel	2 733	50	1.8%	0.3%
Place du Marché	822	41	5.0%	0.2%
Coût financier net (sur dette à taux variable)		327		
Crédits-bails mobiliers				
Toupargel	893	35	3.9%	0.2%
Place du Marché	61	3	4.1%	0.0%
Coût financier net (sur dette à taux fixe)		38		
Total coût financier net		364		2.0%

NOTE 15 - Détail des dettes courantes

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Fournisseurs	23 638	22 582	22 424
Personnel	11 071	11 656	11 739
Sécurité sociale et organismes sociaux	14 181	13 658	13 595
Etat et collectivités	842	1 041	2 101
Contribution pour une pêche durable (1)	3 912	3 552	1 483
Dettes sur immobilisations	637	1 037	1 002
Autres dettes			18
Dettes Courantes	794	846	674
Autres dettes	31 437	31 791	30 612
Dettes financières à court terme	11 356	12 358	14 309
Total	66 431	66 730	67 344

(1) A l'instar des sociétés de son secteur d'activité, le Groupe conteste le principe du paiement de la contribution pour une pêche durable mise en place en 2008.

Note 16 - Instruments financiers

16.1 Actifs financiers

en K€	31/12/2011				Total bilan
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	
Autres actifs financiers non courants		259			259
Clients et autres débiteurs		4 162			4 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie				4 407	4 407
Total		4 422		4 407	8 829

en K€	31/12/2010				Total bilan
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	
Autres actifs financiers non courants		295			295
Clients et autres débiteurs		2 655			2 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie				7 507	7 507
Total		2 950		7 507	10 457

en K€	31/12/2009				Total bilan
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	
Autres actifs financiers non courants		264			264
Clients et autres débiteurs		2 724			2 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie				10 330	10 330
Total		2 988		10 330	13 318

En K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Courant	Non courant	Total		
Titres disponibles à la vente					
Prêts et créances	259		259	295	264
Clients et autres débiteurs	4 162		4 162	2 655	2 724
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 407		4 407	7 507	10 330
Total	8 829		8 829	10 457	13 318

a) Titres disponibles à la vente

Aucun titre disponible à la vente n'était détenu par le Groupe au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

b) Prêts et créances au coût amorti

En K€	31/12/2011			31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Prêts et créances au coût amorti	259		259	18		18	44		44
Clients et autres débiteurs	4 479	333	4 146	3 105	468	2 637	3 242	562	2 680
Total	4 738	333	4 405	3 123	468	2 655	3 286	562	2 724

Les postes sont détaillés en note 8.

Les produits et les charges nets enregistrés en résultat sur les prêts et créances au coût amorti sont les suivants :

31/12/2011		
En K€	Intérêts	Evaluation ultérieure Dépréciation
Résultat		228

31/12/2010		
En K€	Intérêts	Evaluation ultérieure Dépréciation
Résultat		202

31/12/2009		
En K€	Intérêts	Evaluation ultérieure Dépréciation
Résultat		288

c) Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

Aucun instrument financier dérivé n'est inscrit au bilan en 2009, 2010 et 2011. La politique de gestion du risque du Groupe et le recours aux instruments financiers sont analysés en note 17.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 17.

Au 31 décembre 2011, le Groupe détient 2 752 K€ en placements de trésorerie (6 398 K€ au 31 décembre 2010, 9 056 K€ au 31 décembre 2009).

Les excédents de trésorerie sont placés en Sicav de trésorerie monétaires. En 2009, 2010 et 2011, le Groupe a placé ses excédents en Sicav de trésorerie monétaires à court terme, sans risque. En 2008, la crise financière des subprimes n'a eu aucun effet direct sur les placements de trésorerie du Groupe.

L'évolution de la trésorerie et équivalents de trésorerie est détaillée en note 10.

La rémunération des placements de trésorerie est présentée en note 24.

e) Juste valeur des actifs financiers

Les échéances clients étant inférieures à 6 mois, la valeur faciale des actifs financiers a été considérée comme étant égale à leur juste valeur.

en K€	31/12/2011 (juste valeur)			Juste valeur	Valeur bilan
	Prix cotés	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	Total	Total
Instrument financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants			259	259	259
Clients et autres débiteurs			4 162	4 162	4 162
Instrument dérivés courants					
Autres actifs financiers courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie			4 407	4 407	4 407
Total			8 829	8 829	8 829

en K€	31/12/2010 (juste valeur)			Juste valeur	Valeur bilan
	Prix cotés	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	Total	Total
Instrument financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants			295	295	295
Clients et autres débiteurs			2 655	2 655	2 655
Instrument dérivés courants					
Autres actifs financiers courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie			7 507	7 507	7 507
Total			10 457	10 457	10 457

en K€	31/12/2009 (juste valeur)			Juste valeur	Valeur bilan
	Prix cotés	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	Total	Total
Instrument financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants			264	264	264
Clients et autres débiteurs			2 724	2 724	2 724
Instrument dérivés courants					
Autres actifs financiers courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie			10 330	10 330	10 330
Total			13 318	13 318	13 318

16.2 Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers au 31 décembre 2011 sont les suivantes :

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Courant	Non courant	Total	Total	Total
Dettes financières	11 356	2 056	13 412	19 770	28 083
Fournisseurs et autres créanciers	24 275		24 275	23 619	23 444

a) Dettes financières

Les dettes financières sont analysées en note 14.

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Courant	Non courant	Total	Total	Total
Tirages sur facilités de crédit	10 000		10 000	14 000	18 000
Emprunts sur location financement	1 356	2 056	3 412	5 770	10 083
Total emprunts	11 356	2 056	13 412	19 770	28 083
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie					
Total dettes financières	11 356	2 056	13 412	19 770	28 083

Les profits et pertes, principalement constitués d'intérêts, enregistrés en résultat sur les dettes financières sont présentés en note 24.

b) Instruments financiers dérivés

Aucun instrument financier dérivé n'est inscrit au bilan en 2009, 2010 et 2011. La politique de gestion du risque du Groupe et le recours aux instruments financiers sont analysés en note 17.

c) Fournisseurs et autres créanciers

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Fournisseurs et autres dettes	23 638	22 582	22 442
Dettes sur immobilisations	637	1 037	1 002
Fournisseurs et autres créanciers	24 275	23 619	23 444

d) Juste valeur des passifs financiers

• Au 31 décembre 2011

en K€	31/12/2011			Juste valeur	Encours bilan
	Prix cotés	Modèles avec paramètres observables	Modèles avec paramètres inobservables	Total	Total
Fournisseurs et autres créanciers			23 638	23 638	23 638
Tirages sur facilités de crédit			10 000	10 000	10 000
Emprunts sur location financement					
- taux fixe		361		361	491
- taux variable		2 921		2 921	2 921
Total dettes financières		3 282	33 638	36 920	37 050

• Au 31 décembre 2010

en K€	31/12/2010			Juste valeur	Encours bilan
	Prix cotés	Modèles avec paramètres observables	Modèles avec paramètres inobservables	Total	Total
Fournisseurs et autres créanciers			22 582	22 582	22 582
Tirages sur facilités de crédit			14 000	14 000	14 000
Emprunts sur location financement					
- taux fixe		1 571		1 571	1 810
- taux variable		3 960		3 960	3 960
Total dettes financières		5 531	36 582	42 113	42 352

• Au 31 décembre 2009

en K€	31/12/2009			Juste valeur	Encours bilan
	Prix cotés	Modèles avec paramètres observables	Modèles avec paramètres inobservables	Total	Total
Fournisseurs et autres créanciers			22 442	22 442	22 442
Tirages sur facilités de crédit			18 000	18 000	18 000
Emprunts sur location financement					
- taux fixe		4 515		4 515	4 891
- taux variable		5 192		5 192	5 192
Total dettes financières		9 707	40 442	50 149	50 525

Les échéances fournisseurs étant inférieures à 6 mois, la valeur faciale des actifs financiers a été considérée comme étant égale à leur juste valeur.

Note 17 - Gestion des risques liés aux instruments financiers

La gestion des risques de crédit, de liquidité et de marché est centralisée, suivie et pilotée par la Direction Financière. En fonction de l'évolution des différentes expositions du Groupe, des arbitrages sont effectués afin de minimiser ces risques.

17.1 Risque de crédit

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et de financement, le Groupe est exposé au risque de crédit. Les opérations de marché sont réalisées dans la limite des autorisations fixées par la Direction Financière pour chaque contrepartie. Pour le Groupe, les contreparties sur les instruments financiers sont :

- pour les créances commerciales, des débiteurs (constitués principalement de créances de coopération commerciale avec les fournisseurs) pour lesquels le Groupe dispose au passif de dettes commerciales au moins équivalentes.
- pour les disponibilités et équivalents de trésorerie, des banques ou des institutions de premier plan toutes dotées d'une excellente notation par les agences de rating.

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose de valeurs de placement pour un montant de 2 752 K€.

Ancienneté des actifs financiers non dépréciés :

• Au 31 décembre 2011

en K€	31/12/2011							Total
	Actifs en souffrance à la date de clôture					Actifs dépréciés	Actifs ni dépréciés ni en souffrance	
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	Au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Prêts et créances au coût amorti							16	16
Créances et autres débiteurs	4 146				4 146	333		4 479
Total	4 146				4 146	333	16	4 495

• Au 31 décembre 2010

en K€	31/12/2010							Total
	Actifs en souffrance à la date de clôture					Actifs dépréciés	Actifs ni dépréciés ni en souffrance	
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	Au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Prêts et créances au coût amorti							18	18
Créances et autres débiteurs	2 637				2 637	468		3 105
Total	2 637				2 637	468	18	3 123

• Au 31 décembre 2009

en K€	31/12/2009							Total
	Actifs en souffrance à la date de clôture					Actifs dépréciés	Actifs ni dépréciés ni en souffrance	
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	Au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Prêts et créances au coût amorti							44	44
Créances et autres débiteurs	2 680				2 680	562		3 242
Total	2 680				2 680	562	44	3 286

17.2 Risque de liquidité

Toupargel Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Toupargel Groupe dispose de lignes de crédit de court et moyen terme assorties de covenants (voir note 14) auprès de banques de premier plan, qui lui permettent de garantir une flexibilité de ses sources de financement. En 2009, 2010 et 2011, ces covenants ont été respectés. En s'appuyant sur un outil d'analyse interne, la Direction Financière a pour mission de maintenir une liquidité suffisante à tout moment, en gérant la trésorerie du Groupe et en assurant des financements sécurisés par leur durée et leurs conditions juridiques. Au 31 décembre 2011, les lignes de crédit ont été mobilisées pour un montant de 10 000K€.

Au 31 décembre 2011, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

Au 31 décembre 2011 en K€	2012	2013	2014	2015	2016	> 5 ans	Total	Total valeur au bilan
Tirages sur facilités de crédit	22 339	12 176	10 142	10 142	10 142	10 142	75 085	10 000
Emprunts sur location financement								
- taux fixe	377	20					398	491
- taux variable	1 008	898	636	450	75		3 067	2 921
Total	23 724	13 094	10 779	10 592	10 217	10 142	78 549	13 412

114

Au 31 décembre 2010 en K€	2011	2012	2013	2014	2015	> 5 ans	Total	Total valeur au bilan
Tirages sur facilités de crédit	32 425	22 286	12 147	10 118	10 118	10 118	97 213	14 000
Emprunts sur location financement								
- taux fixe	1 300	378	20				1 698	1 810
- taux variable	1 095	976	875	627	447	75	4 095	3 961
Total	34 820	23 640	13 042	10 745	10 566	10 193	49 005	19 771

Au 31 décembre 2009 En K€	2010	2011	2012	2013	2014	> 5 ans	Total	Total valeur au bilan
Tirages sur facilités de crédit	42 438	32 328	22 218	12 107	10 085	10 085	53 262	18 000
Emprunts sur location financement								
- taux fixe	3 129	1 303	378	20			4 830	4 891
- taux variable	1 297	1 089	973	736	626	657	5 378	5 192
Total	46 864	34 720	23 568	12 864	10 711	10 742	63 470	31 501

17.3 Risques de marché

a) Risque de change

Compte tenu du caractère très limité des transactions réalisées dans une devise différente de l'euro, le risque de change peut être jugé négligeable.

b) Risque des marchés actions

Il n'existe pas de trésorerie investie en actions. La trésorerie disponible est investie sous forme de placements non spéculatifs (SICAV de trésorerie monétaires) mobilisables dans des délais très courts.

L'exposition du Groupe aux risques des marchés actions est liée aux actions propres en couverture de plans de stock options et du contrat de liquidité. Au 31 décembre 2011, le Groupe détient 205 628 actions propres.

c) Risque de taux d'intérêt

La politique suivie par le Groupe Toupargel en matière de gestion des risques de taux répond au triple objectif de sécurité, liquidité et rentabilité. La gestion du risque de taux est centralisée, suivie et pilotée périodiquement par la Direction Financière.

La dette consolidée de Toupargel Groupe SA est indexée pour majeure partie au taux variable Euribor.

Dans le cadre de son activité financière, Toupargel Groupe SA peut avoir recours, sur la base d'une analyse des différentes expositions aux risques de marché de taux, à des instruments financiers avec pour objectif de réduire ces expositions et d'optimiser son coût de financement. Au 31 décembre 2011, aucun instrument financier n'est utilisé.

Détail des engagements faisant l'objet d'un risque de taux

en K€	Lignes de crédit	Crédit-bails immobiliers
31/12/2011	22 000 (mobilisables)	2 921
31/12/2012	12 000 (mobilisables)	1 984
31/12/2013	10 000 (mobilisables)	1 270
31/12/2014	10 000 (mobilisables)	656
Taux	Euribor	Euribor, Eonia
Couverture de taux	non	non

Analyse de la dette brute par nature de taux

Au 31 décembre 2011, la dette nette du Groupe est indexée pour 96% à taux variable (lignes de crédit, crédit-bails immobiliers) et 4% à taux fixe (crédit bails mobiliers essentiellement).

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dette brute à taux variable	96%	91%	83%
Dette brute à taux fixe	4%	9%	17%

Instruments financiers exposés au risque de taux

Aucun impact n'est enregistré sur les passifs et actifs financiers des dérivés en couverture du risque de taux d'intérêt du fait de l'absence de couverture en 2009, 2010 et 2011.

Prêts et créances au coût amorti

Les prêts et créances ont une durée inférieure à 6 mois. Par conséquent, le risque de taux inhérent à ces actifs est limité.

Dérivés en couverture du risque de taux d'intérêt

Aucun dérivé n'était détenu en couverture du risque de taux d'intérêt en 2009, 2010 et 2011.

d) Analyse de sensibilité : couverture du risque de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de la dette financière nette libellée en taux variable à la date de clôture, aucun instrument financier n'étant utilisé à cette date.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité correspond à une variation instantanée de la courbe de taux de +1 et -1% par rapport aux taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

Au 31 décembre 2011, l'impact d'une hausse instantanée des taux d'intérêts de 1% sur l'ensemble des courbes de taux augmenterait de 129 K€ (180 K€ en 2010, 232 K€ en 2009) le coût financier net du Groupe. L'impact négatif sur le résultat net, en tenant compte du taux réel d'imposition et du retraitement des intérêts moratoires obtenu sur la taxe sur les achats de viande (465 K€), serait de 69 K€ (106 K€ en 2010, 151 K€ en 2009).

Au 31 décembre 2011, l'impact d'une baisse instantanée des taux d'intérêts de 1% sur l'ensemble des courbes de taux diminuerait de 129 K€ (180 K€ en 2010, 232 K€ en 2009) le coût financier net du Groupe. L'impact positif sur le résultat net, en tenant compte du taux réel d'imposition et du retraitement des intérêts moratoires obtenu sur la taxe sur les achats de viande (465 K€), serait de 69 K€ (106 K€ en 2010, 151 K€ en 2009).

Notes sur le compte de résultat

NOTE 18 - Chiffre des ventes

18.1 Décomposition du chiffre des ventes par activité

	31/12/2011		31/12/2010		31/12/2009	
	K€	Répartition	K€	Répartition	K€	Répartition
Activité "Surgelés"						
Vente à distance	318 077	93,8%	330 470	94,0%	339 186	94,5%
Divers (1)	380	0,1%	664	0,2%	671	0,2%
Sous-total	318 458	93,9%	331 134	94,2%	339 857	94,7%
Activité "Frais - Épicerie"						
Vente à distance	20 728	6,1%	20 391	5,8%	19 206	5,3%
Total	339 186	100,0%	351 525	100,0%	359 064	100,0%

(1) représente des ventes à un distributeur de produits surgelés dont Toupargel SAS a acquis le fonds de commerce au 1^{er} juillet 2011.

18.2 Toupargel Production

Les ventes de produits carnés, découpés, surgelés et conditionnés à l'unité Toupargel Production ont représenté 3 363 K€ (contre 3 528 K€ en 2010), les achats correspondant 2 742 K€ (contre 2 201 K€ en 2010).

Les stocks de produits finis au 31 décembre 2011 s'élevaient à 1 427 K€ (contre 1 186 K€ au 31 décembre 2010).

NOTE 19 - Charges de personnel

19.1 Détail

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Salaires	83 102	82 684	84 651
Stock-options	27	62	113
Charges sociales	30 252	28 859	29 175
Participation et intéressement	1 964	2 831	3 170
Autres charges de personnel	1 310	1 177	981
Transfert de charges d'exploitation	-1 757	-1 994	-2 204
Total	114 900	113 619	115 885

19.2 Effectif

Effectif moyen annuel en équivalent temps plein	31/12/2011				31/12/2010	31/12/2009
	Toupargel Groupe SA	Toupargel	Place du Marché	Total Groupe	Total Groupe	Total Groupe
Cadres	8	190	3	200	190	187
Agents de maîtrise	1	284	7	292	299	303
VRP		31		31	34	45
Employés-Ouvriers		2 803	113	2 916	2 959	3 084
Total	9	3 308	123	3 440	3 483	3 620
dont personnel mis à disposition		35	4	40	43	43

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Toupargel SAS assure la livraison des clients de Place du Marché SAS. Le personnel de livraison de Place du Marché SAS (soit environ 110 personnes) a été muté chez Toupargel SAS à cette date.

NOTE 20 - Charges externes

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Electricité et gaz	2 188	2 062	2 045
Carburant et lubrifiants	8 027	7 202	6 687
Autres matières et fournitures non stockées	777	971	869
Emballages	2 040	2 154	2 519
Sous-traitance	4 210	3 748	2 711
Locations	2 624	2 623	2 562
Entretien et réparations	6 235	6 207	5 832
Assurances	673	627	682
Etudes, documentations	365	328	420
Honoraires	1 303	1 384	1 140
Intérimaires	1 420	1 526	1 480
Catalogues, routage	8 663	8 475	8 600
Communication	1 408	1 375	2 055
Parrainage, mécénat, dons	537	515	630
Incentives	248	109	370
Transport, déplacements	5 665	5 538	5 774
Télécommunications	1 902	2 380	2 392
Affranchissements	249	247	251
Services bancaires	951	1 083	1 058
Divers	321	255	190
Total	49 807	48 810	48 268

NOTE 21 - Impôts et taxes

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
IFA	74	74	107
Taxe professionnelle/Cotisation foncière	409	943	3 111
Impôts fonciers	700	905	629
Impôts et taxes liés au personnel	2 203	2 488	3 396
Impôts et taxes liés aux véhicules	180	182	232
RSI	556	597	611
Contribution pour une pêche durable	1 618	3 552 (1)	749
Autres impôts et taxes	48	21	28
Total	5 787	8 762	8 863

(1) dont redressement fiscal pour les années 2008 et 2009 : 1 857 K€

NOTE 22 - Provisions

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Dotations	Reprises	Net		
Dépréciation	325	460	135	94	52
- Clients	325	460	135	94	52
Provisions	949	1 044	95	1 222	(280)
- Litiges Prud'hommaux	662	571	(91)	(34)	633
- Litiges devant autres tribunaux		48	48	367	(50)
- Médailles du travail	248	196	(52)	(105)	(560)
- Risques divers	39	150	111	(104)	(23)
- Provision pour impôts		78	78	1 099	(279)
Retraite	620		(620)	(499)	(363)
Total	1 894	1 504	(390)	817	(591)

NOTE 23 - Autres produits / Autres charges

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Jetons de présence	(70)	(62)	(35)
Pertes sur créances	(363)	(296)	(340)
Amendes fiscales	(3)	(24)	(13)
Charges diverses	(16)	(444)	(63)
Autres charges	(452)	(826)	(451)
Pénalités perçues sur achats	29	36	24
Rentrées sur créances amorties	7	6	3
Quote part subvention amortie	39	39	39
Produits divers (1)	1 138	6	47
Autres produits	1 213	87	113
Total	761	(739)	(338)

(1) dont remboursement obtenu sur la taxe sur les achats de viandes 2001 : 1 134 K€

NOTE 24 - Coût financier net

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Produits nets valeurs mobilières de placement	6	5	9
Escomptes obtenus	175	229	288
Autres produits financiers (1)	472	4	9
Produits financiers	653	238	306
Intérêts dettes financières	(370)	(410)	(798)
Coût financier brut	(370)	(410)	(798)
Coût financier net	283	(171)	(491)

(1) dont intérêts moratoires sur le remboursement de la taxe sur les achats de viandes 2001 : 465K€

NOTE 25 - Impôt sur le résultat

25.1 Analyse de la charge d'impôt

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Impôts exigibles	(4 512)	(6 315)	(6 932)
Impôts différés	172	(313)	(640)
CVAE	(2 345)	(2 263)	
Impôts nets	(6 686)	(8 891)	(7 572)
Incidence des contributions d'impôts temporaires de 3.30% (depuis 2009) et de 5% (en 2011)			
- Impôts exigibles	(336)	(183)	(206)
- Impôts différés	6	(10)	(7)

Intégration fiscale : l'application du régime fiscal de groupe de sociétés (Note 2.26) n'a eu aucun effet sur la charge d'impôt (idem en 2010). Impôts différés : le taux d'impôt différé de 36,1% n'a été retenu que pour le retraitement des différences temporaires. Pour les autres retraitements il a été appliqué, comme en 2009 et en 2010, le taux d'imposition de 34,43%.

25.2 Taux d'impôt effectif

L'écart entre le niveau d'impôt résultant de l'application du taux d'imposition de droit commun en vigueur en France et le montant d'impôt effectivement constaté dans l'exercice s'analyse de la façon suivante :

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	14 816	21 757	20 496
Taux moyen d'imposition en vigueur	36,10%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(5 348)	(7 491)	(7 057)
Incidences :			
- contribution exceptionnelle de 3,3% (franchise)	25	25	25
- différences permanentes entre résultat comptable et résultat taxable	(159)	(64)	(51)
- CVAE (net d'IS)	(1 499)	(1 484)	(425)
- Mécénat	169	99	129
- autres différences	126	24	(193)
Impôt effectivement constaté	(6 686)	(8 891)	(7 572)
Taux d'impôt effectif	45,13%	40,86%	36,94%

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés actifs	2 813	3 114	2 989
Impôts différés passifs	7 673	7 944	7 641
Impôts différés nets	(4 860)	(4 830)	(4 652)

En raison du régime d'intégration fiscale, il n'existe pas de déficits fiscaux reportables sur l'ensemble du périmètre.

25.3 Décomposition des impôts différés par nature de différences temporelles

en K€	31/12/10	Impact résultat	Reclassement	31/12/11
· Engagements de retraite (1)	1 858	179	(207)	1 830
· Charges à déductibilité différée	270	4		274
· Participation des salariés	985	(276)		709
Différences temporelles	3 114	(94)	(207)	2 813
· Immobilisations corporelles (crédit-bail)	(4 325)	367		(3 957)
· Amortissements dérogatoires	(2 080)	134		(1 946)
· Dépréciation actions propres	(859)	(232)		(1 091)
· Impôt sur provisions pour hausse de prix	(97)	(86)		(183)
· Impôt société sur terrains en crédit-bail	(256)	(13)		(268)
· CVAE	(328)	101		(227)
Différences temporelles liées aux retraitements de consolidation	(7 944)	271		(7 673)
Impôts différés nets à l'actif	(4 830)	178	(207)	(4 860)

(1) : Les (-207) K€ en reclassement correspondent à l'effet de l'application d'IAS 19 (impôt différé du SORIE).

NOTE 26 - Résultat net

26.1 Part dans le résultat consolidé des sociétés intégrées

en K€	Résultat consolidé			Résultat social		
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Toupargel Groupe SA	334	1 107	931	4 897	15 793	16 329
Toupargel	8 287	12 417	13 543	9 511	12 448	13 615
Place du Marché	(491)	(659)	(1 550)	(496)	(724)	(1 608)
Total	8 130	12 865	12 924	13 912	27 517	28 336

26.2 Retraitements de consolidation

en K€	Toupargel Groupe SA	Toupargel	Place du Marché	Total
Résultat social au 31 décembre 2011	4 897	9 511	(496)	13 912
· Impôts différés	(227)	502	9	285
· Annulation provisions réglementées		(92)	(48)	(140)
· Contrats de location financ. immobiliers		278	87	365
· Contrats de location financ. mobiliers		(1 400)	(31)	(1 431)
· Provision pour retraite	(17)	(492)	(11)	(520)
· Annulation des dividendes	(5 000)			(5 000)
· Réserves rémunérations payées en actions	(5)	(20)	(2)	(27)
· Annulation dépréciation titres et compte courant	673			673
· Autres instruments financiers	12			12
Total des retraitements	(4 563)	(1 224)	5	(5 783)
Résultat consolidé au 31 décembre 2011	334	8 287	(491)	8 130

NOTE 27 - Calcul du résultat par action normal et dilué

a) Calcul du résultat net par action

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net part revenant au groupe par action de base (en K€)	8 130	12 865	12 924
Nombre moyen d'actions (1)	10 037 667	9 901 166	9 900 402
Résultat net par action (en €)	0,81	1,30	1,31

(1) : Voir c) détermination du nombre d'actions ci-dessous.

b) Calcul du résultat net par action dilué

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net part revenant au groupe par action de base (en K€)	8 130	12 865	12 924
Nombre moyen d'actions dilué (1)	10 037 667	9 901 666	9 900 402
Résultat net par action (en €)	0,81	1,30	1,31

(1) : Voir détail c) détermination du nombre d'actions ci-dessous.

c) Détermination du nombre d'actions

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Nombre d'actions ordinaires émises (capital social)	10 383 307	10 103 282	10 103 282
Nombre d'actions d'autocontrôle (actions propres et contrat de liquidité)	-205 628	-201 616	-202 880
(1) Nombre d'actions en circulation	10 177 679	9 901 666	9 900 402
(2) Effet de la pondération des émissions d'actions pour exercice d'option et des actions d'autocontrôle (nb moyen versus nombre au 31/12/2010)	-140 013		
(3) Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action (1)-(2)	10 037 667	9 901 666	9 900 402
Effet dilutif des plans de stocks options		Plans 2008-09-10	Plan 2008-09
Options de souscription restantes	185 000	200 000	177 500
Cours d'exercice des options (en€)	25,75	25,75	25,75
Fonds recueillis à la souscription (*)	0	0	0
Cours moyen de l'action (en€)	12,79	15,08	15,07
Nombre d'actions théoriquement rachetées avec fonds recueillis	0	0	0
(4) Nombre d'actions théorique supplémentaire	0	0	0
Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action dilué (3)+(4)	10 037 667	9 901 666	9 900 402

(*) Le Conseil d'Administration de Toupargel Groupe a attribué 200 000 options dans ses séances du 25 Avril 2008, 27 octobre 2009 et 27 avril 2010. Leur prix de souscription ou d'achat, exerçable à compter du 26 Avril 2010 (plan 2008), 28 octobre 2011 (plan 2009) et 28 avril 2012 (plan 2010) s'élevant à 25.75€ et étant supérieur au cours moyen et au cours de clôture des 3 exercices présentés, elles n'ont pas été prises en compte dans le calcul du nombre d'actions théoriques pour les 3 exercices présentés.

122

Notes sur les engagements et autres informations

NOTE 28 - Engagements hors bilan liés à l'activité courante

a) Engagements donnés

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Cautions et garanties données	656	992	1 363
Autres engagements donnés	50	100	100

Cautions et garanties données

Elle est composée d'une caution solidaire de Toupargel Groupe SA pour 656K€ vis à vis de Place du Marché dans le cadre du contrat de crédit-bail immobilier de Chalon sur Saône. Ce contrat est retraité dans les comptes consolidés en emprunts et immobilisations.

Autres engagements donnés

Toupgel SAS, membre fondateur du fonds de dotation Club du Musée Saint Pierre, s'est engagé à verser sur une période de trois années un montant annuel de 50K€ à titre de dons à compter de 2009. Ces fonds ont pour objet de contribuer notamment au développement du Musée des Beaux Arts de Lyon, principalement à travers l'achat, la restauration d'œuvres d'art, la mise en valeur des collections. Aucun versement n'a été effectué en 2010 et l'engagement triennal a été prorogé jusqu'en 2012. Le versement s'effectue au travers du fonds de dotation Toupgel créé en 2011 et qui a notamment comme ressource les versements de Toupgel.

b) Engagements reçus

en K€	31/12/11	31/12/10	31/12/09
Lignes de crédit mobilisables non utilisées	22 000	28 000	34 000
Subventions	262	262	
Total	22 262	28 262	34 000

Lignes de crédit : la société Toupargel Groupe SA dispose au 31 décembre 2011 de deux lignes de crédit moyen terme d'un montant global de 22 000 K€, non utilisées à cette date. Par ailleurs, sa filiale Toupargel SAS dispose également d'une ligne de crédit à moyen terme, mobilisable pour un montant total de 10 000 K€, intégralement utilisée au 31 décembre 2011.

Subventions (pour information)

• Toupargel a signé une convention avec l'AGEFIPH et s'est engagé à mettre en œuvre une politique d'insertion et de maintien dans l'emploi en faveur des personnes handicapées. Toupargel a reçu en 2010 une subvention de 131 K€, en 2011 une subvention de 92 K€ et recevra, s'il respecte son engagement, 39 K€ en 2012 soit un total de 262 K€.

c) Engagements réciproques

Contrats de location-financement : ils sont retraités dans les comptes consolidés (en emprunts, frais financiers et immobilisations). Les engagements de redevance sont les suivants :

en K€	Redevances à moins d'un an	Redevances à plus d'un an et moins de cinq ans	Redevances à plus de cinq ans	Total
Constructions	1 039	2 095		3 134
Véhicules	377	20		398
Total	1 416	2 115	0	3 532

L'incidence sur le résultat des retraitements des contrats de location-financement est donnée en note 5.3 b.

Baux commerciaux

Echéances futures en K€	Total	2012	2013	2014	2015	Exercices suivants
Baux commerciaux	4 285	1 842	908	569	376	589
Total	4 285	1 842	908	569	376	589

Le Groupe occupe des terrains et constructions en location d'exploitation. La charge relative aux exercices 2011, 2010 et 2009 s'élève respectivement à 2 539 K€, 2 527 K€ et 2 439 K€.

Autres principaux engagements réciproques

Le montant des engagements d'achats de marchandises correspond aux engagements pris au 31/12/2011 auprès de nos fournisseurs pour les exercices à venir.

Sponsoring - Mécénat - Image

- Chaire EM Lyon (2012-2013) : "Entreprendre dans la distribution"	200 K€
- Toupargel : droit à l'image de Tony Parker (2012-2014) :	450 K€
- Sponsoring sportif (2012) : OL féminin, Elan Chalon, ASVEL	74 K€

Total 724 K€

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Commandes d'immobilisations	198	109	382
Engagements d'achats marchandises (court terme)	37 575	44 485	38 273
Sponsoring - Mécénat - Image	724	450	550
Total	38 497	45 044	39 205

d) Engagements complexes

- Engagements liés aux emprunts (garanties, clauses de défaut) : voir note 14
- Opérations de titrisation : le Groupe n'est pas engagé dans des opérations de titrisation
- Fonds de dotation Toupargel : Toupargel SAS a créé en mars 2011 un fonds de dotation dont l'objet est de contribuer à l'amélioration de la connaissance scientifique dans le domaine de la nutrition et à la diffusion des meilleures pratiques, de promouvoir l'intégration des hommes et des femmes dans la société et à lutter contre l'exclusion, de contribuer à l'éducation et au rayonnement culturel et artistique.

NOTE 29 - Autres engagements et autres informations

a) Droit Individuel à la Formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 ouvre droit pour les salariés des entreprises françaises à un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de 6 ans (soit un maximum de 120 heures par salarié). L'avenant n°2 du 14 octobre 2004 à la CCN "Commerces de Gros" porte ce droit individuel à la formation à 21 heures pour un salarié à temps plein (soit un maximum de 126 heures).

Les droits non encore utilisés à la date du 31 décembre 2011 qui représentent un total d'heures de 317 082 heures (contre 312 849 au 31 décembre 2010 et 294 075 au 31 décembre 2009), ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision au 31 décembre 2011. Le Droit Individuel à la Formation (D.I.F.) est en effet considéré, comme un passif éventuel, l'historique des modalités d'utilisation de ce droit ne mettant pas en évidence de surcoûts probables significatifs, en matière de formation professionnelle continue.

b) Plus-values sur éléments non amortissables

Les fusions successives, placées sous le régime de faveur, ont entraîné, chez Toupargel Groupe SA, ses filiales, et dans les sociétés absorbées, le report d'imposition de plus-values sur éléments non amortissables et en particulier sur fonds de commerce, titres de participation et terrains. Les plus-values latentes sur terrain ont fait l'objet d'une provision pour impôt. Les autres impositions latentes revêtent un caractère purement éventuel, s'agissant d'éléments constitutifs et substantiels du fonds de commerce du Groupe.

Les plus-values en sursis d'imposition réalisées lors des fusions, qui ne font pas l'objet d'un impôt différé et éliminées dans les comptes consolidés, sont les suivantes :

• Fonds de commerce	26 857 K€	(goodwill en conso)
• Titres de participation	3 681 K€	(réserves non distribuées en conso)
Total	30 538 K€	

A la suite de la loi de finances rectificative pour 2004 (article 39), les plus values à long terme ont été progressivement exonérées d'impôt : imposition à 15% en 2005, à 8% en 2006, et exonération à compter de 2007 à l'exception de l'imposition d'une quote-part de frais et charges de 5%. Ceci concerne pour le Groupe les plus values sur titres de participation en différé d'imposition soit 3 681 K€.

c) Nantissements d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur

A la connaissance de la société, au 31 décembre 2011, aucune action Toupargel Groupe SA n'est nantie.

NOTE 30 - Parties liées

30.1 Les mandataires sociaux et le Comité Exécutif

a) Rémunération

La rémunération totale comporte une rémunération fixe et une partie variable. Le total des revenus bruts pour 2011 pour les dirigeants (Administrateurs et comité exécutif) s'élèvent à :

En K€	2011	2010
Rémunération fixe	1 565	1 497
Rémunération variable	93	94
Stocks options	15	36

b) Jetons de présence et honoraires

Le montant des jetons de présence versés en 2011 s'élève à 70 K€ (bénéficiaires : administrateurs indépendants).

c) Avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

Le montant des provisions pour médailles du travail (administrateurs et comité exécutif) s'élève à 59 K€. Le montant des indemnités de retraite provisionnées (administrateurs et comité exécutif) s'élève à 497 K€ au 31 décembre 2011.

d) Engagement d'indemnités

Il n'existe pas d'engagement d'indemnité de non-concurrence au profit des mandataires sociaux et des membres du Comité Exécutif. Un seul membre du Comité Exécutif est bénéficiaire de 12 mois de salaire d'indemnités de congédiement venant en sus de celles résultant de l'application de la Convention Collective.

30.2 Autres parties liées

Toupargel SAS, membre fondateur du fonds de dotation Club du Musée Saint Pierre, s'est engagé à verser sur une période de trois années un montant annuel de 50 K€ à titre de dons à compter de 2009. Ces fonds ont pour objet de contribuer notamment au développement du Musée des Beaux Arts de Lyon, principalement à travers l'achat, la restauration d'œuvres d'art, la mise en valeur des collections. Aucun versement n'a été effectué en 2010 et l'engagement triennal a été prorogé jusqu'en 2012. Le versement s'effectue au travers du fonds de dotation créé en 2011 et qui a notamment comme ressource les versements de Toupargel.

Un contrat a été conclu au 1er janvier 2009 entre Toupargel Groupe SA et la société Apax Partners SNC pour des prestations de conseil. Le montant pris en charge en 2011 s'élève à 20 K€ auquel s'ajoute une régularisation de 5 K€ au titre de 2010.

Il n'existe pas de transactions avec les autres parties liées au sens de la norme IAS 24 : les actionnaires, les entreprises associées et co-entreprises.

30.3 Relations intra-groupe**Liste des filiales et participations**

Filiales (+de 50%)

Dénomination Siège	Capital	Quote-part	Valeur brute des titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Toupargel 69380 Civrieux d'Azergues	25 000 K€	100%	83 438 K€		325 506 K€
	Capitaux propres	Dividendes reçus	Valeur nette des titres	Cautions et avals donnés	Résultat
	60 006 K€	5 000 K€	83 438 K€		9 511 K€
Place du Marché 69380 Civrieux d'Azergues	100 K€	100%	12 155 K€		21 390 K€
	Capitaux propres	Dividendes reçus	Valeur nette des titres	Cautions et avals donnés	Résultat
	972 K€		6 000 K€		(496 K€)

• Toupargel Groupe assure pour le compte de ses filiales Toupargel et Place du Marché des prestations de direction et de gestion. Les montants facturés à ces sociétés au titre de 2011 s'élèvent respectivement à 2 819 K€ et 50 K€.

• Toupargel Groupe est tête de groupe dans le cadre de la convention d'intégration fiscale en vigueur.

• Toupargel Groupe assure pour le compte des sociétés du Groupe la gestion de la trésorerie.

• Toupargel Groupe a accordé sa caution solidaire vis-à-vis de Place du Marché dans le cadre du contrat de crédit-bail immobilier de Saint Marcel (capital restant dû : 656 K€ au 31 décembre 2011).

• Toupargel SAS a refacturé à Place du Marché des marchandises (68 K€), des frais liés à la prospection pour compte (87 K€), à du personnel détaché et des prestations administratives (844 K€), à des prestations de transport (623 K€), à des débours divers (82 K€), à des prestations de livraison de clients (3 301 K€).

• Place du Marché a refacturé à Toupargel SAS des marchandises (21 K€) et des débours divers (64 K€).

NOTE 31 - Tableau des honoraires

en K€	Safici				Deloitte & Associés			
	Montant		Pourcentage		Montant		Pourcentage	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Audit								
• Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	26	26	100%	100%	33	33	27%	24%
- Filiales intégrées globalement					89	90	73%	66%
• Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur						14		10%
- Filiales intégrées globalement								
Sous-total	26	26	100%	100%	122	137	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social								
• Autres								
Total	26	26	100%	100%	122	137	100%	100%

SOCIETE D'AUDIT FINANCIER
ET DE CONTROLE INTERNE
11 rue Auguste Lacroix
69003 LYON

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société TOUPARGEL GROUPE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relative à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède annuellement à un test de dépréciation de ses goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 2.6 et 5.2 des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation, ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées, et vérifié que les notes 2.6 et 5.2 donnent une information appropriée.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et charges et engagements sociaux, tel que décrit en notes 2.14, 2.15, 12 et 13 de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

SOCIETE D'AUDIT FINANCIER ET DE CONTROLE INTERNE
Jacques CONVERT

DELOITTE & ASSOCIES
Olivier ROSIER

Les comptes sociaux

> Le rapport de gestion de Toupargel Groupe SA p. 128

> Les comptes annuels 2011 p. 134

• Bilan p.134

• Compte de résultat p.135

• Tableau des flux de trésorerie p.136

• Tableau de variation des capitaux propres p.136

• Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2011

Note n° 1 : Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture p.137

Note n° 2 : Règles et méthodes comptables p.137

Informations sur le bilan et le compte de résultat

Note n° 3 : Immobilisations financières p.138

Note n° 4 : Créances p.139

Note n° 5 : Valeurs mobilières de placement p.139

Note n° 6 : Evolution du capital de Toupargel Groupe SA p.139

Note n° 7 : Informations sur les options de souscription ou d'achat p.140

Note n° 8 : Provisions pour risques et charges p.140

Note n° 9 : Emprunts et dettes financières p.140

Note n° 10 : Autres dettes p.142

Note n° 11 : Eléments relevant de plusieurs postes du bilan p.143

Note n° 12 : Produits et charges d'exploitation p.143

Note n° 13 : Effectif moyen p.143

Note n° 14 : Résultat financier p.143

Note n° 15 : Résultat exceptionnel p.144

Note n° 16 : Impôts sur les sociétés p.144

Note n° 17 : Calcul du résultat par action normal et dilué p.144

Engagements financiers et autres informations

Note n° 18 : Engagements hors bilan p.145

Note n° 19 : Plus-values sur éléments amortissables p.146

Note n° 20 : Liste des filiales et participations p.146

Note n° 21 : Mandataires sociaux p.146

Note n° 22 : Conventions avec les parties liées p.147

> Rapport général des Commissaires aux Comptes p.148

> Rapport spécial des Commissaires aux Comptes p.149

Rapport de gestion de Toupargel Groupe SA

L'activité et les résultats

La présentation des comptes annuels

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ne comportent pas de changement de méthode, ni de présentation par rapport à ceux établis au 31 décembre 2010.

L'activité et les résultats de Toupargel Groupe SA

Les produits d'exploitation s'élevèrent à 2 869 K€ contre 4 003 K€ en 2010. Ils sont composés de la production vendue de services correspondant à des prestations de direction générale et opérationnelle ; leur baisse est due à la revue des conditions appliquées par Toupargel Groupe à ses filiales.

Les charges d'exploitation s'élevèrent à 1 833 K€ contre 1 998 K€ en 2010. Elles sont constituées :

- d'autres achats et charges externes pour 512 K€ (2010 : 673 K€), correspondant à des frais juridiques, d'audit, de sponsoring, de coûts liés à la cotation en Bourse et de frais bancaires,

- de charges de personnel pour 1 202 K€ (2010 : 1 198 K€).

Le résultat d'exploitation s'élève à 1 036 K€ contre 2 005 K€ en 2010. Le résultat financier ressort à 3 795 K€, contre 14 205 K€ en 2010. Les produits financiers, 5 071 K€, sont composés notamment du versement de dividendes de 5 000 K€ par la filiale Toupargel SAS (contre 15 000 K€ en 2010), d'autres produits pour 71 K€ (intérêts intragroupe pour l'essentiel). Les charges financières, 1 276 K€ (2010 : 875 K€), comprennent notamment les intérêts sur tirage de billets pour 56 K€ (2010 : 58 K€), les frais financiers intragroupe pour 478 K€ (257 K€ en 2010), des moins values sur cession d'actions propres pour 23 K€ (2010 : 3 K€), et une provision pour dépréciation des actions propres pour 673 K€ (2010 : 513 K€).

Compte tenu d'un impôt créditeur de 67 K€ (2010 : débiteur de 417 K€), le bénéfice ressort à 4 897 K€ contre 15 793 K€ en 2010.

Concernant le bilan, les immobilisations financières s'élevèrent à 89 445 K€ (2010 : 83 492 K€). Elles sont composées notamment des titres Toupargel SAS pour 83 438 K€, des titres Place du Marché SAS pour 6 000 K€ (Brut : 12 155 K€, provision : 6 155 K€). L'augmentation du montant des participations est due à une augmentation de capital par incorporation de compte-courant dans le cadre d'une opération dite de "coup d'accordéon" de la filiale Place du Marché SAS. L'actif circulant est essentiellement composé de créances sur le Groupe pour 852 K€ et de créances sur l'Etat pour 965 K€. Les valeurs mobilières de placement s'élevèrent à 4 741 K€ contre 9 031 K€ en 2010. Elles comprennent les actions propres pour 5 157 K€

en brut, provisionnées pour 3 168 K€ et des Sicav de trésorerie pour 2 752 K€. Les disponibilités se montent à 141 K€. Les capitaux propres passent de 54 159 K€ à 53 433 K€ après distribution d'un dividende en juin 2011 pour partie en espèces de 5 652 K€ (2010 : 9 903 K€) et pour partie en titres, cela s'étant traduit par une augmentation de capital de 28 K€ et une prime d'émission de 4 248 K€. Les dettes financières sont de 57 K€ contre 4 035 K€ en 2010. Les dettes d'exploitation et dettes diverses passent de 41 293 K€ à 42 626 K€ et sont constituées par des avances des filiales pour 42 042 K€ et des dettes auprès d'organismes sociaux et de l'Etat pour 363 K€. Les dettes fournisseurs sont de 221 K€.

L'activité et les résultats des filiales et sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation

Toupargel SAS

- **Faits marquants** : l'année 2011 a été notamment marquée par :
 - Un chiffre des ventes en retrait de 3.8% ;
 - la poursuite de l'organisation du réseau commercial ;
 - la continuation des investissements TV en vue d'asseoir la notoriété ;
 - l'acquisition le 1^{er} juillet 2011 d'un fonds de commerce de livraison à domicile dont le chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 1 M€ ;
 - le reversement par l'Etat à la suite d'une condamnation de celui-ci en juin 2011 de la taxe sur les achats de viande de 2001, soit 1 134 K€ (outre intérêts moratoires de 465 K€) ;
 - la création d'un fonds de dotation Toupargel en mars 2011.

• **Les comptes sociaux** : Toupargel SAS a réalisé un chiffre des ventes de 318 475 K€ contre 331 383 K€ en 2010. Le coût d'achat des marchandises vendues passe de 144 191 K€ à 138 941 K€, la marge commerciale de 187 191 K€ à 179 534 K€. La production vendue de services se monte à 7 031 K€ contre 5 944 K€ en 2010. Elle comprend les participations publicitaires pour 4 875 K€ (2010 : 4 483 K€) et des revenus de partenariats pour 1 985 K€ (2010 : 1 321 K€). L'excédent brut d'exploitation passe de 17 883 K€ à 13 705 K€. Les autres achats et charges externes se montent à 55 365 K€ (2010 : 56 785 K€). Les achats de matières et fournitures non stockées passent de 11 947 K€ à 12 587 K€, le carburant représentant 8 003 K€ (2010 : 7 175 K€), les cartons 1 797 K€ (2010 : 1 915 K€), l'électricité passant de 1 822 K€ à 1 949 K€. La sous-traitance passe de 8 937 K€ à 8 930 K€ dont 2 819 K€ versés à Toupargel Groupe (2010 : 3 917 K€). Le poste crédit-bail est en baisse : 2 110 K€ contre 4 155 K€ en 2010, le financement des acquisitions de véhicules étant depuis deux ans effectué par tirages sur les lignes de crédit moyen terme plutôt que par appel au crédit-bail.

Le poste Locations passe de 2 398 K€ à 2 444 K€. Le poste Entretien - Réparations - Maintenance passe de 6 289 K€ à 6 250 K€. Le poste Assurances est stable à 747 K€, le poste Etudes - Recherches ressort à 123 K€, l'Intérim à 1 301 K€ (2010 : 1 433 K€). Le poste Honoraires passe de 1 090 K€ à 1 012 K€, le poste Publicité passe de 5 893 K€ à 6 329 K€ (l'exercice 2011 a enregistré la réalisation d'un film publicitaire TV) Les postes Transport - Déplacements passent de 5 702 K€ à 5 790 K€. Le poste Frais Postaux et Télécoms passe de 6 578 K€ à 6 255 K€. Les Services bancaires se montent à 813 K€ contre 958 K€ en 2010, les frais divers passent de 281 K€ à 356 K€.

Les impôts et taxes passent de 10 564 K€ à 7 669 K€ avec notamment un impact en 2010 de l'écotaxe poissons redressée, écart de 1 950 K€. Les charges de personnel passent de 108 035 K€ à 109 918 K€. Les dotations aux amortissements s'élèvent à 7 354 K€ (2010 : 5 767 K€), les provisions sur actifs circulants à 808 K€ (2010 : 932 K€), la provision pour risques et charges à 1 039 K€ contre 1 468 K€ en 2010. Les autres charges passent de 714 K€ à 354 K€.

Le résultat d'exploitation ressort à 13 426 K€ contre 19 989 K€ en 2010.

Le résultat financier s'élève à 937 K€ (2010 : 384 K€) dont des intérêts moratoires reçus de 465 K€ au titre du remboursement de la taxe sur les achats de viande en 2001.

Le résultat exceptionnel ressort à 1 932 K€ contre 1 206 K€ en 2010. Ce poste enregistre des plus-values de cessions d'actifs immobilisés qui se montent à 637 K€ (2010 : 1 940 K€) et le remboursement de la taxe sur les achats de viandes en 2001 pour 1 134 K€. Les amortissements dérogatoires passent de 1 765 K€ à 1 222 K€ et les reprises d'amortissements de 1 049 K€ à 1 563 K€.

Le résultat net passe de 12 448 K€ à 9 511 K€.

La participation des salariés passe de 2 831 K€ à 1 964 K€, l'impôt sur les bénéfices de 6 299 K€ à 4 820 K€.

La marge brute d'autofinancement sociale est stable à 16 048 K€.

L'actif immobilisé net passe de 64 226 K€ à 65 458 K€. Toupargel a réalisé 8 698 K€ d'investissements dont 6 007 K€ en matériels de transport, 653 K€ en matériels informatiques, 231 K€ en logiciels, 534 K€ en constructions et aménagements, 412 K€ en matériels industriels. L'actif circulant passe de 58 124 K€ à 61 767 K€. Le niveau des stocks s'élève à 11 971 K€ contre 10 999 K€ en 2010.

Les capitaux propres passent de 55 626 K€ à 60 006 K€, après distribution à Toupargel Groupe d'un dividende de 5 000 K€ (2010 : 15 000 K€). Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 3 929 K€ (4 017 K€ en 2010). Les dettes se montent à 63 290 K€ contre 62 707 K€ en 2010.

Place du Marché SAS

- **Faits marquants** : l'année 2011 a été marquée par une progression du chiffre des ventes de 1.7% du fait d'une hausse du panier moyen et de l'extension de sa zone de chalandise. Par ailleurs, le site e-commerce a poursuivi sa montée en puissance. Enfin, une opération de "coup d'accordéon" (AGE du 30 mars 2011) a permis de restructurer les capitaux propres en augmentant le capital par incorporation du compte-courant Toupargel Groupe pour 6 000 K€ puis en apurant les pertes.

• **Les comptes sociaux** : Place du Marché SAS a réalisé un chiffre des ventes de 20 748 K€ (2010 : 20 411 K€). Le coût d'achat des marchandises vendues est passé de 11 520 K€ à 11 711 K€, la marge commerciale de 8 892 K€ à 9 036 K€. La production vendue de

services, essentiellement composée de participations publicitaires, s'élève à 621 K€ (561 K€ en 2010). L'excédent brut d'exploitation passe de - 1 109 K€ à - 938 K€. Les autres achats et charges externes passent de 6 696 K€ à 6 653 K€. Les impôts et taxes passent de 399 K€ à 417 K€. Les frais de personnel passent de 3 488 K€ à 3 547 K€. Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 214 K€ (2010 : 240 K€), dont amortissements : 119 K€ (2010 : 137 K€).

Le résultat exceptionnel s'élève à 278 K€ contre -1 K€ en 2010. Après un impôt créditeur de 241 K€, le résultat net social s'élève à - 496 K€ contre - 724 K€ en 2010.

La marge brute d'autofinancement passe de - 591 K€ à - 562 K€.

L'actif immobilisé net passe de 1 696 K€ à 1 586 K€. Les investissements se sont élevés à 56 K€. L'actif circulant passe de 2 122 K€ à 2 189 K€. Les capitaux propres se montent à 972 K€ (2010 : - 4 485 K€). L'opération de "coup d'accordéon" (AGE du 30 mars 2011) a permis d'augmenter le capital puis d'apurer les pertes. Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 230 K€ (2010 : 185 K€). Les dettes se montent à 2 574 K€ (2010 : 8 118 K€).

Informations sur les charges non fiscalement déductibles

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du code général des impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense non déductible du résultat net fiscal au titre des articles 39.4 et 39.5 du même code.

Frais de recherche et de développement

La société n'a pas encouru de frais de ce type au cours de l'exercice et d'exercices antérieurs.

Litiges et faits exceptionnels

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litiges ou de faits exceptionnels susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine de la société ou du Groupe.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir une influence sur l'activité, la situation financière, le résultat et le patrimoine de la société ou du Groupe.

Composition du Conseil d'Administration et mandats, parité hommes/femmes

Voir Gouvernement d'Entreprise, page 40.

Intérêt des dirigeants

Voir Gouvernement d'Entreprise, page 40.

L'impact social et environnemental de l'activité

Ces informations sont traitées dans le chapitre "Développement durable", page 26.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a eu lieu au cours de l'exercice.

Echéances fournisseurs

Conformément à la loi LME N° 2008-776 du 4 Août 2008, nous vous communiquons ci-après la décomposition par date d'échéance du solde des dettes fournisseurs de la société Toupargel Groupe SA au 31 décembre (en K€) :

en K€	2011	2010
Échéances échues (litiges)	25	3
Échéance : 15 janvier	80	24
Échéance : 31 janvier	1	179
Total	106	206

Répartition du capital et des droits de vote au 29 février 2012

(source : enquêtes effectuées auprès d'Euroclear (TPI) et Caceis pour les titres au nominatif)

	Nombre d'actions	% du capital	Nbre droits de vote	% droits vote	dont droits de vote double
Roland Tchénio	598	0,01%	1 196	0,01%	598
TT Investissements (1)	5 581 822	53,76%	10 876 642	58,85%	5 294 820
Groupe familial Roland Tchénio	5 582 420	53,76%	10 877 838	58,86%	5 295 418
Apax Partners SNC (2)	3 098 231	29,84%	6 098 231	33,00%	3 000 000
Maurice Tchénio	129 000	1,24%	133 000	0,72%	4 000
Groupe Maurice Tchénio	3 227 231	31,08%	6 231 231	33,72%	3 004 000
Concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio	8 809 651	84,84%	17 109 069	92,58%	8 299 418
Autres administrateurs	8 037	0,08%	8 037	0,04%	
Auto-détention	205 649	1,98%			
Public	1 359 970	13,10%	1 363 970	7,38%	4 000
TOTAL	10 383 307	100,00%	18 481 076	100,00%	8 303 418

(1) TT Investissements est une société civile détenue exclusivement par le groupe familial Roland Tchénio (Roland Tchénio et sa fille Tania Tchénio) et dont le gérant est Roland Tchénio.

(2) Apax Partners SNC est une société en nom collectif, holding de tête des entités juridiques composant le groupe Apax Partners en France et détenue majoritairement par Monsieur Maurice Tchénio.

Droit de vote double : Les actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis 4 ans au moins, bénéficient du droit de vote double sur demande du titulaire à la société.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire que le "groupe familial Roland Tchénio et le "groupe Maurice Tchénio" détenant directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 2% du capital et des droits de vote (voir informations détaillées page 155). Le concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio détient 84,84% du capital et 92,58% des droits de vote. Les principes de gouvernance en vigueur au sein de Toupargel Groupe et la présence d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'Administration permettent d'assurer que ce contrôle n'est pas exercé de manière abusive.

Participation des salariés au capital

Les salariés et anciens salariés de la société et des sociétés liées ne détiennent aucune action dans le cadre des plans d'épargne entreprise ou dans le cadre de fonds communs de placement d'entreprise.

Programmes de rachat d'actions

Programme 2009 - 2010 (Autorisation de l'Assemblée Générale du 30 Avril 2009)

Le programme avait pour objectif :

- d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF.

Au 31 décembre 2009, dans le cadre de ce contrat de liquidité, Toupargel Groupe détenait 2 880 actions valorisées 44 064€.

Au titre de ce programme, 7 418 actions propres ont été achetées début 2010 (jusqu'au 27 avril 2010 date de l'Assemblée) à un cours moyen de 16.00€ et 8 287 actions propres ont été cédées à un cours moyen de 16.10€.

Programme 2010 - 2011 (Autorisation de l'Assemblée Générale du 27 Avril 2010)

Le programme avait pour objectif :

- d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI.

Au titre de ce programme, 24 285 actions propres ont été acquises du 27 avril 2010 au 31 décembre 2010 à un cours moyen de 14.59€ et 24 680 actions propres ont été cédées à un cours moyen de 14.69€.

Le résultat sur cession des actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité s'est élevé à 7 718€ en 2011.

Au 31 décembre 2010, dans le cadre de ce contrat de liquidité, Toupargel Groupe détenait 1 616 actions valorisées 21 848€.

Programme 2011 - 2012 (Autorisation de l'Assemblée Générale du 27 Avril 2011)

Le programme a pour objectif :

- d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI.

Au titre de ce programme, 22 747 actions propres ont été acquises du 27 avril 2011 au 31 décembre 2011 à un cours moyen de 11.97€ et 18 912 actions propres ont été cédées à un cours moyen de 12.06€.

Le résultat sur cession des actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité s'est élevé à -22 555€.

Au 31 décembre 2011, dans le cadre de ce contrat de liquidité, Toupargel Groupe détient 5 628 actions valorisées 50 652€.

Options de souscription ou d'achat d'actions

Les plans d'option existants sont les suivants :

	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010
Dates d'Assemblée Plan de souscription	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Dates d'Assemblée Plan d'achat	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Date du Conseil d'Administration	25 avril 2008	27 octobre 2009	27 avril 2010
Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées	200 000	15 000	22 500
- par les mandataires sociaux	15 000	-	-
- les 10 premiers attributaires salariés	112 500	15 000	22 500
Date de début d'exercice des options	26 avril 2010	28 octobre 2011	28 avril 2012
Date d'expiration	25 avril 2016	27 octobre 2015	27 avril 2016
Prix de souscription	25,75€	25,75€	25,75€
Options perdues par les bénéficiaires initiaux	47 500	Néant	5 000
Nombre d'actions souscrites	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'actions achetées	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'options restant à lever	152 500	15 000	17 500

Montant des dividendes et des avoirs fiscaux

en euros	Dividende (1)	Avoir fiscal (2)
1998 (versé en 1999)	0.0575	0.0275
1999 (versé en 2000)	0.0875	0.045
2000 (versé en 2001)	0.10	0.05
2001 (versé en 2002)	0.10	0.05
2002 (versé en 2003)	0.10	0.05
2003 (versé en 2004)	0.20	0.10
2004 (versé en 2005)	0.40	Abattement de 50%
2005 (versé en 2006)	1.50	Abattement de 40%
2006 (versé en 2007)	1.50	Abattement de 40%
2007 (versé en 2008)	1.50	Abattement de 40%
2008 (versé en 2009)	1.00	Abattement de 40%
2009 (versé en 2010)	1.00	Abattement de 40%
2010 (versé en 2011)	1.00 (versé en espèces et en titres)	Abattement de 40%
2011 (versé en 2012)	0.40 (p)	Abattement de 40%

(p) : proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012, distribuable en espèces.

(1) : compte tenu de la division du nominal par quatre et de la multiplication du nombre d'actions par quatre (AGE du 20 février 2004).

(2) : A compter du 1^{er} janvier 2006, le dividende n'est pas assorti d'un avoir fiscal mais ouvre droit aux actionnaires personnes physiques à un abattement calculé sur la totalité de son montant.

Résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007
Durée d'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en K€)	1 038	1 010	1 010	1 010	1 010
Nombre d'actions ordinaires	10 383 307	10 103 282	10 103 282	10 103 282	10 103 282
Opérations et résultats (en K€)					
Chiffre d'affaires	2 869	4 003	4 089	4 164	6 031
Résultat avant impôt, participation, amortissements et provisions	4 155	16 726	16 443	11 794	813
Impôt sur les bénéfices	67	(417)	(667)	1 884	508
Amortissements et provisions	676	(516)	553	(1 899)	(3 906)
Résultat net	4 897	15 793	16 329	11 779	13 551
Dividendes versés	5 654	9 901	9 900	9 903	15 155
Résultat par action(en euros)					
Résultat après impôt, participation avant dotation et reprise amortissements et provisions	0,41	1,61	1,56	1,39	1,73
Résultat après impôt, participation, dotation et reprise amortissements et provisions	0,47	1,56	1,62	1,17	1,35
Dividende attribué par action (en €)	0.40 (p)	1.00 (1)	1.00	1.00	1,50
Effectif	9	9	10	9	10

(p) : proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012, distribuable en espèces.

(1) versé en espèces et en titres

Les comptes annuels 2011

Bilan

en K€	Note	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
ACTIF				
Immobilisations financières	3	89 445	83 492	83 468
ACTIF IMMOBILISE		89 445	83 492	83 468
Créances	4	1 818	6 816	6 829
Valeurs mobilières de placement	5	4 741	9 031	12 224
Disponibilités		141	21	60
Charges constatées d'avance	4		155	150
ACTIF CIRCULANT		6 700	16 023	19 263
TOTAL DE L'ACTIF		96 146	99 514	102 731
PASSIF				
Capital social (dont versé 1 038 K€)	6	1 038	1 010	1 010
Prime d'émission		5 141	893	893
Réserve légale		101	101	101
Autres réserves		42 255	36 361	29 630
Report à nouveau			1	305
Résultat de l'exercice		4 897	15 793	16 329
CAPITAUX PROPRES		53 433	54 159	48 268
Provisions pour risques et charges	8	30	26	23
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9	57	4 035	8 060
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10.1	221	406	333
Dettes fiscales et sociales		363	447	1 410
Autres dettes	10.2	42 042	40 441	44 636
DETTES		42 683	45 329	54 439
TOTAL DU PASSIF		96 146	99 514	102 731

Compte de résultat

en K€	Note	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Production vendue		2 869	4 003	4 089
Reprises sur amortissements, transferts de charges				6
Produits d'exploitation	12	2 869	4 003	4 095
Autres achats et charges externes		(512)	(667)	(704)
Impôts, taxes et versements assimilés		(46)	(62)	(73)
Salaires et traitements		(846)	(847)	(870)
Charges sociales		(356)	(351)	(358)
Autres charges		(70)	(67)	(35)
Dotations aux provisions		(3)	(3)	(9)
Charges d'exploitation	12	(1 833)	(1 998)	(2 049)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 036	2 005	2 047
Produits financiers de participation		5 000	15 000	15 000
Autres produits financiers		71	80	89
Reprise sur provisions et transferts de charges				560
Produits financiers	14.1	5 071	15 080	15 648
Dotations aux provisions financières		(673)	(513)	
Intérêts et charges assimilées		(603)	(362)	(694)
Charges financières	14.2	(1 276)	(875)	(694)
RESULTAT FINANCIER	14	3 795	14 205	14 954
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		4 831	16 210	17 001
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15			(5)
Impôt sur les bénéfices	16	67	(417)	(667)
RESULTAT NET SOCIAL		4 897	15 793	16 329
Résultat par action (en euros)	17	0,49	1,59	1,62
Résultat par action dilué (en euros)	17	0,49	1,59	1,65
Dividende par action (en euros)		0.40 (p)	1,00	1,00

(p) : Proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012, distribuable en espèces.

Tableau des flux de trésorerie

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Activité			
Résultat net	4 897	15 793	16 329
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	50	3	7
- Amortissements et provisions	3	3	7
- Plus-Values de cession	46		
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	4 947	15 796	16 335
(Augmentation) diminution des comptes clients y compris comptes rattachés et autres créances	(74)	(148)	792
Augmentation (diminution) des dettes	(251)	(1 707)	2 049
Variation du besoin en fonds de roulement (1)	(325)	(1 855)	2 842
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 622	13 941	19 177
Investissements			
Immobilisations financières	(6 000)	(23)	(8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(6 000)	(23)	(8)
Financement			
Dividendes versés (2)	(5 624)	(9 903)	(9 902)
Encaissements provenant d'emprunts			8 000
Banque créditrice	6 832	(4 177)	(5 881)
Remboursements d'emprunts	(4 000)	(4 000)	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 792)	(18 079)	(7 782)
Variation de trésorerie	(4 170)	(4 161)	11 387
Trésorerie d'ouverture	9 052	13 213	1 826
Trésorerie de clôture	4 883	9 052	13 213

(1) Y compris variation des comptes courants et comptes de cash pooling groupe.

(2) Le dividende payé en espèces au titre de l'exercice 2010 s'est élevé à 5 624 K€ auquel s'ajoute un dividende payé en actions d'un montant de 4 275 K€ (soit 280 025 actions nouvelles émises au prix de 15.27€).

Tableau de variation des capitaux propres

en K€	Nombre d'actions	Capital social	Réserves sociales	Résultat net	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2008	10 103 282	1 010	29 052	11 779	41 841
Affectation du résultat 2008			11 779	(11 779)	
Dividendes versés			(9 902)		(9 902)
Résultat au 31 décembre 2009				16 329	16 329
Capitaux propres au 31 décembre 2009	10 103 282	1 010	30 929	16 329	48 268
Affectation du résultat 2009			16 329	(16 329)	
Dividendes versés			(9 902)		(9 902)
Résultat au 31 décembre 2010				15 793	15 793
Capitaux propres au 31 décembre 2010	10 103 282	1 010	37 356	15 793	54 159
Affectation du résultat 2010			15 793	(15 793)	
Dividendes versés		28	(5 652)		(5 624)
Résultat au 31 décembre 2011				4 897	4 897
Capitaux propres au 31 décembre 2011	10 383 307	1 038	47 497	4 897	53 433

Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2011

La présente annexe comporte les éléments d'informations complémentaires au bilan, dont le total s'établit à 96 146 K€, et au compte de résultat, qui se solde par un bénéfice net de 4 897 K€.

NOTE 1 - Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

1.1 Faits marquants de l'exercice

- Toupargel SAS a acquis le 1 juillet 2011 un fonds de commerce de livraison à domicile dont le chiffre d'affaires annuel est de 1 M€ ;
- A la suite d'une condamnation en juin 2011 l'Etat a reversé à Toupargel SAS la taxe sur les achats de viande de 2001, soit 1 134K€ (outre intérêts moratoires de 465 K€) ;
- Un fonds de dotation Toupargel a été créé en mars 2011.
- Place du Marché SAS a vu l'extension de sa zone de chalandise. Par ailleurs, le site e-commerce a poursuivi sa montée en puissance.
- Enfin, une opération de "coup d'accordéon" (AGE du 30 mars 2011) a permis de restructurer les capitaux propres de Place du Marché SAS en augmentant le capital par incorporation du compte-courant Toupargel Groupe pour 6 000K€ puis en apurant les pertes.

1.2. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture d'importance significative pour le Groupe n'est à relever.

NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

2.1 Principes généraux appliqués

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et de la partie réglementaire correspondant à l'intégration du décret comptable du 29 novembre 1983, ainsi que du règlement du CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

2.2 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation correspond au coût historique d'acquisition des titres des sociétés. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle des titres devient inférieure à la valeur d'inscription à l'actif. La valeur actuelle est la plus élevée de la valeur vénale (disponible en cas de transaction comparable récente) et de la valeur d'usage. La valeur d'usage est déterminée sur la base des avantages économiques futurs attendus de ces participations représentés par des flux de trésorerie futurs actualisés après prise en compte de l'endettement de la filiale. Les flux de trésorerie retenus pour pratiquer l'évaluation sont ceux générés par la filiale qui constitue une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Les modalités d'évaluation de cette valeur d'usage des participations sont, par ailleurs, conformes à celles prévues par la norme IAS 36.

Dès lors que les titres de la filiale sont dépréciés à 100%, une provision sur le compte courant est constatée pour tenir compte en cas de valeur actuelle négative des titres.

2.3 Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur prix d'acquisition ou leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Dans le cas de titres cotés, cette valeur de marché est déterminée sur la base des cours de bourse à la date de clôture de l'exercice.

2.4 Disponibilités et équivalents de trésorerie

Une convention de centralisation de trésorerie a été mise en place entre Toupargel Groupe SA et ses filiales.

La trésorerie comprend : les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie sans risque, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Ces derniers sont valorisés à leur juste valeur, égale à la valeur liquidative à la date de clôture.

2.5 Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement, une dépréciation est constatée lorsque la valeur de marché est inférieure au prix d'acquisition.

2.6 Provisions pour risques et charges

• Définition : une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qui entraînera probablement une sortie de fonds et dès lors qu'une estimation fiable de son montant peut être effectuée.

• Provision pour médailles du travail (primes jubilaires) : la société a enregistré dans ses comptes sociaux ses engagements en matière de médailles du travail, dont les conditions d'octroi sont définies par les accords d'entreprise en vigueur.

La dette relative à l'engagement de la société concernant les médailles du travail (avec 4 échéances d'ancienneté dans l'entreprise : 20, 30, 35 et 40 années) est constatée au passif du bilan, dans la rubrique "provision pour risques et charges". Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation, la société utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées). La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de

vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques (taux d'inflation et d'actualisation). Le taux de revalorisation générale des salaires est de 3% (3% en 2010), le taux d'actualisation de 4.5% (contre 4.7% en 2010).

2.7 Instruments financiers - Risque de taux

Le Groupe a utilisé des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt. Aucun instrument financier relatif au risque de taux n'est en cours à la clôture.

2.8 Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et les charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

2.9 Impôt sur les sociétés

• Intégration fiscale

Les sociétés Toupergel Groupe, Toupergel et Place du Marché bénéficient du régime fiscal de Groupe de sociétés selon les dispositions de l'article 223 A à U du C.G.I. Conformément à la convention d'intégration fiscale souscrite, les économies d'impôt ou les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale sont conservées par le société-tête de groupe (Toupergel Groupe) à l'exception de l'économie d'impôt générée par le déficit fiscal d'une des entités membres de l'intégration fiscale qui lui est immédiatement et intégralement transférée par la société-mère.

2.10 Engagements en matière de retraite

Ils ne font pas l'objet d'une provision. La part des obligations de la société concernant les indemnités de départ à la retraite est indiquée en engagement hors bilan nette des actifs de couverture. Les engagements sont ceux résultant de la convention collective nationale de commerce de gros secteur alimentaire. La société utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées). La valorisation des engagements et des actifs de couverture est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques (taux d'inflation et d'actualisation). L'âge de départ à la retraite retenu est de 61/65 ans suivant les catégories socioprofessionnelles et suivant l'échéancier légal d'évolution de l'âge de départ à la retraite. Le taux de revalorisation général des salaires est de 3% (3% en 2010) suivant les catégories socioprofessionnelles et suivant les sociétés, le taux d'actualisation de 4.5% (contre 4.7% en 2010). L'engagement inclut les charges patronales calculées à un taux de 47.5% inchangé.

2.11 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. Conformément à la réglementation comptable française et pour le calcul du résultat par action, les actions propres détenues dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions consentis aux salariés ainsi que celles détenues pour la régularisation du cours de bourse sont considérées comme étant en circulation. Le résultat net dilué par action est calculé en retenant les instruments donnant un accès différé au capital (options de souscription), compte tenu de la probabilité de souscription au regard du prix du marché. Le résultat net dilué prend en compte le nombre d'actions à créer sur la base du cours au 31 décembre selon la méthode dite du "rachat d'actions" qui suppose que les fonds recueillis, lors de l'exercice des options de souscription, sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période.

2.12 Tableau des flux de trésorerie

Les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des actifs circulants sont exclues de la capacité brute d'autofinancement, ayant un caractère de charges décaissables.

Informations sur le bilan et le compte de résultat

NOTE 3 - Immobilisations financières

en K€	31/12/2011			31/12/2010	31/12/2009
	Montant brut	Amortists. ou provis.	Montant net	Montant net	Montant net
Titres Toupergel	83 438		83 438	83 438	83 438
Titres Place du Marché	12 155	6 155	6 000		
Titres de participation	95 593	6 155	89 438	83 438	83 438
Autres immobilisations financières	7		7	54	31
Total	95 600	6 155	89 445	83 492	83 468

NOTE 4 - Créances

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Clients groupe	852	1 344	1 371
Etat	965	244	74
Groupe (IS)			
Comptes courants Groupe (net)		5 228	5 383
Total Créances	1 818	6 816	6 829
Charges constatées d'avance		155	150
Total	1 818	6 970	6 979

NOTE 5 - Valeurs mobilières de placement

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Actions propres	5 157	5 128	5 150
Dépréciation actions propres	(3 168)	(2 495)	(1 982)
Valeurs mobilières de placement	2 752	6 398	9 056
Total	4 741	9 031	12 224

Toupargel Groupe détient au 31 décembre 2011, 200 000 actions propres, dédiées au plan d'options, achetées durant les exercices 2007 et 2008 et dont la valeur d'acquisition est de 5 107 K€ provisionnées pour 3 168 K€.

Par ailleurs, Toupargel Groupe détient 5 628 actions, au 31 décembre 2011, au titre du contrat de liquidité, valorisées 51 K€.

NOTE 6 - Evolution du capital de Toupargel Groupe SA

6.1 Evolution

Date	Nature des opérations	Augmentation de capital (euros)	Nombre d'actions	Nominal (euros)	Prime (euros)	Capital après opération (euros)
16.02.1982	Constitution, apports en numéraire	38 112.00	2 500	15.00	Néant	38 112.00
30.05.1997	Augmentation de capital par incorporation de réserves	724 132.00	50 000	15.00	Néant	762 245.00
25.10.1997	Réduction du nominal de l'action de 15 euros à 0.30 euro		2 500 000	0.30	Néant	762 245.00
29.05.2001	Augmentation de capital par incorporation de réserves	237 755.00	2 500 000	0.40	Néant	1 000 000
20.02.2004	Division du nominal par 4 (de 0,40€ à 0,10€) et multiplication par 4 du nombre d'actions		10 000 000	0.10	Néant	1 000 000
31.12.2005	Augmentation de capital	7 238,20	10 072 382	0.10	626 104.3	1 007 238.20
30.06.2006	Augmentation de capital	2 810.00	10 100 482	0.10	243 065	1 101 048.20
30.09.2006	Augmentation de capital	120.00	10 101 682	0.10	10 380	1 010 168.20
30.07.2007	Augmentation de capital	160.00	10 103 282	0.10	13 840	1 010 328.20
30.06.2011	Augmentation de capital	28 002.50	10 383 307	0.10	4 247 979.25	1 038 330.70

6.2 Libération - Nantissement

Toutes les actions sont entièrement libérées.

Au 31 décembre 2011, à la connaissance de la société, aucune action Toupargel Groupe SA n'est nantie.

NOTE 7 - Informations sur les options de souscription ou d'achat

Les actions remises sont incessibles durant une durée de 24 mois à compter de la date de levée d'options (sauf licenciement, retraite, invalidité, décès).

	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010
Dates d'Assemblée Plan de souscription	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Dates d'Assemblée Plan d'achat	27 avril 2007	27 avril 2007	27 avril 2007
Date du Conseil d'Administration	25 avril 2008	27 octobre 2009	27 avril 2010
Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées	200 000	15 000	22 500
- par les mandataires sociaux	15 000	-	-
- les 10 premiers attributaires salariés	112 500	15 000	22 500
Date de début d'exercice des options	26 avril 2010	28 octobre 2011	28 avril 2012
Date d'expiration	25 avril 2013	27 octobre 2014	27 avril 2015
Prix de souscription	25,75€	25,75€	25,75€
Options perdues par les bénéficiaires initiaux	47 500	Néant	5 000
Nombre d'actions souscrites	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'actions achetées	Néant	Néant	Néant
- dont durant l'exercice	Néant	Néant	Néant
Nombre d'options restant à lever	152 500	15 000	17 500

NOTE 8 - Provisions pour risques et charges

en K€	31/12/2010	Augmentations	Reprises	31/12/2011
Médailles du travail	26	3		30

NOTE 9 - Emprunts et dettes financières

	Montant au 31/12/2010	Augmentations	Remboursements	Montant au 31/12/2011	A-1 an	De 1 à 5 ans	A+5 ans
Ligne de crédit	4 000		4 000	0			
Banques créditrices	35		35	0			
Total	4 035		4 035	0			

Toupargel Groupe dispose de deux lignes de crédits à moyen terme, mobilisables pour un montant de 22 000 K€, non utilisées au 31 décembre 2011 :

- Une ouverture de crédit a été mise en place par un pool de banques au bénéfice de Toupargel Groupe SA et Toupargel SAS pour un montant de 30 M€ (avec une option d'extensibilité à 50 M€), à compter du 30 septembre 2008 et jusqu'au 30 septembre 2013, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 3 000 K€.

En date du 20 février 2009, l'option d'extensibilité a été utilisée par une banque supplémentaire à hauteur de 10 M€ portant l'ouverture de crédit à 40 M€, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 4 000 K€.

Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

Ratio	Marge
1.90 <= R	0.85% l'an
0.9 <= R < 1.90	0.75% l'an
0.5 < R < 0.9	0.65% l'an
R <= 0.5	0.60% l'an

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant (hors intérêts courus) des emprunts à court, moyen et long terme, contractés auprès des organismes financiers, majoré de la part en capital des engagements de crédit-bail mobilier, immobilier ou de location financière avec option d'achat et diminué du montant consolidé des disponibilités et valeurs mobilières de placement. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat d'exploitation consolidé (normes françaises), plus les dotations et moins les reprises aux amortissements et/ou provisions d'exploitation (hors participation des salariés) et après comptabilisation des autres produits et charges. La marge variable est révisée deux fois l'an au 31 mars et au 30 septembre. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.20%.

Covenants :

L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés semestriellement par rapport aux comptes financiers au 30 juin et au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Situation nette comptable consolidée}}$ doit être < à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être < à 2.5

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. La situation nette comptable consolidée est égale au capital, augmentée de la prime d'émission de fusion et d'apport, augmentée des réserves, augmentée ou diminuée du résultat net de l'année, augmentée du report à nouveau créditeur et diminuée du report à nouveau débiteur.

Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit par tranche de 10 000K€. Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2011.

• Une ouverture de crédit a été mise en place par une banque au bénéfice de Toupargel Groupe SA et/ou Toupargel SAS pour un montant de 10 M€, à compter du 26 juin 2009 et jusqu'au 26 juin 2014, amortissable annuellement à compter du 26 juin 2009 par tranche de 2 000 K€. Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

Ratio	Marge
R > à 1.50	1.30% l'an
1.30 < R <= 1.50	1.10% l'an
1.10 < R <= 1.30	0.90% l'an
0.9 < R <= 1.10	0.80% l'an
R <= 0.9	0.65% l'an

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant du capital restant dû et des intérêts courus des emprunts et dettes financières à court, moyen et long terme (incluant l'endettement relatif au retraitement en consolidation des crédits-bail et locations financières), incluant les découverts et le montant utilisé des ouvertures de crédit, augmenté des emprunts obligataires et/ou des comptes courants d'associés dans la mesure où ils ne sont pas subordonnés au crédit. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat opérationnel, augmenté des dotations nettes des reprises aux provisions d'exploitation sur actifs et aux provisions d'exploitation pour risques et charges.

La marge variable est révisée une fois l'an au premier jour de la période d'intérêt suivant la remise à la banque de l'attestation relative aux ratios financiers. Celle-ci doit être établie dès approbation des comptes annuels consolidés par l'assemblée générale, dans les quinze jours calendaires suivant cette approbation, et au plus tard six mois après la date de clôture de chaque exercice social. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.30%.

Covenants :

L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés annuellement au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Capacité d'autofinancement - dividendes votés au cours de l'exercice clos}}{\text{Service de la dette}}$ doit être > à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être < à 2.0

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. Le service de la dette désigne les frais financiers nets cash augmenté des remboursements en principal des dettes financières à terme (y compris dette obligataire et comptes courants d'associés et hors variation des concours bancaires à durée déterminée) réalisés au cours de l'exercice considéré, hors tout remboursement anticipé.

Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2011.

Les montants mobilisables à chaque date d'arrêt des comptes sont les suivants :

En K€	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015
Montants mobilisables	22 000	12 000	2 000		

NOTE 10 - Autres dettes

10.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Détail

En K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fournisseurs	106	206	192
Factures non parvenues	115	200	141
Total	221	406	333

142

Echéances fournisseurs (en K€)

en K€	2011	2010
Échéances échues (litiges)	25	3
Échéance : 15 janvier	80	24
Échéance : 31 janvier	1	179
Total	106	206

10.2 Autres dettes

En K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Compte-courants			
- Toupargel	41 800	40 040	43 829
- Place du Marché	241	401	807
Total	42 042	40 441	44 636

Ce poste représente les en-cours de trésorerie des filiales placés auprès de Toupargel Groupe SA dans le cadre de la convention de trésorerie mise en place en 2004.

NOTE 11 - Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Le tableau ci-après reprend les soldes comptables existant à la clôture avec les entreprises liées.

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Actif immobilisé			
Titres immobilisés (Toupargel)	83 438	83 438	83 438
Titres immobilisés (dépréciés à 100%) (Place du Marché)	6 000		
Total	89 438	83 438	83 438
Actif circulant			
Clients divers	852	1 344	1 371
Autres créances			
Place du Marché		5 227	5 383
Total	853	6 572	6 754
Dettes			
Autres dettes			
Toupargel	41 800	40 040	43 829
Place du Marché	241	401	807
Total	42 042	40 441	44 636

NOTE 12 - Produits et charges d'exploitation

Les produits d'exploitation sont constitués des prestations de services facturées par Toupargel Groupe SA à ses filiales (prestations de directions générales et opérationnelles).

Les charges d'exploitation sont essentiellement des charges de personnel et des frais liés à la cotation en bourse.

NOTE 13 - Effectif moyen

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Cadres	8	8	9
Employés	1	1	1
Total	9	9	10

NOTE 14 - Résultat financier

14.1 Produits financiers

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dividendes Groupe	5 000	15 000	15 000
Intérêts cash pooling	59	71	71
Autres produits	5	4	13
Produits cessions valeurs mobil. de placement	6	5	5
Reprise provis.compte-courant Place du Marché			560
Total	5 071	15 080	15 648

Les dividendes Groupe proviennent de la filiale Toupargel SAS.

14.2 Charges financières

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dépréciation actions propres	673	513	
Intérêts cash pooling	478	256	533
Autres charges financières	125	106	161
Total	1 276	875	694

Les autres charges financières sont composées de :

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Moins-values sur actions propres	23	3	5
Intérêts débiteurs	46	22	20
Intérêts sur ligne de crédit	56	81	135
Total	125	106	161

NOTE 15 - Résultat exceptionnel

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Charges exceptionnelles diverses			(5)
Charges exceptionnelles			(5)
Produits exceptionnels			
Total			(5)

NOTE 16 - Impôts sur les sociétés

Intégration fiscale

L'économie d'impôt comptabilisée par Toupargel Groupe SA, dans le cadre de cette intégration fiscale sur la base des résultats des comptes annuels au 31 décembre 2011 des sociétés du Groupe s'élève à 348K€ (2010 : 650K€, 2009 : 1 061 K€) dont 241 K€ restitués à la filiale Place du Marché SAS.

NOTE 17 - Calcul du résultat par action normal et dilué

a) Calcul du résultat net par action

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net part revenant au groupe par action de base (en K€)	4 897	15 793	16 329
Nombre moyen d'actions (1)	10 037 667	9 901 166	9 900 402
Résultat net par action (en €)	0,49	1,59	1,65

(1) : Voir c) détermination du nombre d'actions ci-dessous.

b) Calcul du résultat net par action dilué

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net part revenant au groupe par action de base (en K€)	4 897	15 793	16 329
Nombre moyen d'actions dilué (1)	10 037 667	9 901 666	9 900 402
Résultat net par action (en €)	0,49	1,59	1,65

(1) : Voir détail c) détermination du nombre d'actions ci-dessous.

c) Détermination du nombre d'actions

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	
Nombre d'actions ordinaires émises (capital social)	10 383 307	10 103 282	10 103 282	
Nombre d'actions d'autocontrôle (actions propres et contrat de liquidité)	-205 628	-201 616	-202 880	
(1) Nombre d'actions en circulation	10 177 679	9 901 666	9 900 402	
(2) Effet de la pondération des émissions en milieu d'année des actions liées au paiement d'une partie du dividende 2011 en actions	-140 013			
(3) Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action (1)-(2)	10 037 667	9 901 666	9 900 402	
Effet dilutif des plans de stocks options		Plans 2008-09-10	Plans 2008-09	Plan 2003
Options de souscription restantes	185 000	200 000	177 500	1 200
Cours d'exercice des options (en €)	25,75	25,75	25,75	8,75
Fonds recueillis à la souscription (*)	0	0	0	10 500
Cours moyen de l'action (en €)	12,79	15,08	15,07	17
Nombre d'actions théoriquement rachetées avec fonds recueillis (*)	0	0	0	618
(4) Nombre d'actions théorique supplémentaire (*)	0	0	0	
Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action dilué [3]+[4]	10 037 667	9 901 666	9 900 402	

(*) Le Conseil d'Administration de Toupergel Groupe a attribué 200 000 options dans ses séances du 25 Avril 2008, 27 octobre 2009 et 27 avril 2010. Leur prix de souscription ou d'achat, exercable à compter du 26 Avril 2010 (plan 2008), 28 octobre 2011 (plan 2009) et 28 avril 2012 (plan 2010) s'élevait à 25.75 € et étant supérieur au cours moyen et au cours actuel, elles n'ont pas été prises en compte dans le calcul du nombre d'actions théoriques.

Informations sur le bilan et le compte de résultat

NOTE 18 - Engagements hors bilan

Engagements donnés

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Cautions et garanties données	656	992	1 363
Indemnités de départ à la retraite	213	192	177

Toupergel Groupe SA a donné sa caution solidaire vis à vis de Place du Marché en garantie du contrat de crédit-bail immobilier de Chalon-sur-Saône (montant en capital au 31 décembre 2011 : 656K€) au profit de l'organisme de crédit-bail immobilier.

Indemnités conventionnelles de départ à la retraite : les engagements d'indemnités conventionnelles de départ à la retraite se montent au 31 décembre 2011 à 213K€ (charges comprises).

Engagements reçus

en K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Lignes de crédit mobilisables non utilisées	22 000	28 000	34 000
Clause de retour à meilleure fortune	16 784	16 784	16 784
Total	38 784	34 784	40 784

Lignes de crédit : la société Toupergel Groupe SA dispose au 31 décembre 2011 de lignes de crédit moyen terme de 22 000 K€, non utilisées. Abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune : Toupergel Groupe SA a consenti fin 2006 à Place du Marché un abandon de créances de 13 700 K€ avec clause de retour à meilleure fortune en cas de reconstitution de sa situation nette à hauteur de 1 M€. Toupergel Groupe SA a consenti fin 2008 à la société Place du Marché un abandon de créances supplémentaire de 3 084 K€.

Engagements réciproques

Néant.

Engagements complexes

Engagements liés aux emprunts (garanties, clauses de défaut) : voir note 9.

NOTE 19 - Plus-values sur éléments amortissables

La fusion intervenue le 1er janvier 1995 avec la Société d'Investissement du Centre (SIC) avait entraîné le report d'imposition de plus-values sur titres de participation pour un montant de 3 681 K€. Ce report provenait lui-même de fusions intervenues en 1992 dans le Groupe SIC - Clairgel. A la suite de la loi de finances rectificative pour 2004 (article 39), les plus-values à long terme ont été progressivement exonérées d'impôt : imposition à 15% en 2005, à 8% en 2006 et exonération à compter de 2007 à l'exception de l'imposition d'une quote-part de frais et charges de 5%. Ceci concerne pour Toupergel Groupe SA les plus-values sur titres de participation en différé d'imposition, soit 3 681 K€.

NOTE 20 - Liste des filiales et participations

Filiales (+de 50%)

Dénomination Siège	Capital	Quote-part	Valeur brute des titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Toupergel	25 000 K€	100%	83 438 K€		325 506 K€
69380 Civrieux d'Azergues	Capitaux propres	Dividendes reçus	Valeur nette des titres	Cautions et avals donnés	Résultat
	60 006 K€	5 000 K€	83 438 K€		9 511 K€
Place du Marché	Capital	Quote-part	Valeur brute des titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
69380 Civrieux d'Azergues	100 K€	100%	12 155 K€		21 390 K€
	Capitaux propres	Dividendes reçus	Valeur nette des titres	Cautions et avals donnés	Résultat
	972 K€		6 000 K€		(496 K€)

NOTE 21 - Mandataires sociaux

a) Rémunération

La rémunération totale comporte une rémunération fixe et une partie variable. Le total des revenus bruts pour 2011 s'élèvent à :

- Rémunération fixe : 352 K€
- Rémunération variable : 10 K€

b) Jetons de présence, honoraires

Le montant des jetons de présence versés en 2011 s'élève à 70 K€ (bénéficiaires : administrateurs indépendants).

c) Avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

Le montant des indemnités de retraite provisionnées au 31 décembre 2011 concernant les administrateurs s'élève à 90 K€ (un administrateur concerné). Le montant des provisions pour médailles du travail les concernant s'élève à 10 K€ (un administrateur concerné).

NOTE 22 - Conventions avec les parties liées

- Avec ASVEL Basket

- Sponsoring : 150 K€ versés en 2011 par Toupargel Groupe SA.

- Avec Toupargel SAS

- Prestations de direction et de gestion : 2 819 K€ facturés par Toupargel Groupe
- Convention de trésorerie
compte-courant Toupargel : 41 222 K€ (solde créditeur)
charges : 474 K€
Produits : 41 K€

- Avec Place du Marché SAS

- Prestations de direction et de gestion : 50 K€ facturés par Toupargel Groupe
- Convention de trésorerie
charges : 4 K€
Produits : 18 K€

- Avec Apax Partners SNC

- Prestations de conseil : charge de 20 K€ en 2011 à laquelle s'ajoute une régularisation de 5 K€ au titre de 2010.

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TOUPARGEL GROUPE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note 2.2 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles de dépréciation des immobilisations financières et notamment des titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

SOCIETE D'AUDIT FINANCIER
ET DE CONTROLE INTERNE
11 rue Auguste Lacroix
69003 LYON

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L.225-38 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avec la société TOUPARGEL

Personne concernée : Roland TCHENIO

Nature et objet : Votre société assure, pour le compte de sa filiale TOUPARGEL, des travaux de direction et de gestion. Les conditions de ces prestations ont été modifiées à partir du 1er avril 2011 :

- Prestation de communication : 10K€ HT par an
- Prestation de direction qualité : 100K€ HT par an
- Prestation de direction informatique : 120K€ HT par an
- Prestations juridiques et fiscales : 50K€ HT par an
- Prestation de marketing produits : 0,1% du chiffre d'affaires (1) HT
- Prestation de direction générale : 0,6% du chiffre d'affaires (1) HT

(1) Le chiffre d'affaires soumis à la redevance est le chiffre d'affaires ventes à domicile réalisé avec les tiers

Modalités : Le produit total ainsi comptabilisé au titre de période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011 s'est élevé à 1 888K€.

Avec la société PLACE DU MARCHE

Personne concernée : Roland TCHENIO

Nature et objet : Votre société assure, pour le compte de sa filiale PLACE DU MARCHE, des travaux de direction et de gestion. Les conditions de ces prestations ont été modifiées à partir du 1er avril 2011 :

- Prestation de direction qualité : 10K€ HT par an
- Prestation de direction informatique : 5K€ HT par an
- Prestations juridiques et fiscales : 2K€ HT par an
- Prestation de direction générale : 0,1% du chiffre d'affaires(1) HT

(1) Le chiffre d'affaires soumis à la redevance est le chiffre d'affaires ventes à domicile réalisé avec les tiers.

Modalités : Le produit total ainsi comptabilisé au titre de période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011 s'est élevé à 28K€.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société ASVEL BASKET

Nature : Votre conseil d'administration, dans sa séance du 25 avril 2008, a renouvelé le contrat de partenariat conclu avec CANAL PLUS EVENTS, organisateur des manifestations de l'ASVEL BASKET.

Importance des prestations de services fournies : Les budgets qui ont été fixés pour les trois saisons prévues au contrat sont les suivants (des places VIP sont comprises dans ce budget) :

- 2008/2009, 300 K€ HT,
- 2009/2010, 300 K€ HT,
- 2010/2011, 300 K€ HT.

En sus de la charge correspondant au budget de la saison 2011 (soit 150K€ pour 6 mois), la société a enregistré, dans ses charges, l'achat d'un contingent de places VIP à l'ASVEL au tarif normal pour un montant non significatif.

Avec la société TOUPARGEL

1. Nature : Votre société assure, pour le compte de sa filiale TOUPARGEL, des travaux de direction et de gestion. Ces prestations ont été facturées à TOUPARGEL aux conditions suivantes jusqu'au 31 mars 2011 :

- Prestation de communication : 10K€ HT par an
- Prestation de direction qualité : 100K€ HT par an
- Prestation de direction informatique : 120K€ HT par an
- Prestations juridiques et fiscales : 50K€ HT par an
- Prestation de marketing produits : 0,3% du chiffre d'affaires (1) HT
- Prestation de direction générale : 0,8% du chiffre d'affaires (1) HT

(1) Le chiffre d'affaires soumis à la redevance est le chiffre d'affaires ventes à domicile réalisé avec les tiers

Importance des prestations de services fournies : Le produit total ainsi comptabilisé au titre de la période du 1er janvier au 31 mars 2011 s'est élevé à 931 K€.

2. Nature et importance des prestations de services fournies : Votre société bénéficie d'un contrat de licence de marque à titre gratuit afin de pouvoir utiliser le nom TOUPARGEL, dont sa filiale est titulaire.

Avec la société PLACE DU MARCHE

Nature : Votre société assure, pour le compte de sa filiale PLACE DU MARCHE, des travaux de direction et de gestion. Ces prestations ont été facturées à PLACE DU MARCHE aux conditions suivantes jusqu'au 31 mars 2011 :

- Prestation de direction qualité : 10K€ HT par an
- Prestation de direction informatique : 10K€ HT par an
- Prestations juridiques et fiscales : 5K€ HT par an
- Prestation de marketing produits : 0,1% du chiffre d'affaires (1) HT
- Prestation de direction générale : 0,2% du chiffre d'affaires (1) HT

(1) Le chiffre d'affaires soumis à la redevance est le chiffre d'affaires ventes à domicile réalisé avec les tiers.

Importance des prestations de services fournies : Le produit total ainsi comptabilisé au titre de la période du 1er janvier au 31 mars 2011 s'est élevé à 22 K€.

Avec les sociétés TOUPARGEL et PLACE DU MARCHE

1. Nature : La convention de trésorerie, signée avec les sociétés TOUPARGEL et PLACE DU MARCHE afin de procéder à la centralisation de la trésorerie des sociétés du Groupe au sein d'un accord de cash pooling, a continué de produire ses effets.

Ainsi, au 31 décembre 2011, les comptes courants présentent les soldes suivants au bilan de votre société :

- PLACE DU MARCHE : Néant
- TOUPARGEL : 41 222 K€ (solde créditeur)

Importance des prestations de services fournies : Les produits et charges d'intérêts (taux Euribor 3 mois + 0,40%) comptabilisés au titre de l'exercice 2011 s'élèvent aux montants suivants :

- PLACE DU MARCHE : 18K€ (produits)
4K€ (charges)
- TOUPARGEL : 474K€ (charges)
41K€ (produits)

2. Nature : La convention d'intégration fiscale faisant suite à l'option pour le régime prévu aux articles 223 A et suivants du CGI a été modifiée au cours de l'exercice. Votre société, tête du groupe intégré, comptabilise dans son résultat les économies d'impôts et les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale. En cas de déficit fiscal des filiales, celles-ci reçoivent, de la part de votre société, une allocation égale à l'économie d'impôt.

Importance des prestations de services fournies : Au titre de cette convention :

- TOUPARGEL a transmis à sa maison-mère un résultat fiscal bénéficiaire de 13 889K€ ;
- PLACE DU MARCHE a transmis à sa maison-mère un résultat fiscal déficitaire de 723 K€ et a reçu en contrepartie une allocation de 241 K€.

Avec la société APAX PARTNERS SNC

Nature : APAX PARTNERS SNC assure, pour le compte de votre société, les prestations suivantes :

- prestation de conseil en stratégie d'entreprise,
- prestations en organisation et en gestion d'entreprise,
- prestations de conseil et d'assistance en matière de commercialisation, de positionnement marketing, de communication, de ressources humaines, de développement et d'investissement,
- prestations d'information et de conseil en matière financière, telles que le contrôle de la gestion budgétaire, la gestion financière et la politique des relations bancaires.

Le montant d'honoraires versé en contrepartie s'élève à 5 000€ hors taxes, majorés de la TVA, par jour de travail de Monsieur Maurice TCHENIO. Le contrat est consenti pour une durée débutant le 1er janvier 2009 pour se terminer le 31 décembre 2011. Il se renouvelle par tacite reconduction, sauf renonciation par LRAR avec un préavis de 3 mois.

Importance des prestations de services fournies : Au titre de l'exercice 2011, votre société a enregistré dans ses comptes une charge de 20 000€ à laquelle s'ajoute une régularisation de 5 000€ au titre de 2010.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

Les informations juridiques

Renseignements de caractère général

Dénomination Sociale

Toupargel Groupe (Article 2 des statuts)

Date de création

La société a été constituée le 16 février 1982 et les statuts ont été déposés le 10 septembre 1982 au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris. (Article 1 des statuts)

Siège Social

13, chemin des Prés Secs - 69380 Civrieux d'Azergues (Article 4 des statuts)

Tel 04 72 54 10 00

Durée de vie

La durée de la société est fixée à 99 années entières et consécutives à compter du 10 septembre 1982, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit jusqu'au 10 septembre 2081, sauf dissolution anticipée dans les cas prévus aux présents statuts ou prorogation pour une durée ne pouvant excéder quatre vingt dix neuf années.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Conseil d'Administration sera tenu de provoquer une décision collective des actionnaires pour décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société sera prorogée ou non. La décision des actionnaires sera, dans tous les cas, rendue publique. (Article 5 des statuts)

Forme juridique

Société Anonyme à Conseil d'Administration régie par la législation française et notamment par les dispositions des chapitres IV et V du Livre deuxième du Code de Commerce. (Article 1 des statuts)

Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année, et finit le 31 décembre suivant. (Article 26 des statuts)

Objet social

La société a pour objet :

- la distribution de denrées alimentaires sous toutes ses formes,
- toutes opérations industrielles, commerciales mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique ou sociétés, françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou

Autres informations

• Informations juridiques	p.151
Renseignements de caractère général	p.151
Renseignements concernant le capital	p.154
• Attestation du responsable du document de référence	p.158
• Table de concordance	p.159

sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie d'apports, de souscriptions ou d'achats d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de sociétés en participation, de groupement, d'alliance ou de commandite. (Article 3 des statuts)

Registre du commerce et des sociétés

325 307 098 RCS LYON

Code NAF

6430 Z

N° gestion au Greffe

96B 02580

Greffe du Tribunal de commerce

44 rue de Bonnel
69003 Lyon

Assemblées Générales

Les Assemblées Générales d'Actionnaires sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles.

Toutefois ce droit est subordonné à l'inscription en compte des actions nominatives et pour les actions au porteur, aux dépôts, aux lieux indiqués, de l'avis de convocation, du certificat de l'intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte, de la date de ce dépôt jusqu'à celle de l'Assemblée.

Les formalités doivent être accomplies cinq (5) jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

152 Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions légales et dont il ne sera tenu compte que s'il est reçu par la société, trois (3) jours au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée.

Les formulaires ne donnant aucun avis de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes nuls.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Tout autre actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Pour tout pouvoir adressé à la société sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés et agréés par le Conseil d'Administration et défavorable pour les projets de résolutions refusés par ce dernier.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements. (Articles 21 à 24 des statuts)

Renseignements sur les valeurs mobilières

Droits attachés aux actions

Toutes les actions sont de même catégorie et confèrent les mêmes droits, tant dans la répartition des bénéfices que du boni éventuel de liquidation. Lors de la tenue des Assemblées, chaque action donne droit à une voix.

L'Assemblée Générale Mixte du 25 octobre 1997 a autorisé l'attribution d'un droit de vote double à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis 4 ans au moins, à condition que le titulaire en ait fait la demande à la société à l'expiration du délai de 4 ans. (Article 12 des statuts)

Négociabilité des actions

Toutes les actions sont librement cessibles. Elles ne sont actuellement inscrites sur aucune autre cote que celle de NyseEuronext Paris.

Forme des actions

Les actions entièrement libérées sont au choix de l'actionnaire : nominatives, au porteur pur et simple ou au porteur identifiable.

Elles donnent lieu à une inscription en compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les dispositions prévues par les textes en vigueur.

Franchissements de seuils légaux et statutaires

- Seuils légaux

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33.33%, 50%, 66.66%, 90% et 95% du capital de la société et/ou des droits de vote, devra se conformer aux dispositions visées par l'article L 233-7 du Code de Commerce et plus particulièrement devra en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception et à l'AMF dans le délai de 4 jours de Bourse (avant clôture). Toute personne qui franchit le seuil de 10%, 15%, 20% ou 25% du capital ou des droits de vote devra déclarer à la société et à l'AMF les objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des six mois à venir, dans le délai de 5 jours de Bourse (avant clôture). En cas de non-respect de cette obligation, les dispositions prévues par l'article L 233-14 du Code de Commerce s'appliqueront. (Article 12 des statuts)

- Seuils statutaires

Les statuts prévoient un seuil de détention déclaratif supplémentaire de 2% du capital social, à partir duquel tout actionnaire est soumis aux dispositions légales d'information sur le niveau de sa participation, tel que ces obligations sont prévues à l'article L 233-7 du Code de Commerce. Le non-respect des obligations est sanctionné par les dispositions de l'article L233-14. (Article 12 des statuts)

- Franchissements

Tout actionnaire est également tenu d'informer la société dans un délai de cinq jours, lorsque sa participation devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

Identification des détenteurs

La société peut à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom, la nationalité, l'adresse des détenteurs de titres au porteur de la société conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux Assemblées d'Actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et le cas échéant les restrictions dont les titres peuvent être frappés. (Article 10 des statuts)

Affectation et répartition du bénéfice

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserves généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende. L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé en premier lieu sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital. (Article 28 des statuts)

Mise en paiement des dividendes

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale ou à défaut par le Conseil d'Administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan, établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par les commissaires aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits. (Article 29 des statuts)

Contrats importants

A ce jour, les sociétés du Groupe n'ont pas conclu de contrats importants, autre que ceux conclus dans le cadre normal de leurs affaires, conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe.

Renseignements concernant le capital

Modification du capital et des droits attachés aux actions

Toute modification du capital ou des droits attachés aux titres qui le composent est soumise aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

Acquisition par la société de ses propres actions

Programme 2010- 2011

Il a été proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation au profit du directeur général, à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 0.5% du capital social à la date de la réalisation de ces achats. Cette autorisation s'est substituée à celle accordée par la huitième résolution de l'Assemblée Générale du 28 avril 2009. Le prix maximum d'achat par action était fixé à 50 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat peut toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pouvait être supérieur à 2 526 K€. En cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement de titres, le montant maximum ci-dessus était ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pouvaient être réalisés à tout moment, y compris en période d'offre publique, par tous moyens autorisés conformément à la réglementation applicable et aux modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers, notamment en vue d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme au modèle établi par l'AMAFI.

Les rachats d'actions étaient financés par les ressources propres de la société ou par voie d'endettement à court et moyen terme pour les besoins excédentaires. La présente autorisation a été donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle a remplacé et annulé toute autorisation antérieure.

Programme 2011- 2012

Il a été proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2011, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation au profit du directeur général, à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 0.5% du capital social à la date de la réalisation de ces achats. Cette autorisation s'est substituée à celle accordée par la huitième résolution de l'Assemblée Générale du 27 avril 2010. Le prix maximum d'achat par action était fixé à 50 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat pouvait toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pouvait être supérieur à 2 526 K€. En cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement de titres, le montant maximum ci-dessus était ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pouvait être réalisés à tout moment, y compris en période d'offre publique, par tous moyens autorisés conformément à la réglementation applicable et aux modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers, notamment en vue d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI.

Les rachats d'actions étaient financés par les ressources propres de la société ou par voie d'endettement à court et moyen terme pour les besoins excédentaires. La présente autorisation était donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle a remplacé et annulé toute autorisation antérieure.

Programme 2012- 2013

Il est proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation au profit du directeur général, à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 0.5% du capital social à la date de la réalisation de ces achats. La présente autorisation se substitue à celle accordée par la huitième résolution de l'Assemblée Générale du 27 avril 2011. Le prix maximum d'achat par action est fixé à 40 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat pourra toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pourra être supérieur à 2 077 K€. En cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement de titres, le montant maximum ci-dessus sera ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment, y compris en période d'offre publique, par tous moyens autorisés conformément à la réglementation applicable et aux modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers, notamment

en vue d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI.

Les rachats d'actions seront financés par les ressources propres de la société ou par voie d'endettement à court et moyen terme pour les besoins excédentaires. La présente autorisation est donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplace et annule toute autorisation antérieure.

Capital social

Le capital social s'élevait à la somme de 1 010 328,20 euros, divisé en 10 103 282 actions de 0,10 euro chacune de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées au début de l'exercice 2011. A la suite de la décision de distribuer le dividende au titre de 2010 en partie en espèces, en partie en actions, le capital a été augmenté de 28 002,50 euros et le nombre d'actions de 280 025. Le capital social s'élève dorénavant à 1 038 330,70 euros divisé en 10 383 307 actions de 0,10 euros de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées.

Capital potentiel

Les options de souscription ou d'achat d'actions autorisées par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 ont été attribuées par les Conseils d'Administration du 25 avril 2008, du 27 octobre 2009 et du 27 avril 2010. 200 000 options ont été attribuées.

Toupgel Groupe ayant acquis 200 000 actions propres en vue de les attribuer aux plans d'options, il n'y a donc pas de capital potentiel lié à ces plans.

Il est proposé à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012 de distribuer un dividende en espèces de 0.40 euros par action.

Capital autorisé non émis

Le Conseil d'Administration de la société a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2007 à émettre des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions dans la limite de 2% du nombre d'actions formant le capital social. Le Conseil d'Administration du 25 avril 2008 ainsi que ceux du 27 octobre 2009 et du 27 avril 2010 ont attribué aux salariés et aux dirigeants mandataires de la société et des sociétés contrôlées 200 000 options de souscription ou d'achat. Toupgel Groupe ayant parallèlement acquis 200 000 actions propres en vue de les attribuer au plan d'options, il n'y aura pas d'augmentation de capital.

Options de souscription et options d'achat

Le Conseil d'Administration de la société a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2007 à émettre des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions dans la limite de 2% du nombre d'actions formant le capital social. Cette autorisation dont le Conseil peut faire usage en une ou plusieurs fois est donnée pour une durée de trente huit mois à compter de cette Assemblée.

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2008 a attribué à ses salariés et aux dirigeants mandataires de la société et des sociétés contrôlées 200 000 options de souscription ou d'achat. Le prix d'exercice a été fixé à 25.75€. La levée des options est effective à compter du 26 avril 2010 jusqu'au 25 avril 2013 avec une possibilité de levée progressive. A la suite de départs de l'entreprise, 37 500 options sont devenues sans bénéficiaires - 15 000 options ont été attribuées par le Conseil d'Administration du 27 octobre 2009. Le prix d'exercice a été fixé à 25.75€. La levée des options est effective à compter du 28 octobre 2011 jusqu'au 27 octobre 2014 avec une possibilité de levée progressive - 22 500 options ont été attribuées par le Conseil d'Administration du 27 avril 2010. Le prix d'exercice a été fixé à 25,75€. La levée des options sera effective à compter du 28 avril 2012 jusqu'au 27 avril 2015 avec une possibilité de levée progressive.

Toupgel Groupe ayant parallèlement acquis 200 000 actions propres en vue de les attribuer au plan d'options, il n'y aura pas d'augmentation de capital.

Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires. Messieurs Roland Tchénio (groupe familial Roland Tchénio) et Maurice Tchénio (Apax Partners SNC et à titre personnel) agissent de concert.

Le concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio détient 84.84% du capital et 92.58% des droits de vote au 31 décembre 2011. Les principes de gouvernance en vigueur au sein de Toupgel Groupe permettent d'assurer que ce contrôle n'est pas exercé de manière abusive.

Aucune disposition des statuts ou d'une éventuelle charte n'a été prise en vue de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

Nantissement d'actions

A la connaissance de la société, au 31 décembre 2011, aucune action n'est nantie.

Evolution du capital de Toupargel Groupe SA

Date	Nature des opérations	Augmentation de capital (euros)	Nombre d'actions	Nominal (euros)	Prime (euros)	Capital après opération (euros)
16.02.1982	Constitution, apports en numéraire	38 112,00	2 500	15,00	Néant	38 112
30.05.1997	Augmentation de capital par incorporation de réserves	724 132,00	50 000	15,00	Néant	762 245
25.10.1997	Réduction du nominal de l'action de 15 euros à 0,30 euro		2 500 000	0,30	Néant	762 245
29.05.2001	Augmentation de capital par incorporation de réserves	237 755,00	2 500 000	0,40	Néant	1 000 000
20.02.2004	Division du nominal par 4 (de 0,40€ à 0,10€) et multiplication par 4 du nombre d'actions		10 000 000	0,10	Néant	1 000 000
31.12.2005	Augmentation de capital	7 238,20	10 072 382	0,10	626 104,3	1 007 238,20
30.06.2006	Augmentation de capital	2 810,00	10 100 482	0,10	243 065	1 101 048,20
30.09.2006	Augmentation de capital	120,00	10 101 682	0,10	10 380	1 010 168,20
30.07.2007	Augmentation de capital	160,00	10 103 282	0,10	13 840	1 010 328,20
30.06.2011	Augmentation de capital	28 002,50	10 383 307	0,10	4 247 979,25	1 038 330,70

Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2011

	Nombre d'actions	% du capital	Nbre droits de vote	% droits de vote	dont droits de vote double
Roland Tchénio	598	0,01%	1 196	0,01%	598
TT Investissements (1)	5 581 822	53,76%	10 876 642	58,85%	5 294 820
Groupe familial Roland Tchénio	5 582 420	53,76%	10 877 838	58,86%	5 295 418
Apax Partners SNC (2)	3 098 231	29,84%	6 098 231	33,00%	3 000 000
Maurice Tchénio	129 000	1,24%	133 000	0,72%	4 000
Groupe Maurice Tchénio	3 227 231	31,08%	6 231 231	33,72%	3 004 000
Concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio	8 809 651	84,84%	17 109 069	92,58%	8 299 418
Autres administrateurs	8 037	0,08%	8 037	0,04%	
Auto-détention	205 628	1,98%			
Public	1 359 991	13,10%	1 363 991	7,38%	4 000
TOTAL	10 383 307	100,00%	18 481 097	100,00%	8 303 418

Droit de vote double : Les actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis 4 ans au moins, bénéficient du droit de vote double sur demande du titulaire à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

(1) TT Investissements est une société civile détenue exclusivement par le groupe familial Roland Tchénio (Roland Tchénio et sa fille Tania Tchénio) et dont le gérant est Roland Tchénio.

(2) Apax Partners SNC est une société en nom collectif, holding de tête des entités juridiques composant le groupe Apax Partners en France et détenue majoritairement par Monsieur Maurice Tchénio.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 2% du capital et des droits de vote.

Le concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio détient 84.84% du capital et 92.58% des droits de vote. Les principes de gouvernance en vigueur au sein de Toupargel Groupe permettent d'assurer que ce contrôle n'est pas exercé de manière abusive.

Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des quatre dernières années

	31/12/2008		31/12/2009		31/12/2010		31/12/2011	
	Capital %	Droits de vote %						
Roland Tchénio et famille	24,74	32,45	24,74	32,44	0,01	0,01	0,01	0,01
TT Investissements	28,48	18,68	28,53	18,71	53,44	52,20	53,76	58,85
Groupe familial Roland Tchénio	53,22	51,13	53,27	51,15	53,45	52,21	53,76	58,86
Apax Partners SNC	29,69	38,94	29,69	38,94	29,69	38,20	29,84	33,00
Maurice Tchénio	1,28	0,86	1,28	0,86	1,28	0,85	1,24	0,72
Groupe Maurice Tchénio	30,97	39,80	30,97	39,81	30,97	39,05	31,08	33,72
Concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio	84,19	90,93	84,24	90,96	84,42	91,26	84,84	92,58
Autres administrateurs	0,21	0,14	0,19	0,12	0,07	0,04	0,08	0,04
Auto-détention	2,01		2,01		2,00		1,98	
Public	13,59	8,93	13,56	8,92	13,52	8,70	13,10	7,38
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Des salariés peuvent être à titre personnel actionnaires de la société. Ils sont considérés comme étant dans le public.

LE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Attestation du responsable du document de référence 2011

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 67 à 72 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 présentés dans le document de référence déposé le 4 avril 2011 à l'AMF sous le numéro de visa D.11-0234 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant à la page 133 dudit document, qui contient une observation sur le traitement comptable retenu de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009 présentés dans le document de référence déposé le 9 avril 2010 à l'AMF sous le numéro de visa D.10-0235 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant à la page 131 dudit document, qui contient une observation sur les changements de méthodes comptables.

**Fait à Civrieux d'Azergues,
Le 6 avril 2012**

**Roland Tchénio
Président Directeur Général**

TABLE DE CONCORDANCE

En application de l'article 28 du règlement 809-2004 sur les prospectus, les éléments suivants sont inclus par référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010, présentés respectivement aux pages 82 à 132 et 133 du document de référence n°D11-0234 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 avril 2011 ;
- les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et le rapport général des commissaires aux comptes présentés respectivement aux pages 140 à 153 et 154 du document de référence n°D11-0234 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 avril 2011 ;
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2009, présentés respectivement aux pages 83 à 130 et 131 du document de référence n°D10-0235 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 avril 2010 ;
- les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et le rapport général des commissaires aux comptes présentés respectivement aux pages 133 à 152 et 153 du document de référence n°D10-0235 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 avril 2010 ;

Les chapitres des documents de références 2009 et 2010 non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit du présent document de référence.

1.	PERSONNES RESPONSABLES	
1.1.	Nom et fonction des personnes responsables du document de référence	p. 158
1.2.	Déclaration des personnes responsables du document de référence	p. 158
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	
2.1.	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur	p. 55
2.2.	Changement des contrôleurs légaux	p. 55
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	
3.1.	Informations financières historiques	p. 64, 65
3.2.	Informations financières pour des périodes intermédiaires	NA
4.	FACTEURS DE RISQUES	p. 73
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	
5.1	Histoire et évolution de la société	p. 3
5.1.1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	p. 151
5.1.2.	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	p. 151
5.1.3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur,	p. 151
5.1.4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur,	p. 151
5.1.5.	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	p. 4, 12, 23, 72
5.2	Investissements	p. 65, 72, 91
5.2.1.	Principaux investissements réalisés	p. 65, 72, 91
5.2.2.	Principaux investissements en cours	p. 91
5.2.3.	Principaux investissements futurs	p. 65
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS	
6.1.	Principales activités	p. 10 à 21, 22 à 25
6.1.1.	Principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis	p. 12 à 20, 24 à 25
6.1.2.	Principales activités par secteurs géographiques	p. 14, 23, 24
6.2.	Principaux marchés	p. 6 à 9
6.3.	Événements exceptionnels de l'activité	p. 4, 5, 70
6.4	Degré de dépendance à l'égard de brevets ou de licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou nouveaux procédés de fabrication	p. 72
6.5	Position concurrentielle	p. 6 à 9
7.	ORGANIGRAMME	
7.1	Description sommaire du groupe	p. 2
7.2	Liste des filiales	p. 2, 41, 90
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	
8.1	Immobilisations corporelles.	p. 91 à 95
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles.	p. 31, 75

9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	
9.1.	Situation financière	p. 67 à 72
9.2.	Résultat d'exploitation	p. 70
9.2.1.	Evolution de la situation financière et résultat des opérations effectuées	p. 67 à 72
9.2.2.	Evolution du chiffre d'affaires et explications	p. 68, 69
9.2.3.	Stratégie ou facteurs ayant ou pouvant influencer sur les opérations	p. 4, 5, 73 à 76
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX	
10.1.	Capitaux de l'émetteur	p. 71, 80
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie	p. 79
10.3.	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement	p. 104 à 107
10.4.	Restriction à l'utilisation des capitaux	p. 104 à 107
10.5.	Sources de financement des investissements futurs	p. 104 à 107, 122 à 123
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	p. 88
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	
12.1.	Principales tendances ayant affecté l'exercice	p. 68, 70
12.2.	Tendance connue susceptible d'influer sur les perspectives	p. 5, 6 à 9, 12 à 19, 23 à 25
13.	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	p. 72
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	
14.1.	Informations sur les activités, l'absence de condamnation et les mandats sociaux	p. 41 à 43
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	p. 44, 45
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	
15.1.	Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés	p. 46, 47
15.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	p. 46 à 48, 125
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	
16.1.	Date d'expiration du mandat des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	p. 42, 43
16.2.	Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	p. 44, 45
16.3.	Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération	p. 48
16.4.	Déclaration de conformité au régime de gouvernement	p. 44
17.	SALARIÉS	
17.1.	Nombre de salariés	p. 33 à 39, 65, 117
17.2.	Participations et stock options	p. 99, 116
17.3.	Accord de participation des salariés dans le capital	p. 16
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	
18.1.	Actionnariat	p. 58, 156, 157
18.2.	Droits de vote	p. 156, 157
18.3.	Contrôle direct ou indirect	p. 156, 157
18.4.	Accord pouvant entraîner un changement de contrôle de la société	NA
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS	NA
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	
20.1.	Informations financières historiques	p. 64, 65
20.2.	Informations financières pro forma	p. 81, 82
20.3.	États financiers	p. 77 à 126, 134 à 147
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	p. 127, 148, 158
20.5.	Date des dernières informations financières vérifiées	p. 3
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	NA
20.7.	Politique de distribution des dividendes	p. 60
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	p. 72, 75
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	p. 72
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	
21.1.	Capital social	p. 154 à 157
21.1.1.	Montant du capital souscrit	p. 155

21.1.2.	Actions non représentatives du capital	NA
21.1.3.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues	p. 145, 156
21.1.4.	Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	NA
21.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et obligation attachée au capital souscrit	NA
21.1.6.	Informations sur le capital faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel	NA
21.1.7.	Historique du capital social	p. 156
21.2.	Acte constitutif et statuts	p. 151 à 153
21.2.1.	Objet social	p. 151
21.2.2.	Résumé des dispositions contenues dans l'acte constitutif	p. 151 à 153
21.2.3.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	p. 152
21.2.4.	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	p. 154
21.2.5.	Convocation et admission aux assemblées générales des actionnaires	p. 152
21.2.6.	Disposition pouvant retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.	p. 152 à 153
21.2.7.	Disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	p. 153
21.2.8.	Conditions régissant les modifications du capital	p. 154
22.	CONTRATS IMPORTANTS	p. 153
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	p. 148, 149
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	p. 62
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	p. 41, 90, 129, 146

NA = non applicable

Ce rapport annuel s'inscrit dans la démarche de Développement Durable du Groupe Toupargel



Papier Satimat green

Le papier utilisé est fabriqué à partir de fibres recyclées et de fibres issues de forêts gérées durablement.

Imprimeur éco-responsable



Ce rapport annuel est imprimé en France, dans le respect de la charte Imprim'Vert® sur la bonne gestion des déchets, des produits dangereux et toxiques.

Crédit photos :

ThinkStock-Stockbyte	p. 1
ThinkStock-DigitalVision	p. 1
ThinkStock-Comostock	p. 26
ThinkStock-Hemera	p. 10, 24
ThinkStock-Photodisc	p. 22, 23, 56
ThinkStock-Istockphoto	p. 1, 10, 11, 22, 27
ThinkStock-Créatas	p. 1, 4, 10, 22, 26, 40, 56
Toupargel	p. 20, 35, 50
Pascal Muradian	p. 37
Noël Bouchut	p. 1, 21
Studio Guy Renaux	p. 1, 17, 18, 26, 27
Jérôme Deduytsche	p. 1, 4, 5, 10 à 16, 22 à 29, 31, 36, 38 à 42, 49, 56, 57

Maquette :

Publicis Activ Lyon

Conception - rédaction - mise en page :

Toupargel Groupe



www.toupargelgroupe.fr
13, chemin des Prés Secs
69380 Civrieux d'Azergues
Tél. 04 72 54 10 00 - Fax 04 27 02 61 92
Contact : infofinanciere@toupargel.fr
SA au capital de 1 038 330,70 €
325 307 098 RCS Lyon - Code NAF 6430 Z

LE SPÉCIALISTE DE LA VENTE À DISTANCE ET DE LA LIVRAISON À DOMICILE DE PRODUITS ALIMENTAIRES